LES

AFFAIRES DE SYRIE

D'APRÈS LES PAPIERS ANGLAIS

III.

ORGANISATION DE LA SYRIE. — LE PLAN ANGLAIS. — LE PLAN ADOPTÉ.[1]

Correspondence relating to the affairs of Syria, presented to both houses of parliament by command of Her Majesty, 1861.

Je voudrais examiner aujourd'hui les divers plans proposés dans la commission internationale de Beyrouth pour l'organisation de la Syrie et du Liban, étudier l'idée que se font les puissances européennes des rapports que la Syrie et le Liban doivent avoir avec la Porte-Ottomane, chercher si c'est un plan turc ou un plan européen qui vient d'être adopté, et tâcher de déterminer d'avance ce que la nouvelle organisation fera de bien ou de mal en Syrie et dans le Liban.

La question de Syrie n'est pas une question isolée, elle contient toute la question d'Orient, et, ne nous y trompons point, chaque fois qu'il y aura des désordres et des troubles dans une province quelconque de l'empire ottoman, ce sera la question d'Orient tout entière qui sera soulevée. Autrefois en Turquie les pachas se révoltaient contre le sultan, et le sultan tâchait de les vaincre, tantôt par la force, tantôt par la ruse, sans que l'Europe s'inquiétât de ces démêlés intérieurs. Elle savait que la Turquie avait la force d'être ma-

(1) Voyez la livraison du 15 juin et du 1er août 1861.

lade sans en mourir, et qu'une révolte ne mettait pas tout l'empire ottoman en question. Elle ne prenait donc qu'un intérêt de curiosité à l'agitation des provinces turques. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Une révolte particulière, une sédition de ville, une simple prise d'armes entre deux tribus hostiles met en péril la Turquie tout entière et l'équilibre européen. Je sais que les vieux Turcs attribuent à l'ambition de l'Europe cette difficulté générale que ressent la Turquie à propos de chaque difficulté particulière. L'ambition de l'Europe n'a pas fait la faiblesse de la Turquie; elle s'en est seulement aperçue : de là une tentation très grande pour certaines puissances de profiter de cette faiblesse, et pour celles qui n'étaient pas tentées, parce qu'elles n'étaient pas à portée de la tentation, une singulière jalousie contre les états qui pouvaient hériter d'un malade chaque jour plus près de la mort.

Cet ensemble de convoitise dans les héritiers et de jalousie dans les Turcs exclus de l'héritage fait ce qu'on appelle la question d'Orient, et il est facile d'en retrouver les traits principaux dans les délibérations de la commission de Beyrouth sur l'organisation de la Syrie et du Liban.

I.

Parmi les cinq grandes puissances, il y en a deux, la Russie et l'Autriche, qui sont soupçonnées d'avoir des vues d'ambition sur l'héritage de l'empire ottoman, la Russie surtout, car l'Autriche craint encore plus l'agrandissement de la Russie qu'elle ne souhaite le sien propre. Elle sait que la puissance en ce monde n'est qu'une proportion, et que par conséquent elle perdrait en puissance, quand elle s'agrandirait d'une ou deux provinces à côté d'un état qui en acquerrait trois ou quatre. Mais je laisse de côté la politique de la Russie et de l'Autriche, qui ne se manifeste qu'à certains momens dans les délibérations de la commission internationale de Beyrouth, et je me hâte d'arriver à la politique de la France et de l'Angleterre, parce que ce sont ces deux politiques qui sont le plus en jeu, et je suis forcé de dire en lutte dans la question de Syrie. Cependant ces deux puissances semblent, au premier coup d'œil, avoir en Orient la même politique : elles veulent toutes deux le maintien de l'empire ottoman; elles professent toutes deux le système d'abstention en Orient, et elles ont raison. N'étant pas contiguës avec l'Orient, elles ne pourraient s'y agrandir que par des possessions lointaines. Je sais bien que l'Angleterre est par sa marine contiguë avec le monde entier, et que la France peut aussi, dans la proportion de sa puissance maritime, avoir quelque chose de cette conti-

guïté universelle. Je suis persuadé pourtant que l'Angleterre et la France n'ont aucune envie sérieuse de s'annexer quelques-unes des provinces de l'empire ottoman. Elles s'interdisent sincèrement toute ambition; mais cette politique, qui a pour principe commun l'abstention, a sur les formes du maintien de l'empire ottoman des idées et des procédés tout différens. L'Angleterre ne conçoit le maintien de l'empire ottoman que sous sa forme ancienne; elle a l'air de croire que rien n'est changé en Turquie depuis le grand Soliman. Aux yeux de ses hommes d'état, mais non point de ses consuls, les Turcs n'ont pas décliné; les chrétiens d'Orient ne se sont pas relevés de leur abaissement et de leur misère. Des pachas plus ou moins soumis, des sultans plus ou moins voluptueux, un grand empire sans agriculture et sans industrie, l'Orient, qui a civilisé le monde, retombé dans la barbarie, ne faisant plus concurrence à personne, voilà ce que le gouvernement anglais appelle le maintien de l'empire ottoman. La France n'a pas voulu faire de cet idéal de barbarie impuissante le but de sa politique en Orient. Comme il y a des forces nouvelles qui se développent en Orient, comme il y a des populations qui remontent vers la civilisation, la France a pensé qu'il fallait leur faire une place dans l'empire ottoman. Si elles font des efforts durables pour recouvrer leur indépendance, il faut, comme pour la Grèce, consacrer cette indépendance; mais si ces populations, sans pouvoir ou sans vouloir aller jusqu'à l'indépendance, demandent que leur foi, leur vie, leur propriété, soient respectées, et cela au nom tantôt de droits anciens, tantôt de principes nouveaux, la France a pensé que ces justes revendications devaient être écoutées. Elle ne veut pas détruire l'empire ottoman : elle veut le fortifier et le régénérer par la régénération progressive des populations d'origines et de cultes divers qu'il contient dans son sein. Cette politique n'a rien assurément de révolutionnaire; elle est essentiellement civilisatrice. En effet, si l'Orient peut se régénérer par lui-même, tout en restant turc de nom et de titre, la France est heureuse de voir l'Orient échapper ainsi à la tutelle dominatrice de ses voisins; elle est heureuse de voir l'équilibre européen maintenu sans porter atteinte aux droits progressifs de la civilisation. Si au contraire, pour se régénérer tout à fait, l'Orient est forcé de se débarrasser du joug de la vieille barbarie ottomane, la France se trouve heureuse de voir qu'à la place d'un empire qui succombe, il y ait des états prêts à naître et à vivre, des héritiers de la Turquie sur le sol même de la Turquie, de telle sorte que l'Orient n'appartienne point par déshérence à l'ambition de quelque puissant voisin. La politique de la France en Orient pourvoit à l'avenir sous toutes les formes qu'il peut avoir. La politique anglaise s'attache opiniâtrément à la durée du passé.

Qui a inventé cette politique de la France en Orient? Est-ce le premier empire ou la restauration? Est-ce la monarchie de 1830, ou la république de 1848, ou l'empire de 1851? C'est tout le monde, et ce n'est personne; ce sont les événemens et l'expérience qui ont créé cette politique française. M. Guizot a expliqué cette politique à la tribune de la chambre des députés le 2 juillet 1839. Il n'était pas ministre alors, et il était par conséquent d'autant plus libre dans son langage. « Regardez bien à tout ce qui s'est passé depuis trente ans en Orient et dans les domaines de l'empire ottoman : vous reconnaîtrez partout le même fait; vous verrez cet empire se démembrer naturellement sur tel ou tel point, non au profit de telle ou telle des grandes puissances européennes, mais pour commencer, pour tenter du moins la formation de quelque souveraineté nouvelle et indépendante. Personne en Europe n'a voulu souffrir que la conquête donnât à telle ou telle des anciennes puissances de tels agrandissemens. C'est là la vraie cause du cours qu'a pris la désorganisation progressive de l'empire ottoman, et c'est à ces conditions et dans ces limites que la France s'y est prêtée. Maintenir l'empire ottoman pour maintenir l'équilibre européen, et quand, par la force des choses, par le cours naturel des faits, quelque démembrement s'opère, quelque province se détache de cet empire en décadence, favoriser la transformation de cette province en une souveraineté nouvelle et indépendante qui prenne place dans la famille des états et qui serve un jour au nouvel équilibre européen, à l'équilibre destiné à remplacer celui dont les anciens élémens ne subsisteraient plus, voilà la politique qui convient à la France, à laquelle elle a été naturellement conduite, et dans laquelle elle fera bien, je crois, de persévérer (1). »

Lorsque M. Guizot, en 1839, expliquait ainsi la politique de la France dans la question d'Orient, il s'agissait alors de la Syrie, comme aujourd'hui. Cette province venait d'être conquise par le vice-roi d'Égypte sur la Porte-Ottomane, et il fallait décider s'il la garderait à titre héréditaire et l'incorporerait dans sa vice-royauté, ou s'il la rendrait à la Porte-Ottomane par le traité que l'Europe essayait de ménager entre les deux parties belligérantes.

La France avait-elle tort ou raison de vouloir que Méhémet-Ali gardât la Syrie et l'Égypte? Vieille question qu'il n'est pas à propos de traiter en ce moment. Sur ce point, je dirai seulement deux choses : la première, c'est qu'en aidant à l'incorporation de la Syrie avec l'Égypte, la France aidait à une de ces régénérations partielles de l'Orient qui doivent amener sa régénération générale et sa rentrée efficace dans l'équilibre européen; la seconde chose à dire, c'est qu'en

(1) *Mémoires* de M. Guizot, t. IV, p. 330 et 331.

faisant le bien de l'Égypte, la France faisait aussi celui de la Syrie, qu'elle soustrayait à l'anarchie et à la barbarie ottomanes. J'ai sur ce point le témoignage non suspect du consul anglais M. Brant. « Jusqu'à l'époque de l'occupation égyptienne, le fanatisme, dit-il, régnait sans frein à Damas. Il reçut alors un coup qui le réprima pour un temps, et tant que la Syrie fut soumise à l'Égypte, il ne reprit point le dessus; mais la Syrie ayant été rendue au sultan et le gouvernement turc devenant chaque jour plus faible en Syrie, chaque jour aussi le vieux fanatisme est redevenu plus fort et plus puissant (1). »

On sait quelle est la puissance qui, en 1839 comme aujourd'hui, a voulu rendre la Syrie au sultan : c'est l'Angleterre. En 1839 comme aujourd'hui, l'Angleterre, disait-elle, ne voulait pas affaiblir la puissance ottomane. L'Europe suivit l'Angleterre dans cette voie qui a conduit directement la Syrie aux massacres de Damas. L'Europe de 1839 trouvait à cette restauration de l'anarchie ottomane le plaisir de contrecarrer la France de 1830. La Russie ou plutôt l'empereur Nicolas était particulièrement sensible à ce plaisir que lord Palmerston n'avait pas cherché d'abord, mais qu'il accepta de bonne grâce, quand il vit qu'il pouvait du même coup faire plaisir à ses amis turcs et faire peine à ses amis français. Il y a de ce côté de curieuses ressemblances à noter et des comparaisons instructives à faire entre l'exclusion de la politique française en Syrie en 1839 et l'évacuation de la Syrie en 1861.

Ne croyons pas d'ailleurs que l'Angleterre en 1839 se fît illusion sur les effets de la restauration ottomane en Syrie. Les Anglais excellent à juger leurs amis ou leurs protégés, au moment même où ils les protégent le plus hardiment. En demandant la Syrie pour l'Égypte, la France voulait introduire dans cette province une meilleure administration, une meilleure justice, un peu de civilisation enfin. Lord Palmerston n'avait pas ces vues chimériques et sentimentales. « Il faut, disait-il à M. de Bourqueney dans une conversation dont celui-ci rend compte au maréchal Soult dans sa dépêche du 31 juillet 1839, il faut séparer le sultan et son vassal par le désert (2). » Il répète encore ce mot dans un entretien avec M. Sébastiani : « L'Égypte seule et le désert pour frontière entre le pacha et le sultan (3). » Le désert qu'il faut faire ou maintenir, entendez-le bien, c'est la Syrie : voilà le sort qui en 1839 était réservé de sang-froid à la Syrie. Le désert, le vide, tel est le résumé de la politique anglaise en Orient; la civilisation, tel est au contraire le résumé de

(1) Documens anglais, p. 132, n° 138. Lettre de M. Brant à sir Henri Bulwer, 30 août 1860.

(2) *Mémoires* de M. Guizot, t. IV, p. 525, pièces historiques.

(3) *Ibid.*, p. 562.

Qui a inventé cette politique de la France en Orient? Est-ce le premier empire ou la restauration? Est-ce la monarchie de 1830, ou la république de 1848, ou l'empire de 1851? C'est tout le monde, et ce n'est personne; ce sont les événemens et l'expérience qui ont créé cette politique française. M. Guizot a expliqué cette politique à la tribune de la chambre des députés le 2 juillet 1839. Il n'était pas ministre alors, et il était par conséquent d'autant plus libre dans son langage. « Regardez bien à tout ce qui s'est passé depuis trente ans en Orient et dans les domaines de l'empire ottoman : vous reconnaîtrez partout le même fait; vous verrez cet empire se démembrer naturellement sur tel ou tel point, non au profit de telle ou telle des grandes puissances européennes, mais pour commencer, pour tenter du moins la formation de quelque souveraineté nouvelle et indépendante. Personne en Europe n'a voulu souffrir que la conquête donnât à telle ou telle des anciennes puissances de tels agrandissemens. C'est là la vraie cause du cours qu'a pris la désorganisation progressive de l'empire ottoman, et c'est à ces conditions et dans ces limites que la France s'y est prêtée. Maintenir l'empire ottoman pour maintenir l'équilibre européen, et quand, par la force des choses, par le cours naturel des faits, quelque démembrement s'opère, quelque province se détache de cet empire en décadence, favoriser la transformation de cette province en une souveraineté nouvelle et indépendante qui prenne place dans la famille des états et qui serve un jour au nouvel équilibre européen, à l'équilibre destiné à remplacer celui dont les anciens élémens ne subsisteraient plus, voilà la politique qui convient à la France, à laquelle elle a été naturellement conduite, et dans laquelle elle fera bien, je crois, de persévérer (1). »

Lorsque M. Guizot, en 1839, expliquait ainsi la politique de la France dans la question d'Orient, il s'agissait alors de la Syrie, comme aujourd'hui. Cette province venait d'être conquise par le vice-roi d'Égypte sur la Porte-Ottomane, et il fallait décider s'il la garderait à titre héréditaire et l'incorporerait dans sa vice-royauté, ou s'il la rendrait à la Porte-Ottomane par le traité que l'Europe essayait de ménager entre les deux parties belligérantes.

La France avait-elle tort ou raison de vouloir que Méhémet-Ali gardât la Syrie et l'Égypte? Vieille question qu'il n'est pas à propos de traiter en ce moment. Sur ce point, je dirai seulement deux choses : la première, c'est qu'en aidant à l'incorporation de la Syrie avec l'Égypte, la France aidait à une de ces régénérations partielles de l'Orient qui doivent amener sa régénération générale et sa rentrée efficace dans l'équilibre européen; la seconde chose à dire, c'est qu'en

(1) *Mémoires* de M. Guizot, t. IV, p. 330 et 331.

faisant le bien de l'Égypte, la France faisait aussi celui de la Syrie, qu'elle soustrayait à l'anarchie et à la barbarie ottomanes. J'ai sur ce point le témoignage non suspect du consul anglais M. Brant. « Jusqu'à l'époque de l'occupation égyptienne, le fanatisme, dit-il, régnait sans frein à Damas. Il reçut alors un coup qui le réprima pour un temps, et tant que la Syrie fut soumise à l'Égypte, il ne reprit point le dessus; mais la Syrie ayant été rendue au sultan et le gouvernement turc devenant chaque jour plus faible en Syrie, chaque jour aussi le vieux fanatisme est redevenu plus fort et plus puissant (1). »

On sait quelle est la puissance qui, en 1839 comme aujourd'hui, a voulu rendre la Syrie au sultan : c'est l'Angleterre. En 1839 comme aujourd'hui, l'Angleterre, disait-elle, ne voulait pas affaiblir la puissance ottomane. L'Europe suivit l'Angleterre dans cette voie qui a conduit directement la Syrie aux massacres de Damas. L'Europe de 1839 trouvait à cette restauration de l'anarchie ottomane le plaisir de contrecarrer la France de 1830. La Russie ou plutôt l'empereur Nicolas était particulièrement sensible à ce plaisir que lord Palmerston n'avait pas cherché d'abord, mais qu'il accepta de bonne grâce, quand il vit qu'il pouvait du même coup faire plaisir à ses amis turcs et faire peine à ses amis français. Il y a de ce côté de curieuses ressemblances à noter et des comparaisons instructives à faire entre l'exclusion de la politique française en Syrie en 1839 et l'évacuation de la Syrie en 1861.

Ne croyons pas d'ailleurs que l'Angleterre en 1839 se fît illusion sur les effets de la restauration ottomane en Syrie. Les Anglais excellent à juger leurs amis ou leurs protégés, au moment même où ils les protégent le plus hardiment. En demandant la Syrie pour l'Égypte, la France voulait introduire dans cette province une meilleure administration, une meilleure justice, un peu de civilisation enfin. Lord Palmerston n'avait pas ces vues chimériques et sentimentales. « Il faut, disait-il à M. de Bourqueney dans une conversation dont celui-ci rend compte au maréchal Soult dans sa dépêche du 31 juillet 1839, il faut séparer le sultan et son vassal par le désert (2). » Il répète encore ce mot dans un entretien avec M. Sébastiani : « L'Égypte seule et le désert pour frontière entre le pacha et le sultan (3). » Le désert qu'il faut faire ou maintenir, entendez-le bien, c'est la Syrie : voilà le sort qui en 1839 était réservé de sang-froid à la Syrie. Le désert, le vide, tel est le résumé de la politique anglaise en Orient; la civilisation, tel est au contraire le résumé de

(1) Documens anglais, p. 132, n° 138. Lettre de M. Brant à sir Henri Bulwer, 30 août 1860.

(2) *Mémoires* de M. Guizot, t. IV, p. 525, pièces historiques.

(3) *Ibid.*, p. 562.

la politique française. Étonnez-vous que ces deux politiques ne s'entendent pas, quoique étant d'accord, sur le maintien de l'empire ottoman. L'une veut le maintenir en le régénérant par la civilisation, l'autre en faisant de lui le maître et le propagateur du désert.

Lord John Russell en 1860 est-il moins dur pour la Syrie, moins indifférent pour son avenir que ne l'était lord Palmerston en 1839? Je crains que non. Voyez la lettre dans laquelle il demande l'évacuation de la Syrie (1). Mais que deviendra cette province après l'évacuation? Elle deviendra ce qu'elle pourra. Jamais homme d'état n'a pris plus philosophiquement son parti des maux prévus et visibles de l'humanité. « Prolonger l'occupation, dit lord John Russell, ce serait arriver peu à peu à transporter le gouvernement local de la Syrie aux mains des cinq puissances, et ainsi, au lieu de donner un exemple salutaire et fait pour intimider le fanatisme mahométan, l'occupation syrienne deviendrait un précédent pour d'autres occupations, en Bulgarie, en Bosnie, dans d'autres provinces, et un acheminement au partage de l'empire ottoman. Le gouvernement de sa majesté, n'ayant que le choix des maux, aime mieux voir le gouvernement de la Syrie rendu aux autorités nommées ou agréées par la Porte, selon que la commission internationale en décidera dans l'intérêt de la paix à venir de la Syrie. La responsabilité sera laissée à la Porte et à ceux qui seront chargés de gouverner le pays. Ce système, il est vrai, ne nous donne aucune garantie contre le renouvellement des luttes entre les Druses et les chrétiens; mais tant qu'il y a deux races dans le pays, il ne faut pas compter sur une sécurité permanente (2). »

Il n'y a plus là, il est vrai, ce terrible mot de désert que l'esprit hardi et peu sentimental de lord Palmerston employait sans répugnance; mais la Syrie est livrée de même sans hésiter à la Porte-Ottomane, le tout pour la plus grande gloire de la politique anglaise en Orient, c'est-à-dire le maintien intégral et stationnaire de l'empire ottoman.

Est-ce vraiment là le système anglais? Oui, c'est le système du gouvernement anglais; mais j'ai déjà tâché de montrer que les consuls et les agens de l'Angleterre en Orient, éclairés par l'expérience des lieux et des hommes, ne partagent pas cette politique aveugle et rétrograde. Je trouve dans la mission de lord Dufferin en Syrie un exemple fort remarquable de cette différence de sentimens entre le ministère anglais et ses principaux agens. Ici entendons-nous bien : je ne prétends pas que lord Dufferin ait été en Syrie favorable à la politique française. Il a opposé aux plans de la politique française

(1) Documens anglais, p. 186, nº 172. Lord John Russell au comte Cowley, 7 novembre 1860.

(2) Documens anglais, p. 186, nº 172.

des plans et des idées contraires à cette politique; mais ces plans et ces idées s'éloignaient aussi du système stationnaire du gouvernement anglais. Quand la politique française en Orient semble être seulement de tâcher de faire prévaloir autant que possible l'influence de la France, lord Dufferin et ses agens anglais luttent avec beaucoup de zèle et de persévérance contre ses efforts; mais j'ai déjà cherché à montrer que la politique de la France en Orient n'a pas ce caractère exclusif, elle vise à favoriser la civilisation plus encore que l'intérêt français. Nous prenons volontiers la définition de cette politique dans une dépêche du maréchal Soult en 1839. « L'empire ottoman, disait-il, même divisé administrativement par des stipulations diplomatiques,... uni, malgré ce partage, par le lien puissant des mœurs et de la religion, n'en continuera pas moins à former, en face des puissances européennes, ce grand corps dont l'existence a toujours été indispensable au maintien de l'équilibre politique. Les forces qu'il possède dans l'une et dans l'autre de ses divisions actuelles concourent également à ce but, et je ne crains pas de dire qu'en ruinant le pacha d'Égypte, on travaillera à la destruction de l'empire ottoman (1). » Si c'est là vraiment le système de la politique française en Orient, lord Dufferin s'est trouvé d'accord avec nous en 1860, sans le savoir, sans le vouloir, et sans que nous-mêmes nous nous soyons peut-être assez aperçus de cette conformité entre la politique de lord Dufferin en Syrie et celle de la France en Orient.

II.

Venons donc à l'explication du plan de lord Dufferin, ce plan très anglais à la fois et très peu turc : très anglais, disons-nous, parce qu'il est fort contraire à l'influence de la France en Syrie, et très peu turc, parce qu'il est encore plus contraire à l'autorité illimitée de la Porte-Ottomane. Il y a là, je le sais, bien des choses qui étonneront les lecteurs français. Comment le plan de lord Dufferin peut-il être à la fois très anglais et très peu turc, puisque les ministres anglais sont très turcs? Comment les ministres anglais avaient-ils pu adopter ce plan, puisqu'il était si peu turc, et comment ont-ils pu l'abandonner, puisqu'il était si anglais? Toutes ces choses, bizarres pour nous, s'expliquent par la différence qu'il y a entre notre diplomatie et la diplomatie anglaise.

La diplomatie française se fait toute à Paris : nos agens n'y mettent que le talent et le savoir-faire de l'exécution; mais ils n'y ajoutent rien du leur. On leur donne peu de liberté d'action, et l'usage

(1) *Mémoires* de M. Guizot, t. IV, p. 534, pièces historiques.

a fait qu'ils en prennent encore un peu moins qu'on ne leur en donne. L'esprit de centralisation règne dans la diplomatie française comme dans toute notre administration. L'état est tout; l'individu n'est rien, ou apprend à le devenir. Nous avons bien eu et nous avons encore dans la diplomatie des hommes qui aiment à agir par eux-mêmes; mais l'opinion vulgaire a trouvé un nom pour les discréditer : elle les appelle des faiseurs, ce qui est un nom d'anathème, et d'anathème tout français. Ailleurs que dans la patrie prédestinée de la consigne et du mot d'ordre, personne ne s'aviserait d'appeler faiseurs les gens qui veulent être utiles à leur pays. Ayant à la fois les deux genres d'esprit les plus contraires, l'esprit d'utopie et l'esprit de routine, nous employons l'un dans les livres, où il n'a pas de contre-poids, et l'autre dans l'administration, où il n'a pas d'aiguillon. Jamais en Angleterre un consul ou un agent ne sera tenté de s'effacer et d'attendre le télégraphe pour avoir un avis. Le diplomate anglais a beaucoup d'initiative, parce qu'il a une grande liberté d'action. Anglais partout et avant tout, il songe à faire prévaloir l'intérêt et l'influence de son pays; mais il a sur ce point son plan et son système, qu'il communique à son gouvernement, dont celui-ci tient grand compte, et dont il ne songe jamais surtout à faire un tort à son agent. La diplomatie anglaise ne se fait pas seulement à Londres, comme la nôtre à Paris; elle se fait partout, sur les lieux, d'après les occurrences et selon le caractère des diplomates anglais. S'il y a dans ce système moins d'unité, il y a plus d'activité, plus d'action. La France ne tient pas assurément moins de place dans le monde que l'Angleterre; mais la diplomatie française est en général à l'étranger moins agissante, moins décisive, plus discrète que la diplomatie anglaise. Un diplomate anglais ne se soucie pas beaucoup de deviner l'opinion de son gouvernement pour s'y conformer d'avance. Comme il a sur les questions du jour son opinion personnelle, il la défend, même au besoin contre son gouvernement, et ne craint pas de le contrarier, s'il croit que l'intérêt de l'Angleterre le demande. Je suis bien persuadé que la diplomatie française sait risquer aussi au besoin cette inconvenance administrative; cependant elle ne s'y décide qu'à la dernière extrémité.

Il y a dans ce curieux quatrième volume des *Mémoires* de M. Guizot, auxquels j'ai déjà fait beaucoup d'emprunts, un notable exemple de cette liberté d'action que l'Angleterre laisse à ses diplomates, et qui étonne un peu les nôtres. En 1839, l'Angleterre à Constantinople prêchait la paix avec l'Égypte au sultan Mahmoud, qui détestait Méhémet-Ali plus que quoi que ce soit au monde, et qui disait publiquement qu'il donnerait volontiers son empire à qui lui apporterait la tête du pacha d'Égypte. Il aurait fallu que lord Ponsonby, alors ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, employât tout son es-

prit, et il en avait beaucoup, à combattre cette haine du sultan; mais il se trouvait que lord Ponsonby détestait aussi très vivement le pacha d'Égypte, et lord Ponsonby se donnait sur ce point bien des satisfactions de tempérament dans ses conversations avec la Porte-Ottomane. Le ministère français se plaignait avec raison que le cabinet anglais fût à Londres très pacifique, et qu'à Constantinople le ministre anglais fût très belliqueux. Notre chargé d'affaires à Londres, M. le baron de Bourqueney, relevait avec exactitude toutes ces contradictions de langage entre Londres et Constantinople, entre le cabinet et l'ambassadeur anglais, et il remarquait avec justesse que dans tout autre pays, pour pareille contradiction, un ambassadeur serait révoqué; mais « ici, disait-il, les choses se passent autrement. Les affaires extérieures ne passent qu'après les influences intérieures (1). » Je crois qu'il doit en être ainsi dans les sociétés aristocratiques, où les hommes pèsent encore du poids de leurs personnes à côté des circonstances; mais de plus cette liberté d'action que prenait lord Ponsonby était conforme à la tradition de la diplomatie anglaise, et j'ajoute que l'Angleterre, après tout, n'y a rien perdu. Quoique l'individu ait gardé en Angleterre l'habitude d'être quelqu'un et d'avoir partout sa part d'action, je ne vois pas que l'état anglais ait pour cela moins de force et moins de grandeur.

« Quoique la Syrie, dit lord Dufferin dans la lettre où il expose son plan, soit habitée par plusieurs races distinctes et étrangères à la civilisation, et quoique ces races se partagent en plusieurs sectes fanatiques, cependant le gouvernement du pays ne semble pas être la plus grande difficulté. Toutes les populations de la Syrie ont l'instinct de la soumission envers l'autorité supérieure. Il y a, il est vrai, plusieurs tribus inquiètes et sauvages, mais il n'y a que les Druses qui aient vraiment l'esprit d'indépendance. Les Maronites sont insolens avec les faibles, mais ils sont serviles avec ceux qu'ils craignent, et la masse des paysans est industrieuse, patiente et soumise. La seule chose nécessaire pour assurer la tranquillité publique est de constituer un gouvernement assez fort pour se faire respecter. S'il est dépourvu de cette qualité essentielle, ce qu'il y a dans le pays d'élémens de discorde suffit pour établir une confusion infinie (2). » Lord Dufferin cherche quelles sont les causes qui ont jusqu'ici affaibli l'autorité de l'administration turque en Syrie. Il ne parle pas des causes de faiblesse inséparables des institutions musulmanes, et qui sont communes à toutes les provinces de l'empire; il s'attache seulement à celles qui sont particulièrement propres à la Syrie. « Cette province était considérée comme une sorte de pa-

(1) *Mémoires* de M. Guizot, p. 506.
(2) Documens anglais, p. 208, n° 182.

chalik étranger dont il ne fallait chercher qu'à tirer le meilleur profit possible; aussi était-il pour ainsi dire mis aux enchères. Celui qui donnait le plus était nommé pacha, et ce pacha ne songeait naturellement dans son administration qu'à se rembourser de ses avances et à s'enrichir. La Porte-Ottomane, ayant intérêt à renouveler souvent le bail de la province, ne laissait ordinairement ses pachas en fonctions que pendant deux ans. Il fallait donc qu'en deux ans le gouverneur retrouvât son capital et fît fortune. De là d'intolérables et inévitables exactions, de là une suite de gouverneurs incapables et rapaces, et profondément insoucians de l'intérêt public (1). »

Une autre cause de faiblesse est l'isolement stratégique de la Syrie. Comme la Porte-Ottomane est très pauvre, elle ne peut pas entretenir dans ses différens pachaliks un nombre convenable de troupes; aussi, quand des troubles s'élèvent dans une province et qu'il faut y envoyer des troupes, on prend sur une province pour fournir aux besoins de l'autre. L'affaire finie, les troupes retournent dans leur garnison; « mais la Syrie étant fort éloignée, quand elle envoie ses troupes dans quelque pachalik troublé, elle est longtemps sans les recouvrer, et c'est dans un de ces momens où la Syrie était dégarnie de troupes qu'ont eu lieu les derniers massacres (2). »

Il y a une troisième cause enfin qui en Syrie gêne singulièrement l'action de l'autorité turque, c'est l'ignorance totale où sont tous les fonctionnaires turcs du langage, des mœurs et des idées de ceux qu'ils sont appelés à gouverner. « Chaque nouveau pacha amène à sa suite une bande d'agens tous également étrangers au pays, et qui sont tous obligés de se remettre aux mains des intrigans du pays (3). »

Je ne veux pas commenter longuement l'exposition que lord Dufferin fait de l'état de la Syrie et de ses causes; mais qui donc a jamais représenté plus vivement la condition déplorable des provinces de l'empire ottoman? Un pacha qui a pris à bail son pachalik et qui ne songe qu'à gagner sur son bail, les provinces de l'empire turc se prêtant mutuellement leurs troupes pour maintenir l'ordre à mesure qu'il se dérange, chaque province dégarnie à son tour et pouvant être prise au dépourvu par quelque insurrection fanatique, enfin la Syrie condamnée à être gouvernée par des fonctionnaires qui ne connaissent ni sa langue, ni ses mœurs, ni ses idées; voilà, selon le plus important des témoins anglais, l'état des choses en Syrie. Quel est le pays du monde qui pourrait résister à de pareilles causes de désorganisation?

(1) Documens anglais, p. 209.
(2) *Ibid.*, p. 209.
(3) *Ibid.*, p. 209.

Le moyen que lord Dufferin propose pour remédier aux vices de l'administration turque est de faire en quelque sorte de la Syrie un gouvernement indépendant avec un gouverneur affranchi des influences qui dominent à Constantinople, n'ayant plus à payer de *black-mail* ou de pot-de-vin aux puissances du jour, assez fort pour braver les intrigues de Constantinople et la tutelle des consuls européens dans son pachalik, ayant des appointemens assez élevés pour n'être pas tenté de les augmenter par d'odieuses exactions, étant sûr de garder le pouvoir assez longtemps pour connaître les besoins du pays et pour s'intéresser au bien-être du peuple. Voilà le gouverneur et le gouvernement que souhaite lord Dufferin, et il ajoute fort prudemment que, pour avoir un gouverneur de ce genre, il faudrait que la Porte-Ottomane ne pût le nommer que d'accord avec les grandes puissances. Ce gouverneur aurait une force militaire équipée et payée sur les ressources du pays; il aurait aussi une sorte d'indépendance financière, et n'aurait à payer qu'un tribut déterminé à la Porte-Ottomane. Avec un pareil système introduit et garanti par l'Europe, la Syrie, grâce à sa richesse et à sa fertilité naturelles, aurait bientôt une prospérité qui ne le céderait qu'à celle de l'Égypte. Où trouver l'homme capable d'être ce gouverneur quasi indépendant que l'Europe rendrait responsable de la paix et de la sécurité des populations de la Syrie? Lord Dufferin n'hésite pas à proposer Fuad-Pacha : non qu'il trouve à Fuad-Pacha toutes les qualités nécessaires pour ce grand et nouveau poste; mais si l'on ne prend pas Fuad, qui prendra-t-on (1)?

Lord Dufferin sait bien qu'on dira qu'ériger ainsi la Syrie en une sorte de grand pachalik presque indépendant, c'est inaugurer le démembrement de l'empire ottoman; mais cette quasi indépendance de la Syrie lui semble la condition nécessaire de la restauration de l'ordre et de la sécurité dans cette grande province. Lord Dufferin avait bien prévu la répugnance que son plan devait rencontrer à Constantinople. Aussitôt que la Porte-Ottomane connut ce plan, que le cabinet britannique avait approuvé, elle se hâta d'écrire à son ambassadeur à Londres, M. Musurus, que « d'après ce plan il ne s'agirait de rien moins que de l'érection d'une vice-royauté à l'instar de l'Égypte et des provinces danubiennes. Il nous est absolument impossible, dit le ministre des affaires étrangères de la Porte-Ottomane, Aali-Pacha, soit d'adhérer à cette proposition, soit d'admettre la compétence de la commission européenne dans cette matière (2). » La Porte-Ottomane est tellement irritée de ce plan proposé par lord Dufferin, que c'est à peine si en le discutant elle

(1) Documens anglais, p. 210.
(2) *Ibid.*, p. 320, n° 236.

reste polie envers l'Angleterre. « Le plan en question, dit Aali-Pacha dans sa dépêche du 20 janvier 1861, ne tend à rien moins qu'à ériger une nouvelle principauté quasi indépendante, soumise à la direction d'une commission européenne, en d'autres termes à séparer la Syrie de la domination ottomane. — Vous concevrez facilement combien le gouvernement de sa majesté impériale serait désolé, si par malheur le cabinet de sa majesté britannique, après avoir pris en sérieuse considération la position désastreuse qu'une telle combinaison créerait et à l'ensemble de l'empire et à la Syrie elle-même, ne revenait pas sur sa première impression; ce principe de l'intégrité de l'empire ottoman, si énergiquement, et, je puis le dire, si efficacement défendu par l'Angleterre, recevrait une nouvelle atteinte dans une de ses plus importantes parties. — Sans doute les malheurs qui ont frappé les populations du mont Liban et de Damas sont immenses; le cœur paternel de notre auguste souverain a été le premier à s'affliger des horreurs dont ces pays ont été le théâtre. — La Grande-Bretagne a eu aussi, il n'y a pas longtemps, des désastres pareils à déplorer et à réprimer dans ses possessions de l'Inde-Orientale. Personne n'a songé à accuser l'administration anglaise de négligence ou d'incapacité. Comme nous, elle a été surprise par les événemens, et comme nous elle a rempli son devoir en infligeant des punitions sévères aux auteurs des forfaits commis (1). »

Que dites-vous de cette désobligeante et absurde allusion aux massacres de l'Inde? Où est la ressemblance entre la guerre de l'Inde et les odieux attentats de la Syrie et du Liban, si ce n'est que dans l'Inde, comme dans la Syrie, c'est le fanatisme mahométan qui a fait tout le mal, que dans l'Inde les Anglais ont été les victimes de ce fanatisme, et qu'en Syrie les Turcs en ont été les instigateurs?

Nous venons de voir avec quelle vivacité la Porte-Ottomane repoussait le plan de lord Dufferin, qu'avait approuvé le gouvernement anglais dans deux dépêches de lord John Russell, en date du 22 et du 23 novembre 1860 (2). La France repoussa aussi ce plan. Devant cette double répugnance, l'Angleterre céda, sans beaucoup se faire prier et comme si elle ne tenait pas vivement au plan qu'elle avait d'abord approuvé. Elle ne se souciait fortement que d'une seule chose, la plus prompte évacuation possible de la Syrie par les

(1) Documens anglais, p. 368 et 369, n° 285.

(2) *Ibid.*, p. 223 et 224, n°s 186 et 188. Dans la dépêche du 22 novembre, adressée à sir H. Bulwer, n° 185, lord John Russell lui donne pour instruction « de dire au grand-vizir qu'il n'y a pas de plan de pacification de la Syrie qui puisse réussir tant que le pachalik de Syrie sera adjugé au plus haut enchérisseur, comme l'a si bien expliqué lord Dufferin. »

troupes françaises. Tout le reste n'avait à ses yeux que peu d'importance. La lettre dans laquelle lord John Russell informe lord Dufferin de l'abandon de son plan contient bien quelques signes de mauvaise humeur contre la Porte-Ottomane; mais, au fond, c'est la lettre de quelqu'un qui a pris vite son parti et sans beaucoup de regrets. « Depuis que j'ai informé votre seigneurie de l'approbation que le gouvernement de sa majesté avait donnée à votre plan de pacification en Syrie, écrit lord John Russell à lord Dufferin le 1er février 1861 (1), des obstacles d'une nature sérieuse ont empêché l'adoption définitive de ce plan. Les ministres du sultan, y voyant une atteinte à la souveraineté de la Porte et l'établissement d'une demi-indépendance, ont déclaré que la Porte n'y consentira pas. M. Thouvenel, d'un autre côté, voulant conserver la demi-indépendance du caïmacan chrétien, telle qu'elle avait été établie en 1842 et 1845, déclare que la France considère le maintien de cet arrangement comme la condition indispensable de l'organisation prochaine. Les deux puissances demandent donc que les délibérations de la commission se bornent à l'organisation du Liban. En présence de ces difficultés et de la nécessité d'une prompte évacuation de la Syrie par les troupes européennes, j'ai à vous donner pour instruction : 1° de maintenir la caïmacamie chrétienne établie en 1842 et 1845, 2° de borner les travaux à l'organisation du Liban, 3° de demander à la Porte de lever immédiatement une contribution de 200,000 livres sterling au moins, et de l'employer à la reconstruction des villages de la montagne. »

J'ai expliqué déjà comment les efforts de la commission internationale avaient échoué sur la question de l'indemnité comme sur celle de la punition des crimes commis ou tolérés par les officiers turcs (2). Je ne reviens pas sur ce point; je devrais peut-être même, laissant de côté le plan de lord Dufferin, puisqu'il est repoussé par la Porte-Ottomane et par la France, abandonné par l'Angleterre, examiner le plan qui a été définitivement adopté et en montrer les avantages et les inconvéniens. Je ne puis pas cependant ne pas faire quelques réflexions sur ce plan de lord Dufferin, qui a eu une grande place dans les négociations de Syrie, qui pourra peut-être la retrouver dans l'avenir, parce qu'il est conforme, selon moi, à la situation de l'empire ottoman.

Et d'abord pourquoi la France a-t-elle rejeté ce plan? Ici je me mettrai fort à mon aise. Je n'ai pas hésité à montrer ma préférence pour le plan de lord Dufferin, et je n'hésite pas cependant à décla-

(1) Documens anglais, p. 364, n° 279.
(2) Voyez la livraison du 1er août.

rer que le gouvernement français a sagement fait de le repousser au moment où il a été proposé. L'opinion publique ne l'eût pas compris, elle ne l'eût jugé que sur ses dehors. Il y a par exemple dans le système de lord Dufferin un côté tout anglais : c'est la proposition de nommer Fuad-Pacha gouverneur du grand pachalik de Syrie et de l'investir d'une autorité presque indépendante. Fuad-Pacha s'était livré corps et âme à l'Angleterre; l'Angleterre le récompensait de son zèle en faisant de lui une sorte de vice-roi de Syrie (1). Ce vice-roi à son tour assurait à l'Angleterre en Syrie une influence et presque une domination exclusive. Tout cela, qui déplaisait fort à la Porte, et qu'elle n'a certainement point pardonné à Fuad-Pacha, n'aurait guère plu à la France; elle y aurait vu un signe de prépondérance anglaise qui l'aurait blessée; elle aurait pu se demander si nous avions envoyé nos soldats en Syrie pour y établir une sorte de vice-royauté anglaise.

Il y avait encore dans le système de lord Dufferin, outre la nomination de Fuad-Pacha comme favori de l'Angleterre, d'autres points qui auraient choqué la France. J'ai dit que lord Dufferin proposait d'ôter au Liban sa caïmacamie chrétienne et de le soumettre au gouverneur-général comme le reste de la Syrie. Que seraient devenus la demi-indépendance de la montagne et les droits de protection que nous avons sur les Maronites? La condition des Maronites aurait donc été plus mauvaise après notre expédition qu'avant? Ils auraient donc perdu quelques-uns des avantages que leur assuraient les conventions de 1842 et de 1845? Ces conventions avaient été faites sans que nous eussions un soldat en Syrie, et maintenant,

(1) Documens anglais, p. 268, n° 216. La dépêche dans laquelle lord John Russell enjoint à sir Henri Bulwer de proposer à la Porte-Ottomane la nomination de Fuad-Pacha est écrite de ce style péremptoire et désagréable que je ne blâme pas lord John Russell d'employer avec la Porte, s'il le croit convenable; mais comme le ton d'une correspondance montre l'idée qu'un des correspondans se fait de l'autre, je cite volontiers les dépêches de lord John Russell pour le fond et pour la forme. « Le gouvernement de sa majesté aimerait à voir le sultan se décider à nommer un gouverneur-général de Syrie; mais nous croyons qu'il serait imprudent de ne lui accorder de pouvoirs que pour cinq ans. Les hospodars de Valachie et de Moldavie étaient ordinairement nommés pour sept ans; quand approchait l'échéance de ce terme, le marché politique s'ouvrait pour les boyards, et les trafics de ce marché étaient aussi publics à Constantinople que ceux du marché des esclaves. Le gouvernement de sa majesté ne souhaite pas voir le gouvernement de Syrie adjugé tous les cinq ans au plus offrant et dernier enchérisseur. Il aimerait que Fuad-Pacha fût nommé gouverneur-général de Syrie; néanmoins il faudrait étendre ses pouvoirs et l'investir pour la vie ou au moins pour dix ans. Les ministres de la Porte doivent se persuader que si les massacres de Syrie se renouvellent, l'occupation étrangère recommencera, et il n'y aura pas de jalousies et de rivalités qui puissent empêcher les grandes puissances de prendre des mesures décisives pour assurer la vie et la propriété des chrétiens... En s'entretenant avec Aali-Pacha, votre excellence devra employer un langage conforme à celui de cette dépêche. »

en face de nos soldats envoyés pour les secourir, les Maronites auraient perdu leurs prérogatives anciennes! Quel désappointement après les espérances excitées de toutes parts!

Ce n'est pas tout : non-seulement le système de lord Dufferin ôtait aux Maronites ce que leur avaient conservé les traités de 1842 et de 1845; il ne voulait pas que le gouverneur-général de Syrie tînt compte des distinctions de religions et de cultes. On avait jusqu'ici en Syrie reconnu les nationalités d'après le culte. Ainsi les Druses, peu nombreux, avaient un caïmacan comme les Maronites, beaucoup plus nombreux : on traitait avec les églises et non avec les populations. Lord Dufferin appliquait à toutes les populations les principes de la tolérance occidentale, et substituait l'idée et les droits du nombre à l'idée et aux droits d'un culte particulier. Malgré ses principes philosophiques, la France eût répugné à cette dénationalisation de l'Orient chrétien. Nous trouvons très simple en Occident de compter la population et non les sectes, d'accorder une plus grande part de suffrages à cent cinquante mille citoyens qu'à vingt-cinq mille. Que dirait-on si on nous proposait de voter par églises ou par communes et non par tête? En Orient, nous classons la population d'après d'autres principes. Les habitans sont agrégés les uns aux autres par leur culte et par leurs rites; ils font corps par églises. Lord Dufferin changeait tout cela. « Je suis tout à fait persuadé, écrit-il le 14 novembre à sir H. Bulwer, que lorsqu'on a à traiter avec une grande population où les opinions religieuses sont différentes, mais où la langue, les mœurs, les habitudes et les pensées se ressemblent complétement, le principe de la fusion doit plutôt être adopté que celui de la séparation comme règle générale de gouvernement. La croyance religieuse ne doit point devenir une expression géographique, une règle pour localiser les populations. Un gouvernement sage doit amener ses sujets de sectes diverses à subordonner leurs différences théologiques à leurs conformités civiles (1). » Ces règles de gouvernement, qui sont pratiquées en France, pouvaient-elles l'être en Syrie? L'opinion religieuse et libérale en France se serait alarmée de cette réunion de toutes les sectes en une seule société sous l'autorité suprême d'un musulman; elle n'aurait pas cru à la justice et à l'égalité de la tolérance mahométane. Elle aurait eu raison de douter, étant instruite par l'expérience même des massacres de Syrie.

Voilà quelques-unes des raisons qui faisaient que la France eût su très mauvais gré à son gouvernement d'adopter le plan de lord Dufferin. S'il y avait de si bonnes raisons de rejeter le plan de lord

(1) Documens anglais, p. 229, n° 190.

Dufferin, d'où vient, me dira-t-on, que vous semblez le préférer? Voici pourquoi.

En lisant le système de lord Dufferin, je le considérais beaucoup moins dans le présent que dans l'avenir; je ne cherchais pas s'il répondait aux difficultés des circonstances et surtout à l'inconvénient des rivalités européennes, mais s'il était conforme ou non à la situation générale de l'empire ottoman et à la politique de la France en Orient depuis le commencement de notre siècle. De plus je l'avais dépouillé dans ma pensée du caractère trop anglais que lui donnait le choix de Fuad-Pacha pour vice-roi de Syrie. J'acceptais le système, mais je changeais l'homme. Au Turc favori et serviteur des Anglais je substituais dans mon idée Abd-el-Kader, notre ancien adversaire en Algérie, celui qui avait conseillé aux mahométans de ne pas souiller leur religion et leur cause par des massacres qui retomberaient tôt ou tard sur leurs têtes, celui qui avait tout vu et tout connu, celui qui disait au major Fraser que dans sa pensée il partageait les musulmans de Damas en vingt-quatre parts : sur ces vingt-quatre parts, vingt avaient activement poussé au massacre; sur les quatre restant, trois et demi désiraient le massacre, mais ne l'avaient pas excité, une demi-part seulement s'était sincèrement opposée à ces attentats; celui qui disait encore au major Fraser que lorsqu'il se rendit auprès des membres du grand conseil musulman, quand déjà les massacres avaient commencé et qu'il se mit à leur parler, il fut forcé de s'en aller plein de dégoût, car les chefs musulmans n'étaient venus à ce conseil que pour fumer leurs pipes et ne rien faire (1); celui qui avec ses Algériens courut partout sauver les chrétiens; celui enfin dont Fuad-Pacha s'est empressé de faire désarmer les compagnons (2), et à qui la Porte-Ottomane ne pardonnera pas le contraste de sa générosité avec la barbare connivence des officiers turcs. C'était Abd-el-Kader que je nommais gouverneur-général de cette Syrie érigée en principauté presque indépendante, et alors je ne trouvais presque plus rien à critiquer dans le système de lord Dufferin. Il faut, selon lui, à la Syrie un gouvernement ferme et impartial. Le gouvernement d'Abd-el-Kader aurait ce caractère. Il faut quelqu'un qui sache la langue et connaisse les mœurs de la Syrie. Abd-el-Kader est Arabe et parle aisément la

(1) Documens anglais, p. 96, n° 109.

(2) Dans sa lettre du 4 décembre 1860 à sir Henri Bulwer, lord Dufferin, énumérant les causes de la défiance qui continue à régner à Damas, comprend parmi ces causes « l'exécution incomplète du décret de désarmement à l'égard de la population musulmane, et le sinistre empressement avec lequel le gouvernement a profité de ce décret pour dépouiller de leurs armes les compagnons d'Ab-el-Kader. » (Documens anglais, p. 273, n° 220.)

langue des Syriens. Le Liban sera soumis à la loi générale de la Syrie. Je ne crains pas qu'avec Abd-el-Kader cette loi soit sévère et injuste pour les chrétiens, complaisante et molle pour les musulmans. Quoi! un musulman gouvernera des chrétiens? — En Algérie, les chrétiens gouvernent les musulmans. Partout où il y a un gouvernement respectable et respecté, je pense, comme lord Dufferin, que le principe de la fusion doit l'emporter sur le principe de la séparation, et que les conformités de langue, de mœurs et d'idées doivent l'emporter sur les diversités de croyances.

Avec Abd-el-Kader, tout me plaît dans le système de lord Dufferin, son principe surtout. Ce principe n'est pas celui du partage de l'empire ottoman, principe ambitieux, contraire à la fois au repos de l'Occident, dont il dérange l'équilibre, et à l'intérêt de l'Orient, dont il étouffe l'avenir national. Le système de lord Dufferin se rattache, sans le savoir, à la politique française en Orient, telle que l'exposait M. Guizot en 1839. Il fait pour la Syrie ce que la France en 1840 voulait faire pour l'Égypte, ce que l'Europe a fait pour la Grèce, même avant 1830, ce que l'Europe encore vient de faire récemment pour les principautés danubiennes. Lord Dufferin croit que la Syrie, pourvu qu'elle soit bien gouvernée, a une vitalité qui lui est propre. Il s'empresse donc de dérober cette partie vitale de l'empire ottoman à l'atonie de Constantinople. Soutenir l'empire ottoman en ravivant ses parties, raviver ses parties en les séparant jusqu'à un certain point du centre, qui les vicie, et, si même ce centre vient à mourir, empêcher que ses parties ne meurent avec lui, c'est-à-dire ne tombent au pouvoir de voisins cupides, créer des états nouveaux et indigènes au lieu d'encourager les annexions ambitieuses, telle est la seule politique raisonnable et hardie en Orient, hardie au profit de la civilisation au lieu de l'être au profit de l'esprit de conquête. On pouvait, je le crois, reconnaître la parenté qu'a le système de lord Dufferin avec cette politique, on pouvait même caractériser vivement cette parenté par le choix d'Abd-el-Kader pour vice-roi de Syrie. Je sais bien que la Porte-Ottomane aurait rejeté plus énergiquement encore le système de lord Dufferin personnifié dans Abd-el-Kader; puisqu'il lui a été suspect dès le premier jour, même avec Fuad-Pacha, il lui aurait été redoutable et odieux avec Abd-el-Kader; mais ce système, dût-il même ne pas être adopté aussitôt par l'Europe, aurait eu l'avantage de n'être rejeté que par la Porte-Ottomane, qui le recommandait par son refus même, au lieu d'avoir le malheur d'être repoussé à la fois par la Turquie comme anti-ottoman et par la France comme anti-chrétien. Selon moi, il ne méritait que le premier reproche.

Les préventions politiques, qui s'appellent souvent des traditions,

ont une grande part dans l'histoire du monde. En 1840, la France voulait établir en Orient une grande Égypte, c'est-à-dire une Égypte agrandie par la Syrie. L'Angleterre s'y est opposée, et n'a même pas craint de risquer sur cette question la paix de l'Europe. En 1861, l'Angleterre, ou plutôt lord Dufferin, proposait de faire en Orient une grande Syrie, c'est-à-dire une principauté viagère ou décennale, une Syrie ne faisant qu'un seul pachalik, sans distinction de juridiction entre les chrétiens du Liban et les autres habitans. Cette fois c'est la France qui s'y est opposée et qui a refusé de sacrifier les prérogatives assurées au Liban par les conventions de 1842 et de 1845. La Porte-Ottomane n'a pas manqué de favoriser ce morcellement traditionnel, et dans les propositions qu'elle a faites pour le gouvernement de Syrie, elle a eu soin d'établir que « les provinces de Damas et de Saïda seraient gouvernées chacune séparément par un gouverneur-général d'un caractère éprouvé et capable (1). » C'est dans le même esprit qu'elle a consenti plus tard à donner au Liban un gouverneur chrétien.

J'ai essayé de caractériser le système de lord Dufferin et d'en bien faire comprendre la portée. J'ai expliqué en même temps comment le gouvernement français avait eu des motifs pour rejeter ce système. Ce qui me frappait surtout, c'est le témoignage que ce système rendait contre la Turquie, dont les plus zélés partisans ne peuvent soutenir l'intégrité politique qu'en détruisant son intégrité administrative, tant son administration est mauvaise. Ne croyons pas du reste que lord Dufferin fût infatué de son système au point de n'en pas savoir les inconvéniens comme les avantages. Il les résume fort clairement dans une lettre au major Fraser le 16 janvier 1861 (2), dans laquelle il explique comment la seule manière, selon lui, d'obtenir un bon gouvernement pour ce pays est de séparer son administration de l'administration qui siége à Constantinople, et de soumettre ce gouvernement quasi indépendant au contrôle des agens politiques des cinq puissances résidant auprès du gouverneur-général. Avec un système de ce genre bien pratiqué, il croit qu'il serait convenable d'abolir les priviléges dont jouit le Liban; mais il hésite, dit-il, en arrivant à une conclusion si naturelle. « Les Turcs ont si mal gouverné jusqu'à ce jour, excitant sans cesse les chrétiens contre les Druses, les Druses contre les chrétiens, et amenant par leur politique les affreux événemens de l'année dernière, qu'avant de supprimer la demi-indépendance de ces deux tribus, il y a lieu de se demander si ce sont des obstacles au bien ou des bar-

(1) Documens anglais, p. 305, n° 280.
(2) *Ibid.*, p. 359, n° 276.

rières contre le mal qu'on détruit. Un bon gouvernement serait assurément une meilleure garantie pour les Maronites et pour les Druses que la sauvegarde douteuse de priviléges confus et mal définis; mais où est ce bon gouvernement? Sera-ce même celui de Fuad-Pacha, si nous le faisons nommer?... Aussi je me fais sans cesse à moi-même cette question : dois-je consentir à abolir des priviléges que l'iniquité persévérante de tous les officiers turcs semble rendre indispensables, ou bien après tout ne serait-il pas mieux d'accepter le projet de la France d'unir les Druses et les chrétiens sous l'égide d'une commune indépendance contre les pernicieux desseins de ceux qu'ils ont appris à regarder comme leur commun ennemi, tandis qu'ils devraient être leurs protecteurs naturels? »

Cette consciencieuse hésitation de lord Dufferin sur l'à-propos de son plan justifie à la fois le refus que la France a fait de l'accepter et l'amendement que j'ai fait humblement en proposant de le personnifier dans Abd-el-Kader au lieu de Fuad-Pacha. En même temps le plan de la France d'unir les chrétiens et les Druses du Liban en une seule nationalité politique, composée de deux religions, et de lui accorder une indépendance quelconque contre Constantinople, ce plan est encore un essai de soustraire à l'atonie de l'empire turc les parties vitales de cet empire. Ce que lord Dufferin faisait pour toute la Syrie, la France voulait le faire pour le Liban. Les deux plans procédaient à la régénération de l'Orient par la séparation administrative ou politique d'avec la Porte-Ottomane et relevaient tous deux de la politique française de 1839; car, comme le dit encore lord Dufferin dans sa lettre au major Fraser (1), « il y a fort à craindre que le gouvernement turc ne soit devenu une impossibilité, et que la politique turque ne soit incorrigible. »

Les deux plans, celui de la France et celui de l'Angleterre, pouvaient donc être adoptés. Je préfère celui de lord Dufferin comme plus hardi et plus efficace, avec Abd-el-Kader surtout pour gouverneur-général; mais les deux projets étaient bons. Voyons celui qui a été adopté.

III.

Les deux traits principaux du gouvernement actuel de la Syrie sont : 1° un gouvernement chrétien pour le Liban; 2° le maintien de deux pachas, c'est-à-dire le morcellement ancien du pays et sa dépendance absolue de Constantinople. Le premier de ces principes semble tout français, le second est tout turc.

(1) Documens anglais, p. 360, n° 276.

Protectrice antique des chrétiens en Orient, la France semble avoir assuré la victoire à sa vieille cause favorite en obtenant que la montagne tout entière, soit maronite, soit druse, ait un gouverneur chrétien; mais, quand on y regarde de près, la victoire diminue. Je sais bien que, devant l'opposition faite par la France et par la Porte-Ottomane, l'Angleterre a abandonné le plan de lord Dufferin, qu'elle avait adopté; lord Dufferin a même reçu pour instruction de maintenir la caïmacamie chrétienne et de se borner à l'organisation du Liban. L'Angleterre a donc fui,

Mais en Parthe, en nous perçant le cœur.

Forcé en effet de renoncer à son plan d'une Syrie quasi indépendante, lord Dufferin a proposé de faire du Liban un pachalik chrétien; peut-être même ce pachalik chrétien est-il une proposition française, car il me semble résulter d'une dépêche de lord Dufferin du 15 décembre 1860 que le commissaire français, M. Béclard, en approuvant le premier plan de lord Dufferin d'une Syrie quasi indépendante, avait demandé en même temps que le Liban, dans ses anciennes limites, formât un pachalik, et que le pacha fût chrétien (1). Je ne vois pas bien dans les documens anglais, les seuls que j'aie sous les yeux, je ne vois pas bien si le commissaire français subordonnait le pacha chrétien au vice-roi de Syrie de lord Dufferin, ou bien s'il le faisait dépendre de Constantinople et séparait par conséquent le Liban de la Syrie. Quoi qu'il en soit, la proposition du commissaire français semble avoir donné à lord Dufferin l'idée de son pachalik chrétien de Syrie; mais ce pachalik chrétien tel que l'entend lord Dufferin détruit l'indépendance du Liban. Il dénationalise les Maronites et les soustrait au patronage de la France. Écoutons lord Dufferin expliquer lui-même son idée à sir Henri Bulwer dans sa dépêche du 12 décembre 1860. « Maintenir la caïmacamie maronite, c'est, dit-il, perpétuer évidemment la plupart des maux présens, l'antagonisme inévitable d'une secte redoutable contre le gouvernement, et l'anomalie d'un état dans un état, anomalie qui, quoique diminuée, conserve encore sa vitalité incommode. Quoi qu'il en soit, il est impossible de méconnaître tout à fait le passé : il est vrai que les Maronites sont incapables de se gouverner eux-mêmes; mais, quoiqu'ils ne puissent pas pratiquer ce genre de gouvernement, il peut sembler injuste d'abolir les priviléges qui leur sont garantis par l'Europe. Si nous changions le nom de Maronite par le nom de chrétien, beaucoup de difficultés s'évanouiraient, et il deviendrait possible d'éten-

(1) Documens anglais, p. 283, n° 220.

dre à toute a montagne un avantage qui, dépouillé de son caractère de secte et de localité, ne pourrait plus faire ombrage au gouvernement central (1). » Sachons-le bien, ce changement de nom n'est rien moins qu'une révolution. Les Maronites ne sont plus considérés comme faisant une population à part, ayant un chef indigène; ils ne sont plus considérés que comme des sujets chrétiens du sultan, et faisant corps à ce titre avec les autres chrétiens de l'empire turc. Il semble au premier coup d'œil que lord Dufferin, qui voulait que les ressemblances de langue, de mœurs et de coutumes l'emportassent sur les différences de religion, se contredit quelque peu en prenant la qualité de chrétien pour principe de classification dans les populations du Liban; mais cette contradiction n'est qu'apparente. Il prend les Maronites comme chrétiens pour les réunir aux autres chrétiens du Liban, et il suit en cela le principe de fusion qu'il a proclamé, et non le principe de séparation. « Je continue à croire, dit-il dans une conférence particulière de la commission internationale, que, lorsqu'une population est composée de chrétiens orientaux ayant des croyances différentes, le Turc est le meilleur gouverneur qu'elle puisse avoir. Cependant, comme il faut répondre aux exigences de l'opinion publique en Europe, je ne demande pas mieux que de discuter la proposition d'un pachalik chrétien dans le Liban, pourvu qu'il soit bien entendu que le pacha ne sera jamais choisi parmi les habitans fanatiques et ignorans de la montagne (2). » Ailleurs, expliquant à sir Henri Bulwer pourquoi il adopte l'idée du pachalik chrétien dans le Liban, lord Dufferin développe encore mieux sa pensée. « Cet arrangement, dit-il, donne une satisfaction raisonnable à l'opinion catholique de la France, détruit la pernicieuse prépondérance de la secte maronite, appelle l'élément chrétien grec à servir de contre-poids, assure l'indépendance civile des Druses, et fait que le contrôle du gouvernement central devient dans la montagne aussi complet et aussi irrésistible que dans toute autre province de l'empire (3). »

Cette déchéance des Maronites, cette destruction de l'influence légitime qui leur appartient dans la montagne par le nombre seulement, puisqu'il y a, ne l'oublions pas, plus de cent mille Maronites contre vingt-cinq mille Druses, ce contre-poids de l'élément grec, qu'on s'applaudit d'avoir trouvé, et qui n'est qu'une rivalité de plus dans un pays qui souffre déjà trop de ses divisions de sectes, ce contrôle irrésistible de l'autorité centrale, qui livre la montagne à l'arbitraire de Constantinople, tout cela, qui fait le mérite du pa-

(1) Documens anglais, p. 281, n° 220.
(2) *Ibid.*, p. 290, n° 224.
(3) *Ibid.*, p. 320, n° 235.

chalik chrétien aux yeux de lord Dufferin, ne devait guère recommander cette innovation au commissaire français; mais le commissaire français croyait sans doute important de faire prévaloir d'abord le principe d'un gouvernement chrétien pour toute la montagne, et nous reconnaissons que ce principe a son importance, s'il est pris dans son sens naturel, si un pacha chrétien veut dire un pacha qui ne sera pas soumis à la volonté du premier Turc venu. Si au contraire il y a des chrétiens en Orient qui sont Turcs par intérêt et par calcul, qui gardent le nom et les rites chrétiens parce que, dans l'état de l'Orient, ce nom de chrétien peut servir de titre d'avancement à un fonctionnaire, en même temps qu'il servira d'expédient à la Porte-Ottomane pour se défendre contre les plaintes des puissances européennes; s'il y a des chrétiens de ce genre, plus attachés au sultan qu'à leur foi, et qui ne sont, pour ainsi dire, d'aucun pays, sinon des bureaux de la Porte-Ottomane; si c'est un chrétien de cette condition qui est pacha du Liban, je ne vois pas quelles garanties le pachalik chrétien pourra donner aux chrétiens du Liban.

Quand le commissaire français voulut passer du pacha chrétien au pacha indigène, et qu'il proposa pour gouverneur du Liban un Maronite, un membre de la famille Cheab, il trouva dans lord Dufferin un ardent adversaire, et les autres commissaires rejetèrent aussi sa proposition, si bien que le commissaire français se trouva seul contre quatre. « La tentative de restaurer le gouvernement de l'émir Béchir n'était, disait lord Dufferin, qu'un désastreux anachronisme. L'émir Béchir était un despote sauvage et énergique, mahométan pour moitié, chrétien pour un quart, Druse pour un quart, et je reconnais qu'à force d'assassiner ses ennemis, de crever les yeux à ses rivaux, de répandre la terreur parmi ses sujets, il a réussi à se soumettre la montagne; mais, parce que cet homme exceptionnel était un Cheab, s'imaginer que la dupe de quelques prêtres, descendant de cette famille usée, pourra, parce qu'il est un Cheab, contenir tous ces élémens en fermentation avec lesquels nous avons à traiter maintenant, c'est là une grande illusion (1). » L'idée de confier le gouvernement de la montagne à un Maronite, à un descendant de la famille Cheab, n'étant soutenue que par la France, devait succomber (2). Chaque membre de la commission internatio-

(1) Documens anglais, p. 335, n° 255.

(2) Voici (*ibid.*, p. 406, n° 311) le résultat de la délibération de la commission de Beyrouth sur les plans d'organisation du Liban : « Art. 1er. Un gouverneur chrétien pour toute la montagne, — non indigène de la province (réserve de lord Dufferin), — non indigène, sur le choix duquel la Porte devra s'entendre avec les représentans des cinq puissances (réserve de M. Rehfues, commissaire prussien), — non indigène (réserve de M. de Weckbecker, commissaire autrichien), non indigène (réserve de

nale avait sa cause particulière de répugnance contre les Maronites. L'Angleterre leur reprochait leur attachement au catholicisme, à la France, et de plus, étant la patronne décidée des Druses, elle voulait détruire une suprématie rivale. La Prusse leur savait mauvais gré aussi de leur zèle catholique. L'Autriche est habituée à soutenir la Turquie. La Russie enfin voyait avec plaisir les chrétiens grecs acquérir une influence et une puissance nouvelles aux dépens des Maronites. Cette quasi unanimité contre la France et ses protégés charmait les ministres anglais, et lord John Russell écrivait d'un ton de moquerie à lord Cowley : « Si l'organisation que souhaite la France pour le Liban doit être différée jusqu'à ce que les représentans de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie se résignent à la suprématie exclusive des Maronites, il s'écoulera plus de dix ans avant qu'ils se soumettent à cet arrangement (1). »

Le règlement pour l'administration du Liban arrêté à Constantinople le 9 juin dernier est conforme aux votes de la commission internationale. Le Liban est administré par un gouverneur chrétien nommé par la Porte et relevant d'elle directement (2), si bien que, pour exprimer toute ma pensée, on peut dire que le principe français a triomphé contre la France. Le Liban a un gouverneur chrétien; mais ce gouverneur chrétien n'est point un indigène, et ce seul changement change tout. Les Maronites se trouvent, par cet arrangement, déchus de la quasi indépendance dont ils avaient joui jusque-là sous la protection de la France. L'organisation de 1842 et 1845 avait respecté le principe des caïmacans indigènes; il y avait alors un caïmacan maronite, par conséquent chrétien, et un caïmacan druse. Les Druses et les Maronites perdent leurs caïmacans indigènes, et sont soumis à un gouverneur chrétien relevant directement de la Porte, tandis que les caïmacans maronite et druse relevaient du pacha de Beyrouth. Qui gagne à cette organisation de

M. Novikov, commissaire russe), indigène (réserve de M. Béclard, commissaire français). — Art. 2. Le territoire du Liban sera maintenu dans ses anciennes limites, sauf les rectifications jugées nécessaires. — Art. 3. Abolition du régime des deux caïmacamies et des mokatas. — Art. 4. Division du Liban en un certain nombre de circonscriptions administratives, renfermant autant que possible des élémens homogènes, c'est-à-dire appartenant au même culte. — Art. 5. Abolition du système féodal et des privilèges qui s'y rattachent. — Art. 6. Égalité de tous devant la loi. — Art. 7. Garanties judiciaires et administratives, identiques pour toutes les communautés habitant le Liban. — Art. 8. Séparation du pouvoir administratif et judiciaire. — Art. 9. Institutions au siège du gouvernement d'un medjelis administratif et d'un medjelis judiciaire, formant l'un et l'autre le degré supérieur de juridiction. — Art. 10. Il y aura dans chaque circonscription un medjelis administratif et un medjelis judiciaire de première instance. »

(1) Documens anglais, p. 411, n° 314.

(2) Voyez ce règlement dans le n° 8 des *Archives diplomatiques*, t. III, août 1861, p. 313.

1861? La Porte-Ottomane, qui divise encore plus le gouvernement de la Syrie, pour le rendre plus dépendant de Constantinople. Elle y gagne, si c'est gagner, pour un gouvernement faible, que de prendre à sa charge un fardeau de plus. On peut dire, il est vrai, qu'à Constantinople le fardeau est peut-être moins pesant. En effet chaque représentant des puissances étrangères prête la main pour le soutenir, et la Porte de cette façon peut d'autant plus gouverner qu'elle ne gouverne pas seule. Chaque fois que la Porte-Ottomane ramène une des provinces de son vaste empire à une centralisation plus grande, elle crée par cela même un nouveau cas d'intervention pour les puissances européennes. Je ne cherche pas à savoir si ce gouvernement à six est meilleur pour l'empire ottoman qu'un gouvernement tout à fait indépendant de l'Europe. J'aime mieux après tout, quant à moi, un gouvernement tiraillé qu'un gouvernement absolu, n'ayant aucun goût pour la beauté des mécanismes; je me demande seulement si ce genre de gouvernement à six (1) est facile et doux pour la Porte-Ottomane elle-même. Il a évidemment ses déboires et ses désagrémens. J'en veux citer un exemple qui touche au second principe du gouvernement de la Syrie, je veux parler du principe turc.

La Porte-Ottomane a, contre l'avis de lord Dufferin, maintenu la division du gouvernement de Syrie en deux pachaliks, celui de Damas et celui de Beyrouth, se fiant toujours à la vieille maxime : diviser pour régner. Elle a même augmenté encore cette division par le choix d'un gouverneur particulier pour le Liban. L'Angleterre a cédé à la volonté de la Porte-Ottomane, ne voulant pas avoir à lutter à la fois contre la France et contre la Porte-Ottomane; mais ne croyez pas qu'elle épargne à la Porte-Ottomane les avis graves et désagréables, ne croyez pas qu'elle lui rende commode et doux ce goût de gouverner que le ministère de Constantinople manifeste au plus haut degré. Un de mes amis de Constantinople me disait le mot d'un ministre turc : « L'appui de l'Angleterre est excellent; seulement nous nous appuyons sur un bâton d'épines. » Le mot est juste. Ce n'est pas sir Henri Bulwer qui tient le bâton et qui le présente du côté épineux; c'est lord John Russell qui a cet emploi et qui s'en acquitte à merveille. Voyez, par exemple, comme il juge le système turc, celui qui vient de prévaloir, celui qui a divisé la Syrie en trois pachaliks! L'avertissement qu'il donne sur ce point à la Porte-Ottomane s'adresse aussi en partie à sir Henri Bulwer, qui défend volontiers le gouvernement turc contre les ministres anglais :

(1) Je dis : à six, et non à cinq, parce que je crois très sincèrement que la Porte a sa part avec les cinq puissances européennes dans le gouvernement de la Turquie.

Lord John Russell à sir Henri Bulwer, 13 mars 1861.

« Dans votre dépêche du 17 juillet dernier (1860), vous dites, en parlant de l'organisation de la Syrie : « Il me paraît que les gouvernemens indépendans qui existent dans la montagne (les deux caïmacamies maronite et druse) sont incompatibles avec l'ordre social; il ne doit y avoir qu'un seul gouvernement en Syrie, et ce gouvernement doit être amélioré. » Lord Dufferin, après avoir acquis l'expérience de la Syrie, est arrivé à la conclusion que la sagacité de votre excellence avait déterminée d'avance. La jalousie de la Porte-Ottomane ayant décidé le sultan à s'opposer à toute intervention de la commission internationale en ce qui concerne la Syrie, j'avertis lord Dufferin de restreindre au Liban les propositions qu'il ferait à la commission; mais chaque jour confirme la justesse du jugement primitif de votre excellence, et la dépêche de lord Dufferin en date du 12 février dernier fait ressortir avec une clarté frappante les motifs de ce jugement (1). Vous tâcherez de démontrer à Aali-Pacha que la jalousie du sultan envers ses propres serviteurs est poussée trop loin, que dans l'état actuel de l'empire turc la vraie sagesse est de choisir des gouverneurs capables et honnêtes pour les provinces, et de les investir de grands pouvoirs dans un esprit de généreuse confiance. Si la responsabilité du gouvernement difficile de la Syrie est partagée en morceaux, et si les emplois y sont rendus précaires à dessein, il n'y a pas de bon gouvernement possible avec cette politique mesquine; les désordres recommenceront, et le sultan verra alors, mais trop tard, qu'il sera obligé de donner à des princes et à des états étrangers les pouvoirs qu'il aura refusés à ses propres serviteurs (2). »

Cette lettre n'est pas seulement, selon nous, une réprimande et une menace, c'est une prophétie que l'avenir accomplira.

J'ai achevé l'examen que je voulais faire des documens anglais, et j'ai tâché de montrer quel était et quel serait l'état de la Syrie. Cet état est douloureux; l'intervention de l'Europe aura-t-elle amélioré la condition de cette province, et particulièrement celle des chrétiens d'Orient? Je suis convaincu que cette intervention a eu un bon effet au lendemain des massacres : elle a lié l'Occident à l'Orient par le témoignage d'une grande et active sympathie; mais ce que

(1) Dans cette lettre du 12 février 1860, lord Dufferin explique avec beaucoup de vivacité et de loyauté comment, le plan de gouvernement de la Syrie proposé par la Turquie étant tout à fait contraire à ses idées, il décline d'avance la responsabilité des événemens qui pourront arriver en Syrie. (Documens anglais, p. 433, n° 347.)

(2) *Ibid.*, p. 452, n° 352.

j'aime surtout dans l'intervention européenne, c'est que c'est un grand précédent, et que, comme le dit lord John Russell, si la Porte, par jalousie contre ses propres fonctionnaires, ne sait pas gouverner la Syrie, et si elle laisse recommencer les désordres, les puissances européennes prendront les pouvoirs que la Porte n'aurait pas voulu confier à ses serviteurs. Voilà les bons côtés de l'intervention.

Quant au règlement actuel, son bon côté c'est d'avoir été délibéré et rédigé entre la Porte et les puissances européennes, et d'être par là un acte international; c'est à peu près le seul, car ce règlement laisse la Syrie morcelée et faible contre tous les maux qui l'assaillent; il détruit la quasi indépendance des Maronites et des Druses et ne substitue pas à cette indépendance un pouvoir fort et juste; il crée un emploi de plus pour les bureaux de Constantinople, seulement ce sont les employés chrétiens qui en profiteront. Si cela dure et si l'empire ottoman continue, c'est peut-être un nouveau Fanar qui commence à vivre.

Le règlement du 9 juin 1861 n'assurera pas la tranquillité du Liban et de la Syrie, je le crains du moins. Fuad-Pacha, quoique investi de pouvoirs extraordinaires, disait, dans la séance de la commission internationale du 29 janvier 1861, « qu'il pouvait répondre de la tranquillité dans les villes, mais que dans les campagnes, qui sont hors de sa portée et où il n'a pas les moyens d'action suffisans, il lui est impossible de maintenir dans l'ordre des populations qui ne reconnaissent aucune loi et n'ont jamais été qu'à moitié soumises (1). » Que feront des gouverneurs divisés et jaloux probablement l'un de l'autre? « Avec le projet de règlement de la Porte, disait lord Dufferin le 12 février (et c'est ce projet de règlement qui a été adopté), l'émigration des chrétiens de Damas continuera, et rien ne pourra décider ceux qui ont quitté cette ville à y retourner. Il y aura probablement le même mouvement à Beyrouth, et on peut s'attendre à une émigration générale du pays de la part de tous ceux qui auront de quoi partir. Il est possible que les musulmans de la province regardent ce résultat comme un triomphe, et que les Turcs le considèrent avec indifférence; mais ceux qui souhaitaient à leurs travaux un dénoûment plus satisfaisant ne peuvent qu'en ressentir un désappointement pénible (2). »

Les paroles de Fuad-Pacha et de lord Dufferin, voilà sous quels augures s'ouvre pour la Syrie l'ère du règlement de 1861.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Documens anglais, p. 479, n° 372.
(2) *Ibid.*, p. 433, n° 347.

LA

CAMPAGNE DE 1815

LA BATAILLE DE WATERLOO.

—

TROISIÈME PARTIE. [1]

I. — PREMIÈRE PHASE DE LA BATAILLE.

Il était déjà onze heures et demie. Sur l'extrême gauche, la fusillade éclate dans le bois d'Hougoumont. De moment en moment elle s'étend, elle gagne toute cette partie de la ligne. Les nuages blancs de salpêtre s'élèvent au-dessus des taillis. Dans la pensée de Napoléon, cette attaque ne devait être qu'une feinte. D'arbre en arbre, les tirailleurs de Reille refoulent devant eux les bataillons de Nassau et de Hanovre, dans un terrain inégal, plein de ravins. Foy, à la tête de sa division, marche droit sur Hougoumont. Les gardes anglaises se replient, partie dans le sentier à la droite du château, partie dans l'avenue et le grand verger à gauche. Les nôtres se précipitent au pas de charge vers les clôtures. Ils atteignent cette fameuse haie de charmille qu'ils prennent pour la limite du jardin. Ils vont la franchir. Assaillis à brûle-pourpoint d'une grêle de balles, leurs coups à eux ne portent pas. Longtemps ils luttent ainsi inutilement, sans s'apercevoir que cette haie masque une longue muraille qui a été crénelée dans la nuit. Du haut de cette muraille, les gardes anglaises, embusquées sur des échafaudages, font contre eux

(1) Voyez les livraisons du 15 août et du 1er septembre.

impunément un feu plongeant auquel ils ne peuvent répondre. Ils couvrent déjà de leurs cadavres les avenues et la lisière du bois d'aulnes; l'ennemi, retranché derrière ses abris, n'éprouve presque aucun dommage.

En cherchant une brèche dans cette sorte de forteresse, des soldats de Reille, conduits par l'instinct, ont suivi des compagnies de Coldstream à l'angle ouest du château; ils ont pénétré pêle-mêle avec leurs adversaires dans la grande cour, mais la porte s'est refermée, ceux des nôtres qui ont franchi le seuil ont été massacrés. A l'est, le verger, bordé de haies vives, est attaqué et défendu avec la même fureur. Suivant les divers incidens de la lutte, les Français se replient et se pelotonnent dans le bois; ils en sortent de nouveau; ils se jettent sur les mêmes clôtures, qu'ils prennent, perdent, reprennent plusieurs fois en peu d'heures. Tout le corps d'infanterie de Reille, c'est-à-dire 12,000 hommes, est occupé à ce combat de haies, de murs, de taillis, lutte de surprise et d'embûche. Les masses solides du château en brique et des dépendances rurales opposent une résistance invincible aux balles de nos tirailleurs.

Napoléon veut en finir : il fait envoyer douze obusiers de l'artillerie de Kellermann. Les bombes pleuvent sur Hougoumont, elles y allument l'incendie. Le château brûle, les flammes dévorent ceux des combattans qui n'ont pas le temps de fuir; mais le combat continue partout où il reste un enclos, une étable, une cour. A travers les nuages de fumée et de cendre qui s'élèvent des décombres, les batteries de Piré, de Jérôme et de Foy répondent aux batteries de la division Alten et de celle de Cooke sur la colline opposée. Le général Bauduin, chef de la 1re brigade, est tué avec le tiers de ses hommes. Bientôt le général Foy, atteint d'une balle à l'épaule, devra se retirer à l'ambulance. Jérôme aussi est blessé au bras et cède le commandement au général Guilleminot. Au lieu d'une feinte, c'est une lutte acharnée dont le principal résultat est d'attirer de ce côté quelques-unes des meilleures troupes de l'ennemi.

Son attention est portée sur sa droite; c'est le moment de rompre sa gauche, conformément au plan que Napoléon a conçu. Cette grande attaque se prépare; elle s'ouvre par le feu de soixante-quatorze canons qui battent l'ennemi du haut des monticules, en avant de la Belle-Alliance. De ce côté, les lignes allongées du corps du général d'Erlon se plient en colonnes sur les hauteurs, d'où elles doivent se précipiter dans la vallée pour gravir la pente opposée, et couper en tronçons la ligne ennemie. Chacune de ces colonnes abordera le point qui lui est assigné; les chefs le considèrent d'avance, et en étudient les approches. Ney, placé sur la grande route, surveille le mouvement; il écrit au crayon, sous une grêle de bou-

lets, ses dernières instructions : « Qu'il soit bien entendu que c'est l'échelon de gauche qui marchera en tête. » L'ordre de commencer le mouvement va être donné; on l'attend.

Mais, pendant que cette formation s'achève, un grave événement détourne au loin l'attention de Napoléon. Avant de donner le signal demandé, il a promené ses yeux sur l'horizon, et là, perpendiculairement à sa droite, à une grande lieue du champ de bataille, sur la hauteur où pointe le clocher blanc de Saint-Lambert, il aperçoit comme un nuage qui lui paraît être des troupes. Le temps était très brumeux; les objets se discernaient mal à une certaine distance. Les généraux qui l'entouraient tournèrent les yeux de ce côté : les uns soutinrent que c'étaient des arbres, d'autres des troupes en position. Il dit au major-général : « Maréchal, que voyez-vous sur Saint-Lambert? — J'y crois voir cinq ou six mille hommes. C'est probablement un détachement de Grouchy... » Il était alors une heure. Tel fut, d'après toutes les relations, le premier mouvement de Napoléon à la vue de ces troupes. C'était aussi pour lui l'avant-garde de Grouchy. Il le répéta, soit qu'il le crût, soit qu'il feignît de le croire. Dans tous les cas, l'illusion fut courte. Un de ses aides-de-camp, le général Bernard, s'élance au galop pour reconnaître cette colonne. A l'entrée du bois de Lasnes, il descend de cheval et se glisse à pied dans le fourré. En quelques instans, il s'approche des troupes en marche et les reconnaît distinctement. N'ayant plus le moindre doute, il revient en toute hâte auprès de l'empereur. Napoléon se promenait un peu à l'écart, le dos tourné à la bataille, sur les hauteurs de Rossomme. « Sire, ce sont les Prussiens. — Je m'en doutais. » Et aussitôt, se rapprochant des officiers de l'état-major et d'une voix haute, avec un visage assuré : « Voici, messieurs, Grouchy qui nous arrive. »

Napoléon pensait alors que ce n'était là qu'un corps peu nombreux; il s'obstinait d'ailleurs à croire que Grouchy suivait cet ennemi à la trace! La victoire, selon lui, ne sera que plus complète si ce détachement de l'armée prussienne est poursuivi en queue par Grouchy, tandis que lui il l'attaquera de front. Ainsi il tournait cet incident même à son avantage, tant il avait besoin d'espérer et de voir des promesses de victoire dans les plus dures menaces de la fortune!

Grâce à ces hauteurs de Saint-Lambert qui dominent la campagne, les têtes de colonnes prussiennes avaient été démasquées à l'extrémité de l'horizon; elles ne tomberont pas à l'improviste sur le champ de bataille. L'avertissement est donné à l'avance du plus loin que la vue puisse s'étendre. Comment Napoléon en profitera-t-il? Il est indubitable que sa seule précaution à ce moment fut d'en-

voyer la cavalerie légère de Subervie et de Domon éclairer sa droite. Cette cavalerie prit position en potence en-deçà du bois de Paris; l'ennemi put s'y engager sans trouver aucun obstacle. Les étrangers avouent aujourd'hui qu'une seule division d'infanterie embusquée dans ce bois aurait suffi pour arrêter longtemps Bulow au passage des défilés et le rejeter sur la droite, dans la ligne de marche du corps de Ziethen, qui n'atteignit pas le champ de bataille avant sept heures du soir. Il était, pensent-ils, d'une si grande importance de retarder ou d'empêcher la coopération des Prussiens que l'empereur aurait pu même détacher dès lors contre eux tout le corps de Lobau; mais, après avoir laissé les Prussiens s'engager dans le défilé sans aucun empêchement, on les laissa encore se rallier, se former en toute sécurité sous le couvert du bois de Paris, y organiser leurs mouvemens comme dans un champ de manœuvre.

D'après les relations de Sainte-Hélène, il semble que l'ordre ait été donné à Lobau de sortir des lignes et de se porter avec ses 10,000 hommes au-devant du corps de Bulow presque en même temps que la cavalerie de Domon et de Subervie; mais on est aujourd'hui unanime à contester cette partie de la relation. Les Anglais, les Prussiens, ont vu distinctement les premiers mouvemens du corps de Lobau. Tout le monde s'accorde à dire que le mouvement de l'infanterie s'est opéré très longtemps après celui de la cavalerie légère, et lorsqu'il était trop tard pour disputer les défilés. Autrement il serait incompréhensible que Lobau fût resté, comme il l'a fait, dans la plaine ouverte, sans point d'appui, en-deçà du ravin, s'il avait été détaché assez tôt pour occuper et défendre le débouché du bois et du ruisseau de Lasnes; mais l'ennemi franchit sans obstacle ce ruisseau, changé alors en marécage. La meilleure raison qu'on puisse donner de ces délais, c'est que Napoléon ne voulut faire qu'à la dernière extrémité un détachement de 10,000 hommes de ses meilleures troupes sur sa droite. Il hésitait à se priver si tôt de cette puissante réserve d'infanterie, à l'engager avec les Prussiens dans le moment même où il allait exécuter sur son front l'attaque décisive contre les Anglais.

En effet, pendant cette délibération, le corps du général d'Erlon avait achevé de se former. Ce corps n'avait eu encore aucune rencontre sérieuse avec l'ennemi. Il était impatient de prendre sa revanche de la journée des Quatre-Bras, où il avait erré, sans coup férir, entre deux batailles. Napoléon, de la butte de Rossomme, était un peu loin pour que le détail des préparatifs n'échappât point à sa vue; mais il pouvait s'en fier à ses généraux du soin d'organiser leurs colonnes : c'étaient de vieux tacticiens rompus à toutes les ressources de l'art. Comment croire qu'il pût y avoir le moindre in-

convénient à les laisser faire, sans les surveiller de près, ce qu'ils avaient fait cent fois, et toujours avec la même infaillibilité?

Depuis deux heures, en avant de la Belle-Alliance, dix divisions d'artillerie de d'Erlon, de Lobau et de la garde continuaient de battre le centre et la gauche de l'armée anglaise. Cette furieuse canonnade de soixante-quatorze bouches à feu avait frayé le chemin à l'attaque de l'infanterie. Conformément aux ordres, les quatre divisions Quiot (1), Donzelot, Marcognet, Durutte, devaient marcher en échelons, la gauche en avant, afin de mieux tromper l'ennemi sur le véritable point d'attaque. Pendant que l'échelon de gauche abordera le premier l'ennemi et attirera ses forces de ce côté, les autres échelons se précipiteront sur l'extrême gauche anglaise; ils la rompront. Voilà les dispositions de détail par lesquelles s'exécutera le projet sur lequel repose la première conception de la bataille. L'ordre est donné. On s'ébranle.

Ici nous touchons à l'une des phases les plus obscures, les plus extraordinaires de cette journée. Que s'est-il passé à ce moment? Quelle méprise a eu lieu dans la transmission des ordres? Il est certain qu'il se commit là une erreur des plus étranges, et peut-être la seule de ce genre dans toute la série de nos grandes guerres. Napoléon, à plus de 1,500 mètres de là, n'a pas connu les circonstances fatales de cette première grande attaque; le courage allait s'y trouver impuissant par la suite d'une faute que l'on ne sait encore à qui attribuer.

Une chose est avérée. Les Anglais, rangés sur les hauteurs, abrités comme par un épaulement ou couchés au bord du chemin creux, virent descendre lentement, au milieu de la mitraille, quatre colonnes françaises, énormes, pesantes, espèces de phalanges antiques, profondes, sans intervalles, telles qu'il ne s'en était plus montré au feu, dans une attaque, depuis l'introduction de la tactique moderne. C'étaient des colonnes ou plutôt des phalanges de huit bataillons, tous déployés et serrés en masse l'un sur l'autre, sans aucune distance entre eux. L'ennemi éprouva un grand étonnement à l'approche de ces masses, et pourtant elles offraient par elles-mêmes peu de péril, car elles n'avaient aucun des avantages ordinaires dans un ordre d'attaque (2). Elles ne pouvaient ni se déployer pour faire usage de leur feu et en couvrir l'ennemi, ni se rompre pour se former en carrés et se défendre sur toutes leurs faces, si elles étaient attaquées et enveloppées. Leur seule force était dans leur agglomé-

(1) Le général Alix, qui avait le commandement nominal de cette division, était absent, en mission.

(2) On dit pourtant que ce même ordre a été employé à Albuéra et à la Moskova. — Voyez Jomini, sur la bataille d'Essling.

ration; mais cette multitude ainsi ramassée ne pouvait manquer d'être labourée, écharpée, désorganisée par l'artillerie, ou sabrée par la première charge de cavalerie sur ses flancs que cette ordonnance laissait entièrement à découvert et désarmés.

Quoi qu'il en soit, les quatre divisions de d'Erlon, ainsi formées, dépassent la ligne de batteries qui les protégent; elles descendent dans la vallée et commencent à gravir les hauteurs opposées. La division Donzelot était sur la gauche. Une de ses brigades se détourne pour attaquer la ferme de la Haie-Sainte; le reste, appuyé à la grande route, continue de marcher en avant, en laissant un rideau de tirailleurs sur la gauche. L'ennemi attendait, couché ventre à terre le long du chemin creux; c'était, en première ligne, la brigade hollando-belge de Bylandt, ses tirailleurs déployés sur son front. Les Anglais racontent qu'à l'approche de la colonne française, qui couvrait le bruit des armes de ses cris de *vive l'empereur!* les Hollando-Belges cédèrent le terrain; ils s'enfuirent en désordre, à travers les rangs anglais, au milieu des imprécations de l'armée : les Français pénétrèrent dans la ligne, par cette trouée, de l'autre côté du chemin creux; mais les Belges répondent à cette accusation que plusieurs de leurs bataillons, qui jusque-là étaient restés couchés en arrière du chemin, se relevèrent dès que les Français furent arrivés à portée de pistolet. Ceux-ci, au lieu de charger à la baïonnette, s'arrêtèrent pour tirer. On se fusilla de si près que la bourre des cartouches entrait avec la balle dans les blessures. En même temps le général Picton, avec les deux brigades de Kempt et de Pack, déborde la colonne française et l'enveloppe de feux. La colonne cherche vainement à déployer sa lourde masse, elle ne peut y réussir. Bientôt écrasée, sans moyen de résister ou de se venger, elle repasse en désordre le chemin creux, et redescend la pente qu'elle vient de gravir. Le général Picton s'avance pour la poursuivre; il est tué d'une balle qui lui traverse la tempe.

Un peu après Donzelot, les divisions de Quiot, de Marcognet, de Durutte, arrivent successivement sur la crête du plateau : elles traversent le même chemin creux, elles débouchent dans le plus grand ordre; mais là elles rencontrent les régimens déployés des *highlanders* qui les couvrent de feux croisés, elles ne peuvent y répondre que sur un point et par leur front. Dans les intervalles des bataillons écossais passent les escadrons écossais de la grosse cavalerie de Ponsonby. On les entend crier, en se reconnaissant : Vive l'Écosse! Les têtes de colonnes de Quiot, de Marcognet et de Durutte, séparées du gros de leurs divisions par les accidens de terrain, sont fusillées et sabrées. Elles cèdent. Le reste de ces colonnes, qui gravissaient le côté extérieur du plateau, entendant la mousqueterie en avant,

croyaient n'avoir affaire qu'à des attaques d'infanterie; elles continuent d'avancer sans prendre aucune précaution contre des charges de cavalerie. Il arriva ainsi que la tête et la queue marchaient en sens inverse, la première reculant et la seconde avançant; elles se choquèrent au centre et commencèrent à se briser elles-mêmes.

A la sortie du chemin creux accoururent les dragons anglais; ils se jettent sur les flancs et sur le front de cette infanterie, déjà désorganisée. Ils avaient encore l'avantage du terrain en pente. Leur force fut irrésistible, lorsque, du haut de l'escarpement, ils s'abattirent sur ces masses, qui allaient se pelotonnant au fond de la vallée, sans pouvoir faire usage ni de leurs feux, ni de leurs baïonnettes. L'artillerie ennemie, partout où elle trouva une place pour ses coups, acheva de démolir ces épaisses murailles d'hommes.

Ainsi les quatre divisions du corps de d'Erlon, après d'inutiles efforts de courage, eurent toutes par une même cause un sort pareil. Lorsqu'elles regagnèrent les hauteurs de la ligne française d'où elles étaient parties, ce n'était plus qu'un rassemblement confus; il en partait à peine quelques rares coups de fusil. La cavalerie de Ponsonby, acharnée à la poursuite des quatre divisions, leur prit ou leur tua en peu de temps 5,000 hommes; c'était le tiers de l'infanterie du corps entier. Que serait-il arrivé si les cuirassiers de Milhaud, les lanciers de Jaquinot, à la vue de ce désastre, ne se fussent précipités à leur tour pour en recueillir les débris et châtier l'ennemi? Le général Subervie accourut aussi de sa personne; je lui ai entendu dire que, sans ce prompt secours de nos cavaliers, pas un fantassin n'eût échappé.

La cavalerie anglaise paya cher son triomphe. Elle s'était élancée témérairement jusque sur la grande batterie, *ravageant tout comme une nuée de sauterelles* (1); elle sabrait les canonniers; elle avait déjà désorganisé trente pièces de canon. En un moment, la scène change : les cuirassiers de Milhaud fondent sur les dragons de Ponsonby, les lanciers de Jaquinot sur la cavalerie légère de Vandeleur. L'infanterie de d'Erlon est vengée : un régiment entier de la brigade de Ponsonby est taillé en pièces; ce général tombe mort, percé de sept coups de lance. Ce tourbillon de cavalerie est balayé au-delà du plateau, jusque sur les réserves. C'est dans cette première charge des cuirassiers de Milhaud que les Anglais ont remarqué ce qu'ils appellent la *gaieté* de cœur de nos soldats, présage certain de la victoire. Nos cavaliers, armés de sabres plus longs, poussent l'ennemi à coups de pointe dans les reins. Ils riaient entre eux de ce facile triomphe.

(1) Relation du colonel Heymès.

Quoique vengé si promptement, ce premier échec ne laisse pas d'être considérable. Le corps entier de d'Erlon en reste ébranlé et presque désorganisé pour plusieurs heures. Il fallut le reployer derrière les hauteurs de la Belle-Alliance pour le reformer. La seule division de Donzelot se remit assez vite pour marcher à l'attaque de la ferme de la Haie-Sainte. Elle devait y suffire presque seule. Quant au reste du corps, on ne voit pas qu'il ait rien pu entreprendre de décisif jusqu'à la fin de la journée. C'était là sans doute un premier revers : la grande attaque projetée sur la gauche anglaise avait manqué, elle ne fut pas renouvelée; mais ce qui fit de cet échec un vrai malheur, c'est qu'il obligea Napoléon à changer profondément son plan de bataille. Il est donc vrai qu'une simple erreur de tactique peut décider la chute d'un empire (1)!

(1) Aujourd'hui c'est une grande question de savoir quelle put être la cause de la formation insolite, désastreuse du 1er corps. — Ce fut une folie, dit le plus récent et le plus complet écrivain de cette campagne, M. le colonel Charras, avec un accent tout militaire; mais par quel concours de choses, par quel hasard cette folie a-t-elle été possible avec des chefs aussi consommés dans l'art de la guerre que l'étaient les chefs du 1er corps? Le général Jomini répond à cette question que ce fut peut-être la faute de la pénurie de la langue militaire, laquelle n'a qu'un seul mot, *division*, pour exprimer des choses aussi différentes que le sont une simple compagnie et le rassemblement de quatre ou six régimens. Cette hypothèse explique bien pourquoi chaque colonne se composait d'une division entière; mais elle ne donne aucune raison de cette formation monstrueuse de bataillons massés l'un sur l'autre et déployés sans intervalles sous le feu de l'artillerie.

En y réfléchissant, il me semble qu'on peut en découvrir au moins la cause éloignée; pour cela, il faut considérer que Napoléon, lorsqu'il renouvela le soir sur le centre l'attaque manquée le matin sur la gauche, disposa lui-même en personne les colonnes d'attaque. Il attachait tant d'importance à cette formation, qu'après plusieurs années il a pris plaisir à la décrire en détail. Cette ordonnance, souvent employée d'ailleurs, était celle-ci : deux bataillons déployés, et sur les ailes deux bataillons en colonnes par division. Cela posé, n'est-il pas probable, n'est-il pas raisonnable de croire qu'il a voulu le matin quelque chose de semblable à la formation qu'il a lui-même dirigée le soir de ses propres mains, et qui, selon lui, réunissait tous les avantages, ceux de l'ordre mince et de l'ordre profond?

Voilà sans doute ce qu'il a voulu vers deux heures dans l'organisation des colonnes d'attaque du général d'Erlon : une redoute, un bastion vivant, dont les deux flancs pussent au besoin se plier en nombreux carrés prêts à se couvrir de feux et de baïonnettes, s'ils étaient assaillis. Par une méprise quelconque dans la transmission de ses intentions, la moitié seulement aura été exécutée. Les bataillons se seront déployés l'un sur l'autre, sans se rompre sur les ailes. On aura eu ainsi l'ordre profond sur vingt-quatre rangs sans aucun mélange de l'ordre mince : soit précipitation, soit crainte de redemander une explication d'un chef trop redouté, soit confiance aveugle dans la moindre partie de ses ordres, même imparfaitement entendus, car il faut qu'une volonté très haute ait pesé sur l'ordonnance de ces colonnes, ce ne fut pas erreur, hasard, oubli dans la mêlée, mais résolution arrêtée d'avance. Un des chefs de ces bataillons, ayant voulu rompre le sien en colonne d'attaque, suivant la coutume en pareil cas, en fut empêché par ces mots du général Durutte : « Déployez! c'est l'ordre. » Ainsi l'art militaire, comme tous les autres arts, s'altère par son exagération même.

II. — CHANGEMENT DU PLAN DE BATAILLE.

A la vue de la cavalerie anglaise qui poursuivait les troupes de d'Erlon, Napoléon avait quitté les hauteurs de Rossomme; il avait gagné au galop celles de la Belle-Alliance. Lorsqu'il y arriva, l'échec était vengé : les cuirassiers et les dragons, après avoir nettoyé le champ de bataille, revenaient à leur position. Sans avoir vu de près le désordre de l'infanterie, il voit le triomphe de cette cavalerie; il la loue, il lui sourit en passant dans ses rangs, et en ce moment même il médite un nouveau plan d'attaque.

Plusieurs conditions en effet ont manqué à celle qui vient d'être tentée. Le 6e corps d'infanterie, celui de Lobau, qui, dans la première pensée du chef, devait appuyer le général d'Erlon, n'avait pu le suivre. On avait dû garder Lobau en réserve pour l'opposer aux Prussiens dès qu'ils déboucheraient. De ce moment, la pensée de rompre la gauche anglaise et de la déborder ne se montre plus dans aucun des efforts de la journée. Ce projet abandonné, c'est désormais sur le centre seul et la droite que Napoléon portera ses coups. Malheureusement aucun des avantages qui se présentaient dans le premier plan ne se retrouve dans cette autre partie du champ de bataille. D'abord, au-dessous des hauteurs de la Belle-Alliance, un ravin profond; au-delà, à mi-côte, la ferme de la Haie-Sainte, déjà assaillie plusieurs fois, et dont la résistance est acharnée; plus haut, la route coupée par un abatis, et au sommet cette même crête de terrain qui se prolonge sur tout le front, mais là plus difficile aux fantassins, presque impraticable aux cavaliers.

Dans ce changement du plan d'attaque, la ferme de la Haie-Sainte, cette lourde citadelle rustique, est le premier point qu'il faille enlever. Ney est chargé de ce soin. La division de gauche du corps de d'Erlon, celle de Quiot, soutenue bientôt de deux bataillons de Donzelot, enveloppe sur trois faces les bâtimens de la Haie-Sainte. Les soldats de Donzelot pénètrent d'un premier élan dans le verger et le jardin; ils en sont chassés, ils y reviennent. Arrivés au pied des murs crénelés, ils saisissent les fusils à travers les meurtrières, et s'efforcent de les arracher des mains des assiégés.

Sur la chaussée, la grande porte est ébranlée par les nôtres à coups de hache; elle résiste. Les cuirassiers de Milhaud vont aussi à l'assaut de ces murailles d'étables et de granges; ils soutiennent les bataillons jusque sur le seuil; les toits d'ardoise protégent la ferme contre le feu, mais l'incendie s'allume dans l'intérieur de la cour. Les assiégés l'éteignent. Déjà 2,000 des nôtres ont jonché de leurs corps les clôtures de la ferme. Enfin la porte de l'ouest, qui

de la cour conduit au verger, est enfoncée, quoique murée à l'intérieur. La ferme est envahie, les bataillons de Hanovriens et de landwehrs qui l'occupaient, chassés ou détruits. Le major Baring et ce qui lui reste de sa garnison se retirent par le jardin et le côté droit de la route.

Il est trois heures et demie. Le grand obstacle du centre a disparu; il est dans nos mains. A ce moment, toute la ligne française a fait un grand pas. Elle est descendue des hauteurs qu'elle occupait le matin. La position nouvelle s'étend un peu obliquement des clôtures d'Hougoumont à la Haie-Sainte, et de la Haie-Sainte à la ferme Papillotte. Ce grand succès ne peut rester stérile. Le premier ébranlement de la ligne ennemie imprime à la ligne française un élan irrésistible : chacun croit que le moment de la crise est arrivé. Le maréchal Ney répète à Drouot, qui lui apporte des ordres, que l'on va remporter une grande victoire.

Sans doute, pour achever la trouée, il faudrait de fortes colonnes d'infanterie; mais celles de Lobau, sur lesquelles on comptait, viennent d'être détachées sur la droite, vers Planchenoit, contre un autre ennemi. Déjà elles ont manqué deux fois, par la même cause, aux nécessités de l'attaque. Il est vrai que l'infanterie de d'Erlon est sous la main de Ney; mais, à peine remise du grand choc par lequel elle est entrée dans l'action, cette infanterie, éparpillée maintenant en tirailleurs jusque vers Smohain, n'est plus propre à un tel effort contre les réserves anglaises, dont aucune n'est encore engagée.

Sur la gauche, les trois divisions de Reille, concentrées presque entièrement autour d'Hougoumont, suffisent à peine à en disputer ou à en garder les ruines. Elles ne présentent du côté de la Haie-Sainte que de faibles lignes, souvent interrompues, amincies déjà par le canon. Ces troupes ont usé le premier front de l'ennemi; mais dans cette lutte elles se sont consumées. Il en faut de nouvelles pour poursuivre leurs avantages, ou seulement pour remplir les vides qu'elles laissent à cet endroit de la ligne de bataille. Combien ne dut-on pas regretter alors les 3,000 hommes de la division Girard et les 5,000 laissés en arrière, à Ligny et à Fleurus (1)!

Mais si déjà à cette heure de la journée il n'y a plus d'infanterie disponible, excepté la garde, il reste encore, en arrière de ces deux lignes de fantassins épuisés, les quatre lignes, immenses, superbes, de cavalerie qui sont demeurées immobiles, au même endroit, dans le même ordre où elles étaient au commencement de l'action. De ces nombreux cavaliers, tous hommes d'élite, les cuirassiers de Milhaud

(1) *Mémoires* de Napoléon, liv. IX, p. 126.

et les lanciers de Jaquinot sont les seuls qui aient été engagés dans une charge rapide et glorieuse. Les autres sont restés, sans faire un pas, à leur place de bataille, spectateurs de l'action qui se passe dans le ravin et sur les hauteurs opposées. Sous les détonations des batteries, les chevaux secouent la tête et frémissent avec un grand bruit de fer; mais les hommes restent immobiles et silencieux, ils ont encore le sabre dans le fourreau. Là sont les vieilles réserves de Lefebvre-Desnouettes, de Guyot, de Kellermann. A peine si un boulet perdu les a effleurées; jamais elles ne se sont ébranlées que pour frapper le dernier coup sur les armées que l'infanterie leur livre à moitié entamées et détruites. Elles attendent, dans le repos de la force, le signal non de vaincre, mais d'achever le vaincu.

Pendant ce temps, l'artillerie française, avec deux cents bouches à feu sur tout le front, rouvre l'attaque. Comme par la disposition des lieux cette artillerie tient l'arc de la corde formée par la ligne anglaise, les Français concentrent un feu supérieur et enveloppant sur la position de Wellington. Les plus vieux soldats n'ont jamais assisté à une canonnade soutenue avec tant de furie. Pour se soustraire à cette pluie de boulets, l'infanterie anglaise s'est retirée le long du bord intérieur du plateau. Couchée sur la terre, elle ne pouvait être vue; mais elle n'échappait pas aux boulets qui ricochaient au milieu des colonnes serrées, ni aux obus qui se déchiraient sur le sol. Les artilleurs anglais restent seuls en vue sur le front de l'armée.

De notre côté cependant, l'artillerie se tait, et la première ligne de cavalerie se met en marche et la dépasse. De ces 5,400 cavaliers qui s'avancent au trot, il n'y en a pas un seul qui ne croie aller à une victoire certaine et déjà décidée. C'est pourquoi aucune brigade, aucun détachement ne resta en arrière. Qui pouvait songer à conserver un seul escadron de réserve, quand tous étaient si persuadés qu'il s'agissait de poursuivre l'ennemi et de le ramasser prisonnier? Napoléon, à côté de la route, leur sourit au passage; ils le saluent, comme au défilé d'une revue, de leurs cris enthousiastes, *vive l'empereur!* et déjà les boulets prussiens commençaient à se croiser sur la route avec les boulets anglais.

Plus loin, Ney reçoit cette cavalerie formée en plusieurs colonnes. C'étaient les cuirassiers de Milhaud, vingt et un escadrons; la cavalerie légère de la garde de Lefebvre-Desnouettes, sept escadrons de lanciers, et douze escadrons de chasseurs, en tout quarante escadrons. Ney se met à leur tête; il les conduit d'abord dans les basfonds, à la gauche de la Haie-Sainte; les lignes en arrière obliquaient à gauche, et le front d'attaque s'étendait ainsi de la route de Charleroi aux clôtures d'Hougoumont, c'est-à-dire contre tout le centre et une partie de la droite des Anglais.

Comme les escadrons français gravissaient la pente extérieure du plateau, l'artillerie française continua de suspendre son feu. Les batteries anglaises redoublèrent le leur; les cuirassiers marchaient en tête. Leurs casques, leurs cuirasses qui étincellent, les désignent de loin aux pointeurs et servent de point de mire. Les premiers rangs sont troués de part en part, avec un bruit sourd, par les boulets. Cette pluie de fer ne causa aucun ébranlement apparent dans les colonnes. Les Anglais auraient pu croire que le fer ne pouvait rien sur ces hommes de fer. Ils arrivent à la gueule des canons. L'effet de la décharge fut terrible; mais la trompette sonne, les canonniers anglais s'enfuient et abandonnent leurs pièces : ils se jettent en arrière sous la protection des baïonnettes. Les cuirassiers couronnent la crête et s'élancent au galop par-delà le chemin creux. Ils échappent un moment à la vue des escadrons qui les suivent; les lanciers et les chasseurs de la garde les rejoignent. Tous se trouvent bientôt sur le plateau. Dès leur premier élan, ils ont traversé la mitraille de soixante bouches à feu. Cette artillerie est en leur pouvoir; mais on a vu les artilleurs en fuyant emmener avec eux les avant-trains. Ainsi on possède les pièces, et on ne peut les enlever. Si du moins on les renversait comme à la Moskova!

Sur le revers du plateau, un spectacle inattendu se présente. Au lieu d'une armée en retraite, toute l'infanterie anglaise est là; elle semble enracinée dans le sol. Elle est formée sur quatre rangs, partagée en une multitude de carrés en échelons; la plaine en est couverte. Sans parler de cette formation compacte, dont la force a déjà été éprouvée, ces carrés, ainsi disposés, se soutiennent mutuellement, comme les bastions, les forts avancés, les redans d'une vaste citadelle qui présente partout et dans tous les sens plusieurs fronts et plusieurs lignes convergentes. C'est un réseau de feux directs, obliques, croisés, qui gardent justement entre eux l'intervalle nécessaire pour que l'assaillant soit enveloppé de toutes parts et foudroyé à bout portant. C'est entre ces murailles d'hommes et dans ces défilés de baïonnettes et de feux de trois rangs qu'il faut se précipiter tête baissée. A l'angle de chacun des carrés, qui est le point faible, l'artillerie des divisions a été rassemblée; elle vomit sa mitraille. Tout ce que Wellington a pu réunir de sa cavalerie est là aussi, prêt à se joindre aux deux autres armes. Du fond des ravins, l'infanterie française du 1er et du 2e corps voit la cavalerie de Ney marcher au trot, sans pouvoir la suivre. Celle-ci s'avance seule, sans soutien. L'ennemi est immobile; il attend.

Le sabre haut, les escadrons français se précipitent sur les carrés; ceux-ci réservent leur feu, ils l'ouvrent à trente pas. On vit alors sur de plus grandes proportions ce que l'on avait vu l'avant-veille aux Quatre-Bras. Sous le feu croisé et compacte de l'infante-

rie, il arrivait souvent que la tête de l'escadron se rompait et obliquait à la droite ou à la gauche, et le reste de la colonne, suivant instinctivement cette direction, passait sur les flancs du carré, dont il absorbait les feux. Souvent aussi les premiers rangs de l'infanterie anglaise étaient écrasés sous les chevaux et mis en pièces; mais ils se reformaient. Par momens il se fait des brèches dans ces murailles humaines; elles s'entr'ouvrent sous le flot toujours renouvelé et les coups redoublés; presque aussitôt ces murailles se relèvent et se réparent. Les carrés diminuent, ils se rétrécissent à vue d'œil, ils semblent se fondre; mais un commandement se fait entendre : « Serrez les rangs! » et ils sont encore debout!

A l'approche de la tempête de cavalerie qui s'est déchaînée sur son centre, Wellington a fait revenir de Braine-la-Leud et de sa droite les divisions Clinton et Chassé, qu'il y avait placées le matin faute d'avoir deviné son adversaire. C'est sa droite qu'il replie précipitamment sur son centre. La brigade de cavalerie hollandaise passe entre deux carrés et se déploie sur trois lignes. Partout où il reste un intervalle entre les masses de l'infanterie de l'ennemi, sa cavalerie accourt pour la soutenir et s'opposer à la nôtre.

Ainsi à travers les échelons des carrés comme à travers les rues en droite ligne d'une ville de fer et de feu les escadrons se jettent sur les escadrons. Français, Anglais, Hollandais, Belges, Allemands se mêlent. L'armée anglaise semble toucher à sa ruine. Vienne un seul renfort d'infanterie à nos cavaliers : le centre de cette armée sera percé, les deux ailes rompues. La terreur a saisi des régimens entiers. Un régiment de hussards, celui de Hanovre, refuse d'entrer dans la mêlée. Il tourne bride. Il fuit, son colonel en tête, sur la route de Bruxelles, et avec lui la foule des blessés, des hommes isolés, des équipages.

Mais en même temps les vainqueurs périssent dans leur victoire, s'ils ne sont promptement soutenus. L'artillerie à brûle-pourpoint fait de larges trouées dans leurs rangs, comme le témoigne la foule de cuirasses que l'on ramassera sur le plateau percées à la poitrine et au dos par l'énorme trou des boulets. Nos cavaliers, le sabre teint de sang, tourbillonnent; ils se croisent, ils se partagent, ils se rallient, ils se précipitent de nouveau dans ce labyrinthe de baïonnettes et s'y fraient un chemin. Sans souci d'eux-mêmes, ils entourent l'ennemi comme ses propres troupes. Maîtres du plateau, ils y sont en spectacle aux trois armées française, anglaise, prussienne. De moment en moment, ils attendent que notre infanterie vienne s'établir sur le terrain conquis. Ney voit périr les siens au milieu de son triomphe. Il envoie son aide-de-camp, le colonel Heymès, à Napoléon pour demander cette infanterie sans laquelle la victoire va lui échapper. L'aide-de-camp trouve Napoléon revenu en

arrière sur les buttes de Rossomme. « De l'infanterie! répond Napoléon à Heymès avec humeur; où voulez-vous que j'en prenne? Voulez-vous que j'en fasse? » Heymès, vieux soldat accoutumé à tous les mécomptes de la guerre, vit bien qu'il était trop tôt pour se réjouir. Il se hâte de porter la réponse de l'empereur au maréchal.

A cette nouvelle, Ney prend son parti; c'est celui qui lui coûte le plus : il fait sonner le ralliement. Nos escadrons haletans redescendent au pas une partie de la pente. Souvent ils s'arrêtent, et les hommes et les chevaux reprennent haleine sous la mitraille. Ney les ramène dans les vastes bas-fonds de champs de seigle, à l'ouest de la Haie-Sainte. Il espère qu'ils trouveront là un abri dans un pli du terrain; mais cet endroit, comme tous les autres, reste ouvert au feu de l'ennemi.

Les artilleurs anglais, sortis des carrés, se sont déjà élancés vers leurs pièces. Les carrés se sont rompus, ils se sont déployés en ligne au bord de l'escarpement, et maintenant soixante bouches à feu, soutenues de la mousqueterie de toute la ligne anglaise, écharpent dans les bas-fonds la cavalerie française, serrée en masse, que l'épuisement, les blessures des hommes, des chevaux, retenaient immobile autant que la volonté du chef. Se retirer plus loin est impossible sans jeter l'ébranlement, peut-être le découragement dans toute l'armée; rester à la même place ne se peut davantage.

Indigné de voir cette cavalerie héroïque, victorieuse, se fondre de loin inutilement et sans gloire, Ney se décide à la jeter de nouveau en avant dans le cratère ouvert au sommet du plateau; mais il se fera suivre de la réserve de Kellermann, que Napoléon lui envoie pour soutenir cette nouvelle attaque : sept escadrons de dragons, onze de cuirassiers, six de carabiniers. Même la brigade de grenadiers à cheval, tenue un moment en réserve, suivra la charge. Pas un escadron, pas un homme ne restera en arrière. On s'était déjà ébranlé, lorsque Ney aperçoit dans la plaine la brigade de carabiniers. Il court à elle, il lui reproche son inaction, il lui ordonne de se précipiter sur des carrés anglais placés en échelon sur la pente, près du bois d'Hougoumont, et qui prenaient les colonnes en écharpe. C'était la dernière réserve de 1,000 chevaux sur laquelle Kellermann comptait pour renouveler au besoin le miracle de Marengo. Kellermann s'élance pour l'arrêter; mais il est trop tard, la brigade est déjà engagée.

Trente-sept escadrons nouveaux s'ajoutent aux quarante que Ney a ralliés. Ils forment maintenant dans sa main une seule masse de soixante-dix-sept escadrons; on n'avait pas vu un pareil effort de cavalerie depuis la bataille d'Eylau. Ney prend encore une fois la tête de la charge; il montre de l'épée le chemin du plateau, ayant soin d'incliner davantage vers sa gauche, car à cet endroit la crête

semble moins escarpée, et le chemin creux moins profond. Tant d'héroïsme sera-t-il inutile? Ce sont 10,000 hommes d'élite qui s'élancent sur le front de l'ennemi.

Suivant les relations des Anglais, quand l'immense masse de cavalerie commença à s'agiter sur un terrain onduleux, l'espace entre la Haie-Sainte et Hougoumont leur parut comme une mer houleuse pleine de brisans tout à coup soulevée par l'ouragan. Qu'est-il arrivé dans cette seconde attaque désespérée? Encore une fois la cavalerie a gravi le plateau; elle le possède. A peine les batteries anglaises ont-elles tiré, les formidables colonnes de soutien débouchent; le feu de cent pièces de canon a été comme perdu sur ces masses : cuirassiers, lanciers, carabiniers, chasseurs, dragons, couronnent les hauteurs.

Mais si l'attaque a la même furie, la résistance est aussi acharnée. Les mêmes carrés se sont reformés, en première ligne par bataillons, en seconde par régimens et par brigades. De nouveau les fantassins anglais paraissent submergés au milieu d'une mer d'hommes. De nouveau les escadrons français se précipitent à travers les intervalles ouverts des bataillons. Les plus intrépides ou les premiers arrivés se jettent sur la face la plus proche des carrés; ils en essuient les feux, et laissent une meilleure chance à l'escadron qui suit. Partout où se trouve un point faible, il est forcé; on écarte ou l'on rompt les baïonnettes. Là où le sabre ne peut entrer, on se fait jour à bout portant à coups de pistolet.

L'artillerie seule, il semble, eût pu achever de démolir à mitraille et à brûle-pourpoint le réseau de carrés dont chacun sert d'appui à l'autre; il lui a été impossible de suivre les escadrons au-delà de l'escarpement de la position. Douze fois les charges recommencent; mais il y a une différence entre les nouvelles attaques et les précédentes : on ne s'élance plus indistinctement en masse sur l'ennemi dès qu'on l'aperçoit, comme s'il était déjà en fuite. Les mouvemens sont mieux combinés, plus réfléchis : d'abord on modère l'élan des chevaux, et ce n'est qu'en approchant de l'ennemi qu'on se jette sur lui à pleine carrière. Une partie reste en réserve pour fondre sur la cavalerie anglaise, dès que celle-ci débouche par les nombreux carrefours des lignes d'infanterie; l'autre partie s'acharne sur les divers échelons dont se compose la dernière ligne anglaise. Deux de ces échelons sont rompus; les autres, ployés, mutilés, tiennent encore.

Cette lutte inouie s'étend alors jusque sur les pentes en avant d'Hougoumont. Les cuirassiers ont pénétré de ce côté entre le château en flammes et l'abatis qui ferme la route de Nivelle. De l'extrême gauche anglaise, l'effort a été ainsi porté successivement jusqu'à la droite; il n'est pas un point du centre qui ne soit assailli au

même moment. Wellington attire à lui ses dernières réserves, il forme lui-même la brigade du général Adam en arrière des bataillons de Brunswick; il la replie sur quatre rangs de profondeur. A peine les autres réserves paraissent-elles au-dessus d'Hougoumont, elles sont chargées à fond, sans avoir le temps de se reconnaître.

L'armée anglaise est à bout. Le général Asten est grièvement blessé; sa division perd du terrain. Au centre, la brigade Halkett, chargée onze fois, est détruite aux deux tiers. Le 69e régiment et un bataillon de Hanovriens ont été sabrés. Six drapeaux sont pris dans les carrés; des lanciers les ont portés à l'empereur, que ce terrible choc a rappelé vers la Belle-Alliance : il les reçoit comme un gage assuré de la victoire. Tout l'état-major de Wellington est mis hors de combat. Les brigades de Sommerset et de Ponsonby, derrière les débris de la brigade d'Ompteda, avaient dû s'étendre sur un seul rang, pour tromper sur leur épuisement. Lord Uxbridge ordonne à cette cavalerie exténuée de se retirer plus loin, hors du feu. Son commandant, Sommerset, répond que s'il fait un seul pas en arrière, la cavalerie hollando-belge, plus ébranlée encore, quittera incontinent le champ de bataille. Sommerset reste en position et réussit à tromper par ce faible rideau. Dans l'infanterie, les soldats qui n'ont plus de cartouches, harassés ou découragés, s'éparpillent en arrière; 18,000 hommes isolés emportent les blessés, 18,000 sont blessés ou morts. Il ne reste pas 30,000 hommes dans les rangs; mais un espoir les soutient, et cet espoir empêche la décomposition de l'armée anglaise. Elle tend la main aux Prussiens; déjà elle voit le corps de Bulow se développer en amphithéâtre sur le flanc droit de l'armée française; elle suit attentivement des yeux le corps de Lobau, seule réserve de Napoléon. Ce corps, qui, de la position de la Belle-Alliance, avait menacé d'abord de se joindre aux attaques de la cavalerie, s'éloigne; il change de but. C'est contre un ennemi nouveau qu'il est obligé de se détourner.

Le duc de Wellington aperçoit ce mouvement; il se sent sauvé. Au contraire la cavalerie française entend gronder en arrière le canon des Prussiens : elle s'étonne; mais elle a reconnu sur les mamelons de la Belle-Alliance quelques bataillons déployés de la vieille garde. Cette petite troupe d'élite lui ôte toute inquiétude sur sa ligne de retraite. Elle avance encore; elle reprend un terrain repris vingt fois. Si Napoléon peut encore soutenir sa cavalerie par le 6e corps, ou au moins par la garde, nul doute que la victoire ne lui reste; mais il lui arrive à ce moment ce qui est arrivé tant de fois à ses adversaires : il se trouve obligé d'employer ses dernières forces, pendant que l'ennemi garde encore des troupes pour le moment décisif.

Sur le plateau, l'épuisement des Français est égal à celui des An-

glais. Sept généraux sont blessés gravement, Lhéritier, Donop, Blancard, Picquet, Delort, Travers, Colbert. Personne n'a donné l'ordre de retraite, personne n'a fait sonner le ralliement. Les rangs diminués, éclaircis par la mitraille, par la fusillade et par le sabre, désunis par trois heures d'une lutte sans exemple, l'anéantissement des forces chez les hommes et plus encore chez les animaux, la nécessité qui met des bornes à tout, ont tenu lieu d'un ordre formel.

Cette cavalerie est redescendue lentement, en bon ordre, au pas, toute sanglante, toute déchirée, ayant laissé sur le terrain plus du tiers de ses soldats, et ceux qui restaient exténués, étonnés de faire un pas en arrière, les chevaux harassés, incapables d'obéir à l'éperon. A peine si les Anglais ont tenté de les suivre. Chez eux aussi, les forces humaines ont été outre-passées. Ils se bornent à revenir au bord de la position, où ils s'épaulent de la crête du plateau. Les carrés se rompent, ils rouvrent le feu. Les divisions en seconde ligne mettent l'arme au pied; elles se reposent.

La cavalerie française, si magnifique il y a peu d'heures, maintenant accablée, abîmée par sa propre victoire, se ramasse entre la Haie-Sainte et Hougoumont, dans le fond du bassin. Mutilée, elle prête le flanc aux batteries, qui ont rouvert leur feu sur sa tête et la prolongent en tous sens. Sans aucun abri sur ces pentes ouvertes, elle couvre du moins de sa masse le centre de l'armée française, qu'elle est incapable de protéger autrement qu'en recevant, sans les rendre, les coups de l'ennemi. Est-ce ainsi qu'elle doit périr, sans se venger, immobile, en bon ordre, à son rang de bataille? La moitié des escadrons ont mis pied à terre. Seul, sans officiers, Ney passe et repasse devant le front des régimens. Il les harangue sous une épaisse mitraille : « Français, ne bougeons pas! » Il ajoute d'une voix forte un mot que l'on n'entendait plus sur les champs de bataille : « C'est ici que sont les clés de nos libertés! »

III. — GROUCHY ENTEND LE CANON DE WATERLOO. — GÉRARD CONSEILLE DE MARCHER AU FEU. — POURQUOI CE CONSEIL EST REPOUSSÉ.

Comment les Prussiens ont-ils échappé à la poursuite du maréchal Grouchy et sont-ils arrivés sur le champ de bataille de Waterloo? C'est le moment de l'expliquer. Nous avons laissé Grouchy à Gembloux, toujours incertain de la direction prise par l'ennemi. A deux heures du matin, il reçoit de ses éclaireurs la nouvelle qu'un corps de Prussiens s'est dirigé par Sart-les-Walhain sur Wavre. Il en conclut que la pensée de Blücher pourrait bien être d'envoyer un fort détachement rejoindre Wellington; mais cette lueur ne fit que traverser son esprit. L'idée que le général prussien méditait un retour offensif sur les derrières de l'armée française par sa gauche

persistait encore chez lui; elle l'empêchait de voir ce qui devenait évident. En proie à cette perplexité, il hésitait à faire un mouvement quelconque, qui, il le sentait, ne pouvait manquer d'être décisif. Voilà pourquoi, partagé jusqu'au dernier instant entre des résolutions contraires dans cette matinée suprême du 18, il n'avait mis son armée en marche qu'entre six et sept heures, attendant des instructions, des lumières qui ne devaient pas venir. Le général Gérard, le plus désespéré de ces délais, ne put même partir qu'à huit heures.

Ici se répéta la même erreur qu'en partant de Ligny. Une fois que Grouchy s'était fixé sur la direction de Wavre, il avait deux moyens d'arriver à ce but. Une route s'ouvrait à lui sur la gauche, qui, passant à Mont-Saint-Guibert, offrait l'immense avantage de le tenir plus rapproché de deux lieues de l'armée française, avec laquelle il resterait nécessairement en communication. Par cette route, il arriverait plus vite, plus sûrement à Wavre, et dans tout le parcours il tendrait la main aux corps français engagés avec les Anglais. Il y avait une autre route, celle de Sart-les-Walhain, plus longue, qui l'éloignait de deux lieues de Napoléon, mais qui le rapprochait d'autant de la direction imaginaire qu'il attribuait à l'armée prussienne. C'est cette seconde route que Grouchy avait malheureusement choisie. Il y marchait en une seule colonne, flanquée à gauche par la division de cavalerie du général Vallin.

A onze heures et demie, Grouchy, toujours plus incertain à mesure que l'événement approche, arrive à Walhain-Saint-Paul. Là, pendant que les troupes traversent le village, il s'arrête dans une maison. Pour tromper l'anxiété qui le ronge, il s'assied à table avec cette sorte d'indifférence qui saisit quelquefois les hommes accablés d'un trop lourd fardeau, et les jette dans une torpeur fatale à l'approche des grandes crises. Il mangeait des fraises, lorsqu'un officier entre dans la salle. Cet officier s'écrie qu'en se promenant dans le jardin de la maison, il a cru entendre sur la gauche le sourd retentissement du canon. On se lève, on court à l'endroit indiqué. Les officiers appliquent l'oreille contre terre. Le bruit augmente; on ne peut plus s'y tromper : cinq cents bouches à feu font trembler le sol. « C'est une nouvelle bataille de Wagram, » dit Grouchy; mais aucun ordre nouveau ne suit ces paroles.

A ce moment s'approche le général Gérard. Depuis deux jours, il évitait tout entretien avec Grouchy, dont les fausses manœuvres le navraient et le consternaient. Cependant alors il l'interpelle, il éclate, et ses paroles doivent être conservées pour son éternel honneur : « C'est au feu qu'il faut marcher, car on ne sait plus même où sont les Prussiens. C'est sur le champ de bataille seulement qu'on est certain de les trouver. La cavalerie de Vallin, qui est sur les flancs, est plus proche du canon; elle ouvrira le chemin. Le 4e corps dé-

bouche dans Sart-les-Walhain; il n'a qu'à changer de direction à gauche. Le corps de Vandamme, plus avancé à Nil-Saint-Vincent, appuiera de son côté sur la Dyle. Par un bonheur inespéré, les deux ponts maçonnés de Moustier et d'Ottignies n'ont pas été coupés; ils sont entiers. Les Prussiens n'ont là que quelques vedettes, et plus loin aucun obstacle jusqu'à Saint-Lambert et Frichermont. Ainsi c'est la fortune qui a gardé ces passages. Qu'on en profite sans retard. Le général Valazé a sous la main un guide qui offre de conduire l'armée en moins de quatre heures. C'est donc bien avant le coucher du soleil que l'armée aura rejoint la gauche et concourra à la destruction des Anglais et des Prussiens, car il faut être aveugle pour ne pas voir qu'ils font à ce moment leur jonction. Si le maréchal Grouchy refuse cette occasion unique, s'il ne veut pas engager toute son armée dans ce mouvement de flanc, au moins qu'il laisse le général Gérard l'exécuter sous sa responsabilité et pour son compte. Il ira seul avec le 4e corps. Qu'il y soit seulement autorisé! »

Valazé joint ses instances à celles de Gérard. Par malheur, Balthus, commandant l'artillerie de Valazé, est d'un avis opposé à celui de son chef: exemple mémorable du peu de cas qu'un chef doit faire des impossibilités que soulèvent les inférieurs, sitôt qu'on les consulte dans les momens suprêmes, car ils voient les inconvéniens et ne voient pas la nécessité qui commande qu'on les oublie. Le général d'artillerie Balthus soutient qu'il est impossible de faire passer le canon dans les chemins de traverse que l'on propose de suivre. Il appuie cet avis de sa longue expérience du métier au moment même où toute l'artillerie de 60,000 Prussiens défile, pour ainsi dire, sous ses yeux impunément, dans les mêmes lieux, à travers ces mêmes obstacles qu'il juge insurmontables.

Cette raison fut une de celles dont se couvrit le maréchal Grouchy : il la saisit avec avidité; mais dans le fond ce qui l'empêchait d'agir, c'était l'idée fausse qu'il s'était faite du mouvement de l'ennemi et le poids de sa propre responsabilité. Elle l'écrasait au point de lui ôter tout autre sentiment. Quand il eût fallu improviser des manœuvres, il se contentait de s'attacher à celle qu'il avait commencée. D'ailleurs, comme il arrive toujours, les motifs à alléguer pour persévérer dans l'inertie ne lui manquaient pas. « Il avait ses instructions, c'était à lui de les suivre. La guerre d'inspiration ne convient qu'au chef; le lieutenant doit obéir. La maxime de marcher au canon n'est pas toujours la bonne. On vient de retrouver la trace des Prussiens à Wavre; est-ce le moment de les quitter de nouveau pour s'engager dans une direction inconnue? Savait-on ce que l'on trouverait dans cette longue marche de flanc où le général Gérard voulait qu'on s'engageât? Quels défilés, quels escarpemens,

et peut-être quelles impossibilités! Avait-on mesuré les distances? Ne savait-on pas à quel point les guides se trompent sur le temps nécessaire à une armée? Fallait-il recommencer la faute de Ney, de d'Erlon, et ne se trouver sur aucun champ de bataille, ni à Mont-Saint-Jean, ni à Wavre? Et si les quatre corps prussiens réunis sur les hauteurs de Wavre saisissaient l'occasion de cette marche de flanc, qu'arriverait-il? Comment ses divisions, désunies par la marche (et il ne faut pas oublier qu'il n'a que 32,000 hommes), ne seraient-elles pas compromises au passage de la Dyle, où l'attendront 90,000 hommes rangés sur l'autre bord? C'est donc une armée battue et dispersée qu'il amènera à Waterloo? Imagine-t-on que les Prussiens lui laisseront faire ce long chemin sans l'inquiéter sur la Dyle ou à Saint-Lambert, dont on aperçoit le défilé? A peine aura-t-il fait un pas dans la direction proposée, les éclaireurs du maréchal Blücher l'en instruiront aussitôt, et l'on verra les corps de Bulow, de Ziethen, de Pirch, tomber sur les flancs des Français. Au contraire, par la route que l'on suit, on va bien rassemblés, en bon ordre, aborder la masse des Prussiens à Wavre. Si, comme il est probable, ils veulent revenir par leur gauche sur les derrières de l'armée française, on sera là pour les en empêcher. D'ailleurs la volonté de l'empereur est formelle. »

Après ces paroles, que j'ai empruntées au général Gérard et au maréchal Grouchy eux-mêmes, les colonnes françaises, qui avaient fait halte un moment, se remettent en marche; il était midi, elles étaient à trois lieues de Wavre.

Les accusations amères répétées contre Ney dans les loisirs du bivac de Ligny avaient fait une impression profonde sur Grouchy. Il était bien décidé à ne pas s'en attirer de semblables, et par conséquent à marcher réuni sur une seule colonne et à ne rien tenter qu'avec toutes ses troupes rassemblées sous sa main. Ainsi le blâme injustement jeté sur Ney eut pour conséquence d'augmenter l'irrésolution et les lenteurs de Grouchy.

Le maréchal Grouchy avait été pendant la retraite de Russie le chef de l'escadron sacré dans lequel les généraux servaient comme capitaines et les capitaines comme soldats. Quand on l'avait vu une fois, on ne pouvait l'oublier : il était grand, la tête haute, le visage osseux, les pommettes des joues étonnamment saillantes, les yeux noirs très écartés et comme éblouis. Il laissait l'idée d'un brillant général d'avant-garde, mais non pas assurément celle de l'un de ces hommes rares sur lesquels la fortune d'un état peut se reposer sans crainte en des circonstances critiques. Lui-même le sentait. Il en donna deux fois la preuve : la première, lorsqu'il refusa le commandement à Ligny, la seconde, lorsqu'il s'en démit dès sa rentrée en France.

Au moment même de cette discussion des chefs de l'aile droite française, la masse prussienne se disposait à déboucher de Wavre, dans la direction de Waterloo, avec l'impulsion d'une résolution depuis longtemps préparée. Aucune délibération n'avait suspendu ses mouvemens. Cette armée, après avoir passé la nuit à Wavre et s'y être refaite, marchait au rendez-vous marqué par le chef de l'armée anglaise. Le corps de Bulow, qui n'avait encore eu aucun engagement avec les Français, se mit le premier en marche. Un incendie dans Wavre retarda jusqu'à midi une de ses divisions; il devait passer par Saint-Lambert, point culminant d'où il ne pouvait manquer d'être aperçu de loin. Pirch suivait; Ziethen devait longer la forêt de Soignes à travers de vastes bassins où son approche resterait cachée jusqu'à l'entrée du champ de bataille.

Ainsi dans cet espace compris entre Wavre et Waterloo s'avançaient parallèlement trois noires colonnes prussiennes, Bulow en tête, 30,000 hommes, Pirch en seconde ligne, 17,000, Ziethen à droite, 13,000, total 60,000 hommes. Au moment où les flanqueurs de gauche de Grouchy, en sortant de Sart-les-Walhain, s'approchaient de la Dyle, ils furent aperçus des vedettes prussiennes. Blücher est aussitôt averti; il crut que les Français renonçaient à marcher sur Wavre pour se diriger à leur tour sur le canon; il fut confirmé dans cette idée lorsque les têtes de colonnes d'Exelmans et de Vandamme se montrèrent à la hauteur de Corbais, comme si elles allaient déboucher à Moustier. Dans la crainte de ce mouvement, Blücher fait suspendre la marche de Pirch; il ordonne à Ziethen de se rabattre sur la Dyle. Il ramène ainsi ses colonnes en arrière du côté de Grouchy; mais, ayant bientôt reconnu que celui-ci poursuivait son mouvement vers Wavre, le général prussien, pleinement rassuré, ordonne une nouvelle contre-marche : il reporte ses troupes dans la direction de Waterloo. Quant au corps de Thielmann, 18,000 hommes, il le laisse à Wavre pour couvrir le mouvement et amuser le maréchal Grouchy le plus longtemps possible sur les deux bords de la Dyle. Si ce maréchal, sans se laisser tromper par ce rideau, marche au canon de Waterloo, Thielmann a l'ordre de l'y suivre en toute hâte.

L'apparition des éclaireurs de Grouchy eut encore d'autres conséquences que de jeter un moment l'irrésolution dans l'armée prussienne. Nous connaissons aujourd'hui dans le plus petit détail les mouvemens de cette armée, que la rapidité de sa fuite avait dérobés à nos soldats. Tout était obscur dans sa marche, et l'événement restait inexplicable. Il s'éclaire maintenant par les détails qui suivent.

En arrivant près de Vieux-Sart, la cavalerie française de Vallin se trouva un moment entre la tête et la queue du corps de Bulow. Dès que le détachement français fut signalé, le général prussien laissa en arrière deux régimens de cavalerie de la réserve pour lui faire

tête. La même chose arriva au général Pirch. Il reçoit la nouvelle que l'avant-garde d'Exelmans se montre sur les hauteurs en avant de la Baraque; aussitôt Pirch laisse en arrière la brigade de cavalerie du lieutenant-colonel de Sohr, le 11e régiment de hussards et quatre pièces d'artillerie attelée: Toutes ces troupes manqueront à la bataille.

Ainsi une démonstration involontaire de quelques troupes légères de Grouchy sur sa gauche a porté un trouble réel, profond dans les dispositions de l'ennemi. Déjà à cette seule apparence que de faux mouvemens de la part des Prussiens! quelle marche désunie! Blücher lui-même un moment incertain, le corps de Bulow séparé en deux par un intervalle de plusieurs lieues où les nôtres ont pénétré, Pirch affaibli d'une partie de ses troupes, la réserve de cavalerie et celle d'artillerie de la 7e et de la 8e brigade arrêtées et paralysées, le détachement de Ledebur coupé du reste de l'armée et obligé de se rouvrir un chemin de vive force, tout cela à la seule apparition d'une avant-garde de cavalerie! Que sera-ce donc si Grouchy se ravise, si, au lieu de quelques éclaireurs épars, aventurés, c'est tout son corps qui marche résolûment, de propos délibéré, dans les flancs des Prussiens! Il est peut-être temps encore de revenir à la résolution audacieuse du général Gérard; outre les circonstances que je viens de dire, il en est une autre qui conseille la hardiesse. Le gros de l'armée ennemie est en ce moment retardé sur les ponts étroits de Wavre; elle a peine à déboucher.

Si la discussion du matin n'avait pas persuadé Grouchy, elle l'avait du moins profondément agité. Il galopait seul, en avant et sur le flanc de ses colonnes; il s'avança de sa personne jusqu'à l'extrémité du bois de Limelette. Là, il écouta de plus près le retentissement croissant de la bataille qui n'avait pas encore de nom; il chercha, des hauteurs où il était, à pénétrer les secrets de l'horizon, vers Saint-Lambert; puis tout à coup il se rassure : la dépêche que Napoléon lui a envoyée à dix heures du champ de bataille vient de lui parvenir. Il se hâte de s'en prévaloir; on l'entend s'écrier: « Nous sommes sur la bonne route. L'empereur nous approuve; il nous ordonne de marcher sur Wavre; c'est à Wavre qu'il faut aller. » Et, l'esprit dégagé d'un grand poids, il achève tranquillement le mouvement funeste où il s'est engagé avec anxiété.

IV. — SUITE DE LA BATAILLE. — INTERVENTION DU CORPS DE BULOW.

C'est à quatre heures que le général Bulow atteignit les bois de Frichermont. Il n'avait pas paru à la bataille de Ligny; sa hâte n'en était que plus grande. Ses troupes marchaient sur un large front, aux deux côtés du chemin encaissé qui avait été réservé à l'artille-

rie. En traversant ces défilés boisés, ces ravins marécageux de Lasnes à Planchenoit, on s'étonnait de ne trouver aucun obstacle; à chaque pas, les éclaireurs s'attendaient à une surprise. Les officiers, en se montrant le ruisseau de Lasnes, se disaient qu'il eût suffi de quelques bataillons français pour disputer longtemps le passage; mais, ayant trouvé les chemins ouverts, tous doublèrent le pas : ils descendirent des hauteurs en amphithéâtre, d'où la bataille se montra à leurs yeux jusque dans ses moindres replis.

D'abord l'intention des généraux prussiens avait été d'attendre et de concentrer la masse de leurs troupes avant d'attaquer; mais Blücher, qui marchait avec les colonnes de Bulow, vit du haut des collines de Maransart que la crise de la bataille approchait. Son impatience naturelle le conseilla trop bien. Il décida au premier coup d'œil qu'il fallait user de ce premier moment de surprise et se jeter tête baissée sur la droite française, sans lui laisser le temps de se reconnaître. Le danger déjà imminent où se trouvait l'armée anglaise ne souffrait pas un instant de retard. On apercevait distinctement les réserves de Napoléon sur les hauteurs de la Belle-Alliance; plus loin, les charges de cavalerie sur le plateau attiraient tous les regards. Si l'infanterie de Lobau marchait en avant, si elle allait soutenir ces attaques, le dernier moment de l'armée du duc de Wellington était arrivé. Il fallait donc sur-le-champ attirer à soi et occuper cette infanterie de manière à l'empêcher de se raviser. Par ces raisons qui plaisaient à son impétuosité, Blücher fit commencer le feu à une grande distance sur la cavalerie Domon et Subervie; il annonça ainsi son arrivée.

Ces premières salves de quarante, bientôt même de quatre-vingt-six pièces de canon, firent impression sur les deux armées aux prises. Les Anglais respirèrent, les Français s'étonnèrent; mais, sûrs de la prévoyance de leur chef, ils n'éprouvèrent aucune crainte. Un peu après, la 15ᵉ et la 16ᵉ division de Bulow débouchèrent en rase campagne; elles se dirigèrent sur le flanc droit de l'armée française.

Depuis trois heures que les Prussiens étaient en vue, Napoléon n'avait rien fait de ce que ceux-ci craignaient le plus. Il aurait pu, ou leur disputer les défilés, ou devancer leur arrivée et précipiter toutes ses réserves dans une attaque désespérée contre l'armée anglaise. Au lieu de cette résolution extrême, il avait pris un moyen terme : observer de loin les Prussiens, n'attaquer les Anglais qu'avec la moitié de ses forces, conserver l'autre moitié intacte. Sans doute il pensa que le moment n'était pas venu de recourir aux moyens suprêmes; d'ailleurs il serait toujours à temps de renoncer aux règles de prudence pour chercher le salut dans la témérité et dans le désespoir.

Cependant Lobau, avec ses deux divisions d'infanterie Simmer et Jeannin de 7,500 hommes, avait changé sa première direction; il marchait résolûment au-devant de ces nouveaux ennemis. Pour s'appuyer, il n'avait que le village de Planchenoit, au milieu des champs ouverts, où les Prussiens ont élevé un petit monument de fer pour consacrer le souvenir de cette première rencontre. Canonnée par des batteries qui la prenaient en écharpe, la cavalerie de Domon et de Subervie, après un engagement avec les escadrons du prince de Prusse, dut se retirer en seconde ligne. Tant que Lobau n'eut en tête que la moitié du corps de Bulow, il le contint, il fit même des progrès sur lui; mais en moins d'une heure, c'est-à-dire à cinq heures et demie, les deux autres divisions restées en arrière, celles de Hacke et de Ryssel, avaient atteint à leur tour le champ de bataille : elles débouchaient de Lasnes en colonnes serrées. Aussitôt Blücher, présent à l'attaque, fit déployer les masses sur la gauche prussienne, de manière à déborder Lobau et à le séparer de Planchenoit. Les Prussiens menaçaient ainsi la chaussée de Charleroi, seule retraite de l'armée. C'était le moment où Ney demandait avec instance l'appui d'un corps d'infanterie pour s'établir sur le plateau. Ainsi Napoléon pouvait alors se croire vainqueur sur le front; mais le flanc droit était ébranlé, presque entr'ouvert : il n'y avait pas un moment à perdre pour le raffermir et arrêter de ce côté le progrès de l'ennemi. Descendues des hauteurs, les quatre-vingt-six bouches à feu de Blücher prenaient l'armée française en écharpe et à revers. Leurs boulets ricochaient sur la ligne de retraite.

Débordés sur les deux ailes, les 10,000 hommes de Lobau sont obligés de céder en plaine aux 30,000 de Bulow. Cependant Lobau les retire en échiquier, lentement, posément; la première ligne se replie par les intervalles. Elle se remet en bataille derrière la seconde, qui ouvre alors le feu et soutient le combat jusqu'à ce qu'elle cède à son tour pour faire volte-face un peu plus loin et repousser les assaillans. Lobau dirige cette suite de combats alternatifs avec la régularité d'un champ de manœuvre; mais il est menacé de perdre son point d'appui dans le village. Napoléon lui envoie le général Duhesme avec huit bataillons de la jeune garde et vingt-quatre pièces de canon. Les deux divisions prussiennes Hiller et Ryssel se massent en trois colonnes; elles enveloppent Planchenoit, elles y pénètrent, elles vont l'arracher à la jeune garde. On se fusille à trente pas dans le cimetière. Ce village avec ses vergers, ses jardins, ses enclos, ses débouchés vers Maison-le-Roi, c'est le bastion qui flanque la ligne de retraite. Il est emporté. Le général Morand, avec quatre bataillons de la vieille garde, accourt pour le reprendre. Sans tirer, il en chasse les Prussiens à la baïonnette; ses bataillons s'établissent

à un grand intervalle sur l'extrême droite, comme la garde consulaire au soir de Marengo. A l'abri de cette troupe d'élite, le corps de Lobau et la jeune garde reviennent à la charge. Les Prussiens sont débordés à leur tour; ils plient, leur artillerie s'éloigne.

Dans ce combat de plus en plus inégal, qui se prolongera jusqu'au soir, le poste de Planchenoit est un poste de sacrifice. Les troupes n'y sont point soutenues par les regards de toute l'armée comme sur le plateau; elles sont aux prises en quelque sorte à l'écart, dans un bas-fond où les colonnes ennemies affluent par torrens. Comme si toutes les formes du courage devaient être rassemblées dans cette journée, la cavalerie sur le plateau venait de montrer l'impétuosité indomptable, la joie guerrière, la témérité héroïque d'une troupe sûre de vaincre; maintenant le corps de Lobau et la garde montrent ce qu'il y a de plus austère dans le devoir militaire, la volonté stoïque de mourir à son poste, pour empêcher la destruction de l'armée et la captivité du chef. Le général Durrieu donne l'exemple de ce stoïcisme; blessé d'une balle à la cuisse, il reste tout sanglant à la tête de l'état-major.

A ce moment, Napoléon crut que cette inondation du champ de bataille par l'armée prussienne était à son terme. L'artillerie fit silence un moment; dans cet intervalle, on entendit pour la première fois très distinctement au loin le canon de Grouchy. Il était donc enfin aux prises avec ce qui restait des corps prussiens; il les occupait. On pouvait dès lors tenir pour certain qu'après la retraite de Bulow il n'y avait plus rien à redouter de ce côté du champ de bataille. Ainsi c'est le moment de se retourner contre le centre anglais, de rallier, d'engager les réserves, d'achever enfin la victoire que cet incident de Bulow a tenue suspendue depuis quatre heures.

Outre la force d'espérance que Napoléon entretint jusqu'au dernier instant, il y avait une circonstance matérielle du champ de bataille qui explique comment l'illusion fut si tenace chez lui. Nous avons dit que des bois, des taillis épais, qui ont été coupés depuis, étendaient alors leurs fourrés sur sa droite. Ces bois empêchèrent de voir les noires colonnes de Ziethen, qui s'approchaient en silence; elles avaient déjà rallié à Ohain la cavalerie anglaise. Maintenant elles étaient à un quart de lieue du champ de bataille; elles se pressaient d'arriver à travers les taillis par le plus court chemin, et personne dans l'armée française n'en soupçonnait encore l'existence. Les massifs d'arbres devaient couvrir jusqu'au dernier moment cette troisième armée. C'était comme une dernière embûche tendue par 30,000 hommes de troupes fraîches qui s'apprêtaient à s'élancer tête baissée hors des bois d'Ohain et de Frichermont.

V. — LES DEUX ATTAQUES DE LA GARDE.

Pendant ce temps, l'attaque du maréchal Ney contre le centre n'avait pas été abandonnée. Les masses de cavalerie dans les bas-fonds ne sont pas restées longtemps immobiles. Les cavaliers qui peuvent agir encore se distribuent en tirailleurs. Ils harcèlent l'ennemi, ils l'empêchent de respirer. Ils attirent à eux le feu des batteries; ils s'étendent en rideau pour protéger de leur dernier effort l'infanterie, épuisée comme eux, et qui de nouveau se jette en avant. C'est encore la division Quiot et la division Donzelot. L'une et l'autre à ce moment semblent renaître. Après leur désastre du matin, après un combat acharné de quatre heures, elles portent encore sur le front d'attaque tout le poids de la bataille. A ce moment, quel incident, quelle parole, quel ordre a aiguillonné ces braves et les a mis hors d'eux-mêmes? Ney court à d'Erlon et lui dit: « Toi et moi, nous devons périr ici, car tous deux, si la mitraille anglaise nous épargne, nous sommes destinés à être pendus. » Il semble que tous les soldats des divisions de gauche de d'Erlon aient entendu ces paroles, tant ils mettent de désespoir et de furie à renouveler leur attaque. Le souvenir de leur effort suprême a été longtemps confondu avec les derniers momens de la garde; c'est par l'aveu des historiens anglais qu'on peut restituer à cette portion de la ligne la gloire qui lui revient.

Les deux divisions ralliées sortent de la Haie-Sainte par toutes les issues. Elles se répandent en nuée de tirailleurs sur la pente des plateaux. Courbés dans les blés comme des moissonneurs, les soldats de Quiot et de Donzelot avancent jusqu'au-dessous de l'escarpement. Là ils couvrent de leurs feux les troupes harassées d'Alten, d'Ompteda, de Maitland. Ces feux hardis, incessans, succédant aux grandes charges, ne laissent pas à l'armée anglaise un intervalle de repos. Ils l'exténuent et la désespèrent. Ce fut comme un essaim de guêpes qui se jettent sur un corps abattu et sanglant. Tel fut le caractère de la bataille sur le front depuis cinq heures jusqu'à sept. Les Anglais avouent qu'à ce moment leur armée n'offrait plus qu'un lambeau de ce qu'elle avait été le matin. De tous côtés, les chefs envoyaient demander des renforts; il ne restait, disaient-ils, de leurs corps que les *squelettes*. A ces demandes la réponse du duc de Wellington était uniforme : qu'il fallait rester jusqu'au dernier homme. Les brigades de Sommerset et de Ponsonby ne formaient plus que deux escadrons. Les bataillons étaient réduits à des poignées d'hommes. On n'entendait qu'un seul commandement : *serrez les rangs!* Du haut du plateau, Wellington apercevait au loin le

clocher de Planchenoit; mais les incidens de la lutte sur cette partie éloignée du champ de bataille lui échappaient. Il ne savait qui l'emportait des Français ou des Prussiens. Dans son anxiété, il envoyait officiers sur officiers à Blücher pour le presser d'arriver.

Napoléon sentit que le moment était venu et qu'il fallait tout oser. Restaient encore en réserve dix bataillons de la garde à pied, les seuls qui n'eussent pas été engagés. Ils attendaient, l'arme au pied, sur les hauteurs de la Belle-Alliance. Malgré tout, la certitude de vaincre était encore entière chez eux. Les cinq premiers bataillons sont formés en colonnes d'attaque, et ils doivent se succéder, à quelque distance, par échelons; des batteries marchent avec eux dans les intervalles. Napoléon, à gauche de la route, galope sur l'éminence. Il montre de la main la position anglaise. Les soldats se répètent ses paroles : « Mes amis, je veux aller ce soir souper à Bruxelles. » Il enflamme de ses regards cette poignée d'hommes, en qui il a mis sa dernière espérance. Ils lui répondent par des cris enthousiastes qui tous veulent dire : « Sois tranquille. » En défilant à gauche de la Haie-Sainte, ils rencontrent les cavaliers démontés qui s'y étaient réunis en grand nombre; ils les rassurent en passant avec une gaieté héroïque. « C'était à eux d'enlever l'affaire à la baïonnette, » et ils marchaient l'arme au bras, alignés comme à la parade.

Ici les Anglais interrompent le récit pour rapporter une chose qui paraît impossible. Ils racontent qu'à ce moment suprême un officier français de cuirassiers galopa vers eux et passa dans leurs rangs. Il prévint que leur ligne allait être attaquée par la garde impériale et Napoléon en personne. On cite les colonels, les généraux auxquels cet officier fut adressé. Vérité ou mensonge, le duc de Wellington n'avait nul besoin de cet avertissement. Les préparatifs de l'attaque étaient assez visibles. Pour la troisième fois le général anglais répare la brèche qui s'est faite dans son centre. De la gauche il rappelle la cavalerie Vivian et Vandeleur; elle se replie en toute hâte derrière le front. Il comble avec les bataillons de Brunswick les vides ouverts entre la brigade de Nassau et celle de Halkett. La division Chassé se masse en colonnes profondes à la gauche de la brigade Maitland. Pour donner quelque apparence à la brigade de Nassau, on déploie derrière elle, sur un seul rang, les restes des Écossais gris et des hussards de la légion germanique. Sur la gauche, l'infanterie était déployée derrière la haie, le long du chemin creux, un régiment en carré, à l'angle des deux routes. Sur le front de l'armée, l'artillerie est presque entièrement désorganisée.

A ce moment de crise, un événement extraordinaire attire l'attention des trois armées. Une fusillade se fait entendre à l'extrémité droite de la ligne française : c'est la fusillade nourrie, ardente, pré-

cipitée d'une troupe fraîche qui se hâte de prendre part à la bataille. Elle tourne ses coups contre l'extrême gauche anglaise. Formée de la brigade du prince de Saxe-Weimar, celle-ci, atteinte par ce feu imprévu, s'effraie, lâche pied. On la voit se disperser en arrière à un quart de lieue du champ de bataille. A ce bruit, au spectacle de cette fuite, des cris de joie se font entendre sur toute la ligne française. Voilà enfin Grouchy qui arrive. Napoléon fut plus que personne empressé à croire à ce retour de la fortune. Il envoie son aide-de-camp Labédoyère répandre dans les rangs cette nouvelle, que Grouchy arrive, qu'il est là sur la hauteur de Smohain; on l'a reconnu à ses coups.

Cette nouvelle, confirmée par la fusillade qui ne fait qu'augmenter vers la droite, porte au comble l'exaltation des troupes chargées de frapper le dernier coup. Toute la ligne, d'Hougoumont à la Haie-Sainte, à Papelotte, avance avec la garde. Les blessés rentrent dans les rangs. Les tirailleurs de d'Erlon, de Quiot et de Donzelot couvrent la garde d'un rideau de fumée; ils la précèdent rapidement, pendant que, loin derrière eux, les tambours battent la charge et annoncent l'approche des colonnes d'attaque, qui les suivent au pas. Il faut que le feu de ces tirailleurs, exaltés par l'approche et l'exemple de la garde, ait été terrible en effet pour que les historiens anglais déclarent que l'armée anglaise était *absolument hors d'état d'y répondre*, et qu'elle était sur le *point d'être rompue*. En peu d'instans, sous ce feu désespéré, le 27ᵉ régiment anglais perd plus de la moitié de son monde. Une batterie française, en avant du jardin de la Haie-Sainte, marche avec les tirailleurs; elle foudroie le carré de gauche de la brigade de Kielmansegge, à cent pas; un des côtés de l'autre carré est broyé; le reste se forme en triangle. Bientôt après, sous la mitraille, il se réduit à une poignée d'hommes. Le prince d'Orange, à la tête de la brigade de Nassau, tente de charger les tirailleurs; il est frappé d'une balle à l'épaule. Déjà Alten, Halkett, presque tous les officiers supérieurs de la 3ᵉ division ont été blessés ou tués.

Enfin le rideau des tirailleurs s'entr'ouvre, la garde le dépasse; elle s'avance seule. Ney la conduit. A mesure qu'elle approche, elle pousse de grands cris. La seconde ligne anglaise ne voyait rien encore des têtes de colonnes en marche; mais ces cris seuls la terrifient. Elle recule et va lâcher pied. Les dragons de Vandeleur serrent les rangs et ferment le passage à ceux qui sont tentés de fuir. L'artillerie anglaise concentre son feu sur ces 2,900 hommes qui s'avancent, l'arme au bras, à la rencontre de toute une armée. Ils ne répondent pas au feu, mais ils serrent leurs rangs diminués; ils s'alignent, en passant sur leurs morts, comme dans un jour de revue. L'artillerie ennemie redouble à cinquante pas. Friant est

blessé, Michel tué; Ney est renversé de cheval (c'est le cinquième qui a été tué sous lui dans cette journée). Il se relève, l'épée à la main. Le 1er bataillon s'est arrêté. En voyant cette légion de héros chanceler sous la mitraille, Ney s'indigne. Il leur crie : « Lâches! ne savez-vous donc plus mourir? » Le général Poret de Morvan mêle ses cris à ceux du maréchal. La colonne reprend le pas de charge; elle a atteint le sommet de l'escarpement. Sur cette éminence, quand les grenadiers, avec leurs hauts bonnets à poil, couronnèrent la cime, ils semblèrent gigantesques à l'ennemi (1). Devant eux se présentent en colonnes serrées les bataillons de Brunswick. Ces bataillons sont dispersés; ceux de Nassau les remplacent. La garde avance; les soldats de Nassau sont rejetés jusque sous la tête des chevaux du 10e de hussards anglais. Wellington s'élance au-devant des Brunswickois; il les rallie, puis il court à la batterie placée à la droite de Maitland. Cette batterie prend en flanc les colonnes de grenadiers. Ils avancent encore; ils touchent à l'endroit où étaient couchés à terre les régimens des gardes. Une voix crie : « Gardes, debout, et visez bien! » Les régimens se dressent de terre en une ligne étendue, et ils ouvrent leur feu. En un instant, les premiers rangs français sont abattus. Le colonel Mallet, les chefs de bataillon Cardinal, Agnès, les deux frères Angelet tombent morts ou blessés. On vit alors les officiers se détacher en tête et sur les flancs des colonnes mutilées, et commander de déployer pour se servir de leur feu; mais à mesure que les têtes de colonnes se reformaient, elles étaient continuellement broyées sous la fusillade et la canonnade croisée de toute une armée. Les plus rapprochés tourbillonnent sans vouloir céder le terrain, ou ils disparaissent sur les flancs, pendant que d'autres en arrière font feu par-dessus la tête de ceux qui les précèdent. L'espoir reste encore d'emporter le centre anglais, si la dernière réserve, laissée à quinze minutes en arrière, arrive à temps; mais cette réserve est encore loin, et l'on dit que sur les 2,900 hommes qui ont gravi le plateau, il en reste à peine 700 en état de combattre. Étonnés, ceux-ci redescendent des hauteurs. Les blessés les précèdent en foule et se dispersent. Cette nouvelle incroyable se répand que la garde a été repoussée, qu'elle bat en retraite. A ce premier bruit, les rangs d'une partie de la ligne commencent à flotter.

Mais il reste un grand espoir. La première attaque de la garde a échoué; il s'en prépare une seconde. C'est Napoléon lui-même qui cette fois range les cinq nouveaux bataillons presque encore intacts qui viennent de la Belle-Alliance. Ce qu'il ne faisait jamais dans les guerres précédentes, il le fait à ce moment suprême. Il marque aux

(1) Siborne.

soldats leur place, il forme deux bataillons en bataille, deux autres comme arcs-boutans, en colonnes sur la droite et sur la gauche; la seconde brigade suivra en échelons. C'est ce même ordre de bataille qui a été irrésistible au Tagliamento, dans la dernière journée des guerres d'Italie; c'est aussi la disposition de la division de Desaix au soir de Marengo. Qui sait si ces souvenirs ne brillèrent pas aux yeux de Napoléon à ce dernier instant de sa vie militaire? Le général Friant, qu'on emportait blessé, lui dit que tout allait bien sur le plateau, que l'ennemi serait infailliblement rompu dès que cette réserve déboucherait. Napoléon reprend espoir : il s'obstine à vouloir forcer la fortune.

La nouvelle colonne se composait du 1er bataillon de chasseurs, de deux bataillons du 2e, de deux bataillons des 2e et 3e régimens de grenadiers. Sans s'inquiéter de ce qui se passe dans le reste de l'armée, elle s'avance seule, à son tour, vers le plateau déjà pris et abandonné tant de fois. Les troupes de Maitland, qui l'aperçoivent, se retirent en désordre par-delà l'escarpement; elles vont se reformer sur quatre rangs de profondeur. On a pu réunir un petit corps de cuirassiers français qui protégent d'abord l'attaque. Ces cuirassiers font un dernier effort contre les batteries anglaises; mais, trop affaiblis, ils sont renversés. La colonne se trouve encore une fois seule et sans soutien sur ses ailes. Le 52e régiment anglais en profite pour venir audacieusement se déployer sur le flanc gauche. En tête, elle a les masses encore profondes de Maitland, de Chassé, des gardes, sur sa droite la batterie Napier. C'est dans ce triangle qu'elle se jette tête baissée. Quand le régiment anglais l'eut débordée tout entière, il ouvrit son feu à brûle-pourpoint. La colonne surprise s'arrêta, et, déployant ses bataillons de gauche, elle répondit à la fusillade qui l'écrasait; mais alors la batterie de Napier se démasque sur son front à soixante pas et la mitraille. Au même instant, sur son flanc droit, elle essuie les décharges de la plus grande portion de la ligne des gardes anglaises. Ce n'était plus là un combat soumis aux chances de la guerre, mais une extermination. Le moment était venu où aucun effort de la bravoure humaine, aucune inspiration du soldat ne pouvait plus conjurer le désastre et remédier aux illusions obstinées du chef. Et pourtant c'est encore aujourd'hui un débat entre les Anglais et leurs alliés de savoir qui a porté les derniers coups à cette poignée d'hommes. On ne peut, ce me semble, disconvenir qu'une batterie des Hollando-Belges, celle de Vandermissen, ne soit venue aussi se démasquer à une portée de pistolet; elle vomit sa mitraille sur la colonne déjà écharpée, et contribua ainsi à lui arracher le champ de bataille. Cette gloire ne peut être refusée à ceux qui la réclament.

VI. — IRRUPTION DU CORPS DE ZIETHEN. — MARCHE EN AVANT DE L'ARMÉE ANGLAISE.

Pendant ce temps, un cri était parti des hauteurs de Smohain. Ce cri est le hourrah d'une attaque nouvelle. Toute la portion de la ligne française qui se tenait encore suspendue à mi-côte chancelle. Le centre et la droite sont enfoncés en même temps; ils se rompent. L'un se débande au premier pas que la garde fait en arrière, l'autre par une cause inconnue. On devait l'appeler panique jusqu'à ce que l'on sût avec précision à quelle force irrésistible il avait fallu céder. Ainsi, à ce dernier moment, deux causes très distinctes agissent simultanément sur deux points éloignés de la ligne et la brisent en tronçons. Au centre, tout se précipite vers la garde; on y cherche un refuge. Les troupes rompues, les hommes isolés, les intrépides tirailleurs de Donzelot et de Quiot, s'abritent derrière cette forteresse vivante; mais ils l'embarrassent de leur foule. Décimés, les bataillons de la garde se retirent au pas, dans les bas-fonds, au sud de la Haie-Sainte. Là, ils se forment en carrés pour faire face à l'ennemi, qui s'abat sur eux de tous les côtés de l'horizon.

Jusque-là Napoléon, dans le ravin, avait suivi des yeux les mouvemens de sa dernière réserve. Il lui avait été d'abord impossible de s'expliquer la confusion soudaine de la partie la plus éloignée du champ de bataille. Obstiné à espérer, il ne pouvait s'arracher du lieu où il était; mais lorsqu'il vit sa garde invincible céder elle-même le terrain et repasser la Haie-Sainte, pour la première fois il renonça à l'espérance, et (s'il faut en croire le rapport de son guide) il s'écria : « C'est fini! »

Comme déjà les cavaliers ennemis s'approchaient, il lança contre eux son escorte de quatre escadrons de service. Ces 400 hommes furent aussitôt enveloppés et culbutés. Le général Guyot, qui les conduisait, est blessé de deux coups de feu; le général Jamin est tué à la tête de ce qui restait des grenadiers à cheval. Napoléon, n'ayant plus alors même un seul homme d'escorte, tourna bride. Il entra dans le carré du 2e régiment de grenadiers, que commandait le lieutenant-colonel Martenot.

Que s'était-il donc passé à l'extrême droite? Le corps d'armée de Ziethen avait débouché à l'improviste des bois d'Ohain avec sa 1re brigade, sa cavalerie de réserve et quatre batteries. D'abord Ziethen avait établi une batterie sur la hauteur; mais presque aussitôt il avait jeté ses troupes en avant. Elles avaient pris en écharpe celles de d'Erlon, qui marchaient en ce moment en colonnes pour flanquer l'attaque de la garde. Cela avait été comme le dernier coup. On a accusé l'extrême droite d'avoir laissé percer la ligne de ba-

taille; mais que pouvait ce corps de 2,000 hommes exténués, disséminés, surpris, devant le torrent d'ennemis qui se précipitaient des hauteurs? Ceux-ci devaient emporter l'obstacle par le poids seul de leur masse. Napoléon a reproché à la division Durutte de ne s'être pas crénelée dans Smohain; mais c'est encore aujourd'hui une question de savoir si ce village, vaillamment défendu par le prince de Saxe-Weimar, a été emporté et occupé plus de quelques instans par les soldats de Durutte. Puis l'étonnement, la stupeur s'y joignirent. On avait vu d'abord les nouveaux assaillans, trompés par l'uniforme bleu des troupes de Nassau, diriger leurs feux contre elles et les disperser à un quart de lieue; maintenant, revenus de leur méprise, c'est contre les nôtres que ces mêmes corps s'étaient retournés avec fureur. Un changement si imprévu déconcerta d'abord l'infanterie de Brue, de Marcognet, qui tenaient la droite, et pourtant les Prussiens rapportent que cette aile française ainsi surprise a fait plus de résistance que l'on n'a coutume de dire. Pendant une demi-heure, elle ferma aux nouveau-venus l'entrée du champ de bataille; elle disputa le débouché des fermes de Papelotte et de Smohain. Les Prussiens y furent arrêtés assez longtemps pour perdre 500 hommes. La division Durutte avait ainsi gardé le champ de bataille pendant la première attaque de la garde : le centre de d'Erlon avait même pu se retirer pendant quelque temps avec ordre; mais enfin la brèche avait été faite à l'extrémité de la ligne. Les 13,000 hommes de Ziethen, troupe fraîche, s'y étaient précipités, la cavalerie en tête. Ils avaient pénétré entre d'Erlon et Lobau, dans l'intérieur même de l'armée française. Ainsi écrasés de front, de flanc et à revers, il n'était pas besoin de la panique ou de la trahison pour que tout fût perdu. Le cri de *sauve qui peut* n'était pas nécessaire; d'ailleurs qui y aurait pris garde au milieu des feux croisés, des caissons renversés, des canons qui tiraient leur dernière charge, des bataillons épars, des escadrons serrés sous le poids desquels la terre tremblait? Jusqu'ici on n'a trouvé personne qui affirme l'avoir entendu. La force des choses, l'insurmontable nécessité, l'obstination ou l'aveuglement du chef dans une lutte devenue impossible, suffirent. Les armes, les corps, les régimens se mêlent. Cette magnifique armée n'était déjà plus, vers la Belle-Alliance, qu'une multitude confuse; mais la masse française était encore si épaisse que la cavalerie ennemie la refoulait au pas sans pouvoir y pénétrer ni l'entamer. La cavalerie prussienne marchait droit dans la direction de Rossomme; elle semblait portée sur les flots d'une mer houleuse. Le général Durutte se retira le dernier. Il se retourna un moment pour regarder l'ennemi. Des cavaliers prussiens se jettent sur lui, ils le sabrent au visage, ils lui abattent le poignet droit. Aveuglé par son sang et

ne pouvant conduire son cheval, la foule l'entraîne vers la grande route de Charleroi. Il y cherche quelque temps le maréchal Ney pour lui remettre un dernier détachement rallié de la brigade de Brue.

A ce commencement du désastre, une chose frappe dans le récit des Anglais : c'est la louange enthousiaste qu'ils adressent au duc de Wellington pour avoir osé poursuivre la vieille garde décimée et écharpée. Quelle idée se faisait-on donc de cette garde, et quel éloge vaudra jamais un pareil aveu? Il est certain en effet que, même à ce moment de calamité où l'armée française sembla se fondre, le duc de Wellington usa d'une extrême prudence. Que de précautions encore contre cette foule désorganisée! que de circonspection dans la victoire! Il fut lent à croire à un pareil désastre. Quand il le vit, il fut lent encore à commettre toute l'armée anglaise contre de tels débris. Il retint la masse de ses troupes immobile sur les hauteurs, et il ne lâcha dans la plaine que les brigades de Vivian et de Vandeleur, comme pour s'assurer d'une victoire qu'il ne pouvait croire si complète.

Des batteries tiraient encore de différens points. La fusillade continuait autour des ruines enflammées d'Hougoumont, puis elle cessa. Il était huit heures et demie, le soleil se couchait; il jeta un dernier rayon à travers les arbres de Merke-Braine. La fumée se dissipa sur presque tout le champ de bataille; l'affreux spectacle resta un moment à découvert. A mi-côte de la position française, on voyait encore çà et là des carrés d'infanterie et des canons sur les flancs et dans les intervalles. Où était alors cette invincible cavalerie de Milhaud, de Kellermann, de Guyot, de Lefebvre-Desnouettes? Il y avait çà et là des escadrons qui restaient immobiles. Ce n'étaient que des débris et, comme disent les Anglais, de vrais *fantômes* de ce qu'ils avaient été le matin. Ils étaient là épars, quelques-uns sans chefs, partout où le hasard de la bataille les avait dispersés. La foule passait à leurs pieds, comme les grandes eaux se précipitent à travers les arches d'un pont ruiné dont il ne reste que quelques piliers que l'inondation n'a pu emporter; mais tels qu'ils étaient, au milieu de la confusion générale, ces carrés et ces escadrons imposaient à l'armée anglaise. Wellington crut ne pouvoir prendre assez de précautions pour les aborder.

La brigade de cavalerie légère de Vivian, formée en échelons par escadrons, est lancée la première dans le centre des Français. Elle y fait la trouée. Les lanciers, les dragons de la garde impériale se retournent et chargent les dragons et les hussards de la légion germanique. On parle aussi d'un corps de cuirassiers qui contint par un feu de carabines la cavalerie allemande. Par là ils

donnèrent aux carrés de la garde le temps de sortir du ravin de la Haie-Sainte.

Sur la droite anglaise, la brigade de Vandeleur descend au trot vers les clôtures d'Hougoumont; elle refoule les tirailleurs sur la ligne de retraite. Là, l'aile gauche française, séparée de la droite par des hauteurs, n'avait pas vu le débordement des Prussiens. Elle s'obstinait autour des ruines d'Hougoumont. Quand elle se retira, elle le fit d'abord lentement, ne soupçonnant pas le désastre. La cavalerie légère de Piré s'éloigna au pas sans même être inquiétée. Si le général Reille eût pu imaginer ce qui se passait à la droite et au centre, au lieu de venir fondre ses colonnes dans la partie déjà désorganisée de l'armée, sur la route de Charleroi, il eût fait sa retraite par la route de Nivelle.

Cependant la cavalerie anglaise était déjà harassée par ses charges; elle s'était désunie et mêlée aux fuyards. Le désastre était contagieux même pour les vainqueurs. Déjà les généraux qui commandaient cette cavalerie s'étonnaient de se voir si loin seuls en avant de la ligne anglaise. Ils n'étaient pas sans inquiétude au milieu de leur triomphe. Ils arrêtèrent leurs escadrons pour attendre l'infanterie qui les suivait.

La première qui les atteignit fut la brigade d'Adam, formée sur quatre rangs, comme dans l'extrême danger; elle marchait sur la gauche anglaise de la route. Alors les deux armées, réunies sur les hauteurs de la Belle-Alliance, se jetèrent successivement sur les carrés de la garde. Les ennemis étaient si nombreux qu'ils se frappaient et se canonnaient les uns les autres. En arrivant près de la Belle-Alliance, les troupes anglaises d'Adam tombent dans la ligne de feu d'une batterie prussienne. Le 18e de hussards britanniques sabre un régiment allemand; mais à la fin ils se reconnaissent : tous se ruent sur les carrés de la vieille garde qui subsistent encore.

Ces carrés servaient de refuge aux généraux qui n'avaient plus de soldats; ils s'ouvraient surtout pour recevoir les drapeaux que l'on venait de toutes parts leur confier. C'étaient autant de citadelles où s'abritait ce qui faisait l'âme de l'armée, et il est certain que, dans cette journée, où presque tout le matériel fut perdu, les drapeaux furent sauvés avec la religion militaire des vingt dernières années. Il fallut démolir les carrés homme à homme, et même ils ne furent pas rompus par une attaque combinée. Nul régiment, nulle brigade ennemie ne s'attribue l'honneur d'avoir brisé leurs rangs. Ils ne cédèrent qu'à la pression des trois armées anglaise, prussienne et même française, qui s'amassaient sur eux de tous les points de l'horizon, car le poids des fuyards les écrasa autant que celui des vainqueurs.

Au milieu de cette mer d'hommes, trois carrés subsistaient encore. Par moment ils s'arrêtaient, croisaient le fer, et se dégageaient par un feu à bout portant des masses ennemies qui les pressaient. A la fin, il n'en resta plus qu'un seul. Le colonel Halkett, à la tête des Hanovriens, l'enveloppe sur trois faces; il crie entre chaque décharge : « Rendez-vous! » Une voix répond : « La garde meurt et ne se rend pas (1)! » C'était la voix de Cambronne; une nouvelle décharge le renverse d'un éclat d'obus à la tête. Il reste évanoui parmi les morts. Le carré reprend sa marche et s'éloigne.

Dans cette dernière mêlée, les étrangers (2) parlent avec une admiration particulière d'un régiment français de cavalerie : c'était le reste des grenadiers à cheval; ils marchaient au pas, en colonne serrée, dans un ordre magnifique : on eût dit qu'ils étaient étrangers au chaos qui les environnait. Le 12e de dragons anglais osa les charger : le régiment français se retourne tranquillement, les culbute, et reprend sa marche majestueuse. Un peu plus tard, le régiment étant de nouveau pressé, un officier sort des rangs et va décharger ses pistolets sur le colonel Murray. Comme Napoléon se retirait alors le long de la grande route, à la droite de cette cavalerie, on a pensé qu'elle voulut assurer par là le salut du chef de l'armée.

A ce moment, Wellington, voyant que son avant-garde avait atteint, avec Vivian, Vandeleur et Adam, la position française, se crut enfin vainqueur. Alors, mais seulement alors, il lâcha la bride à son armée, qu'il avait retenue jusque-là sur le plateau. Il ordonna un mouvement général en avant de la ligne entière. C'est le moment dont parle le général Foy, quand cette armée, immobile, enracinée à la même place depuis le matin, s'ébranla, comme un seul homme, des hauteurs d'Hougoumont et de Smohain. Dès ce premier pas, la division Lambert traverse la Haie-Sainte, que l'on trouva abandonnée aux blessés et aux morts. Les Anglais tiennent beaucoup à maintenir qu'entre la retraite de la garde et le mouvement en avant de leur ligne il s'est passé au moins douze minutes, car ils en concluent que ce sont eux qui ont percé le centre français avant l'irruption générale des Prussiens. Ce sont ces douze minutes que les historiens se disputent, et voilà le comble de la gloire humaine!

En face de l'armée anglaise qui se précipite, un homme s'était arrêté de l'autre côté du ravin; il était à pied, appuyé sur le bras

(1) D'après les *Souvenirs d'un Officier,* on a entendu Cambronne, revenu à Nantes, répéter lui-même ses paroles : *Des gens comme nous ne se rendent pas!* La première version s'est imposée à l'histoire. Il ne serait plus possible de revenir à la vérité nue sans paraître l'altérer.

(2) Voyez Siborne.

d'un caporal de la vieille garde : c'était le maréchal Ney. Il s'opposait aux fuyards. Vers la Belle-Alliance, meurtri, les habits troués de balles, mais encore invulnérable, il cherchait autour de lui un détachement, une compagnie, un peloton pour se remettre à leur tête et les ramener au feu. A ceux qui passaient, il criait : « Venez! suivez-moi, je vais vous montrer comment meurt un maréchal de France sur le champ de bataille! » Ceux qui l'ont entendu assurent encore aujourd'hui que l'accent de ces paroles ne sortira jamais de leur mémoire; mais c'était là un courage surhumain qui étonnait les plus braves.

Napoléon passa près de la butte de Rossomme. C'est de là qu'il avait vu à ses pieds le matin cette héroïque armée, qui remplissait, disait-il, la terre d'orgueil. Maintenant il la voyait du même endroit désorganisée, presque anéantie, toutes les armes confondues, les bagages, les caissons, les hommes mêlés qui fuyaient sans le reconnaître à l'approche de la nuit. Il y avait là deux bataillons et une batterie : il ordonna de tirer. Le dernier coup de canon emporta la cuisse de lord Uxbridge, qui commandait la dernière charge de cavalerie.

VII. — SUITE. — DÉFENSE DE PLANCHENOIT PAR LOBAU.

Le corps prussien de Ziethen n'était pas le seul qui se fût jeté à l'improviste sur l'armée française. Presque en même temps tout le corps de Pirch déboucha derrière Bulow et prolongea sa droite et sa gauche. C'étaient encore 15,000 hommes qui tombaient sur Lobau, affaibli de douze bataillons de la garde.

La destruction entière des Français dépendait de la prise de Planchenoit. Les Prussiens s'avancent par bataillons serrés dans la direction de l'église, qui était déjà remplie de morts et de mourans. Les toits de chaume s'étaient allumés. L'incendie, réfléchi dans les vitres de l'église, éclairait le cimetière, que défendait un bataillon de chasseurs au milieu des cadavres qui leur faisaient un second retranchement. Bulow et Pirch réunis ne peuvent forcer le village de front; ils le débordent et l'enveloppent jusqu'au bois de Chantelet. La défense des Français de Lobau, au milieu des fermes en flammes, pendant que derrière eux s'écoulait toute l'armée, excite encore aujourd'hui l'étonnement des historiens étrangers. Pendant une heure et demie, cette troupe se laissa écraser pour le salut des autres. C'est là que la garde put réellement combattre. Quoique débordée de toutes parts, elle dispute chaque maison, elle se défend de haie en haie, d'arbre en arbre. Les généraux Barrois et Duhesme sont blessés grièvement. Si Planchenoit eût été pris une demi-heure

plus tôt, la retraite eût été coupée; quand ce poste fut abandonné, tout ce qui restait de l'armée avait passé. Les chasseurs du 3e régiment de la garde furent les derniers à quitter le village. Le général Pelet en avait réuni 250. Faisant front dès qu'ils étaient menacés, ils se retirèrent par Maison-le-Roi. Cette poignée d'hommes et la nuit sauvèrent Napoléon.

Les hommes avaient fait ce que comportaient les forces humaines. Ils cédèrent à une force supérieure que presque tous appelèrent trahison, car personne n'eût voulu y voir le résultat des erreurs du chef. Il fallait plus d'un demi-siècle avant qu'on admît que le général était pour quelque chose dans le désastre de tous. On aima mieux alors croire à la perfidie d'un grand nombre qu'à une seule faute d'un chef idolâtré, réputé infaillible même après Moscou et Leipzig.

La nouvelle que Grouchy arrivait produisit une sorte de vertige. Quand, à la place de Grouchy, on vit 60,000 Prussiens déboucher par toutes les issues, alors les imaginations même furent envahies. Chacun se crut livré, les armes tombaient des mains, et comme on avait fait au-delà des forces humaines, on paraissait céder, non pas à l'ennemi, mais à la fatalité. Il s'ensuivait que même les chefs aimés n'avaient plus aucun empire sur leurs hommes. Tous, hormis un seul, étaient devenus suspects. De là l'impossibilité de rallier une arrière-garde. La défaite se changea en désastre, et qui voulait s'y opposer, ou seulement marcher contre le courant, était tenu pour ennemi. Dans les premiers momens de la déroute, le secrétaire de Napoléon se précipite de la ferme du Caillou au-devant des fuyards. Il conduisait un cheval à Napoléon, qu'il supposait encore dans la mêlée, peut-être blessé ou à pied. Deux cuirassiers français, le sabre haut, viennent à lui : « Où vas-tu? — Je cherche l'empereur. — Tu en as menti; tu vas rejoindre les Anglais! » Ils allaient le sabrer, quand des officiers le reconnurent et le sauvèrent.

Wellington arrêta l'armée anglaise dès qu'elle eut atteint la position des Français vers Rossomme. C'était assez d'occuper la place de Napoléon. D'ailleurs les troupes épuisées n'eussent pu faire un pas de plus pour poursuivre les Français. Blücher s'était chargé de ce soin; il plaisait à sa haine, à son désir de vengeance. Les Anglais bivaquèrent dans les lignes des Français, à droite de la route de Charleroi, qu'ils laissèrent libre à leurs alliés. En revenant du côté de la Belle-Alliance, Wellington rencontra Blücher. Tous deux mirent pied à terre et se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. La ferme de la Belle-Alliance avait servi de point de direction à l'armée prussienne; Blücher voulait qu'on appelât de ce nom la bataille; l'orgueil des Anglais l'a emporté. Ils ont choisi le nom de leur quar-

tier-général, quoique le bourg de Waterloo soit resté en dehors de l'action pour les trois armées.

VIII. — POURSUITE DE NUIT.

Blücher communique sa fureur à ses officiers : il veut que la poursuite soit une extermination. Bulow et Ziethen suivront les fuyards l'épée dans les reins. La cavalerie du 2e et du 4e corps a déjà passé sur le front, à travers les intervalles de l'infanterie. Pirch retournera en arrière vers Ayviers; il passera la Dyle, pour couper la retraite à Grouchy et l'envelopper, lui aussi, dans la déroute. Déjà entre Rossomme et Maison-le-Roi on a pris la plus grande partie de l'artillerie et des bagages : les artilleurs ont coupé les traits de leurs chevaux et se sont dérobés. La nuit vint, et ce que l'on n'avait jamais vu à la guerre, elle n'apporta aucun répit aux vaincus. Au contraire, elle redoubla leur détresse, car dans toutes les guerres précédentes les troupes victorieuses avaient craint de se commettre dans les ténèbres, qui rétablissent l'égalité entre le fort et le faible. Sur la Bérésina même, la nuit avait été une trêve. Ici, le sentiment que *tout était fini* avait envahi les deux armées; il empêche l'une de résister et l'autre de s'arrêter dans son triomphe. Après tant de calamités, on connut la détresse d'une poursuite de nuit, dernière innovation de la haine. Dans les ténèbres, on tenait pour ennemis tous ceux qui approchaient, et les fuyards dispersaient les fuyards. D'ailleurs la lune se leva, et elle aussi vint en aide au vainqueur. A peine les nôtres se sont-ils réfugiés par groupes dans une cour, une étable, une ferme, ils y sont découverts, pris ou taillés en pièces. Les blessés sont arrachés de la paille sanglante où ils sont étendus. On accuse, je ne sais si c'est avec raison, le général Ziethen d'avoir joint ses insultes à celles de ses soldats.

A onze heures du soir, cette masse d'hommes, qui ne forme plus même une seule compagnie, arrive au défilé de Génappe. Napoléon croyait que le pont était de la même largeur que la chaussée; en réalité, il était moins large de moitié. La Dyle était là peu profonde, mais elle était retenue par des écluses, et la berge dominait de haut le cours encaissé de la rivière. Tout va s'encombrer, au bout d'une rue sinueuse, sur le pont, déjà barricadé et obstrué par les voitures du parc. Personne n'indique les gués qui se trouvent au-dessous. Napoléon mit près d'une heure à traverser la foule compacte, immobile, frappée de stupeur. Il échappe avec peine, sans escorte, presque seul. Sa voiture n'a pu franchir le défilé. Elle reste aux mains de l'ennemi, et comme tout s'amplifie dans la bouche du peuple, j'ai entendu les habitans de Génappe raconter qu'elle était pleine de

diamans. Ney arrive aussi près de ce même défilé. Il est encore à pied; mais un officier qui mérite que son nom soit conservé, Schmidt, lui donne son cheval : l'ennemi ne se glorifiera pas d'avoir pris à Génappe le héros de la Moskova. Lobau est moins heureux ; il a tenté de former une arrière-garde et n'a pu y parvenir. Son cheval s'abat sous lui au milieu de la cohue. Il est enveloppé et pris; sans respect pour tant d'intrépidité et de persévérance, on lui arrache ses insignes et jusqu'au portrait de sa femme, caché sur sa poitrine.

Les Prussiens, arrivés sur les hauteurs, y établissent des batteries. Comme si la haine les éclairait, ils font pleuvoir à minuit dans ce gouffre une grêle de mitraille et d'obus sur la foule, que les ténèbres ne protégent pas, car elle se trahit par ses cris, ses gémissemens, ses imprécations, sans répondre par un seul coup de fusil. Les blessés qui ont pu se traîner à pied jusque-là succombent à cet endroit. Les voitures chargées des plus gravement atteints se renversent au bord du chemin; il en sort des plaintes qui se perdent dans la détresse universelle. Quant aux hommes valides, le désespoir leur fait trouver des issues; mais dans ce chaos tout achève de se mêler. L'armée fugitive, débandée, méconnaissable, devient à elle-même la plus grande cause d'épouvante.

A minuit, Blücher arrive à Génappe; il s'y arrête, comme pour jouir pleinement du désastre. C'est de là qu'il date sa première dépêche aux souverains réunis à Heidelberg. Dans la maison où il plaça son quartier-général se trouvait le général Duhesme, qu'une grave blessure avait forcé de s'arrêter. Les Prussiens disent qu'il a été recueilli et soigné par leurs chirurgiens; les habitans affirment qu'étant sur la porte de la maison, il fut égorgé par des hussards, déjà mourant de sa blessure de Planchenoit. L'inscription de son tombeau, que j'ai vue à Huy, est moins explicite; on y lit : *Atteint d'un coup mortel au champ d'honneur le 18 juin, décédé le 20 à Génappe*, soit qu'on ait ignoré la vérité, soit qu'on l'ait trouvée trop odieuse pour la consacrer sur un tombeau.

Au-delà de Génappe, un tambour prussien monte sur un des chevaux dételés de la voiture de l'empereur, et, battant la charge, il entraîne après lui les troupes prussiennes dans l'ivresse et l'orgie de la victoire. Les Français ne marchaient plus que par groupes de centaines d'hommes. A peine reprenaient-ils haleine dans un bivac, ils étaient forcés de le quitter. Il suffisait alors d'un bruit de trompettes ou de tambours pour disperser cette armée, deux jours auparavant invincible dans ces mêmes lieux, et ce qui faisait que l'on ne tentait nulle part de résister, c'était d'abord la nuit, qui grossissait partout l'ennemi, mais c'était surtout la persuasion que l'on ne pouvait rien contre l'universelle trahison dans laquelle on

se croyait enveloppé. La poursuite fut acharnée jusqu'à Frasnes. Là les Prussiens crurent apercevoir un fort détachement de cavalerie française; ils s'en approchèrent : tout avait disparu. Le général Gneisenau, à la tête de ses escadrons, atteignit l'auberge qui porte encore, par une sorte de dérision de la fortune, cette enseigne : *à l'Empereur*. Il s'y arrêta et y attendit le jour.

Un peu auparavant, à une heure du matin, Napoléon avait mis pied à terre aux Quatre-Bras. Tout était horrible autour de lui, sur ce champ de bataille du 16. Les morts n'étaient pas encore enterrés; mais ils étaient dépouillés et nus. A la lueur de la lune, quarante mille hommes dispersés s'écoulaient à grands pas au milieu de ces cadavres de trois jours. C'est de ce lieu sinistre que Napoléon instruisit Grouchy du désastre de Waterloo. La nouvelle d'où dépendait le salut de tout un corps d'armée fut portée par un seul officier, qu'un accident pouvait facilement arrêter. On se fiait à lui du soin de tout raconter de vive voix. Le temps, le lieu, ne permettaient pas d'écrire. On dit qu'on fit chercher dans les ténèbres la division Girard, laissée en arrière à Ligny; mais elle aussi s'était dissipée sans qu'on sache comment. On ne put la trouver.

Une lieue avant Charleroi, Napoléon descendit de nouveau de cheval; il fit à pied le reste du chemin, accompagné du général Bertrand et de cinq ou six de ses officiers. Sur les bords de la Sambre, il trouva quelques cavaliers qui l'avaient précédé. Ayant traversé Charleroi sans y donner aucun ordre, il s'arrêta dans une prairie nommée Marcinelle, de l'autre côté de la ville. On lui fit en plein air un feu de broussailles et on lui apporta à boire (1). Tandis que son cheval mangeait tout bridé, tant la hâte était grande, il s'approcha un instant d'un bivac et partagea la grossière nourriture d'un soldat, sur quoi il remarqua, dit-on (2), « combien il faut peu de choses à l'homme pour vivre : » philosophie tardive chez celui qui venait de jouer et de perdre en quatre jours l'empire du monde et la fortune de la France.

Vers six heures du matin, il repartit en voiture; après lui, l'armée, affamée, désespérée, entra dans Charleroi, et bientôt, comme il était arrivé dans les guerres précédentes, cette ville, où l'on croyait pouvoir respirer et se refaire, ne fut plus qu'un lieu d'horreur. Au milieu des approvisionnemens de toute sorte, on souffrait la disette. Le vin, l'eau-de-vie, coulaient dans les rues, et les soldats mouraient de faim et de soif à la porte des magasins; puis aucune disposition cette fois encore pour faciliter la retraite, — un seul pont, une

(1) Ces détails sont tirés de la relation de son guide.
(2) *Mémorial de Sainte-Hélène.*

seule issue; il faut s'y précipiter sans prendre aucun repos. A peine a-t-on touché ce que l'on croyait devoir être un abri, il faut rentrer dans le torrent de la déroute. « C'étaient, dit un écrivain que j'aime à citer, les horreurs de Vilna aux portes de la France (1). »

Napoléon, arrivé à Philippeville, presque seul, y est rejoint par son secrétaire et quelques-uns de ses aides-de-camp, Drouot, Labédoyère, Dejean. Il se jette sur un pauvre lit d'auberge, une larme tombe de ses yeux. C'est dans cette maison d'auberge qu'il dicta le bulletin de la bataille. Il le fit lire devant ses généraux. Ceux-ci le trouvèrent exact à l'exception d'un seul point. Napoléon avait tout avoué, hormis la prise de sa voiture. Ce détail avait quelque chose d'humiliant pour lui; il avait voulu se l'épargner, sachant bien que l'imagination des foules glorifie les grands désastres et dégrade les petits. Ses généraux insistèrent; il céda. Alors tout fut consommé. La France et le monde apprirent de Napoléon lui-même ce que renfermait le nom encore inconnu de Waterloo.

IX. — RÉSUMÉ DES OPINIONS ÉMISES SUR LA BATAILLE DE WATERLOO.

Telle fut cette bataille de Waterloo, qui retentira dans la plus lointaine postérité, avec celles d'Arbelles et de Zama, quoiqu'à vrai dire elle soit sans exemple dans l'histoire par la prodigieuse fortune qui s'écroula en un moment. Les Français y laissèrent 25,000 hommes, sur lesquels 6,000 prisonniers. Cinq généraux avaient été tués, Bauduin, Desvaux, Jamin, Michel, Duhesme, dix-huit blessés. On avait fait en hommes des pertes presque doubles à des journées tenues avec raison pour des victoires, par exemple à la Moskova. Les Anglo-Hollandais perdirent 15,094 tués ou blessés, près du quart de leur armée; les Prussiens, 7,000 hommes. Ceux-ci tirent un orgueil légitime des forces que Napoléon dut leur opposer. Ils en font l'énumération suivante : Lobau, 16 bataillons; la garde, 14; la division Durutte, 8; total, 38 bataillons, auxquels il faut joindre les 3,000 chevaux de Domon et de Subervie. C'est donc presque la moitié de l'armée française qui a été occupée par l'armée prussienne.

Des historiens ont compté jusqu'à treize fatalités dans cette courte campagne. Réduisons-les à une seule. S'il y eut des traîtres, ils furent, Dieu merci, en trop petit nombre pour avoir pu influer sur les événemens. Napoléon, pendant ces quatre jours, ne fut trahi que par son génie.

Dès que la matinée du 18 avait été perdue par une confiance trompeuse qui laissait aux corps prussiens le temps d'arriver, la journée était presque sans ressource. Quant à l'excuse du mauvais

(1) Le colonel Charras.

temps et de la pluie, personne que je sache ne l'admet aujourd'hui, car il est trop évident que cette justification couvre mal la sécurité fausse dans laquelle on est resté. Deux heures ne suffisent pas pour étancher des terrains tels que ceux de la Belgique. C'était la première fois qu'on avait vu la volonté de Napoléon céder à de pareils obstacles. D'ailleurs le corps de Reille, qui avait passé la nuit à Génappe, se mit en marche le 18 à trois heures du matin; il était le premier en ligne à Waterloo. Ce que fit ce corps, les autres le pouvaient faire. Rien au monde n'empêchait que l'action ne commençât à huit heures au lieu de midi, et que *le coup de collier ne fût donné dès neuf heures du matin* (1).

Napoléon resta aveugle sur les mouvemens des Prussiens jusqu'au moment où il lui fallut bien reconnaître à leurs coups que les troupes en vue à Saint-Lambert étaient des ennemis. Quand Blücher se montra au loin, il y avait trois partis à prendre, qui certainement s'offrirent à l'esprit de l'empereur.

Premièrement la retraite. Personne ne dit qu'il y ait arrêté un seul instant sa pensée, et pour moi, je l'avoue, je n'ai pas le courage de lui reprocher de ne s'y être pas décidé vers une heure, quand assurément la retraite était très possible et qu'il ne tenait qu'à lui d'aller chercher un autre champ de bataille. Nous voyons, nous savons aujourd'hui que c'eût été le parti le plus sage. C'est à quoi se seraient probablement résolus César, Turenne, le prince Eugène, Frédéric, et c'est ce que M. le colonel Charras démontre avec beaucoup de force; mais on était déjà dans une telle situation que la plus grande prudence était dans la plus grande hardiesse. Était-on sûr d'ailleurs que cette avant-garde de Bulow cachât derrière elle les trois autres corps? Fallait-il, à cause d'un danger probable, se jeter dans une quasi-certitude de ruine? Si l'ennemi avait le bonheur insigne de recevoir un renfort, ne pouvait-on pas compter sur une bonne fortune du même genre? Quand Napoléon interrogeait l'horizon, le souvenir de Desaix à Marengo, de Ney à Eylau, se dressait devant lui. Il voyait Grouchy derrière Bulow, car il avait depuis longtemps coutume de s'aveugler de sa propre gloire. Et puis ce n'était rien de se retirer, il fallait vaincre, car on allait retrouver derrière soi une opinion irritée qui demanderait compte pour la première fois du sang de la France. Déjà les armées russe, autrichienne, bavaroise, étaient en marche sur le Rhin. La politique forçait le général à la témérité. Voilà pourquoi le caractère de la bataille a été de chercher une victoire éclatante jusqu'au milieu de la crise du désastre. Ce sont là les motifs de ceux qui approuvent Napoléon d'avoir persisté dans l'attaque vers une heure. Ils vont

(1) Jomini, *Précis*, p. 224.

même jusqu'à voir dans cette persistance une des grandes résolutions de sa vie.

Mais ceux-là mêmes avouent qu'il en fut tout autrement le soir, à mesure que la nuit s'approcha, que la mauvaise fortune s'obstina, que l'ennemi s'accrut. Il n'y avait plus aucune chance de voir paraître Grouchy, dont le canon s'entendait à plus de trois lieues. Alors il eût été sage de céder à l'impossible. Sans penser davantage à la victoire pour ce jour-là, il n'y avait plus qu'à se servir de la réserve de la garde pour couvrir la retraite et sauver l'armée. Et certes il y avait pour Napoléon une grande différence à quitter le champ de bataille à la tête d'une troupe d'élite encore invincible, ou à se retirer en fugitif, laissant derrière lui son armée taillée en pièces; car la raison peut exiger que le général ne veuille pas l'impossible, et qu'il ne brise pas contre cette impossibilité les instrumens héroïques qui lui sont donnés pour vaincre.

Or Napoléon, le soir même, à sept heures et demie, à l'approche des masses noires de Ziethen et de Pirch, s'obstine encore, lui seul, à forcer la fortune; il se croit encore la puissance de tirer un éclatant triomphe de cette crise désespérée. Le mot de retraite ne peut sortir de sa bouche; il jette en avant son dernier bataillon, son dernier peloton d'escorte, son dernier homme. Il reste seul, sans songer encore à la retraite, comme si par cette persévérance il allait épuiser l'adversité et contraindre le sort. Ce n'est plus là le génie du général toujours maître de soi; c'est le caractère de l'homme qui éclate tout entier à ce moment suprême. On dit qu'Annibal a fait de même à Zama. Son armée était déjà enveloppée, les deux ailes en fuite; il s'obstinait encore à arracher une victoire impossible. Peut-être est-ce à cause de cette dernière ressemblance qu'à tous les autres capitaines de l'antiquité Napoléon préféra toujours Annibal.

Voilà l'opinion des tacticiens. Ajoutons-y celle du moraliste, car les plus grandes opérations stratégiques ont pour théâtre l'âme du général, et vous n'expliquerez jamais une journée telle que Waterloo, si vous ne vous rendez compte de ce qui se passait alors dans l'esprit de Napoléon.

Son activité avait diminué, mais non pas son inflexibilité de caractère. Celle-ci s'était même accrue de cette sorte de raideur qu'apportent avec elles les années, les victoires ou même les défaites, et de cette disproportion voici ce qui s'ensuivit. A l'heure décisive, il se ramassa en lui-même dans une sorte d'immobilité stoïque. Comme il agissait moins, il laissa ses fautes produire tous leurs résultats; le mal s'accumula jusqu'à se changer en un désastre non-seulement sans remède, mais sans exemple.

Dans sa jeunesse, il avait su plier à propos sous la nécessité. Il avait cédé quelque chose même à Arcole, et plus tard à Marengo,

où il avait fait une retraite de deux lieues. Il avait cédé encore à Saint-Jean-d'Acre, et même à Essling il avait repassé un bras du fleuve pour se chercher ailleurs une meilleure occasion sur un meilleur terrain; mais ce fut là sa dernière complaisance pour la mauvaise fortune. Depuis lors il semble que ses cent victoires l'aient enchaîné, et que tout eût été perdu s'il eût cédé d'un pas. Moscou, Leipzig, Waterloo, trois résultats uniformes du même enjeu, trois conséquences semblables de la même pensée : ne rien céder sur aucun point, tout perdre ou tout regagner d'un seul coup. Pour ne s'être pas retiré à temps de Moscou et de Leipzig, il avait trouvé les désastres de 1812 et de 1813; pour ne s'être pas retiré à temps de Waterloo, il trouva les désastres de 1815. Le même principe amena la même catastrophe, mais tout ici renfermé et résumé dans quelques heures.

Plutôt que d'ajourner la victoire, il aima mieux s'abîmer lui et son armée : grand spectacle pour celui qui n'envisage les choses humaines que comme une tragédie de Corneille, où le plus obstiné joue toujours le plus beau rôle; mais spectacle éternellement lamentable, quand on songe qu'il s'agissait du meilleur de notre sang et du salut de la patrie. Un général chargé de moins de gloire et de puissance, un Turenne, un Hoche, un Kléber, un Joubert, n'eût probablement pas vaincu; mais comme il n'eût pas manqué de faire retraite vers deux heures, ou au moins vers six, il n'eût pas causé la catastrophe où l'imagination même reste accablée. De telles chutes ne sont possibles que chez les hommes dont nous faisons nos idoles; car alors, s'ils perdent l'équilibre, ils entraînent tout avec eux. C'est du haut de leur piédestal qu'ils se précipitent tête baissée sur les peuples qui se sont mis à leurs genoux.

Deuxièmement, le parti que choisit Napoléon au moment de l'arrivée en ligne du corps de Bulow fut d'envoyer, quoique tardivement, le corps de Lobau et les réserves prendre position au-devant des Prussiens et leur barrer le passage. Ce moyen était prescrit par la force des choses; nul n'a reproché au chef de l'armée française de l'avoir employé, il semble répondre à toutes les nécessités, et pourtant il n'a pu conjurer le désastre ni même le diminuer. Par là on est conduit à rechercher s'il n'existait pas un autre parti à prendre, qui laissât au moins une chance de victoire, parti désespéré, aujourd'hui facile à indiquer, difficile à admettre dans la journée du 18, tant qu'il put rester une espérance de vaincre par les combinaisons ordinaires.

Cela posé, on reste convaincu que la coopération des Prussiens à la bataille de Waterloo ne laissait qu'une seule chance de victoire à Napoléon. Depuis le moment où Bulow se montra à Saint-Lambert jusqu'à l'instant où il entra dans l'action vers Planchenoit, il se

passa trois heures et demie. Toutes les chances qui restaient aux Français dépendaient de l'emploi de ces momens. Au lieu de porter Lobau et ses réserves au-devant des Prussiens et de différer les nouvelles attaques sur les Anglais, une autre résolution, a-t-on dit, était possible. Napoléon, en supputant les trois heures et demie qu'il fallait encore à Bulow pour entrer en ligne, eût pu négliger ce corps sur son flanc droit, de la même manière qu'à Rivoli il avait négligé le corps de Lusignan, qui venait lui couper la retraite. Dans ce cas, il eût opposé à Bulow un rideau de cavalerie et de flanqueurs embusqués dans les bois de Lasnes pour retarder encore son arrivée. Sans un instant de délai, il eût renouvelé sur la gauche anglaise une attaque à fond, désespérée. Cette même cavalerie, qui s'est dépensée inutilement à l'endroit le plus difficile du champ de bataille, eût été lancée sur la gauche anglaise, là où la crête s'abaisse, et lui eût offert un passage plus libre. D'ailleurs elle n'eût pas été seule, elle eût été soutenue de tout ce qui avait été rassemblé du corps de d'Erlon, de toute l'infanterie de Lobau, et cette infanterie elle-même eût eu pour appui les vingt bataillons de la garde à pied. On n'avait, il est vrai, que trois heures et demie pour vaincre; mais combien ces heures ainsi employées eussent pu produire de résultats! La cavalerie seule a mis en grand péril la ligne anglaise; que serait-il arrivé si cette même cavalerie eût été suivie de cette masse d'infanterie qui bientôt à son tour allait aussi se consumer inutilement et sans soutien! Certainement on ne s'aventure pas beaucoup en avançant que la gauche anglaise eût été enlevée et toute l'armée prise à revers. C'est là ce que craignait Bulow, ce qui lui inspira de se jeter prématurément dans la mêlée avec la moitié de son corps d'armée, le reste en arrière encore de plusieurs lieues.

Voilà une des choses qui pouvaient très vraisemblablement arriver; mais il se pouvait aussi, quoique cela soit moins probable, que ces trois heures ne fussent pas suffisantes pour emporter la gauche anglaise, que la crise ne fût pas assez préparée, que l'ennemi, ayant encore ses forces, ses réserves intactes, opposât à une attaque désespérée une défense également désespérée. Dans ce cas, Bulow arrivait presque sans obstacle sur les derrières de l'armée française, qui aurait été tout entière engagée sur son front, n'ayant plus un seul homme de réserve. La victoire lui aurait encore été une fois enlevée, mais plus tôt, quoique avec des suites, ce semble, moins funestes, puisque les corps de Pirch et de Ziethen ne pouvaient prendre part à la lutte.

Telles sont les deux chances qui se présentaient et que peuvent peser ceux qui aiment à remplir l'étendue de ce grand désastre par des conjectures faciles aujourd'hui à former. Ceux-là arriveront à cette conséquence, que la seule chance de vaincre que Napoléon

s'était ménagée par ses fautes était encore si pleine de périls et d'embûches, si contraire aux règles de la guerre, qu'ils hésiteront assurément à regretter qu'il ne l'ait pas tentée. Il fut prudent, la prudence le perdit. Qui peut assurer que la témérité l'eût servi davantage?

X. — EXAMEN DES JUGEMENS PORTÉS SUR LA CONDUITE DU MARÉCHAL GROUCHY. — CONCLUSION.

Au reste, le nom de Grouchy a tout couvert : fautes, trahison, malheurs, fatalités, il dit tout. Nous avons affaire ici à une opinion arrêtée, irrévocable; tâchons pourtant d'être juste, quand même pour cela il serait trop tard d'un demi-siècle.

C'est en effet une discussion, toujours pendante depuis quarante-six ans, de savoir ce qui serait arrivé si le maréchal Grouchy, suivant le conseil de Gérard, eût marché par le plus court chemin au canon de Waterloo. « Grouchy était à deux heures du champ de bataille, » a écrit Napoléon dans les relations de Sainte-Hélène. Deux heures! ces mots ont saisi toutes les imaginations. Il n'en fallait pas tant pour faire travailler les esprits et donner matière à d'innombrables hypothèses. Tous, nous nous sommes représenté Grouchy débouchant, avant le soir, vers Planchenoit, à la place des Prussiens, et faisant subir aux Anglais le désastre de Waterloo. Sans tenir compte des lieux, des distances, des obstacles divers, une seule chose nous a comme transportés et éblouis : cette terrible attente où l'on fut la journée entière du 18 juin sur la butte de Rossomme nous possède encore, dès que nous touchons à ces événemens.

Chose singulière, entre tant de récits, tous diffèrent même sur le point capital, la distance qui séparait Grouchy du champ de bataille. La relation de Sainte-Hélène dit deux heures, Valazé trois, Gérard quatre heures et demie, Jomini cinq heures, le colonel Charras huit ou neuf heures. J'ai fait mesurer exactement le chemin. Un homme à pied, marchant isolément au pas ordinaire par les chemins de voiture, va de Sart-les-Walhain par Moustier au clocher de Planchenoit en cinq heures vingt-sept minutes (1). Que l'on calcule sur cette

(1) Détail de cet itinéraire :

De Sart-les-Walhain à Walhain-Saint-Paul...	»	heures	20	minutes.
De Walhain-Saint-Paul à Nil-Saint-Vincent...		—	55	—
De Nil-Saint-Vincent à Corbaix............		—	15	—
De Corbaix à Moustier..................	1	—	45	—
De Moustier à Ciroux....................		—	50	—
De Ciroux à Maransart....................		—	40	—
De Maransart à Planchenoit..............		—	42	—
Total.......	5	heures	27	minutes.

donnée positive la marche d'un corps d'armée avec son artillerie, que l'on tienne compte du défilé sur les deux ponts étroits de la Dyle, et l'on se rapprochera des huit heures que M. le colonel Charras assigne à cette marche avec une exactitude dont j'ai trouvé la preuve à chaque pas.

Après les distances, considérez les lieux. Si Grouchy eût marché au canon, il eût trouvé devant lui jusqu'à Nil-Saint-Vincent un terrain découvert, de vastes prairies, puis, par-delà Corbaix, un sol ondulé, qui se termine en ravin. Là, il fût descendu par une pente aisée vers la Dyle, large de 7 mètres, profonde et rapide. Il l'eût passée sur les deux ponts maçonnés de Moustier et d'Ottignies, à un quart de lieue l'un de l'autre. De Moustier à Ciroux, d'abord un court défilé, puis bientôt des plateaux étendus sur une terre sablonneuse. C'est seulement sur le revers de ces plateaux, vers Maransart, qu'il eût rencontré un terrain escarpé; mais alors il était près du champ de bataille, il le dominait, il serait vu de toute l'armée : ce voisinage doublerait ses forces. Ce n'est pas en arrivant au but qu'il pouvait le manquer.

Tels sont les lieux et les distances; voyons quelle lumière il en peut ressortir. Les uns pensent que Grouchy eût pu arriver sans obstacle, vers sept heures, sur le champ de bataille; ceux-là s'autoriseront de la facilité des lieux, tels qu'ils viennent d'être décrits. D'autres supposent avec plus de raison que l'armée prussienne eût attaqué Grouchy dans quelque position intermédiaire, rangée derrière la Dyle, et lui eût barré la route; mais ils reconnaissent que si la victoire était devenue difficile aux Français, le désastre eût été infailliblement moindre, puisque la moitié des troupes prussiennes n'eussent pu paraître à Waterloo. D'autres enfin, et de ce nombre est M. le colonel Charras, pensent que la marche de Grouchy au canon n'eût diminué en rien ni l'étendue, ni les chances du désastre; les motifs que M. le colonel Charras en apporte sont assurément considérables. Il allègue en effet que, les corps prussiens, partis de Wavre à midi, ayant mis sept heures et demie pour atteindre le duc de Wellington, l'armée de Grouchy aurait mis certainement plus de temps, puisqu'elle avait un chemin plus long à faire; elle serait arrivée à neuf heures, peut-être à dix, après que tout aurait été fini. En supposant que Blücher eût voulu arrêter Grouchy dans sa marche, il se serait contenté de lui opposer en tête, en queue et sur les flancs les corps de Pirch et de Thielmann, et il aurait continué d'aller frapper le grand coup à Waterloo avec les corps de Bulow et celui de Ziethen, dont la seule intervention à la fin de la bataille a suffi pour rendre la victoire au duc de Wellington. Tout ce qu'il y aurait eu de changé en suivant le conseil de Gérard, c'est que le corps de

Grouchy aurait été enveloppé dans la déroute. Ce qui rendait ce résultat inévitable, c'est la trop grande différence numérique entre le corps de Grouchy, de 33,000 hommes, et les 90,000 de Blücher, différence telle que, même si Grouchy eût pris la ligne droite à partir de Gembloux, par Mont-Saint-Guibert, l'issue de la campagne aurait été encore la même. Quarante mille Prussiens auraient arrêté Grouchy vers Mont-Saint-Guibert. Cinquante mille autres auraient débouché à Waterloo, et l'effet eût été tout semblable.

Ces raisons sont graves : elles empruntent une nouvelle force de la précision savante avec laquelle elles sont exposées par M. le colonel Charras. Et pourtant il me reste plus d'un doute : malgré moi, je résiste; soit habitude d'un préjugé difficile à déraciner, soit besoin de garder je ne sais quelle fausse espérance jusque dans le récit d'un désastre passé, soit enfin qu'une fois entré dans le champ des conjectures, on ne consente pas aisément à en sortir, je combats des suppositions par des suppositions. Aux observations profondes du colonel Charras, je ne puis m'empêcher d'opposer celles-ci : on ne doit pas mesurer exactement les distances par le temps que les corps prussiens ont mis à les parcourir, puisqu'il est constant qu'une partie de ces corps sont revenus sur leurs pas, et ont perdu un temps précieux en inutiles contre-marches. — D'ailleurs, pour que deux corps d'armée agissent l'un sur l'autre, il n'est pas nécessaire qu'ils se rencontrent et qu'ils se touchent. Ils se contiennent, ils se neutralisent à distance. La vue seule produit quelquefois autant d'effet que le choc. Aussi n'était-il pas besoin à Grouchy d'arriver jusque sur le champ de bataille de Waterloo pour exercer une grande influence sur l'issue de la journée. La seule apparition lointaine des colonnes de Gérard, de Vandamme, d'Exelmans, sur le plateau de Corbaix, eût produit un effet immanquable. N'a-t-on pas vu dans cette même campagne ce que peut un corps même éloigné qui se montre à l'improviste? Deux fois toutes les dispositions de Napoléon avaient été changées par la découverte d'une troupe encore éloignée et inconnue : à Ligny, par la vue de d'Erlon; à Waterloo, par celle de Bulow. Il est donc permis de croire que l'annonce de l'arrivée de Grouchy eût produit un effet semblable sur l'ennemi. Dira-t-on que Blücher aurait montré la résolution qui manqua à Napoléon? Le contraire est certain, puisque Blücher avait suspendu son mouvement au seul rapport que les flanqueurs français s'approchaient de la Dyle. Qu'aurait-il donc fait, s'il eût eu derrière lui, non pas quelques flanqueurs, mais toute l'aile droite française? Ce ne sont pas seulement quelques régimens prussiens qui se seraient arrêtés, de Bulow et de Pirch, mais vraisemblablement tous leurs corps. Cela eût pris du temps; il eût profité aux Français. Ziethen eût continué

de marcher. Oui, sans doute; mais quand il serait arrivé, vers sept heures, privé de Bulow et de Pirch, il eût pu trouver l'armée anglaise en fuite. Voilà une des chances qui s'ouvraient par l'intervention de Grouchy.

Et qui peut dire quel trouble elle eût jeté dans l'esprit des généraux prussiens? Supposer qu'ils eussent agi en tout de la manière la plus conforme à leurs intérêts, c'est leur attribuer la connaissance précise de la situation telle que nous la possédons aujourd'hui, et qu'ils ne pouvaient posséder alors. Restait donc le grand chapitre des accidens et des fautes à commettre. Si Blücher avait trompé Grouchy depuis trente-six heures, était-il impossible que Grouchy, avec sa nombreuse cavalerie, trompât durant trois heures le général Thielmann et le retînt dans Wavre pendant qu'il passerait la Dyle trois lieues plus haut?

La différence de 33,000 Français à 90,000 Prussiens est sans doute immense; mais on a vu aux Quatre-Bras les 20,000 hommes de Ney arrêter les 50,000 Anglais de Wellington. Il n'était pas question pour Grouchy de vaincre, mais seulement de disputer le passage à Pirch, à Ziethen, au moins de retarder leur marche pendant quelques heures, et de les empêcher de submerger avant la nuit le champ de bataille. Cela eût suffi, non pour assurer une victoire décisive à l'armée française, qui depuis cinq heures n'avait plus de réserve, mais pour lui donner, avec le champ de bataille, l'avantage de la journée. C'est du moins la conséquence qui semble la plus probable au milieu de ces conjectures opposées, où il est impossible de trouver un motif éclatant de certitude.

Dans tous les cas, une question est résolue : Grouchy doit-il supporter seul la responsabilité de l'absence de l'aile droite à Waterloo? Ici les faits, les choses, ne permettent plus de doute. L'art profond avec lequel a été cachée, dans le récit de Sainte-Hélène, cette partie de l'histoire de la campagne de 1815 a pu faire illusion pendant près d'un demi-siècle. Ce moment est passé; la légende se dissipe sur ce point, l'histoire la remplace.

Napoléon a quitté Grouchy le 16 à Ligny, à midi, avec la seule instruction vague de poursuivre les Prussiens Depuis cet instant aucune communication suivie avec son lieutenant, aucune lumière transmise à ce général; nul pressentiment de ce que se propose l'ennemi; le soir du 17, en atteignant l'armée anglaise, les plus simples précautions omises; pas une seule reconnaissance sur la droite, du côté de Grouchy; le défilé de Lasnes laissé libre à l'ennemi, sans qu'on y eût un seul poste; les éclaireurs de Bulow déjà sur le flanc à Ciroux et ignorés; pendant la nuit du 17 au 18, nulle instruction positive au commandant de l'aile droite, alors que

Wellington et Blücher communiquent à chaque instant; toute cette longue nuit perdue dans l'incertitude, car on ne peut croire à des ordres portés par un seul officier, dont il ne reste aucune trace, pas même dans les ordres postérieurs, et le matin le même oubli persistant, quand déjà les hussards de Blücher sont en vedettes dans le bois de Frichermont, et y remplacent les avant-postes anglais; l'aveuglement ne cessant que lorsque les Prussiens débouchent en masse sur les hauteurs de Saint-Lambert, et à ce moment même, depuis une heure jusqu'à quatre heures et demie, nulle mesure efficace pour leur disputer le défilé du bois de Lasnes, où, d'après leur propre aveu, quelques bataillons les eussent arrêtés, mais une espérance vague de voir Grouchy derrière eux, et cette espérance tenant lieu de toute précaution efficace pour les prévenir; dans le premier ordre envoyé à ce maréchal, vers dix heures, un peu avant la bataille, une simple instruction de lier les opérations; la marche sur Wavre approuvée et confirmée, mais pas même à cette heure-là l'ordre formel de se rabattre en tout ou en partie sur Waterloo. Cet ordre n'est donné qu'à une heure après midi, sous le coup de la nécessité; il ne parviendra à Grouchy qu'à sept heures du soir, à cinq lieues du champ de bataille, quelques instans avant que la catastrophe ne soit consommée. Ces fautes-là n'appartiennent pas à Grouchy; elles appartiennent toutes à Napoléon.

Le désastre de Waterloo n'est donc pas le résultat d'une faute seule, mais d'une série de fautes, les unes éloignées, les autres immédiates, que l'on peut résumer ainsi : — le peu d'élan donné à l'esprit public, la nation tenue endormie pendant trois mois sur l'imminence du péril : d'où la faible augmentation de l'armée, accrue seulement de 43,000 hommes; dès le lendemain de l'entrée en campagne, la lenteur de Napoléon à prendre un parti à Charleroi : d'où la perte de la matinée entière du 16, qui ne permit pas de profiter de la victoire de Ligny; les 20,000 hommes de d'Erlon en vue de Saint-Amand négligés et rendus inutiles; la nuit entière du 16 au 17 donnée à l'ennemi pour se refaire et se rallier, ce qui lui permit de se préparer à rentrer en ligne dès le lendemain avec les Anglais; toute la matinée du 17 perdue en vaine attente : d'où l'impossibilité de joindre les Anglais ce jour-là et de les battre séparément; l'erreur prolongée jusqu'au bout sur les projets de Wellington et de Blücher, et cette erreur persistant au moment même où déjà ces projets s'exécutaient; le mépris d'un ennemi que l'on croyait détruit entraînant à ne plus le craindre; la matinée entière du 18 perdue dans une fausse sécurité, et les Anglais attaqués trop tard à Waterloo, comme les Prussiens l'avaient été trop tard à Ligny; le plan de bataille changé après l'échec du général d'Erlon; la formation

malheureuse du premier corps, cause de ce changement et de cet échec; les Prussiens de Bulow regardés comme un simple détachement, ce qui fit que l'on ne prit ni le parti le plus sensé, qui était la retraite, ni le parti le plus audacieux, qui était de profiter du temps accordé encore pour vaincre, renouveler l'attaque à fond avec toutes ses forces et gagner de vitesse l'armée prussienne; enfin, et comme résultat inévitable de ces retards, de ces ajournemens, de ces incertitudes, de ces illusions, de ce mépris exagéré de l'ennemi, les 60,000 Prussiens de Bulow, de Ziethen et de Pirch inondant le champ de bataille...

La part d'erreur de Grouchy est manifeste; il aurait dû, dès le 18 au matin, marcher par Mont-Saint-Guibert, et, ne l'ayant pas fait, il aurait dû au moins vers midi marcher de Sart-les-Walhain à Waterloo. Telles sont ses fautes; elles ont été commentées, agrandies par l'imagination et par un travail de conjectures où se sont donné carrière tous les contemporains.

Les erreurs de Napoléon ne sont pas moins évidentes : elles sont plus nombreuses, elles datent de plus loin; mais tandis que l'imagination des hommes a commenté les erreurs de Grouchy, elle a couvert et caché celles de Napoléon. On a écrasé la mémoire du lieutenant en le chargeant et de ses fautes et de celles de son chef. On a laissé au chef la gloire du désastre; mais la responsabilité lui a été épargnée. La gloire passée a empêché qu'il ne fût soupçonné d'erreurs par les contemporains, ceux-ci ayant mieux aimé accuser l'injustice de la fortune que de s'exposer par un examen plus attentif à trouver que Napoléon vaincu avait été lui-même le premier auteur de sa défaite.

Au reste, si j'en crois les juges les plus compétens (1), on connaît bien peu de généraux qui eussent pris sur eux-mêmes la résolution conseillée à Grouchy, car dans ces occasions suprêmes l'élan guerrier ne suffit pas toujours. Il faut de plus un détachement subit de soi-même tout entier et de sa renommée, une hauteur d'esprit, une fierté d'âme qu'étouffent presque nécessairement la trop longue obéissance dans un rang secondaire et la crainte d'un maître. Kléber, Hoche, Joubert, Desaix eussent exécuté ce mouvement à leurs risques et périls; mais l'empire ne produisait plus de tels hommes : il en fut puni par sa ruine.

Pour moi, je ne croirai pas avoir perdu trop de jours dans le spectacle et l'examen de cette grande chute, si je contribue à ramener dans l'histoire cette vérité utile à tous, que nul ne périt que par sa faute. Napoléon a-t-il échappé à cette dure condition de la nature

(1) Jomini, *Précis*, p. 224.

humaine? L'adversité prolongée n'avait-elle rien pu sur lui? N'avait-elle usé en rien sa force d'impulsion et sa foi en lui-même? Tous les autres étaient-ils diminués, et lui seul invulnérable? Non, une pareille inégalité ne s'est pas vue sur la terre. Si les autres avaient perdu quelque chose, lui aussi avait été atteint au dedans, quoiqu'il fût plus habile à le cacher. Plus lent à se décider que dans les autres campagnes (car il avait appris que lui aussi ne pouvait se tromper impunément), il ne donnait presque plus rien à la bonne fortune. En pesant toutes choses, il laissait l'occasion passer. L'ordre arrivait plus tard; il eût fallu qu'il eût été déjà exécuté quand il était à peine donné. D'ailleurs Napoléon avait enseigné la guerre à ses ennemis. Il leur avait surtout appris l'audace. Celle de Blücher, malgré ses soixante-dix ans, fut incroyable. Enfin on n'avait plus affaire aux armées d'Alvinzi et de Wurmser, qui se battaient seulement par métier. Les Prussiens montrèrent dans cette guerre une passion qui allait jusqu'à la fureur. Les nôtres furent ce qu'ils avaient toujours été : ce furent les anciens soldats vainqueurs dans cent batailles; mais l'ennemi était différent. La haine d'une servitude longtemps subie, le désir des représailles, donnaient aux armées étrangères la force d'un soulèvement national. Ces armées étaient peuples, et les peuples étaient devenus plus hostiles que les rois.

Telles sont, autant que j'ai pu les rechercher par un travail persévérant, les causes naturelles du désastre de Waterloo. J'y ai insisté, persuadé que, pour dominer de si grandes calamités, la première chose est de les comprendre. On n'y échappe qu'en les expliquant. Lorsqu'à la douleur publique se joint un reste de superstition antique pour la fatalité, la raison d'un peuple en demeure bouleversée; la défaite entre jusque dans le cœur; car le pire en de pareils maux sera toujours ce que l'imagination y ajoute de suppositions et de conjectures, mer sans fond où la pensée s'égare. Ramener les événemens à leur cause, substituer aux imaginations la raison, aux conjectures la certitude, c'est en quelque sorte borner l'adversité elle-même.

EDGAR QUINET.

(*La fin au prochain n°.*)

L'ITALIE

NOTES DE VOYAGE

DEUXIÈME PARTIE.

I. — BOLOGNE. [1]

Le chemin de fer que l'on suit d'Alexandrie à Bologne traverse un beau pays, c'est-à-dire un des plus riches échantillons de la nature cultivée. Cependant, malgré une fraîcheur de végétation qui la fait ressembler à la Flandre plus qu'à la Beauce, cette immense vallée du Pô finit par devenir monotone, et l'on se prend à désirer quelque accident, comme un rocher abrupt ou même une lande sauvage. En sortant de Modène, le paysage, toujours riche et riant, ne change guère d'aspect, et cette ancienne *via Emilia*, dont on s'écarte peu et qui va de Plaisance à Rimini, ne se met à être pittoresque qu'après qu'elle a franchi le Reno, près de l'*île funeste* où Octave, Antoine et Lépide se partagèrent l'empire du monde. Alors se montrent les plus basses chaînes des Apennins : des hauteurs couvertes d'arbres, de verdure, et bientôt d'élégantes villas annoncent l'approche d'une grande ville. C'est la capitale actuelle de la Romagne, c'est cette cité qui porte pour devise *libertas;* c'est celle qui, après tant d'orageuses luttes, accepta la souveraineté pontifi-

(1) Tiré des mêmes notes de voyage, cet article n'est pas la suite immédiate de celui qui a paru dans la livraison du 15 juillet dernier. Nous conduisons directement le lecteur à Bologne sans nous arrêter à Pavie, Plaisance, Parme et Modène. Dans le dernier article, nous devons aussi rectifier une erreur : trompé par le souvenir d'un beau projet conçu par M. Etex, nous lui avions attribué la fontaine de Nîmes, qui est l'ouvrage de M. Questel; les statues sont de Pradier.

cale pour ne point devenir la résidence d'un maître, et qui, gardant toutes ses franchises jusque sous l'autorité romaine, communiquait avec son souverain par ambassadeur. Par sa population, ses lumières, son importance, par la solidité d'esprit et l'énergie de caractère de ses habitans, Bologne est une des premières villes de l'Italie, et elle donnera, je n'en doute pas, des hommes politiques au gouvernement qu'elle s'est choisi (1). Nulle ville cependant aux lumières nouvelles n'unit d'une manière plus frappante les caractères du passé. C'est sans contredit le lieu où, depuis que nous avons passé les Alpes, nous apparaissent le plus visiblement les signes extérieurs des vieilles cités italiennes. Ses remparts, ses rues étroites, bordées de galeries sans uniformité, et qui ne sont pas toujours au même niveau, ses édifices municipaux, ses églises innombrables, tout se prêterait à la représentation de quelqu'une de ces terribles scènes de passion ou de perfidie, d'amour ou de vengeance, de dévouement patriotique ou de perversité ambitieuse, dont abonde l'histoire des républiques du moyen âge. Tout au moins s'attendrait-on à voir sortir vers le soir de la porte obscure d'une de ces maisons quasi fortifiées quelque jeune homme insouciant en toque et en pourpoint de velours, et rôder sur ses pas, couverte d'une cape sombre, la figure sinistre d'un frère offensé ou d'un mari jaloux. Les nouvelles de Bandinello et de Boccace trouveraient ici leur théâtre naturel, et si lord Byron aimait tant cette ville, c'est que le drame pathétique de *Parisina* aurait pu s'y jouer. Les mœurs romantiques se sont, j'en ai peur, envolées de Bologne comme de partout; mais cependant il règne encore dans ces murs une certaine originalité. Dans les rangs inférieurs, la coiffure et le mantelet des femmes, l'oisiveté des hommes, immobiles ou qu'on voit errer sous les plis d'un long manteau, indiquent un peuple qui se défend de l'activité industrielle et de l'imitation de Paris. L'attelage singulier des voitures légères ou des lourds chars à bœufs qui parcourent la ville prépare nos yeux à ce que les estampes nous ont appris de la circulation de Rome et de Naples, et les madones de plus en plus multipliées avec leurs lampes de jour et de nuit, ainsi que les fresques de piété qui se dégradent aux murailles de quelques galeries ouvertes sur la rue, attestent de plus en plus la vieille alliance populaire de l'art et de la dévotion.

Sur cette vaste place qui est bien *la place du Géant*, quoique pour y arriver un géant ne fût pas à l'aise dans les rues qui y mènent, on trouve, en entrant par le Corso, grande voie qui traverse la ville dans toute sa longueur sur une largeur moindre que notre rue des

(1) Dès 1819, lord Byron l'avait regardée comme la ville d'Italie la plus mûre pour une révolution. Notes du chant IV de *Childe Harold*.

Petits-Champs, on trouve d'abord la masse énorme d'un bâtiment très disparate de style, armé sur quelques-unes de ses faces de mâchicoulis et de créneaux, sur presque toutes percé de rares fenêtres, sur aucune achevé et symétrique : c'est le *palais public*, ancienne résidence du gouvernement ou du légat qui le représentait, maison commune et citadelle à la fois. La façade est ornée au faîte d'une madone en terre cuite, et au-dessus de la porte d'une statue de Grégoire XIII (1) qu'en 1796 la crainte des Français a métamorphosée en saint Pétrone. Dans la cour, fort sévère, où l'on est tout réjoui de voir un poste de gardes nationaux, ces pionniers de la liberté publique qui paraissent les premiers à chacune de ses conquêtes, on se trouve en face d'un large escalier *a cordoni*, ouvrage du Bramante. On sait que ce nom désigne une sorte de rampe composée de marches inclinées très larges et très douces, ordinairement en briques, et bordées d'un cordon de pierre dure, en sorte qu'on y monterait à cheval sans glisser, peut-être même en voiture moyennant de légers cahots. On arrive par ces degrés à de très hauts étages et jusqu'à d'immenses pièces, la salle d'Hercule et la salle Farnèse, désignées ainsi par les statues qu'elles renferment. Les fresques que l'on aperçoit sont bien poudreuses, mais quelques-unes sont des pages de l'histoire de Bologne, et le patriotisme de l'art se rencontre trop rarement en Italie.

En face du palais, sur la même place, saint Charles Borromée a fait, étant légat, élever une très belle fontaine. Le Neptune et les Naïades à queue de poisson sont des meilleurs ouvrages de Jean de Bologne (2); mais le dieu qui règne sur l'onde a oublié de lui commander de couler dans la fontaine. Au-delà, le palais du podestat montre sa façade inachevée, qui n'est pas sans grandeur. Vignole a construit ces bâtimens à galeries qu'on appelle le *portico de' Banchi*, et qui se lie à l'hôtel des archives, sur une ligne parallèle au flanc nord de l'église de Saint-Pétrone. Celle-ci est la véritable métropole de Bologne, quoiqu'elle n'en porte pas le titre. Le saint est le patron de la ville, et dans la guerre du seau enlevé les Bolonais s'appelaient les Pétroniens, comme les Modenais les Géminiens (3). Lorsqu'on regarde la façade de cette église, on se trouve en présence d'un immense mur de brique sans trace d'architecture quelconque. Sa surface rude, hérissée, a pour tout ornement les trous encore béans où les maçons plantaient leurs échafauds, et les saillies des

(1) De la famille des Buoncompagni, de Bologne.

(2) C'est peut-être à cause de cet ouvrage que Jean ou Zan, qui, né à Donay, étudia en Flandre et à Rome, et travailla beaucoup à Florence, porte le nom inexpliqué de Jean de Bologne.

(3) De San Geminiano, cathédrale de Modène.

arrachemens qui attendent un revêtement de marbre ou de pierre. En regardant bien, on finit par s'apercevoir que le bas de l'édifice n'est pourtant pas sans parure, et que des ornemens délicats encadrent en partie les trois portes. Elles sont à plein cintre, bordées de cordons byzantins, accompagnées de sculptures de la renaissance. On trouve ici quelque chose du style de Jean Goujon, et Jacopo della Quercia, Tribolo, Lombardo, une femme enfin, célèbre par le talent et le malheur, Properzia de' Rossi, ont épuisé leur art à parer le front d'un temple qui ne sera jamais qu'une colossale grange. Vers 1390, les Bolonais, alors en république, chargèrent Antoine Vincenzi de leur bâtir la plus grande église connue, et le plan de l'artiste promettait à Saint-Pétrone 40 mètres de plus en longueur que Saint-Pierre de Rome. Il s'agissait de couvrir plus de 64,448 mètres de superficie, l'édifice devant en avoir 243 de long sur 159 de large, et le dôme 39 de diamètre. L'aire de Saint-Pierre n'a guère plus d'étendue, et aucune cathédrale de France n'en a plus du tiers; mais ce tiers seulement a été fait : il ne nous reste donc qu'une nef immense qui n'arrive pas au transept. Voûtée en ogive, elle a sur chaque flanc deux bas côtés ou deux nefs latérales de hauteur différente, et cette disposition, qui rappelle la cathédrale de Milan, est autorisée par plus d'un modèle de l'architecture du nord, tel que la cathédrale de Bourges. On peut donc ici se donner un exemple de la manière dont les Italiens du XIV[e] siècle usaient du gothique, lorsqu'ils voulaient sur la plus grande échelle l'appliquer à une construction pour laquelle ils n'épargnaient rien. D'abord au dehors, point de trace de gothique; au dedans, cinq lignes de voûtes en ogives dans le sens de la longueur, mais les arcs latéraux qui séparent les nefs sont, je crois, circulaires. Les ogives italiennes prennent en général naissance aux extrémités d'un très long diamètre, ce qui est l'antipode du style pointu. Des ogives obtuses perdent leur caractère, et si l'on en use, comme il semble, pour faire des épargnes sur les piliers et les colonnes dont on compense le nombre par la masse, on ne réussit qu'à combiner le vide et la lourdeur. Il serait trop long d'énumérer les beautés et les traits du genre gothique qui manquent à Saint-Pétrone. C'est à ce point que ces traces d'ogives me paraissent des expédiens ou des singularités de construction plutôt que des signes de l'adoption d'un système. Il y aurait là un travail qui, s'il n'a été fait, pourrait être recommandé aux historiens critiques de l'architecture. Enfin cette célèbre église a pour principal mérite la grandeur du vaisseau, et ce mérite n'est pas indifférent. Il vous frappe tout d'abord, mais il passe avec la première impression. On peut se dédommager en visitant les chapelles, où plus d'un bon tableau arrêtera les regards. On y fera,

non sans plaisir, connaissance avec Alexandre Tiarini, peintre bolonais plus remarquable pour l'intelligence, la composition, l'expression, que pour l'exécution. On remarquera des vitraux, chose toujours si rare en Italie, et ceux-ci ont l'honneur douteux d'avoir été dessinés par Michel-Ange. On ne marchera pas sans faire halte un moment sur une ligne de cuivre, projection d'une méridienne tracée par Cassini. Enfin, au-dessus d'une porte, un buste de Guido Pepoli, nom populaire à Bologne, rappellera celui de son auteur, Properzia de' Rossi. Bologne est une des villes qui ont vu naître le plus de femmes de savoir et de talent. L'université en a eu pour professeurs; on cite encore Matilde Tambroni, Laura Bassi, Teresa Muratori, Élisabeth Sirani. Properzia était douée pour la sculpture, la peinture, la gravure, la musique, et elle mourut de douleur de n'être pas aimée d'un jeune ingrat au moment où le pape Clément VII, venu à Bologne pour couronner Charles-Quint, demandait à la voir et à l'emmener à Rome. On montre dans l'église un bas-relief de la scène de Joseph et de la femme de Putiphar, où elle aurait consacré l'expression très naïve de la douleur dont elle est morte.

Sous ce buste de Pepoli est l'entrée de la salle de la fabrique de Saint-Pétrone. On y garde la collection des plans proposés pour l'achèvement de la façade. Il y en a de la main des plus grands architectes : il y en a de Palladio, de Vignole, de Peruzzi, plusieurs de chacun d'eux; il y en a d'Alberti, de Lombardo, de Tibaldi, etc. C'est une collection précieuse dans laquelle on pourra faire un choix, car l'Italie, depuis son émancipation, s'est prise d'un si grand zèle à réparer ses églises, qu'on ne devrait pas s'étonner qu'elle entreprît d'arranger Saint-Pétrone. S'il ne s'agit que de la façade, je n'y ai aucune objection; achever le reste serait compléter un mauvais ouvrage.

Il n'y a que la rue à traverser pour aller à l'*Archiginnasio*. C'est l'ancien palais de l'université. Le nouveau, très convenablement disposé, mais qui n'offre rien de bien saillant, est dans un autre quartier : c'est le palais Cellesi, ouvrage de Tibaldi. L'*Archiginnasio* est une élégante création de Francesco Terribilia, et la commune, en y plaçant sa bibliothèque et des écoles primaires, *scuole pie*, a fait réparer tout l'édifice avec le plus grand soin; c'est une des choses les plus complètes et les plus curieuses que l'on puisse voir. Après avoir traversé le portique extérieur, on se trouve dès l'entrée au milieu des monumens de cette célèbre université de Bologne qui n'a point perdu sa renommée. Une cour ou *cortile* est sur ses quatre faces entourée de deux étages de galeries à jour, et cette cour, ces galeries, les escaliers, sont à la lettre tapissés de souvenirs universitaires. Ce sont d'abord des statues ou des bustes, plus souvent des

bas-reliefs ou des médaillons en l'honneur des professeurs ou des élèves qui ont illustré l'institution; mais ce sont surtout de petits écussons peints, portant les armes, les emblèmes, les noms, l'origine de tous les étudians ou du moins d'un nombre immense d'étudians qui ont reçu là l'enseignement des lettres et des sciences. Cette décoration, remise à neuf, toute fraîche encore et d'un genre très singulier, couvre toutes les murailles. Les salles de l'université, qui sont nombreuses, forment une longue enfilade dans laquelle court une bibliothèque à hauteur d'appui. Au-dessus ce ne sont encore que petits cartouches qui semblent tous armoriés et servent de cadre à des noms d'écoliers. Comme chacune de ces salles était une classe, on montre la place assez élevée où une chaire était implantée au mur, et une grande madone à fresque bien restaurée, qui dominait la chaire, indique encore cette place. L'amphithéâtre d'anatomie est resté dans son état primitif : plafond et parois, tout est revêtu d'une remarquable boiserie qui a conservé sa couleur naturelle. Des sculptures très saillantes et très belles s'y relèvent de toutes parts. Au centre du plafond, une figure en ronde-bosse semble s'en détacher, et les statues des maîtres dans l'art de guérir sont rangées autour de l'amphithéâtre. Hippocrate et Galien n'y pouvaient manquer; mais parmi les modernes les yeux s'arrêtent naturellement sur la statue de Malpighi. Enfin une chapelle, que les arts ont à plaisir enjolivée plutôt qu'embellie par la main de Cesi et du Fiammingo, complète l'ensemble de cet édifice, dont le pareil ou l'analogue serait difficile à rencontrer.

Je lui trouve un grand mérite, c'est d'être fini et soigneusement conservé. En Italie, c'est à noter. Il en est de même du *foro de'mercanti* ou de la chambre de commerce, dont la façade à deux étages, chacun de trois arceaux en ogive, est d'un gothique orné si bien tenu qu'il a l'air trop neuf. C'est cependant du gothique du XIIIe siècle, restauré un peu plus tard et décoré de ces briques moulées qu'on appelle en Italie *matone*. Ce petit édifice plaît d'autant plus qu'il est d'un style qu'on est surpris de trouver là. Les Italiens devaient faire du gothique de fantaisie comme nous faisons quelquefois des maisons à la chinoise ou à la turque.

On ne sait trop si ce n'est pas aussi le caprice qui a autant rapproché ces deux longs prismes quadrangulaires de brique, la tour des Asinelli et *la Garisenda*. Elles sont presque dénuées de tout ornement, et si hautes et si minces qu'on ne devine pas à quoi elles pouvaient servir. Elles sont inclinées l'une vers l'autre, et *la Garisenda* s'est écartée de plus de trois mètres de sa ligne d'aplomb. Elle n'est pas la plus haute, et n'a pas les 107 mètres de la tour des Asinelli. On ne doute plus aujourd'hui qu'un tassement, un mouvement de terrain ne soit la cause de ces déviations de la perpendicu-

laire assez commune aux édifices italiens. Est-ce la manière de bâtir, ou n'est-ce pas plutôt l'instabilité du sol qui produit de tels dérangemens? On n'a point remarqué que les tremblemens de terre, qui sont assez fréquens, aient eu des effets appréciables; mais si, comme on l'avait prétendu, ces irrégularités étaient l'ouvrage de l'art, elles dénoteraient une inspiration malheureuse, et aucune ne peut produire d'autre impression que celle de la surprise et d'un certain malaise. La tour de Bologne, monument grossier, y perd cet *aspiring character* que les Anglais reconnaissent à tout ce qui est mince et vertical. La tour de Pise, monument travaillé et orné, prend l'air d'un jouet chinois, en perdant l'aspect de solidité d'une construction régulière. Néanmoins ces accidens ont manifesté, grâce à la ténacité des matériaux, des effets si singulièrement contraires aux lois de la pesanteur, qu'on se demande si, avec du goût et de l'habileté, il n'y aurait pas moyen de profiter de cette propriété pour réaliser certaines configurations hardies qui agrandiraient les ressources de l'art.

Bologne est une de ces villes qui ont justement donné leur nom à une école de peinture. L'art n'y commença pas (où a-t-il commencé?); mais une fois que les procédés élémentaires du métier, comme on les connaissait il y a six ou sept siècles, eurent été introduits dans ses murs, un mouvement original dont on sait la date y prit naissance. L'admiration s'attachait alors au talent dans *cet art qu'on appelle à Paris enluminer* (1). Oderisi était, selon Dante, l'honneur d'Agobbio et de cet art; mais l'honneur passa aux cartons que peignait Franco le Bolonais :

... Le carte
Che prunellegia Franco Bolognese (2).

On montre encore dans sa patrie une madone de lui datée de 1313 et des restes de peintures conservés au Campo-Santo. Il fut bientôt suivi de Vitale, surnommé *dallo Madonne*, et de Gimone, dit *dei Crocefissi*. Leurs surnoms désignent leurs œuvres. En ce temps-là surtout, un peintre recommençait toujours le même tableau. Deux ouvrages, l'un de Vitale, l'autre de Simone, se voient à Bologne dans la première salle de la pinacothèque à l'Académie des Beaux-Arts. Ils suffisent pour les faire apprécier tous deux. *Le Crucifié* de Simone en rappelle un autre de la même main qu'on voit à l'église de Saint-Jacques-le-Majeur. Ces crucifiés sur bois étaient souvent découpés en forme de croix, et devenaient de véritables crucifix peints.

(1) ... Quell' arte
Ch' alluminare è chiamata in Parisi. (*Purgat.*, XI, 81.)

(2) Dante, *ibid.*

Un tableau de Giotto, une Vierge, maintenant à Milan, mais dont les panneaux, qui représentent des saints, sont encore à Bologne, arriva dans une église de cette ville; sur ce modèle venu de Florence un nouvel effort se produisit dans l'école, et divers peintres, dont les historiens donnent les noms, s'essayèrent à remplacer, comme Giotto, la raideur par l'expression, jusqu'au temps où parut Francesco Raibolini : c'est Francia. Contemporain du Pérugin, Francia fut pour l'école de Bologne ce que fut le Pérugin pour l'école d'Ombrie, son vrai fondateur. Francia et le Pérugin ont plus d'une ressemblance. Je n'oserais néanmoins les égaler l'un à l'autre en comparant, au musée de Bologne, la Vierge dans la gloire de l'un avec celle de l'autre; mais celle de Francia a pourtant un grand mérite par la chaleur du coloris et la manière noble dont le sujet est traité. Cinq autres tableaux du même maître lui assurent dans le même musée son rang et son autorité de fondateur.

Cependant à quelques pas de ses ouvrages les yeux sont attirés par un tableau qu'ils ne quittent plus : c'est la *Sainte Cécile* de Raphaël. Ce chef-d'œuvre, commandé pour la chapelle des Bentivoglio, dans l'église de Saint-Jean-du-Mont, ne parut pas à Bologne, vers 1515, sans y faire aussitôt comme un coup d'autorité. C'est le tableau qui révéla Raphaël à cette partie de l'Italie et qui arracha au Corrége la célèbre exclamation : « Et moi aussi je suis peintre! » Je le revoyais. Il est de ceux qui ont été seize ans la parure du Louvre. Or on ne sait plus aujourd'hui à quel degré s'était élevé dans Paris, vers le commencement du siècle, l'enthousiasme de la peinture. Sous l'empire d'une critique étroite, j'en conviens, et qui n'était ni selon le goût, ni selon la science, il s'était établi une illusion qui fait sourire aujourd'hui : on croyait, pour les arts du dessin, assister à une renaissance qui serait un âge de l'art comme le siècle de Léon X. Deux causes très différentes avaient contribué à inspirer à la France ce présomptueux espoir : c'était d'une part le talent de Louis David et son ascendant vraiment extraordinaire comme chef d'école; c'était de l'autre la présence de ces merveilles de la statuaire antique et de la peinture moderne apportées dans nos murs sur le char de la victoire. Le musée du Louvre était l'entretien de tout ce qui se croyait sensible au génie, et l'on ne pensait jamais initier trop tôt l'enfance au commerce du beau, dont il contenait les plus parfaits modèles. Ceux qui ont l'âge du siècle se souviennent donc d'avoir été, dès leurs tendres années, conduits dans ces galeries où ils apprenaient à bégayer le nom des Raphaël et des Corrége en présence de leurs œuvres, et le trait, le coloris, l'expression, la pensée des plus marquans de ces incomparables ouvrages sont devenus pour nous des souvenirs d'enfance. En approchant de la *Sainte Cécile*, je m'attendais, pour ainsi dire, à une

reconnaissance, et à cette vue tout un passé, vingt fois recouvert des couches épaisses de tant de souvenirs intermédiaires, a reparu dans la lumière lointaine et dorée du commencement de la vie.

C'était bien ce tableau, que la gravure d'ailleurs a rendu familier à tous. Ce qui frappe d'abord, c'est le ton foncé de la couleur, tel qu'il était resté dans ma mémoire. Je dis foncé, je ne dis pas noir. Certains tableaux de Raphaël ont une teinte de cuivre rouge, ou même une couleur briquetée, qui est certainement un défaut. La *Sainte Cécile* ne va pas jusque-là, et si elle ne brille pas précisément par la légèreté et la transparence, un ton vif anime la scène et lui donne la chaleur de la vie. On n'y retrouve pas cet éclat et ces effets de clair-obscur qui jaillissent précisément du tableau bolonais; mais j'avoue que le coloris de Raphaël, quand il n'est ni ardoisé ni vineux, a pour moi une singulière puissance. Je parle de ce coloris ferme qu'il porte dans ses tableaux au ciel gros bleu, car il a deux bons coloris au moins, et celui par exemple de *la Belle Jardinière* n'est pas de la nuance de la *Sainte Cécile*. Je voudrais que les personnes versées dans le technique de la peinture nous expliquassent la différence des matériaux et des procédés qui permet à la même main des effets si différens.

Cinq personnages sont debout presque sur la même ligne. Sainte Cécile est au milieu, avec saint Jean et saint Augustin un peu en arrière, saint Paul et Marie-Madeleine un peu en avant. La sainte entend une musique céleste, et semble près de laisser tomber sur d'autres instrumens restés à terre un petit orgue qui pèse à ses mains. Ses yeux se lèvent, et elle aperçoit dans une vapeur éthérée les anges qui lui donnent ce divin concert. Ce qu'elle entend, ce qu'elle voit, elle est seule à le voir et à l'entendre. Les assistans ne sont que témoins de son extase, ils la comprennent, ils la partagent par l'esprit et par la foi; mais aucun n'a comme elle cette seconde vue de la poésie intérieure. Saint Jean seul s'émeut, parce que sa nature est sensible et tendre. Saint Augustin médite sur ce phénomène avec une sympathie philosophique. Saint Paul admire avec une satisfaction profonde cette puissance, effet nouveau de la foi. Si l'on y réfléchit, ce tableau est étrange et le sujet impossible. Cécile est encore sur la terre. Comment a-t-elle en plein air entassé sur le sol tous ces instrumens de musique, et d'où viennent tous ces saints, qui ne sont pas ses contemporains, et qui, hormis Paul et Jean, n'ont pu se connaître? Nouvelle preuve qu'un tableau ne doit nullement être raisonné comme une scène de drame, et que les grands peintres se préoccupent avant tout du but pittoresque. Et Marie-Madeleine, que fait-elle là? Toute la subtilité du monde ne lui trouverait rien dans la physionomie qui la rattache au sujet. Elle regarde hors du cadre, ses yeux sont fixes, son visage un peu

dédaigneux. Il n'est pas sûr qu'elle y comprenne rien. Qu'exprime-t-elle donc à cette place? Ce qu'elle exprime? La beauté; elle est là rien que pour être belle. Indifférente à l'émotion commune, elle n'en est que plus belle dans le pur sens du mot, car la beauté n'est pas en soi l'expression même des belles choses, elle n'a pas besoin de rendre l'exaltation d'une âme religieuse ou la victoire de la vertu. Tout au plus exprime-t-elle le calme et l'harmonie. La sainte Cécile et Madeleine sont certainement belles toutes deux. Avec leur teint vif et naturel, qui dans une personne réelle serait jugé trop coloré, ce sont deux têtes incomparables; mais il se mêle à la beauté de la sainte une expression relative et nécessaire au sujet du tableau. La beauté de Madeleine est plus simple, rien ne la complique et ne l'altère, et par là elle est plus pure et plus grande : elle est la beauté. Le dernier but de l'art est atteint.

A la suite de Raphaël et après Innocenzio d'Imola, les Carraches réformèrent à la fois la peinture et l'école de Bologne, l'école d'où sortirent bientôt le Caravage, le Guide, l'Albane, le Dominiquin, le Guerchin. Les Carraches sont d'habiles artistes, savans et réfléchis. Louis, le premier, conçut par l'étude la nécessité d'une réforme, et il s'associa pour cette œuvre ses deux neveux, Annibal et Augustin, qu'il arracha à quelque humble industrie. Pour lutter contre le maniérisme qui suivit immédiatement l'influence de Michel-Ange, il fonda une école dite des *Incamminati*, et il enseigna l'éclectisme ou l'imitation des grands maîtres dans ce que chacun d'eux avait d'éminent, et en l'appliquant, suivant les cas, aux besoins de la figure que l'on voulait peindre. Un sonnet d'Augustin partout cité énumère comme conditions de la peinture parfaite les diverses perfections des différens maîtres. Ses distinctions critiques pourraient bien n'être pas toutes sanctionnées aujourd'hui; mais on y reconnaît l'esprit de l'école. Dans ses progrès ultérieurs, cette école aboutit à un naturalisme ennobli par un style fier et par la recherche des grands effets. Je ne puis dire toutefois que les Carraches du musée bolonais m'aient transporté. Il me semble que j'ai mieux aimé ceux de Parme. On doit citer cependant une Vierge sur un croissant au milieu des anges, et une autre, sur un tronc, entourée de saints et de saintes, par Louis Carrache. Annibal, en véritable éclectique, a peint une madone dans le style de Paul Véronèse, tandis que l'enfant et le petit saint Jean rappellent le Corrége, saint Jean l'Évangéliste le Titien, et sainte Catherine le Parmesan. Il y a d'Augustin une communion de saint Jérôme qu'on pourrait prendre pour une première pensée de celle du Dominiquin.

Le Guide se montre avec éclat dans cette galerie. On peut dire qu'il avait un sentiment très élevé de la beauté des têtes, et il sait leur donner au besoin une expression touchante et douloureuse;

mais il ne leur prête ni la diversité ni l'individualité. Aussi a-t-il aimé et réussi à composer des tableaux d'un seul personnage. Quoique son exécution soit assez simple, sa composition est un peu théâtrale. Il poursuit l'effet moral à la manière des peintres modernes, un peu comme Ary Scheffer, quoique par d'autres procédés. C'est du reste un artiste qui a toujours cherché, et on a pu le voir outrer le naturel comme le Caravage, ou, poursuivant la beauté abstraite dans quelque tête antique, telle que la Niobé, la reproduire sur la toile par des glacis argentés qui dépassent à peine la couleur du marbre. Le Guide est cependant un peintre qui plaît, surtout aux personnes lettrées et classiques. J'admire beaucoup à Bologne son Samson, qui semble l'ouvrage d'un coloriste. Son Christ, *Cristo de' Capucini*, est cette figure douloureuse qu'il a souvent répétée, mais jamais mieux que cette fois. Sa *Pieta* est singulièrement composée. La Vierge pleurant sur le corps de son fils est séparée, comme par la coupe d'un plancher, des saints protecteurs de Bologne. On voit au fond cette ville à vol d'oiseau, et l'on comprend qu'il s'agit d'un ouvrage commandé par la municipalité. Il y a de la couleur et de l'harmonie dans ce tableau fort admiré. Le *Massacre des Innocens*, plus critiqué, sent le théâtre; mais, comme le théâtre, il émeut.

L'Albane quitte à Bologne ses sujets et ses proportions. Ses tableaux religieux, grands comme nature ou plus grands, ne sont pas d'un dessin bien noble ni bien sûr, mais ils plaisent par la composition et la couleur, et je les préfère à ses éternels *amoretti*. Il faut citer du Guerchin son Guillaume, duc d'Aquitaine, recevant l'habit religieux de la main de saint Félix en présence de la Vierge, de saint Jacques et de saint Philippe. Là brillent tous ses moyens d'effet sans l'exagération qui les dépare souvent, et la vigueur du pinceau n'a rien ôté à l'harmonie. Bolonais comme lui, comme lui élève des Carraches, Domenico Zampieri a mieux réussi que lui dans sa mort de saint Pierre; mais si à Rome, dans sa communion de saint Jérôme, il rappelle Augustin Carrache en même temps qu'il le surpasse, ici son saint Pierre martyr, venu après celui de Titien, en fait trop souvenir, et ne le fait pas assez oublier. Regardez sa sainte Agnès et sa Madone du rosaire, toutes deux si bien peintes, la première mieux composée, la seconde plus riche en beautés, et vous soupçonnerez ce grand peintre d'avoir plus d'exécution que d'originalité.

Après avoir retenu si longtemps le lecteur dans une galerie de tableaux, comment le conduire maintenant dans cette multitude d'églises qui remplissent Bologne? Il faut cependant lui parler au moins de Saint-Étienne. C'est le nom d'un groupe de sept églises qui se touchent et se pénètrent. Celle du centre doit être comptée parmi les édifices circulaires, et, comme de toute rotonde ancienne,

on ne peut dire si elle était originairement sépulcrale ou baptismale. On a décidé la question en la dédiant au proto-martyr auquel la forme du sépulcre est assez communément consacrée. Une église de Saint-Étienne est le premier monument qui ait dû être érigé en mémoire d'une mort chrétienne. Celle-ci n'a guère de partie subsistante qui remonte au-delà des Carlovingiens. C'est d'abord un octogone très irrégulier, qui, suivant une inscription encore subsistante, a remplacé un temple d'Isis. A cet édifice central sont appliquées six autres églises, qui l'entourent, se commandent, et forment comme un labyrinthe sacré qu'une foi un peu légendaire a rempli de saintes merveilles. La première, celle par laquelle il faut entrer, est l'église dite du Crucifix, parce que le principal autel a pour *pala* une crucifixion du XIIe siècle. Le tombeau de marbre de la bienheureuse Giuliana de' Banzi donne son nom à la seconde chapelle, d'où l'on passe dans celle du Saint-Sépulcre. Là est l'ancien baptistère lombard, et le saint-sépulcre est un tombeau creusé pour saint Pétrone, appuyé contre un puits dont la margelle le domine assez pour qu'il faille y monter par un escalier de pierre ou de marbre. Naturellement l'eau du puits possède une vertu miraculeuse. Il servait au baptême par immersion; une galerie supérieure, close maintenant, en faisait le tour. Les colonnes qui soutiennent le dôme hémisphérique sont en marbre blanc, et viennent, dit-on, du temple d'Isis; quelques-unes sont accouplées. Le pourtour est recouvert d'une voûte à intersection et orné de peintures grecques presque effacées, et c'est cet édifice, empreint des signes de la vétusté, qui est comme le centre de ce monceau d'édifices. C'était le baptistère de la chapelle contiguë, dite de Saints-Pierre-et-Paul, qui peut avoir été la cathédrale primitive fondée au commencement du IVe siècle. On lui trouve un air d'architecture normande. Vous passez de là dans un petit cloître réputé pareil à l'*atrium* de la maison de Pilate, et qui s'ouvre sur un cloître plus orné, à deux étages. L'autel et l'oratoire de cette cinquième chapelle ont reçu les prières et les présens de nombreux pèlerins. La chapelle voisine est celle de la Confession, mot équivalant à martyre, sorte de crypte qui contient les tombeaux des martyrs Vital et Agricole. Un des piliers de la voûte passe pour la mesure exacte de la taille du Sauveur. Enfin la visite se termine à l'église de la Sainte-Trinité, célèbre par diverses antiquités chrétiennes et par les reliques de quarante martyrs que saint Pétrone apporta de Jérusalem. En parcourant ces chapelles étroites, obscurément éclairées de lampes votives, encombrées de débris sacrés, de statues peintes, d'images et de pierres que l'on baise à genoux, on rencontre ici la cour de Pilate, là une chambre de Caïphe, plus loin la maison de Lorette, puis jusqu'à la salle où fut célébrée la cène, enfin toutes ces reproductions peintes ou copiées des lieux évangéliques : on se

croit en plein moyen âge, et ce monument d'une piété naïve, dont les illusions peuvent arracher un sourire, a cependant quelque chose de plus touchant et de plus vrai que les palais pompeux où s'étale la liturgie cérémonieuse d'une église modernisée. L'officiel met en fuite la sincérité.

La cathédrale est une église de notre temps; la façade date du dernier siècle, et l'intérieur, de l'ordre corinthien, est élégant et digne. Tout ce qu'elle renferme d'antique est caché dans sa crypte, reste d'un plus ancien édifice. L'église de Saint-Jacques-le-Majeur, vieille de construction, vieille encore par le dehors et par son portail lombard, et dont la large voûte s'appuie sur des piliers d'une beauté massive, est livrée à une restauration soignée qui nous la rendra avec une jolie teinte de vert d'eau et de blanc de sucre. Saint-Dominique serait plus intéressant à décrire; mais il faut se borner et savoir négliger deux stylobates portant des saints, une fresque du Guide, un saint Thomas d'Aquin du Guerchin, une statuette de saint Pétrone par Michel-Ange et le meilleur tableau peut-être de Tiarini. Et cependant le tombeau de saint Dominique est un des beaux ouvrages de Nicolas de Pise, il mériterait d'être étudié comme marquant une époque de la sculpture, et le portrait de saint Thomas, par Simon de Bologne, est garanti pour la ressemblance. Sérieusement il est authentique, autant que peut l'être l'œuvre d'un peintre qui vivait cent ans après l'original. J'abandonne aussi Santa-Maria-della-Vita, où l'on pourrait cependant visiter le tombeau d'un bienheureux Buonaparte, deux noms rarement accouplés, et Santa-Maria-dei-Servi, précédée d'un péristyle gothique ou d'un cloître à claire-voie d'une rare élégance. Pas un mot non plus de tous ces palais, Pepoli, Zampieri, Zambeccari, Fava; pas un mot de la maison de Rossini. Il ne nous reste que le temps de courir au Campo-Santo. On sait combien depuis un temps les cimetières des grandes villes en Italie sont devenus l'objet d'une nouvelle et touchante application de l'art qui console et la mort et la vie. Une chartreuse du XIVe siècle a été supprimée en 1797, et l'autorité française en a fait la chapelle du grand cimetière de la ville. Elle a la forme d'un T ou, si l'on veut, d'une croix dont la tige aurait été supprimée, et où l'on entrerait par le centre de la croisée. Elle est très ornée, avec élégance, mais avec goût. L'abside est toute remplie de moulures et de peintures de Barthelemi Cesi. Ce n'est pas du grand art, mais c'est l'œuvre d'un maniériste habile, et un excellent spécimen de ce genre, moitié ornement, moitié tableau, où les Italiens excellent facilement, et qui me paraît si bien convenir dans les églises. On ne peut voir sans intérêt un *baptême* du Christ peint à vingt ans par une jeune élève du Guide, Élisabeth Sirani, et, suspendus aux murailles, les fers des esclaves d'Afrique délivrés par une confrérie bolonaise. Tous les anciens cloî-

tres sont devenus des galeries funéraires. On y a déposé des tombeaux de prix enlevés à des églises de la ville modifiées ou abandonnées. Celui d'un guerrier du temps de la renaissance est un remarquable ouvrage. De nouveaux cloîtres ont été construits; il y en a un d'une grandeur extraordinaire. Ils entourent de vastes préaux plantés de cyprès et gazonnés où repose la foule des morts, chacun dans une place à jamais marquée par la croix et par son nom. Les murs des cloîtres, disposés transversalement en *columbarium* à leur partie postérieure, peuvent recevoir du dehors, dans chaque niche, deux cercueils qu'on y scelle en maçonnerie, et sur la face interne du mur on grave l'inscription sépulcrale. On peut acheter le droit d'occuper plus de place, et une épitaphe plus longue, un médaillon, un monument, une peinture en grisaille satisfait la piété ou l'orgueil des familles. Dans quelques salles ménagées sur certains points de l'enceinte, des tombeaux qui portent un nom connu ou que l'art recommande illustrent cette sorte de musée mortuaire. Un tombeau de Bartolini m'a frappé. Est-elle de lui, la statue de la princesse Élisa? Le gardien très intelligent de ce dépôt funèbre nous disait que, suivant l'usage du pays, les amis, les parens n'accompagnent le cercueil que jusqu'à l'église; c'est un reste du temps où l'église servait de sépulture. Le cercueil laissé sur le pavé du temple est apporté au cimetière à minuit. Il est placé pendant la nuit là où il doit rester, et au jour la terre ou la pierre le couvre à jamais. Ce gardien disait que depuis cinquante-huit ans que ce cimetière existe, il avait reçu trois fois la population de Bologne. Suivant lui, ce lieu reste assez solitaire : il n'est pas ouvert aux promeneurs oisifs, et les familles y viennent peu visiter la place où périssent des restes périssables. Ce lieu cependant a quelque chose de doux dans sa tristesse et porte partout l'empreinte d'un soin intelligent et pieux qui inspire une vraie sympathie. Les *campo santo* d'Italie, celui de Bologne entre autres, ont une disposition régulière sur un grand espace et par suite une gravité calme qui manque à ce fouillis de constructions disparates dont nos cimetières de Paris sont encombrés. Si la douleur n'y a pas plus qu'ailleurs échappé aux faiblesses de la vanité, aux fadeurs des esprits vulgaires, leurs paroles et leurs emblèmes se perdent dans cette longue file d'inscriptions et d'images rangées en ligne sur une muraille continue, et l'esprit, qui n'est pas à chaque instant distrait par quelque dissonance dans les mots ou dans les formes, s'abandonne sans contrainte et sans amertume aux réflexions qu'un lieu pareil inspire. Là, ce semble, la mort perd de son horreur, elle ne menace plus, elle n'est que triste, et la pensée n'a plus rien de ce qui brise ou révolte l'âme. Il semble que l'on peut contempler sans effroi ce dernier séjour, qui est bien le séjour de l'attente dans la paix et non celui du désespoir ou du néant.

Près de la chartreuse s'ouvre l'entrée de cet immense et singulier portique qui fut commencé en 1674, fini en 1739, au moyen d'une contribution volontaire des habitans de Bologne, et dont les six cent trente-cinq arches courent sur une ligne de près de 5 kilomètres, d'abord en plaine, puis sur la pente du Monte della Guardia. C'est une voie sainte que la dévotion parcourt en priant, pour aller sur cette éminence adorer, dans une église parée de quelques œuvres des maîtres bolonais, une madone de saint Luc apportée de Constantinople par un ermite en 1160! Elle est restée en grande vénération. Les pèlerinages n'ont pas cessé, et le cinquantième exemplaire d'une illusion ou d'une fiction que rien ne justifie (1) est encore l'objet des adorations que l'église tolère et que le christianisme désavoue. Au sommet du Monte della Guardia, la vue lointaine, sous un ciel éclatant, des riches plaines qui s'étendent entre les Alpes, les Apennins et l'Adriatique devrait mieux, ce semble, élever une âme croyante vers l'auteur invisible qui ne s'est peint que dans les merveilles de la création.

II. — RAVENNE.

La mer baignait les murs de Ravenne du temps de la république romaine. C'était aussi une ville dans les lagunes. Auguste fit creuser à quelque distance un port, *Portus Classis*, qu'il unit au Pô par un canal, et maintenant le port est ensablé, et Ravenne, à trois milles dans les terres, est séparée de l'Adriatique par une forêt de pins :

Per la pineta in sul lito di Chiassi (2).

Sa position cependant lui devait donner, sous le règne des césars, une grande importance, et quand les irruptions des Barbares obligèrent les empereurs à se transporter dans le nord de l'Italie et même à prendre Milan pour résidence, on conçoit que Ravenne devînt leur place de refuge. Cette ville restait le grand moyen de communication avec la mer et l'Orient, et comme le dernier lien d'une unité qui s'allait briser. C'est dans ces contrées que Théodose passa une partie de son règne, et l'on sait qu'il mourut à Milan au moment où il s'apprêtait à retourner à Constantinople. Ses deux fils se partagèrent l'empire, et Honorius, à qui échut l'Occident, crut mettre son pouvoir plus en sûreté en se retirant à Ravenne, qui devint à son tour une des capitales de cette partie du monde.

Tandis qu'il s'y cachait lâchement, sa sœur, Galla Placidia, née

(1) Saint Luc était médecin. On n'a aucune preuve qu'il ait jamais été peintre. Glaire, *Introduction aux livres du Nouveau Testament*.

(2) Dante, *Purgat.*, XXVIII, 20.

du second mariage de leur père avec la fille de Valentinien Ier, s'était jetée dans Rome pour la défendre contre l'invasion des Goths; mais dans cette nuit du 24 août 410 où Alaric prit et saccagea la ville éternelle, il enleva la sœur de l'empereur, et la retint captive en la respectant. C'était une femme habile et séduisante, passionnée pour la religion et pour la politique. Elle se fit aimer d'Ataulf, le compagnon et le successeur d'Alaric, qu'elle épousa et convertit à la civilisation romaine. Quand son mari fut assassiné en Espagne, où il était allé fonder la domination des Visigoths, il ordonna en mourant qu'on la remît à l'empereur. Elle ne lui fut rendue qu'en échange de six cent mille mesures de blé, et bientôt elle épousa contre son gré Constance, le meilleur général d'Honorius et le seul qui eût fait reculer les bandes d'Alaric. Ce second mariage eut lieu à Ravenne trois ans jour pour jour après le premier (1er janvier 417).

Galla Placidia, devenue par cette union puissante auprès de l'empereur Théodose le Jeune, obtint le titre d'*augusta*, mais ne réussit pas à lui faire adopter son mari, qui en mourut de chagrin. Poursuivie dans son veuvage par les indignes obsessions d'Honorius, elle se vit contrainte de se réfugier à Rome, et bientôt elle fit le voyage de Constantinople. Assaillie par une tempête dans la traversée, elle promit de bâtir un temple à saint Jean l'évangéliste. C'est l'église qui se voit encore à Ravenne et qui porte quelques traces de son origine. Ayant recouvré la protection de Théodose, Placidia revint en Italie avec l'armée impériale pour combattre un général arien nommé par le sénat, et elle se montra zélée pour le rétablissement de l'unité religieuse sous l'empire des lois théodosiennes. Tour à tour soutenue et trahie par Bonifacius et par Aétius, elle fut, après la mort du premier, régente à Ravenne sous l'autorité du second, et elle y mourut à soixante-deux ans (450). Quoique son pouvoir eût peu de réalité, elle a laissé des marques de son passage dans cette ville, embellie par ses soins, et où dès le Ier siècle saint Apollinaire, disciple de saint Pierre, avait introduit le christianisme.

Moins de cent ans après Honorius, l'empire d'Occident périt; Odoacre et ses Hérules fondèrent un royaume d'Italie qui, sans Pépin et Charlemagne, durerait peut-être encore, et dispenserait une noble nation de se relever péniblement de quatorze siècles de souffrances et d'angoisses. Théodoric, qui conquit ce royaume, le réunit à l'empire des Ostrogoths qu'il avait fondé, et quoique la mort d'Odoacre et d'autres meurtres inspirés par cette grande conseillère de crimes, la raison d'état, souillent ineffaçablement sa mémoire, il créa en Italie cette monarchie des Goths qui remplaça et continua celle des Hérules; son gouvernement glorieux est une des dates de l'histoire. Pavie et Ravenne furent les résidences de son

choix, et il fit régner en paix l'arianisme à côté de la foi de Nicée. Cependant ses successeurs ne maintinrent pas longtemps son ouvrage. Vingt-sept ans après sa mort, son peuple était retranché du nombre des peuples conquérans (553). L'empereur de Byzance avait fait un effort pour rapprocher les membres déchirés de l'ancien empire. Bélisaire avait repris Rome et Ravenne. Plus tard, Narsès vainqueur créait dans l'est de la Haute-Italie l'exarchat de Ravenne, abandonnant à de plus récens envahisseurs, aux Lombards, la partie du royaume qui a conservé leur nom. Là ils reprirent, pour la perdre un jour, l'œuvre d'Odoacre, de Théodoric et de ses successeurs (572). En vain à ce moment Justinien parut avoir quelque chose de ces hommes qui sauvent et relèvent les empires; le succès de ses efforts dura peu, et moins de deux siècles après Narsès Astolphe chassait de toute l'Italie les derniers Byzantins. Il l'aurait peut-être enlevée tout entière à la souveraineté nominale de l'Orient, peut-être le royaume du nord se fût-il pour jamais établi et agrandi dans la péninsule, si dès lors il n'eût trouvé à Rome un énergique adversaire, et si le pontife romain, appelant l'étranger et conviant de nouveaux Germains à s'ériger en nouveaux césars, n'eût livré l'Italie pour des siècles à la lutte douloureuse et stérile qui s'est prolongée jusqu'à nous.

Un autre empire naquit, et avec lui une papauté nouvelle, tour à tour et diversement hostiles à l'indépendance italienne. Dans le testament de Charlemagne, Ravenne est, avec Rome et dix-neuf autres villes, comptée au nombre des cités métropolitaines de son royaume, *in regno illius metropolitanæ* (*alias metropoliticæ*) *civitates*, car le plus dominateur des hommes n'avait rien donné au pape qu'il n'entendît garder en même temps, et il se serait indigné qu'on le soupçonnât d'avoir cédé chose en sa puissance. Aussi voit-on, peu d'années après sa mort, Ravenne disputer au pontife son indépendance, qu'elle disputera plus tard à l'empereur, jusqu'à ce que, ballottée d'un despotisme à l'autre, elle respire sous la domination vénitienne. C'est des mains de cette république qu'elle passa définitivement dans celles du pape en 1509, pour devenir, sous Jules II, la capitale de la Romagne. La bataille de Ravenne ne fut qu'un brillant et infructueux effort de la France pour rattacher cette grande cité à la ligue des cités de l'Italie septentrionale. Ravenne demeura déchue de tout rang politique, mais consolée du moins par cette liberté municipale que le saint-siége respecta jusqu'au jour où la révolution française vint apprendre la centralisation à tout le monde et perfectionner l'absolutisme aux lieux mêmes où elle le détruisait.

Ces souvenirs historiques étaient nécessaires pour faire comprendre comment une ville qui n'est plus même du second ordre, un ancien chef-lieu de sous-préfecture de l'empire français, en dé-

cadence depuis onze cents ans, peut être encore la cité où, parmi les ruines des deux empires et des royautés gothiques, s'élèvent dans une vétusté majestueuse les plus purs monumens de l'église chrétienne à l'âge où, délivrée à peine des persécutions, elle put régner à son tour et à son tour persécuter.

C'est ici que, pour nous entendre dans la description de ce que nous avons vu, il nous faudrait faire un cours de basiliques, car toute notre architecture sacrée pourrait bien venir de là. Parmi les différences qui séparent assez communément les édifices de l'antiquité classique de nos édifices modernes, il en est une qui saute aux yeux : c'est que l'entrée et par conséquent la façade, dans les premiers, sont du petit côté, et du grand dans les seconds. Le plan d'un bâtiment étant rarement une figure dont tous les diamètres sont égaux d'une face à l'autre, comme le cercle ou le carré, est d'ordinaire un parallélogramme, et pour prendre des exemples fort connus, les Tuileries ou les Invalides s'ouvrent au centre de leur largeur présentée de face au spectateur, tandis que la porte du Parthénon ou de la Maison-Carrée figure à l'extrémité de leur longueur sur leur face la plus ornée. Cette dernière disposition pourrait presque être regardée comme fondamentale. Un carré long ouvert par un de ses petits côtés et recevant le jour par cette ouverture et par une autre pratiquée dans le toit, voilà l'édifice antique le plus usité, et ce mode de construction, qui pourrait tout aussi bien servir à une grange qu'à un temple, est l'essence de la basilique. Il ne faut pas prendre à la lettre ce nom, qui ferait passer pour des cours royales les nombreux édifices qui s'élevaient avec cette forme en Grèce et dans tout le monde romain. Des vers de Plaute prouvent que ce nom était familièrement usité en pleine république, et que plus de deux cents ans avant Vitruve la basilique était annexée au forum. On ne sait guère comment ce nom avait été appliqué à des locaux qui n'avaient de royal que leur destination officielle, et qui servaient surtout de bourse et de tribunal. Il se comprend mieux lorsqu'aux temps les plus brillans de l'empire il se donne à un édifice quadrilatéral entouré de tous ses accessoires, d'un péristyle, d'un *atrium*, d'un ou de plusieurs portiques, et même accompagné de colonnes isolées, de fontaines, de théâtres. C'est en ce sens qu'on dit à Rome la basilique de Trajan ou celle de Maxence; mais enfin, dans l'histoire de l'art, le même nom convient à cet édifice souvent fort simple que j'ai décrit et qui peut être indifféremment un temple, un tribunal, une bourse, une salle d'élections ou de délibération politique ou municipale. Au fond se tenait le personnage qui, à un titre quelconque, présidait à la réunion. Derrière lui, le mur pouvait se creuser en niche semi-circulaire, et dans cet hémicycle se dressait le siége ou la plate-forme d'où l'on pouvait dominer l'assemblée. Le

président, prêtre, juge ou magistrat, avait autour de lui des places pour ses assesseurs, ses accolytes, ses greffiers, et devant lui, à une certaine distance, l'autel nécessaire aux sacrifices ou aux libations, sans lesquels on n'entamait aucune affaire importante. Pour que de cette place on fût mieux vu et mieux entendu, on pouvait l'exhausser par une estrade de quelques degrés, et cette partie de l'édifice a été appelée techniquement *la tribune*, ou, parce qu'elle se terminait en coquille, *l'abside*. Le reste était le vaisseau de l'édifice, le vaisseau, c'est-à-dire *la nef*.

Il va sans dire que de très bonne heure le goût asiatique de la Grèce ne laissa pas dans sa nudité cette construction si simple. Ainsi, les Grecs ne voûtant pas leurs édifices, la charpente du toit, en s'agrandissant, eut besoin d'être mieux soutenue. Les pieds-droits furent nécessaires pour supporter des solives chargées de lourdes tuiles, et ce qui fut d'abord des poteaux devint bientôt des piliers en maçonnerie, qui à leur tour s'arrondirent et s'effilèrent en colonnes, reliées bientôt ensemble aux murs latéraux par des blocs ou des chaînes de pierres en architraves. Les anciens aimaient le grand air et craignaient le soleil : les toits purent s'élargir et déborder les murs sur lesquels ils reposaient; mais ils eurent alors besoin d'être soutenus à leurs extrémités, et ces soutiens ne mirent pas beaucoup de temps à devenir aussi des colonnes. Soit intérieurement, soit extérieurement, des files de colonnes parallèles aux murs vinrent donc orner le monument et ajoutèrent, sans l'alourdir, à sa solidité. Les deux choses même purent se faire à la fois; les murs extérieurs furent intermédiaires entre deux rangées de colonnes, et celles de devant supportèrent un tympan triangulaire qui put devenir le plus bel ornement de la façade. Supposez ce péristyle exhaussé au-dessus du sol; qu'on descende par quelques marches dans une cour entourée d'un portique, vous aurez le dessin de tant de monumens que l'art et le luxe pouvaient, par mille détails, rendre magnifiques.

Mais concevons la basilique dans ce qu'elle a d'essentiel, prenons-la dans toute sa simplicité. Bien des villes romaines avaient la leur et l'employaient à des usages divers. Lors donc que la secte chrétienne, car il fallait bien commencer par être une secte, acquit assez d'importance, de hardiesse ou de liberté pour cesser de se réunir dans un étroit cénacle, il était naturel qu'elle s'assemblât dans la basilique. C'est dans la basilique peut-être que l'apôtre, arrivé de la veille, annonçait à une foule curieuse ou inattentive la parole nouvelle, si du moins l'indifférence de la multitude ou du magistrat lui permettait d'en user ainsi; mais là surtout où une société de chrétiens était constituée, ses réunions de piété, ses délibérations com-

munes avaient lieu dans cette salle publique. Au fond de la tribune se tenait sur sa chaise, dès lors *cathédrale*, le surveillant ou l'inspecteur qui déjà s'appelait *évêque*. Autour de lui étaient rangés les anciens, c'est-à-dire les *prêtres*, ou les servans, c'est-à-dire les *diacres*. Au-delà de cette enceinte réservée où bientôt chanta le chœur, la nef recevait toute la convocation des appelés ou des choisis, l'*église*, comme on la nommait, et, passant du contenu au contenant, le nom de chœur ou *presbytère* a désigné le lieu réservé aux officians et aux chantres, et la basilique elle-même est devenue l'église (1). Nous n'avons ici nulle intention de rentrer dans l'histoire obscure des antiquités du culte chrétien. Il est certain que la parole et la lecture en étaient au moins dès les premiers temps les élémens principaux, et de très bonne heure il y eut en avant de la tribune deux chaires, l'une à droite de l'évêque pour la lecture de l'évangile, l'autre à sa gauche pour celle de l'épître, et ces deux chaires ou *ambons* se retrouvent encore en pierre ou en marbre, et d'un style très archaïque, dans les mieux conservés des temples des dix premiers siècles. Si de bonne heure la communion a cessé de se régler sur les formes de la cène, et, perdant presque toute analogie visible avec la pâque antique, est devenue une représentation purement symbolique, la sainte table a dû se dresser là même où les païens plaçaient l'autel; elle est elle-même devenue l'autel du nouveau sacrifice, et elle était orientée à l'est, vers le fond, en face de l'évêque, qui voyait de là le peuple. A son tour ce peuple, à qui le prêtre tourne le dos aujourd'hui, voyait les traits, les regards, les mouvemens de son premier pasteur, et s'associait plus aisément à ses sentimens et à ses paroles. Cette disposition existe encore dans plus d'une basilique, et quoiqu'elle ne soit pas ordinaire, la désuétude n'a pas atteint cette manière de célébrer la messe. On sait que c'est ainsi placé que le souverain pontife officie à Saint-Pierre.

Pour en finir avec la liturgie, j'ajouterai qu'il paraît que, dans les premiers temps et pendant de longues années, l'usage n'était pas d'employer le lieu ordinaire de l'assemblée catholique au sacrement du baptême ni aux cérémonies pour les morts. Un bâtiment particulier était réservé à cette destination; il était ordinairement circulaire ou d'une forme polygonale qui le rapprochait du cercle. Les baptistères les plus connus en offrent la preuve; les antiquaires sont d'accord pour reconnaître que la forme ronde avait chez les Romains un caractère sépulcral, et l'on voit en effet que plus d'un

(1) Tous ces noms sont connus, mais il est bon de les rappeler : *cathedra* (siége), cathédrale, ville épiscopale; *episcopus* (surveillant), *bischof, bishop* ou *vescovo*, évêque; *presbyteri* (anciens), prêtres; *presbytère*, place des prêtres; *ecclesia* (convocation choisie), église; *diaconus* (servant), diacre.

baptistère a pu être aussi un tombeau. On croit que l'incorporation du baptistère à l'église ne devint pas la règle générale avant le pontificat de Grégoire le Grand. Il nous reste à dire comment, sous l'influence probable des nécessités du culte, la basilique s'est modifiée et a reçu des ornemens et des développemens qui la distinguent, dans les siècles chrétiens, de ce qu'en avaient pu faire le goût et l'art dans les siècles antérieurs. La société des fidèles s'est agrandie, elle est devenue la nation. Il est arrivé à ces édifices plus longs que larges, dans leur destination religieuse, ce qui leur était arrivé pour leur destination civile. Ils n'ont pas tardé à paraître étroits, soit pour la foule qu'ils devaient contenir, soit pour certains mouvemens, certaines évolutions liturgiques qui réclamaient de l'espace. Mais comment élargir un bâtiment dont le vaisseau doit rester libre et vide, et qui se compose essentiellement d'un toit et de deux murs? Ces murs ne peuvent s'écarter indéfiniment, les charpentes n'ont qu'une portée limitée, et qui sait si les charpentiers des premiers siècles étaient fort habiles? En tout cas, il est certain que les charpentes en fer qui couvrent des hectares de terrain dans nos gares de chemins de fer étaient inconnues. Supposez qu'on recule, à droite et à gauche de la nef, le mur latéral en lui donnant les trois quarts, la moitié, le tiers même de sa hauteur, on aura augmenté l'espace disponible, à la seule condition de mettre à l'ancienne place du mur une rangée de pieds-droits, disons tout de suite de piliers ou de colonnes qui supportent la galerie supérieure et le toit; on aura ainsi doublé de chaque côté, ou du moins dégagé, élargi la nef. Ces galeries latérales, closes par un mur plus bas, seront couvertes d'un toit qui pose obliquement ses solives dans le mur primitif. Voilà donc trois espaces, trois salles, trois ailes, trois nefs, une grande et deux moindres parallèles, ou une nef principale et ses deux côtés qui, moins élevées qu'elle, sont ses *bas côtés*. C'est ainsi que s'est transformée très promptement la basilique chrétienne primitive. Un tiers ou un quart de la longueur du vaisseau terminé en hémicycle et en coquille, et que l'on s'est habitué à orienter au levant, s'est élevé sur une plate-forme plus ou moins haute. Au fond de la courbe, une chaire de pierre entourée de bancs de pierre ou de bois; en avant, un autel bientôt recouvert d'un baldaquin permanent, ouvrage d'architecture ou de sculpture, et précédé de deux autres chaires; puis, au-dessous des degrés de l'abside, fermée quelquefois par un *cancel* ou balustrade, un vaste espace livré au public, une nef bordée de colonnes liées entre elles par des arcs de voûte qui supportent les murs de la cage fermée par la charpente; deux bas côtés, nefs latérales où peut s'étendre la foule, où peuvent circuler des processions, s'avancer des catéchumènes, où plus tard on élèvera des autels secondaires, où même on placera des tombeaux:

voilà la forme générale du temple qui, maintenu dans ces conditions, doit, architectoniquement parlant, être appelé une basilique, et l'on ne saurait croire combien cette disposition, quand les proportions sont heureuses et la décoration convenable, répond en effet à la destination religieuse de l'édifice. La difficulté d'art qu'elle me semble présenter, c'est qu'ordinairement le bâtiment principal et central est très haut et paraît un peu étroit; la nef est fort élevée par rapport à ses bas côtés. Il y a donc dans la partie de son élévation intérieure, au-dessus des arceaux, de grandes surfaces de maçonnerie, ordinairement plates, dans lesquelles il faut pratiquer des fenêtres, et au plafond le dessin triangulaire d'une simple charpente qui n'a rien de monumental. Outre un certain défaut de proportion qui résulte de cet arrangement, il n'est pas aisé d'orner convenablement cette cage supérieure, cet espace vide, clair et nu. On dirait de l'église centrale une salle sans plafond et au-dessus de laquelle on verrait le grenier. Il y a plus d'une basilique où rien n'a été tenté pour vaincre cette difficulté, et l'on a laissé les choses comme le matériel de la construction les avait faites. Dans d'autres, on a essayé de moyens de dissimulation ou d'atténuation qui ont plus ou moins réussi. Par exemple, on a remplacé la muraille pleine par un second étage de pieds-droits et d'arcades qui a pris le nom de *triforium*. Plus souvent on a recouru à des expédiens d'ornementation. Quoique la disposition générale soit difficile à rendre irréprochable, la peinture a de grandes ressources pour en corriger les défauts. Je dis la peinture plutôt que les moulures de l'architecte ou du sculpteur. La charpente légèrement peinte me semble préférable au plafond à caissons ou à rosaces quand le toit est très élevé, elle est plus légère, et quant aux surfaces verticales, elles ne recevraient pas aisément des parties saillantes, des additions en relief, sans dénaturer l'aspect du monument.

Cette même disposition intérieure donne en façade un polygone assez bizarre, un carré superposé à un carré plus grand, ou un parallélogramme posant par le petit côté sur le grand côté d'un autre, et tout cela avec des proportions rarement calculées pour un bon effet extérieur. C'est du reste un point admis par les auteurs que dans les basiliques l'extérieur a presque toujours été sacrifié à l'intérieur. L'Italie généralement en a pris son parti. Seulement on s'est parfois contenté de déguiser la façade en la couvrant comme d'un écran par un placage, et rarement avec un résultat fort heureux. Hors les cas où l'on s'est résigné à laisser à peu près dans sa simplicité primitive cette façade dénuée par elle-même de tout caractère, on en a fait une toute de fantaisie, sans aucun rapport avec l'intérieur.

Faut-il ajouter que ces difficultés n'existent que lorsqu'on tient à

conserver les traits originels de l'ancienne basilique? Mais dès qu'on lâche les rênes à l'imagination, combien de moyens souvent ingénieux, souvent admirables, de la dénaturer! Je ne parle pas de la ressource antique du péristyle, quoiqu'elle ait bien sa valeur; tout le monde a sous les yeux l'exemple de la Madeleine. Supposez cependant que la concavité de l'abside soit prise sur le dehors au lieu d'être prise sur le dedans : l'église aura à l'est un chevet qui peut devenir pour l'architecte un motif de combinaisons nouvelles. Si l'on fait saillir de même les chapelles latérales, ces constructions accessoires, analogues peut-être à ce que les anciens appelaient *chalcidique*, changent le dessin extérieur du monument. De ces additions, la plus commune et qui se prête aux plus riches développemens, c'est celle que le goût du symbole a inspirée de bonne heure à l'artiste chrétien. On a voulu donner à l'église la forme d'une croix, et les bras de la croix sont devenus deux corps de bâtimens qui, tant au dedans qu'au dehors, ouvrent un nouveau champ à tous les moyens d'effet dont l'artiste dispose. Puis, au lieu du toit de charpente, on a osé porter la voûte à des hauteurs inusitées, et de là même, au centre de la croix, élever la voûte circulairement et la terminer en coupole exhaussée sur un tambour, c'est-à-dire en dôme. Ce n'est pas tout : dans les premiers temps, l'église était toujours précédée d'une cour fermée (*claustrum* ou cloître), et la galerie d'enceinte, si elle se prolongeait sur la façade, y formait une entrée couverte ou un porche. Faites mieux encore. Vous avez besoin d'espace : jetez un toit sur cette cour ou couvrez-la d'une voûte, et vous aurez doublé, triplé la nef, vous aurez l'immense vaisseau de nos grandes cathédrales. Vous pourrez alors multiplier les bas côtés, que depuis longtemps vous aurez élevés davantage. Au lieu de trois nefs, vous en aurez cinq. Si vous laissez subsister dans ce nouvel arrangement quelque chose du mur de l'ancienne façade, vous aurez fermé une section de la nef, le chœur agrandi sera clos, et l'ancien porche deviendra un jubé. On conçoit quelles ressources offrent pour ces nouvelles dispositions les formes et les procédés de l'art gothique, et comment cet art, tout différent qu'il est d'esprit et d'origine, a pu s'appliquer aux données premières de la basilique et en être regardé comme une transformation.

En résumé, l'église, salle d'assemblée, à laquelle l'usage prescrit désormais de réunir le baptistère et le clocher, me paraît avoir pour forme fondamentale la basilique. Elle s'en écarte de deux manières, par la manière byzantine, par la manière gothique, mais beaucoup moins par la première que par la seconde. Enfin on est parvenu à appliquer à ces divers types un nouveau mode de transformation, le moins original de tous, quoique des hommes pleins de génie l'aient

pris pour le dernier progrès de l'art : c'est proprement le style moderne, qu'on peut appeler le style romain, étant une application de l'architecture de l'empire des césars aux constructions modernes dirigée par le goût de la renaissance. En négligeant bien des variétés, c'est, je crois, entre ces quatre genres d'architecture ecclésiastique qu'il faut choisir, c'est-à-dire qu'il faut se prononcer entre Saint-Pierre de Rome, Sainte-Sophie de Constantinople, la cathédrale de Bourges et Saint-Apollinaire de Ravenne.

Nous disons Saint-Apollinaire; mais lequel? Il y en a deux : *Santo-Apollinare-Nuovo* et *Santo-Apollinare-in-Classe* ou *ad Classem*. Ce n'est pas ce qu'on trouve de plus antique à Ravenne; mais à Ravenne et partout peut-être c'est ce qu'on trouve de plus frappant en beauté et en pureté, comme modèle des anciennes basiliques chrétiennes.

Santo-Apollinare-Nuovo s'appelle aussi Santo-Martino-in-Cielo-d'Auro, titre qui annonce toujours de belles mosaïques. On explique différemment cette diversité de noms. On convient que ce fut d'abord une église arienne, puis vers la fin de la domination des Goths un archevêque orthodoxe l'aurait dédiée à saint Martin; mais quelques-uns ajoutent qu'au IXe siècle on lui aurait donné son titre de Santo-Apollinare-Nuovo, afin d'accréditer le bruit qu'elle renfermait désormais les restes de l'apôtre Apollinaire, qui, gardés plus près de la mer dans l'autre église de même invocation, étaient exposés aux déprédations des pirates sarrasins. D'autres soutiennent au contraire que, la garde de ces reliques étant incertaine et disputée entre ces deux églises, une décision du XIIe siècle déposséda la première en changeant son nom. Quoi qu'il en soit, elle avait été bâtie entre 493 et 525 par Théodoric, pour être la cathédrale de l'arianisme. Il paraît que Ravenne manquait d'anciens temples un peu considérables qui pussent être dépouillés ou dénaturés au profit du culte nouveau, et la beauté de plusieurs de ses églises vient de ce qu'elles furent construites de toutes pièces, suivant le goût et dans l'esprit de l'époque. Ainsi donc Saint-Apollinaire est un long parallélogramme, sans transept; seulement, au point où se termine la nef, une séparation, un *cancel* en marbre, ferme dans toute sa largeur l'abside, qui se compose de trois compartimens. Celui du milieu, de beaucoup le plus grand et terminé en hémicycle, projette en dehors sa convexité et forme à lui seul tout le chœur. Vingt-quatre colonnes de marbre apportées de Constantinople séparent la nef de ses ailes. Elles sont élégantes, assez rapprochées, et au-dessus d'un chapiteau composite portent un petit bloc ouvragé qui tient lieu d'architrave et d'où s'élance l'arc des cintres. Au-dessus du cordon qui les surmonte, une large bande, une frise est dans toute sa lon-

gueur couverte de belles mosaïques qu'on dit exécutées entre 553 et 566, après la chute du royaume des Goths. On a osé les comparer à cette procession des panathénées qui illustre la frise du Parthénon. C'est la même chose en effet, sauf la différence des esprits, des temps, des écoles. Nous ne sommes point ici dans la sphère de la beauté suprême; mais cependant il nous reste matière à l'admiration. Au côté gauche (c'était dans l'église le côté des femmes) de la ville de Classis, reconnaissable à son port et à ses vaisseaux, semble partir une procession de vingt-deux femmes vêtues de blanc, portant chacune à la main une couronne. Elles suivent une allée de palmiers. Du moins un palmier, emblème de la victoire du martyre, les sépare-t-il toutes l'une de l'autre. Elles marchent d'un pas lent, conduites par les trois mages en costume asiatique, et vont offrir leurs couronnes à la Vierge, placée avec l'enfant divin sur un trône au milieu des anges. On voit que l'église n'était plus arienne. La mère et l'enfant font le geste de la bénédiction. Marie a passé la jeunesse; elle porte un voile, et le nimbe orthodoxe éclaire sa tête. On croit que c'est la plus ancienne image qui la présente avec les attributs d'un être qu'on doit adorer. Ce ne serait pas au reste le nimbe qui déciderait la question, puisqu'on le donnait aux empereurs. Il est vrai que l'idolâtrie impériale était une des religions du temps, sorte de religion qui trouvait plus de sacriléges que d'incrédules. Du côté droit de la nef, sur la frise correspondante, on reconnaît une image de Ravenne à sa basilique de Saint-Vital et à l'ancien palais de Théodoric, qui porte écrit *palatium*. Des saints, au nombre de vingt-cinq, en robe blanche ou de couleur claire et munis aussi d'une couronne, vont rendre hommage au Christ, dont quatre anges entourent le trône. Ces mosaïques à fond d'or sont admirablement conservées et d'un bel effet. Les têtes sont peu étudiées, mais d'un noble dessin. D'autres mosaïques, représentant des apôtres et de saints personnages, remplissent l'entre-deux des fenêtres percées dans la partie supérieure de la cage, et au-dessus des sujets bibliques, exécutés de même, complètent la décoration. On dit qu'un travail moins habile leur assigne une date plus récente. Au-dessus de la grande arcade du chœur, que les anciens appelaient l'*arc de triomphe*, le même système d'ornement a été continué, et le fond de l'abside en a sa part, quoique l'éclat en soit moindre et que le temps y fasse sentir ses atteintes; mais il n'a pu mordre sur cette variété de beaux marbres qu'on retrouve ici comme partout à Ravenne. Enfin une chaire de marbre posée sur un pied-droit de granit offre des ciselures gothiques qui ne prouvent cependant pas qu'elle ait été mise là par les Goths. Du moins les monumens de Théodoric n'ont-ils pas ce caractère: mais on sait que l'église a passé

par une restauration nécessaire en sortant des mains des hérétiques. Heureusement le caractère général n'en a pas été altéré, et il s'est conservé jusqu'à nos jours. Je regrette d'avouer qu'il ne me reste nul souvenir de l'extérieur de cette belle église; mais je parierais qu'il est relativement insignifiant : c'est une disparate à laquelle il faut s'habituer.

Vous devez maintenant sortir de la ville et suivre près d'une heure la route du midi, qui côtoie la mer d'assez près. Lorsque vous approcherez de la forêt de pins, dans un pays plat et presque désert, on vous montrera à gauche, sur un terrain bas et qui commence le littoral, un groupe de trois ou quatre maisons semblable à une assez grande ferme. Une tour ronde, qui pourrait être un colombier grêle et élevé, d'une certaine élégance, n'en change pas essentiellement le caractère, et quand on vous arrête devant un corps de logis assez bas, vous ne devineriez pas que la porte cochère qui est au centre vous conduit à l'entrée d'une basilique qui peut-être n'a pas de rivale dans l'univers, maintenant que le feu a détruit à Rome l'antique Saint-Paul-hors-des-Murs. En sortant de Ravenne par la *Porta-nuova*, vous avez touché la place de l'ancienne Césarée, qui unissait la ville au port, et dont il ne reste qu'une croix de pierre, vestige d'une église détruite, *Santo-Lorenzo-in-Cesarea*, qui elle-même était seule demeurée longtemps debout depuis le règne d'Honorius. La plaine humide qui s'étend au-delà environnait l'ancien port d'Auguste, dont *Santo-Apollinare-in-Classe* est aujourd'hui l'unique monument. C'est l'église qui est devant vous. Elle est comme déguisée par cette maison rurale, large et basse, qui a remplacé la cour et le portique, et que domine d'assez haut l'étroit pignon très simple et très nu du bâtiment auquel elle est adossée. L'église, bâtie aux frais d'un officier du palais impérial, fut consacrée en 549. On la dit commencée en 538, c'est-à-dire au moment où les Goths perdaient Ravenne devant Bélisaire victorieux. Elle est en briques et ornée seulement d'arceaux figurés d'un style assez pur; mais ici, comme à l'ordinaire, c'est l'intérieur qu'il faut voir. Ce vaste temple semble abandonné, mais sans trop de dégradation, et les cérémonies du culte s'y célèbrent encore à certains jours. Il faudrait peu de chose pour qu'elles y reprissent leur solennel éclat. Il est singulier que ce monument, élevé sur un terrain tellement détrempé que j'en ai vu la crypte remplie d'eau comme une citerne, se conserve aussi bien, miné qu'il est par les infiltrations et battu par les vents de l'Adriatique. Vingt-quatre colonnes en marbre cipolin séparent trois larges nefs. Ici plus de mosaïques; elles ont été détruites. Les marbres qui couvraient les murs des bas côtés ont été enlevés par Sigismond Malatesta; mais ces murs, ainsi

que ceux de la grande nef au-dessus des arceaux, sont encore décorés par une frise de portraits des archevêques de Ravenne, rangés chronologiquement depuis Apollinaire jusqu'à son successeur actuel, qui est le cent vingt-huitième. Ces peintures, qui en ont remplacé de plus anciennes en les imitant sans doute, sont des médaillons où, selon le procédé de l'époque, toutes les têtes sont de face. Il est impossible de voir cette suite officielle et chronologique de pasteurs sans songer à Saint-Paul-hors-des-Murs, où les papes étaient rangés de même et viennent d'être reproduits en mosaïques modernes. Ce ne peut guère être une simple coïncidence. Si c'est une imitation, d'où est-elle venue? On a soupçonné presque une rivalité, et Ravenne en effet eut ses jours d'émulation avec Rome comme avec Constantinople. Cependant toute prétention même à l'égalité avait depuis longtemps cessé que l'on continuait, et jusqu'à nos jours, cette collection d'archevêques. Les têtes les plus récentes sont d'une exécution terne qui ne contraste pas trop avec le ton des plus anciennes, et généralement rien ne trouble l'impression produite par ce grand édifice presque vide, malgré quelques inscriptions et quelques tombeaux curieux d'antiquité. La cage supérieure, éclairée par d'assez grandes fenêtres, est tout à fait dénuée d'ornemens. Là sans doute s'étalaient des panneaux en mosaïque. C'est un mur tout blanc, et blanches aussi sont les poutres et les solives du toit de la nef et des bas côtés. Cette nudité ne nuit pas à l'effet général. La tribune au contraire est ornée. Elle s'élève d'une assez grande hauteur au-dessus du sol; on y monte par deux larges escaliers à belles balustrades sculptées, et en montant on voit à ses pieds l'eau verte baigner les marches inférieures et les portes qui conduisent à la chapelle souterraine. Dans cette crypte est la tombe souvent noyée de saint Apollinaire. Le grand autel est surmonté d'un riche baldaquin à quatre colonnes de blanc-et-noir antique; mais ici tous les arcs, toutes les voûtes sont enrichis de mosaïques. On les dit antérieures à la fin du VII[e] siècle (671-677). A la voûte en coquille du fond du sanctuaire se dessinent sur un ciel d'or des nuages bleus et rouges, et au milieu, sur un cercle d'azur semé d'étoiles d'or, s'élève une grande croix richement décorée, portant au sommet l'inscription des quatre lettres consacrées (INRI), sur les bras l'*alpha* et l'*omega*, et au pied *salus mundi*. Au centre est placée une figure du Christ à mi-corps que désigne du haut du ciel le doigt d'une main qui sort du nuage, emblème de la première personne de la Trinité. Hors du cercle se soutiennent les figures rajeunies de Moïse et d'Élie, et au-dessous trois agneaux représentent les trois apôtres, Pierre, Jacques et Jean. Voilà donc peut-être le premier tableau de la transfiguration. Vous remarquerez qu'elle est conçue sous cette forme

symbolique que l'art chrétien préférait originairement à la traduction directe et matérielle des récits sacrés, et dont même il n'a jamais fait le complet abandon. Plus bas, dans une prairie plantée d'arbres, Apollinaire élevant les bras est environné de quinze brebis qui figurent le troupeau des chrétiens. Les murs inférieurs portent l'image de quatre évêques de Ravenne, chacun sous un dais, entourés de draperies et de flambeaux, et dans l'attitude de la bénédiction. Enfin sur les parois latérales sont représentés en grand, là les sacrifices d'Abel, de Melchisedech et d'Abraham, ici la concession de priviléges à l'église de Ravenne, ou, selon d'autres, la consécration de l'église par saint Maximien.

Rien mieux que ces compositions ne prouve que la peinture d'histoire dans les églises est née de l'art du mosaïste, et cet art, venu de l'empire d'Orient, porte encore ici la trace de son origine. Quand l'église fut décorée, c'est-à-dire au temps de l'exarchat, Ravenne était devenue plus byzantine qu'italienne, et l'on veut voir jusque dans le style religieux de ces peintures une opposition à la primauté de Rome. Il se peut, mais l'histoire de l'art suffit pour expliquer leur caractère byzantin; encore même n'y retrouve-t-on pas toute la raideur, toute la sécheresse de l'école d'où elles sont venues. Quoique le dessin soit faible, l'exécution soignée n'est pas sans quelque liberté, et les draperies ont quelque largeur. Le paysage, les animaux, sont plus conventionnels que réels. On regarde les trois sacrifices comme ce qu'il y a de mieux. Les trois personnages bibliques ont du caractère; cependant il paraît que, dans toutes ces compositions, certaines figures, conçues d'après un type admis, doivent être regardées comme de simples répétitions. Il y a plus d'originalité et par suite plus d'inhabileté dans la peinture du côté gauche, où, suivant les uns, Constantin Pogonat, Héraclius et Tibère, suivant les autres, Justinien avec ses officiers, sortent de leur palais, la tête couronnée d'un nimbe, pour recevoir l'archevêque de Ravenne accompagné de quatre prêtres. Un d'eux porte un rouleau où se lit en lettres rouges : *Privilegia*. Au-dessus de l'archivolte de la tribune, une série nouvelle de mosaïques un peu fanées montre sur un fond bleu une demi-figure du Christ entouré des emblèmes des quatre évangélistes. Au-delà, six brebis de chaque côté (les douze apôtres) sortent en deux files de Bethléem et de Jérusalem; puis un palmier s'élève à chaque extrémité, symbole de la Palestine ou de la victoire; enfin au-dessous les anges Gabriel et Michel agitent chacun le *labarum* et se drapent dans un manteau de pourpre. Ces figures ont quelque chose de l'art antique; mais ces mosaïques n'ont pas l'éclat de celles de la coquille du sanctuaire. On ne peut cependant sans un vif intérêt contempler dans

leur gaucherie novice ces premiers monumens certains de l'art et de la croyance d'un âge si éloigné de nous. Non assurément que ces ouvrages soient primitifs, nous en possédons de plus anciens du même genre, et les uns comme les autres doivent être le plus souvent des reproductions classiques des sujets, des types, des symboles consacrés dans l'école des peintres comme dans l'imagination des fidèles par plus d'un siècle de tradition : nous retrouverons plus d'une fois et la main dans le nuage, et les lettres mystiques, et les brebis, et les palmiers; mais moins ces images sont originales, plus elles sont fidèles. Ce sont bien celles sous lesquelles la foi des premiers siècles se représentait les objets mystérieux de ses méditations et de ses espérances. Voilà sous quels traits visibles se peignait la religion dans l'imagination des contemporains de Boëce et de Cassiodore, et même probablement de saint Ambroise, de saint Jérôme et de saint Augustin. Il est donc vrai que c'est à Ravenne plus qu'à Rome peut-être qu'il faut aller pour retourner à quinze cents ans en arrière des croyances et des arts qui aujourd'hui triomphent sous d'autres formes dans Saint-Pierre de Rome et dans Notre-Dame de Paris. Et les deux Saints-Apollinaires restent, à ce qu'il semble, les deux plus grandioses monumens de cet âge de la religion et de l'architecture. Saint-Apollinaire-*in-Classe* surtout, dans cette plaine humide, sur la lisière de cette forêt solitaire, abandonné, avec ses murs verdâtres, quand je l'ai vu sous un ciel sombre et pluvieux, m'a frappé d'une impression ineffaçable, non pas terrible cependant. La basilique, monument d'une rivalité d'empire et de religion entre l'Orient et l'Occident, n'a point cette sombre terreur qu'on attribue quelquefois aux cathédrales gothiques, elle se ressent de son origine grecque; simple et régulière, riche et lumineuse, elle tempère une majesté correcte et sévère par un rayon de cette beauté que le génie de l'hellénisme lance partout où il passe, et qui dore tout ce qu'il a touché.

Ces deux monumens sont d'une telle importance qu'ils ont passé avant d'autres, par lesquels on aurait dû peut-être commencer. Si l'on osait se fier aux trop promptes hypothèses qu'on est toujours prêt à faire lorsqu'on visite des monumens, on commencerait son cours de basiliques par une église de Saint-Nicolas qui, toute nue au dedans comme au dehors, dépourvue de bas côtés et de presque toute saillie architecturale, avec ses murs plats et son abside peu profonde et seulement indiquée, semble une ancienne basilique de petite ville affectée telle quelle au christianisme qu'elle a précédé; mais on nous le défendrait au nom de l'histoire en nous disant que Saint-Nicolas a été bâti par saint Serge au VIIIe siècle. Je voudrais au moins m'arrêter devant une église qui ressemble à une maison

modeste, vue du côté de son pignon; car à sa gauche, auprès du bord du toit, s'élève comme une cheminée, et peu au-dessus du faîte, une tourelle qui serait des plus curieuses, s'il était vrai qu'elle fût, comme me l'a dit notre guide, le premier clocher qu'on ait bâti. Cependant cette église de Saints-Jean-et-Paul n'est mentionnée dans aucun livre, et je n'ai que l'autorité du cicerone. Il vaut donc mieux parcourir les rues de la désolée Ravenne, ces rues de grand village, tristes de silence, propres parce qu'elles sont désertes, où l'histoire de l'Italie depuis mille ans semble n'avoir pas laissé de traces, puis s'arrêter chaque fois qu'on rencontre une église, ressemblât-elle à une maison des champs; mais il faudrait la science et la minutie d'un archéologue pour prêter un véritable intérêt à l'énumération des traits qui distinguent ces débris des vieux âges. Essayons, sans les décrire, de les caractériser dans l'ordre historique.

Le plus ancien de tous serait la cathédrale, si elle n'avait été rebâtie dans le siècle passé, et quoiqu'elle soit brillante de sa couleur vert tendre, belle de forme et ornée sans profusion, nous ne nous arrêterons même pas à quelques-uns des meilleurs tableaux du Guide; l'esprit tout plein des antiquités chrétiennes, nous regarderons plutôt dans la sacristie ces plaques courbes d'ivoire à figures ciselées qui ceignaient la chaire de saint Maximien, puis son siége épiscopal, un crucifix d'argent presque du même temps et quelques morceaux d'une ancienne porte en bois de vigne; puis nous sortirons pour voir le campanile, unique fragment de l'ancienne *Basilica Orsiana*, bâtie par saint Ursus, et qui, svelte et cylindrique, a pu être comparé aux minarets de l'Orient. Mais le vrai monument, c'est le Baptistère de Saint-Jean, tour octogonale peu élevée qui date du IVe siècle, et qui est restée en masse telle que l'a laissée une réparation de l'an 451. A l'intérieur, huit colonnes de marbre un peu enfouies correspondent aux huit angles et soutiennent sur leurs arcades une autre rangée de vingt-quatre colonnes qui diffèrent de style entre elles comme les premières, et qui comme les premières passent pour venir d'un ancien temple. Presque tout ce qui n'est pas colonne dans ce curieux édifice est comme pavé de mosaïques. Sous les arceaux du bas, des arabesques d'or sur un fond bleu entourent huit figures de prophètes dont l'ajustement rappelle les derniers jours de l'art antique. Plus haut, des moulures en stuc remplacent les mosaïques; des têtes de saints sont entremêlées à des figures d'animaux, puis les mosaïques reprennent et forment une ceinture composée de quatre autels portant les Évangiles, de quatre troncs portant des croix, de huit siéges épiscopaux et de huit tombeaux. En dedans de ce cercle sont les douze apôtres, les pieds sur la terre verte, adossés au ciel gros bleu et séparés par des acan-

thes d'or. Ils marchent tous, mais leurs têtes sont de face; leurs traits, analogues à ceux des Romains de l'empire, ne manquent pas d'individualité, quoique à l'exception de saint Pierre, qui, s'il n'est chauve, a du moins ses cheveux gris, on soit heureux de voir leurs noms écrits pour les reconnaître. Au centre est peint le baptême du Christ; le Seigneur est représenté les cheveux séparés; il ressemble au Christ des catacombes. Rien ne désigne sa divinité; une croix seulement le sépare de saint Jean, et le Jourdain, sous la forme d'un dieu aquatique, sort de l'eau pour lui présenter ses habits. Dans cette composition où le nu est traité avec assez de facilité, ne retrouve-t-on pas un souvenir des libertés païennes de l'art? Plus d'un exemple semble prouver que les premiers fidèles se permettaient sans scrupule, peut-être même avec une certaine bonne foi, d'insérer dans les peintures chrétiennes des personnifications du polythéisme? Quant au style, de bons juges ont trouvé qu'il rappelait un peu celui des peintures de Pompéi, j'ai plutôt été frappé du mérite de l'expression; mais la grandeur des yeux, la raideur des attitudes, la gaucherie du dessin, m'ont reporté au style byzantin, dont au reste ces mosaïques sont peut-être le plus ancien spécimen subsistant en Italie. J'ai déjà dit qu'elles peuvent être du commencement du v[e] siècle. Les mêmes observations sont suggérées par la vue d'un autre baptistère ou de l'oratoire de *Santa-Maria-in-Cosmedin*; son plafond octogonal porte les mêmes sujets conçus et représentés à peu près de la même manière. La critique en trouve l'exécution inférieure et ne la date que du VI[e] siècle. Il faut noter seulement que c'est un ancien baptistère arien. Dans celui de Saint-Jean, rien n'attestait l'orthodoxie; dans celui-ci, rien ne prouve l'hérésie, à moins qu'on n'en cherche un signe dans ce trône où ne siége qu'une croix et vers lequel marchent les douze apôtres.

Mais avant l'invasion de l'arianisme, c'est-à-dire avant Théodoric (493), Galla Placidia avait semé Ravenne de monumens orthodoxes. L'église de Saint-Jean-l'Évangéliste, qui subsiste encore, est celle qu'elle avait promis à Dieu de construire, si elle échappait à la tempête. C'est une basilique sans transept, par conséquent dans sa forme primitive et avec ses vingt-quatre colonnes antiques. L'aspect en est beau, mais elle a été si impudemment restaurée qu'on renonce à y chercher les restes des mosaïques qui retraçaient le voyage et le vœu de Placidia. J'ai lu depuis qu'il en subsiste quelque chose. Une suite de portraits des empereurs chrétiens depuis Constantin a disparu; mais les plaintes des écrivains qui, tels que Kugler, déplorent la perte des mosaïques de Saint-Jean m'ont peut-être trop découragé. Saint-Jean-Baptiste, également fondé par l'impératrice pour son confesseur saint Barbatien, a été reconstruit au

XVIIe siècle, et, quoique richement entretenu, est encore en réparation à l'heure qu'il est Ses colonnes, qui sont antiques, ont été encastrées dans des piliers qui les défigurent, et le souvenir de l'ambitieuse et dévote princesse ne doit plus être cherché que dans son église des Saints-Nazaire-et-Celse, où elle voulait être ensevelie.

Construite avant 450, cette église a la forme d'une croix latine, ou plutôt on dirait une tour carrée coiffée d'une coupole, et dans laquelle s'implantent quatre branches ou ailes dont la plus grande longueur n'a que 13 mètres. Sur les murs de la partie centrale, des apôtres ou des prophètes en mosaïque sont rangés deux à deux, et au bas, entre chaque couple, des colombes voltigent au bord d'un bassin, sujet qui pour la beauté et même un peu pour la composition rappelle la charmante mosaïque antique qu'on voit au Capitole. La coupole est richement décorée d'une croix entre deux larges étoiles, entourée des symboles des quatre évangélistes. Les extrémités des lignes transversales de l'église se terminent par des lunettes (1) où, parmi de riches arabesques vert et or, des cerfs en or, marchant vers une source pour s'y désaltérer, représentent les nouveaux convertis, et sur la lunette de l'entrée de la nef le bon pasteur est au milieu de son troupeau. Cette figure est la meilleure de toutes ces mosaïques qui remontent au temps de l'impératrice. L'effet général de cet ensemble de décorations frappe vivement, et il serait encore plus vif si des marbres et des métaux précieux n'eussent été enlevés jusque sur les tombeaux. Ceux-ci, placés sous une voûte assez basse, sont au nombre de cinq. Le sarcophage de marbre de Galla Placidia est grand et massif. On dit que jusqu'à la fin du XVIe siècle on pouvait, en l'ouvrant, la voir assise sur un trône de cyprès et revêtue du costume impérial; mais des enfans jetèrent du feu par la petite fenêtre ouverte à la paroi postérieure du tombeau : le suaire s'enflamma, puis le trône, puis les panneaux de cyprès qui tapissaient l'intérieur; les moines appelés arrivèrent trop tard, et il ne resta à la lettre dans la tombe que des cendres. Les ossemens de Placidia parurent plus grands que ceux d'une femme ordinaire; mais ils n'ont pas été vus depuis, ayant alors été murés dans la tombe. A droite et à gauche, deux autres tombeaux analogues sont ceux de l'empereur Honorius, frère de Placidia, et de Constance, son mari. Celui de l'empereur est le seul des trois qui offre des traces de sculptures chrétiennes. Deux sépulcres plus petits sont auprès de la porte : les maîtres des enfans de Placidia y ont été déposés. On ne connaît pas d'autre lieu que celui-ci où des person-

(1) Demi-lunes.

nages impériaux d'Orient ou d'Occident reposent encore dans leur première sépulture.

Tout d'ailleurs à Ravenne nous fait revivre dans le bas-empire, et si de Saint-Nazaire on entre dans Saint-Vital, qui est tout proche, on se trouve dans un temple octogone bâti par saint Ecclésius sous le règne de Justinien. On a dit que cet édifice, plus que double du précédent, était une imitation de Sainte-Sophie; cependant quelques-uns lui contestent ce caractère byzantin, et Ferguson le place au rang des imitations maladroites du célèbre temple de *Minerva medica* à Rome. Il est plus certain que Charlemagne l'a pris pour modèle de la chapelle sépulcrale qu'il s'est construite à Aix-la-Chapelle. Huit arceaux décrivent un cercle à l'intérieur. Ils reposent sur des piliers et s'ouvrent au dehors sur des hémicycles à deux étages de légères colonnes, les unes venues de Byzance, les autres qu'on dit gothiques. Cette sorte de tour centrale est surmontée par un dôme ou par une voûte construite en poteries juxtaposées et conservée ainsi jusqu'à nous. A l'exception du beau marbre grec qui revêt certaines parties de murs, il ne faut point parler ici de décorations. Qui croirait que la coupole a été salie, il y a quelque cent ans, par d'infâmes guirlandes de roses dont on ne voudrait pas au foyer de l'Opéra? Mais il règne autour de la construction centrale une large galerie octogone par son enceinte extérieure, sur laquelle s'ouvrent le chœur et des chapelles auxiliaires. Ici se multiplient des ouvrages en mosaïque qu'on ne peut décrire et qui représentent quelquefois avec assez de naturel des scènes de l'Ancien-Testament, choisies comme symboles des mystères de la nouvelle alliance.

Cependant, quelque intérêt qui s'attache à ces œuvres antiques, ce sont des représentations symboliques, générales pour ainsi dire, reproduites sans de grandes différences en divers lieux, en temps divers, et dont les plus anciennes peuvent bien n'être encore que des imitations traditionnelles. Elles nous apprennent comment le siècle où elles sont nées concevait la religion dans l'art; elles ne nous font pas connaître ce temps lui-même. Il n'en est pas ainsi des deux tableaux historiques suspendus aux parois latérales de l'abside de Saint-Vital. D'un côté, le mosaïste a représenté, de grandeur naturelle, l'empereur Justinien entouré de sa cour et de ses gardes. Il porte des présens qu'il offre à l'église, et que vient recevoir saint Maximien et son clergé. En face, la même main sans doute a retracé l'impératrice; un vase précieux à la main, et suivie des dames de son palais, elle marche vers l'entrée d'une église qu'ouvre un chambellan en tirant devant elle un rideau brodé. Les costumes, reproduits avec soin dans leur magnificence et leur singularité, donnent à ces deux scènes la réalité historique. On ne doute pas de la vérité

du caractère des têtes, qui même doivent être des portraits. Ce sont des portraits à coup sûr que celles de Justinien et de Théodora. Les connaisseurs sont allés jusqu'à reconnaître à la tête du premier une physionomie vulgaire, et dans la figure de l'impératrice la trace des faiblesses et des désordres de sa vie. Pour moi, dans ses traits petits, fins et réguliers, je ne puis guère voir qu'une jolie figure qui n'arrive point à être belle; mais ces peintures intéressent à un tel point qu'on regarde à peine tout ce que contient encore cette église fort riche en objets curieux, comme le tombeau de l'exarque Isaac, deux bas-reliefs païens pudiquement mutilés, et un tabernacle de cuivre doré exécuté en forme de ciboire sur un dessin de Michel-Ange.

C'est rester encore dans la compagnie des premiers pasteurs de Ravenne que de monter l'escalier de marbre de l'archevêché actuel, qui n'a d'ailleurs rien d'un palais, et de traverser une salle où sont déposés d'antiques débris, pour entrer dans une chapelle conservée comme elle était au VIe siècle. Ce sont encore des mosaïques qui la recouvrent tout entière de leur vif éclat : sur un fond d'or, des oiseaux et des fleurs pour ornemens, puis des emblèmes sacrés, puis des images des apôtres et de Jésus-Christ, toujours avec cette jeunesse idéale, attribut que la peinture primitive aimait à lui donner. Ces mosaïques, regardées comme plus récentes que toutes celles que nous avons décrites, semblent porter l'empreinte d'un art moins avancé, mais c'est plutôt d'un art en décadence. L'art chrétien lui-même a longtemps décliné à mesure qu'il s'éloignait de l'antiquité païenne. On marchait alors vers les temps les plus misérables du moyen âge.

En sortant de Ravenne par la *Porta Serrata*, on côtoie le canal qui communique avec le port actuel (*Porto Corsini*), et l'on est sur la route du tombeau de Théodoric. De son palais, livré par Adrien Ier à Charlemagne, qui le dévasta, il ne reste qu'un pan de mur et de sculpture brisée incrusté dans les constructions qui l'ont remplacé. Quand vous passez auprès d'une des tours des anciens remparts, on vous montre une plaque portant une inscription. C'est en face qu'on a trouvé, en creusant le lit du canal, quelques ossemens et une armure assez riche, dorée même, ce me semble. Quelques indices ont persuadé que ce pouvaient être les restes et les armes d'Odoacre, enterré sans honneur non loin du lieu où il a péri, Odoacre, ce fondateur du premier royaume d'Italie, ce barbare que l'histoire présente comme équitable et clément, cet arien qui ne persécutait pas, un de ces conquérans qui pourraient être des libérateurs. Ces pensées, que les circonstances actuelles ramènent, occupaient peu les vieillards, les jeunes gens, les nombreuses femmes que nous ren-

contrions lourdement chargés de bois enlevé à la célèbre *pineta*. Cette forêt, qui ceint Ravenne du côté de la mer et se prolonge sur un développement de vingt-cinq milles, est la richesse de la ville et la ressource des pauvres. De longs et pesans fagots sont maintenus obliques sur la tête et le cou même des plus jeunes filles à l'aide d'une forte et longue branche qu'elles y tiennent implantée, et dont elles se servent pour alléger, pour déplacer leur fardeau, pour le soutenir en équilibre en prenant la terre pour point d'appui lorsqu'elles veulent s'arrêter et respirer un moment. Cette industrie pénible et rustique peuple et anime tous les chemins qui unissent la ville à sa ceinture de verts parasols. Tout en regardant la démarche laborieuse et légère quelquefois de ces porteuses de bois qu'on rencontre à chaque pas, on se trouve près d'une grosse tour qui s'élève dans une prairie à la gauche du chemin : c'est le tombeau de Théodoric. Il est dit que le roi goth en avait conçu l'idée en voyant à Rome le tombeau d'Adrien, aujourd'hui le château Saint-Ange. Les dimensions au moins sont fort différentes. Dans sa plus grande largeur, ce monument ne mesure pas 15 mètres. Sur une base décagonale s'élève en retraite une tour ronde, couronnée d'un dôme monolithe très surbaissé. Dans l'intérieur en forme de croix, un piédestal encore existant portait, dit-on, l'urne de porphyre qui renfermait les cendres du vainqueur d'Odoacre et du meurtrier de Boëce. C'est une forte et lourde bâtisse, mais assez imposante, et qui répond bien à l'idée de solidité impérissable qui semblait guider les anciens dans la construction des tombeaux. Il faudrait déblayer celui-ci pour lui rendre toute sa valeur. Tel qu'il est, c'est un monument qui tient bien sa place dans ce musée naturel que nous offre Ravenne.

Ces antiquités ont un attrait si puissant qu'il faut un certain effort pour s'en détacher et accorder un regard à la Ravenne des temps modernes. C'est peut-être la seule ville d'Italie où l'on se sente porté à peu regarder les tableaux. Il y a cependant une académie des beaux-arts à laquelle est jointe une bonne école. Là on peut remarquer deux *Christ* du Guide, dont un de profil vraiment expressif, puis un troisième que Daniel de Volterre a copié d'un croquis de Michel-Ange, un jeune apôtre par Tiarini, un *Saint Sébastien* par Romanelli, et enfin de bons tableaux de Luca Longhi. Une ville d'Italie a presque toujours un peintre à elle, qui est né ou qui a vécu dans ses murs, qu'elle estime, qu'elle célèbre, dont elle montre les ouvrages avec complaisance, et chez elle au moins elle les fait à bon droit admirer. Tels sont Tiarini à Bologne, le Moreto à Brescia, Beccafumi à Sienne, Longhi à Ravenne. Celui de ses ouvrages qui m'a le plus frappé est une *Noce de Cana* à fresque, pla-

cée, absolument comme la *Cène* de Léonard, dans le réfectoire des camaldules, dont l'ancien couvent sert aujourd'hui de collége. Il y a aussi dans la basilique modernisée de Sainte-Agathe un tableau de cette sainte entre sainte Cécile et sainte Catherine. Ce sont des têtes charmantes, peut-être même plus charmantes qu'elles ne devraient l'être, celle surtout de sainte Agathe, dont le martyre est représenté avec une vérité hideuse, et qui offre au ciel ce qu'elle vient de perdre par le fer, comme deux citrons sur un plateau. Mais laissons tout cela; autrement il faudrait retourner dans la cathédrale pour y admirer le tableau de *la Manne* du Guide. Il faudrait parler aussi de l'église de Saint-Romuald, de Sainte-Marie-du-Port, de l'hôtel de ville, de la maison de lord Byron et du tombeau de Dante.

Le nom des deux poètes est en effet une des illustrations de Ravenne. L'un banni y trouva un asile; l'autre, dans son exil volontaire, choisit longtemps pour séjour le lieu où tu reposes, *o gran padre Alighier* (1), et souvent, après avoir cherché sur ce poétique tombeau l'inspiration créatrice, il l'emportait avec lui sous les ombrages murmurans de la *pineta*. Là il la fixait dans sa pensée sous cette forme rhythmique qui seule lui donne la puissance et la durée, tout en courant à cheval dans les détours de cette immortelle forêt où, sur les ruines ensevelies de Césarée, il retrouvait le souvenir de Boccace et de Dryden (2). Tout ici a reçu l'empreinte de ses pas. Il y a chanté la mort de Gaston de Foix, il y a conduit son jeune don Juan. C'est à Ravenne qu'il a composé *Marino Faliero, les Deux Foscari*, d'autres poèmes encore; dans une église de la ville, on lit sur les tombeaux d'une chapelle tout aristocratique un nom mainte fois répété, qui n'a plus d'autre gloire que d'être uni au sien par la poésie elle-même, et l'on se rappelle alors sous quelle séduisante influence il a écrit cette *Prophétie de Dante* où respire, dans ses colères et ses douleurs, ce patriotisme italien que tout le monde voulait ressentir du temps qu'il paraissait manquer à l'Italie elle-même.

La maison de lord Byron n'est pas plus comfortable que romantique, et pour être remarquée, elle a grand besoin de la table de marbre et de l'inscription dont on l'a parée seulement depuis que l'Italie est libre. Quant à la niche en plâtre où l'on a caché les restes de Dante, c'est une chapelle de madone de grande route, et *more neat than solemn* (3); elle doit tout au souvenir qu'elle

(1) Alfieri.

(2) Boccace y a placé la scène d'une de ses nouvelles, d'où Dryden a tiré *Theodore and Honoria*.

(3) Byron.

rappelle, et n'a d'excellent que les intentions de ceux qui l'ont élevée.

Ne soyons pas injuste en effet, et louons la vieille cité de Ravenne d'avoir jadis donné un sûr asile aux restes du poète, poursuivi mort comme il l'avait été vivant. « Les Cerchi et tous leurs partisans de la faction des blancs, parmi lesquels se trouvait le poète Dante, furent exilés, leurs biens confisqués et leurs maisons démolies (1302). » Voilà avec quel sang-froid Machiavel nous dit que Florence, *cette mère de peu d'amour* (1), proscrivit celui qui devait être un jour sa plus grande gloire. On sait que, dans ce long exil, Dante eut pour hôtes protecteurs les La Scala de Vérone et les Polenta de Ravenne. Depuis 1275, ceux-ci y régnaient.

Ravenna sta com' è stata molt' anni
L'aquila da Polenta là si cova.

Dante mourut sous leur patronage le 14 septembre 1321, et fut enseveli à San-Francesco; mais quand plus tard Guido de Polenta fut expulsé, Ravenne eut peine à défendre le tombeau du proscrit contre la haine des Florentins et l'excommunication du pape. Elle le sauva cependant, et plus d'un siècle après le podestat Bembo, lieutenant de la république de Venise, transporta les restes de Dante dans le mausolée où ils reposent. Deux cardinaux, au XVIIe et au XVIIIe siècle, faisant réparation pour Rome à la mémoire du poète, restaurèrent le monument, qui honore plus leurs bons sentimens que leur bon goût. Les imprécations de lord Byron contre *Florence ingrate* font l'honneur de Ravenne; mais Dante lui-même avait d'avance payé d'un plus grand prix l'hospitalité des Polenta. Sous leur gouvernement, les Malatesta, maîtres de Rimini, avaient souvent porté sur le territoire de Ravenne la guerre et le pillage. Pour apaiser la querelle, un mariage unit la fille de Guido à Gianciotto Malatesta, et cette fille était Françoise de Rimini. Dante savait-il qu'en la plaçant dans un lieu terrible (2), il lui donnait une immortalité que plus d'un cœur de femme peut-être achèterait au même prix?

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Parvi mater amoris.*

(2) Intesi ch' a cosi fatto tormento
Sono dannati i peccator carnai.

LE FOU YÉGOF

ÉPISODE DE L'INVASION

DEUXIÈME PARTIE.

IX.

On peut se figurer l'animation, les allées et les venues des domestiques, les cris d'enthousiasme de tout le monde, le cliquetis des verres et des fourchettes, la joie peinte sur toutes les figures, lorsque Jean-Claude, le docteur Lorquin, les Materne, et tous ceux qui avaient suivi la voiture de Catherine, furent installés dans la grande salle de la ferme du Bois-de-Chênes (1). La cuisine flamboyait depuis le matin; on retirait du four de nombreuses miches de pain, dont la bonne odeur remplissait toute la maison. — Dépêchez-vous, mes enfans, s'écriait Catherine Lefèvre; il faut que la troisième fournée soit prête lorsque ceux de la Sarre arriveront. Cela fera six livres de pain par homme.

Les verres s'entrechoquaient, et l'on se remettait à causer de combats, d'attaques, de retranchemens. Chacun se sentait animé d'une confiance invincible, chacun se disait : Tout ira bien! Mais le ciel leur réservait encore une grande satisfaction en ce jour, surtout à Louise et à la mère Lefèvre. Vers midi, comme un beau rayon de soleil d'hiver blanchissait la neige et faisait fondre le givre des vitres, et que le grand coq rouge, la tête hors du poulailler, lançait son cri de triomphe dans les échos du Valtin en battant de

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre dernier.

l'aile, tout à coup le chien de garde, le vieux Johan, tout édenté et presque aveugle, se mit à pousser des aboiemens si joyeux et si plaintifs à la fois que tout le monde prêta l'oreille. Catherine s'écria tout émue : — Depuis le départ de mon garçon, Johan n'a pas aboyé comme ça. — Dans le même instant, des pas rapides traversaient la cour, et Louise, s'élançant vers la porte, criait : — C'est lui!... c'est lui!

Et presque aussitôt une main cherchait la clanche en frémissant, la porte s'ouvrait, et un soldat paraissait sur le seuil, mais un soldat si sec, si hâlé, si décharné, sa vieille capote grise à boutons d'étain si râpée, ses hautes guêtres de toile si déchirées, que tous les assistans furent consternés. Il ne semblait pouvoir faire un pas de plus, et posa lentement la crosse de son fusil à terre. Il regardait dans la cuisine, tout pâle sous les couches brunes de ses joues; ses moustaches rousses tremblaient : on eût dit un de ces grands éperviers maigres que la famine pousse en hiver jusqu'à la porte des étables. Il regardait, ses yeux creux remplis de larmes, sans pouvoir avancer ni dire un mot.

— Gaspard, mon enfant, c'est toi!

— Oui, ma mère, répondit le soldat tout bas, comme suffoqué.

Et Louise se prit à sangloter, tandis que dans la grande salle s'élevait comme un bruit de tonnerre. Tous les amis accouraient, maître Jean-Claude en tête, criant : — Gaspard, Gaspard Lefèvre!

En arrivant, ils virent Gaspard et sa mère qui s'embrassaient. Cette femme si courageuse pleurait à chaudes larmes. Le vieux Duchêne, son bonnet de coton à la main, près du feu, bégayait : — Seigneur Dieu! est-ce possible?... Mon pauvre enfant! comme le voilà fait! — Il avait élevé Gaspard, et se le représentait toujours, depuis son départ, frais et joufflu, dans un bel uniforme à paremens rouges. Cela dérangeait toutes ses idées de le voir autrement.

En ce moment, Hullin éleva la voix. — Et nous autres, Gaspard, dit-il, nous tous, tes vieux amis, tu veux donc nous laisser en friche?

Alors le brave garçon se retourna, et ce ne fut qu'un cri d'enthousiasme : — Hullin! Le docteur Lorquin! Materne! Frantz!... Tous, tous... Ils sont tous là! — Puis les embrassades recommencèrent, mais cette fois plus joyeuses, avec des éclats de rire et des poignées de main qui n'en finissaient plus. On se regardait dans le blanc des yeux, la figure épanouie; on s'entraînait bras dessus, bras dessous, dans la salle, et la mère Catherine avec le sac, Louise avec le fusil, Duchêne avec le grand shako, suivaient riant, s'essuyant les yeux et les joues. On n'avait jamais rien vu de pareil. Tous les gens de la ferme, rangés en demi-cercle, regardaient Gaspard avec une sorte d'admiration extatique; Louise remplissait son verre; la mère Lefèvre, assise près du fourneau, visitait son sac, et, n'y trou-

vant que deux vieilles chemises toutes noires, avec des trous gros comme le poing, des souliers éculés, de la cire à giberne, un peigne à trois dents et une bouteille vide, elle levait les mains au ciel et se dépêchait d'ouvrir l'armoire au linge en murmurant : — Seigneur! faut-il s'étonner si tant de monde périt de misère!

— Mais par quel hasard es-tu ici? demanda tout à coup Hullin, devenu rêveur.

— Je ne suis pas un déserteur! dit Gaspard en souriant.

Et il tira de son sac un papier où étaient écrites ces deux lignes : « Permission de vingt-quatre heures au grenadier Gaspard Lefèvre de la deuxième du premier. Cejourd'hui 3 janvier 1814. Gémeau, chef de bataillon. »

Toute la bonne humeur de Jean-Claude lui revint sur-le-champ : — Voyez-vous, mes enfans, dit-il, je connais l'amour... C'est très beau... et c'est très mauvais,... mais c'est mauvais particulièrement pour les jeunes soldats qui s'approchent trop de leur village après une campagne,... ils sont capables de s'oublier jusqu'à revenir avec deux ou trois gendarmes à leurs trousses... Enfin, puisque tout est en ordre, buvons un verre de *rikevir*... Qu'en pensez-vous, Catherine? Ceux de la Sarre peuvent arriver d'un instant à l'autre, et nous n'avons pas de temps à perdre.

— Vous avez raison, Jean-Claude, répondit la vieille fermière. Annette, descends à la cave; apporte trois bouteilles du petit cellier.

La servante sortit en courant.

— Mais cette permission, Gaspard, reprit Catherine, depuis combien de temps dure-t-elle?

— Je l'ai reçue hier à huit heures du soir à Vasselonne, ma mère. Le régiment a passé le Rhin à Huningue, il est en retraite sur la Lorraine; je dois rejoindre ce soir à Phalsbourg.

— C'est bien, tu as encore sept heures devant toi; il n'en faudra pas plus de six pour arriver, quoiqu'il y ait beaucoup de neige au Foxthal.

La brave femme vint se rasseoir près de son fils, le cœur gros; elle ne pouvait cacher son trouble. Tout le monde était ému. Louise, le bras sur la vieille épaulette râpée de Gaspard, la joue sur son oreille, sanglotait. Hullin vidait les cendres de sa pipe au bord de la table, les sourcils froncés, sans rien dire; mais quand les bouteilles arrivèrent et qu'on les eut débouchées : — Allons, Louise! s'écria-t-il, du courage! Tout cela ne peut durer longtemps; Gaspard reviendra, et nous ferons la noce.

On but d'un air mélancolique; mais le vieux *rikevir*, entrant dans l'âme de ces braves gens, ne tarda point à les ranimer. Gaspard, plus ferme qu'il ne l'avait paru d'abord, se mit à raconter les terribles affaires de Bautzen, de Lutzen, de Leipzig et de Hanau, où les

conscrits s'étaient battus comme des anciens, remportant victoire sur victoire, jusqu'à ce que les traîtres se missent de la partie. Tout le monde l'écoutait en silence. Louise, dans les momens de grand danger, au passage des rivières sous le feu de l'ennemi, ou de l'enlèvement d'une batterie à la baïonnette, lui serrait le bras comme pour le défendre. Les yeux de Jean-Claude étincelaient, le docteur demandait chaque fois la position de l'ambulance, Materne et ses garçons allongeaient le cou, leurs grosses mâchoires rousses serrées, et, le vieux vin aidant, l'enthousiasme grandissait de minute en minute : — Ah ! les brigands !... Gare ! gare !... tout n'est pas fini !

En ce moment, Lagarmitte, grave et solennel dans sa grande jaquette de toile grise, son large feutre noir sur les boucles blanches de ses cheveux, et sa longue trompe d'écorce sur l'épaule, parut à l'entrée de la salle, disant : — Ceux de la Sarre arrivent !

Alors toute cette exaltation disparut, et l'on se leva en songeant à la lutte terrible qui bientôt allait s'engager dans la montagne. Louise, jetant ses bras au cou de Gaspard, s'écria : — Gaspard, reste avec nous !...

Il devint tout pâle. — Je suis soldat, dit-il, je m'appelle Gaspard Lefèvre, je t'aime mille fois plus que ma propre vie ; mais un Lefèvre ne connaît que son devoir.

— A la bonne heure, s'écria Hullin, tu viens de parler comme un homme !

Sa mère s'avança d'un air calme pour lui boucler le sac sur les épaules. Elle fit cela les sourcils froncés, les lèvres serrées sous son grand nez crochu, sans pousser un soupir ; mais deux grosses larmes suivaient lentement les rides de ses joues. Ils se donnèrent les embrassades d'adieu avec calme. Hullin tenait le fusil, Catherine agita la main comme pour dire : Va ! va ! c'est assez ! Et lui, tout à coup saisissant son arme, s'éloigna d'un pas ferme et sans tourner la tête. De l'autre côté, ceux de la Sarre, avec leurs pioches et leurs haches, grimpaient à la file le sentier du Valtin. On entendait les voix lointaines des arrivans, qui riaient entre eux et marchaient à la guerre comme on court à la noce.

Tandis que Hullin, à la tête des montagnards, prenait ses mesures pour la défense, le fou Yégof, ce malheureux couronné de fer-blanc, la poitrine ouverte à tous les vents, les pieds nus, insensible au froid comme le reptile dans sa prison de glace, errait de montagne en montagne au milieu des neiges. D'où vient que l'insensé résiste aux atteintes les plus âpres de la température, alors que l'être intelligent y succombe ? Est-ce une concentration plus puissante de la vie, une circulation plus rapide du sang, un état de fièvre continu ? Est-ce l'effet de la surexcitation des sens, ou toute autre cause ignorée ?... Yégof allait donc au hasard, et la nuit venait, le froid redoublait. Le

renard claquait des dents à la poursuite d'un gibier invisible; la buse affamée retombait les serres vides sur les broussailles, en jetant un cri de détresse. Quant à lui, son corbeau sur l'épaule, gesticulant, parlant comme en rêve, il marchait, marchait toujours, du Holderloch à Trielfels, de Trielfels au Blutfeld.

Or en cette nuit le vieux pâtre Robin, de la ferme du Bois-de-Chênes, devait être témoin du plus étrange et du plus épouvantable spectacle. Quelques jours auparavant, surpris par les premières neiges au fond du Blutfeld, il avait laissé là sa charrette pour reconduire son troupeau à la ferme; mais, s'étant aperçu qu'il avait oublié sa peau de mouton dans la guérite ambulante, il s'était mis en route, vers quatre heures du soir, pour aller la chercher.

Le Blutfeld, situé entre le Schnéeberg et le Grosmann, est une gorge étroite bordée de rochers à pic. Un filet d'eau y serpente été comme hiver à l'ombre de hautes broussailles, et dans le fond s'étend un grand pâturage tout parsemé de larges pierres grises. On descend rarement dans ce défilé, car le Blutfeld a quelque chose de sinistre, surtout au clair de lune d'hiver. Les gens instruits du pays, le maître d'école du Dagsberg, celui de Hazlach, disent qu'en cet endroit s'est livrée la grande bataille des Triboques contre les Germains, lesquels voulaient pénétrer dans les Gaules, sous la conduite d'un chef nommé Luitprandt. Ils disent que les Triboques, des cimes d'alentour, précipitant sur leurs ennemis des masses de rochers, les broyèrent là dedans comme dans un mortier, et que de ce grand carnage la gorge a conservé le nom de *Blutfeld* (champ du sang). On y trouve des pots cassés, des fers de lance rouillés, des morceaux de casques et des épées longues de deux aunes en forme de croix. La nuit, lorsque la lune éclaire ce champ et ces grosses pierres couvertes de neige, lorsque la bise souffle, agitant les buissons glacés comme des cymbales, il semble qu'on entend le grand cri des Germains au moment de la surprise, les pleurs des femmes, le hennissement des chevaux, le roulement immense des chariots dans le défilé, car il paraît que ces gens conduisaient dans leurs voitures couvertes de peaux femmes, enfans, vieillards, et tout ce qu'ils possédaient en or, en argent, en meubles, comme les Allemands qui partent pour l'Amérique. Les Triboques ne se lassèrent point de les massacrer pendant deux jours, et le troisième ils remontèrent au Donon, au Schnéeberg, au Grosmann, au Giromani, au Hengst, leurs larges épaules courbées sous le butin.

Robin n'arriva qu'à la nuit close, au lever de la lune. Le brave homme était descendu cent fois dans le Blutfeld, mais il ne l'avait jamais vu si vivement éclairé par la lune et si morne. De loin, sa charrette blanche, au fond de la gorge, produisait l'effet d'une de ces grosses pierres couvertes de neige, sous lesquelles on avait en-

terré les Germains. Elle était à l'entrée du défilé, derrière un grand massif de broussailles; le petit torrent murmurait et se répandait en flèches d'eau brillantes comme des glaives.

Arrivé là, le pâtre se mit à chercher la clé du cadenas; puis, ayant ouvert sa guérite et se traînant sur les mains et les genoux, il retrouva fort heureusement sa casaque, ses ciseaux et même un vieux fer de houlette auquel il ne pensait plus; mais qu'on juge de sa surprise lorsqu'en se retournant pour sortir, il vit le fou Yégof apparaître au détour du sentier et s'avancer droit à lui sous les vifs rayons de la lune! Il se rappela tout de suite l'histoire terrible de la cuisine du Bois-de-Chênes, et il eut peur. Ce fut bien autre chose lorsque derrière le fou, à quinze ou vingt pas, débouchèrent à leur tour cinq loups gris, deux grands et trois petits. Ces loups suivaient Yégof pas à pas, et Yégof ne semblait pas les voir. Son corbeau voltigeait, allant de la pleine lumière dans l'ombre des rochers, puis revenant; les loups, les yeux brillans, leurs naseaux pointus en l'air, flairaient; Yégof levait son sceptre.

Le pâtre se hâta de fermer la porte de sa guérite; mais le fou ne le vit pas. Il continua de s'avancer majestueusement. Arrivé au milieu de la gorge, Yégof s'assit sur une pierre, et les cinq loups, tout autour de lui, le nez en l'air, s'assirent dans la neige. Alors, chose vraiment terrible, Yégof, levant son sceptre, leur fit un discours en les appelant par leurs noms. Les loups lui répondaient par des cris lugubres. Or voici ce qu'il leur disait : — Hé! Child, Bléed, Merweg, et toi, Sirimar, mon vieux, nous voilà donc encore une fois ensemble!... Vous êtes revenus gras... Il y a eu bonne chère en Allemagne, hé? — Puis, montrant la gorge blanche : — Vous rappelez-vous la grande bataille?

L'un des loups se mit à hurler lentement d'une voix plaintive et traînante, puis un autre, puis tous les cinq ensemble. Cela dura bien dix minutes. Le corbeau, perché sur la branche desséchée d'un chêne, ne bougeait pas. Robin aurait voulu fuir : il priait, priait, invoquant tous les saints, et surtout son patron, pour lequel les pâtres de la montagne ont la plus grande vénération; mais les loups hurlaient toujours, et tous les échos du Blutfeld avec eux. A la fin, l'un, le plus vieux, se tut, puis un autre, puis tous, et Yégof reprit : — Oui, oui, c'est une triste histoire. Oh! regardez. Voici la rivière où coulait notre sang! C'est égal, Merweg, c'est égal, les autres ont aussi laissé de leurs os dans la bruyère, et la lune a vu durant trois nuits leurs femmes s'arracher les cheveux! Oh! la terrible journée! Oh! les chiens ont-ils été fiers de leur grande victoire! Qu'ils soient maudits, maudits!

Yégof avait jeté sa couronne à terre; il la ramassa en gémissant. Les loups, toujours assis, l'écoutaient comme des personnes atten-

tives. Le plus grand se mit à hurler, et le fou lui répondit : — Tu as faim, Sirimar? Réjouis-toi, réjouis-toi, la chair ne manquera pas longtemps. Les nôtres arrivent. On va recommencer la bataille. — Puis il se leva, et toute la bande le suivit vers Hazlach. A son tour, le corbeau, jetant un cri rauque, déploya ses ailes et prit son vol dans l'azur pâle.

Robin écouta longtemps encore les hurlemens, qui s'éloignaient; Ils avaient complétement cessé depuis plus de vingt minutes, et le silence de l'hiver régnait seul dans l'espace, lorsque le brave homme se sentit assez rassuré pour sortir de sa guérite et reprendre en courant le chemin de la ferme. En arrivant au Bois-de-Chênes, il trouva la ferme tout agitée. On était en train d'abattre un bœuf pour la troupe du Donon. Hullin, le docteur et Louise étaient partis avec ceux de la Sarre. Catherine Lefèvre faisait charger sa grande voiture à quatre chevaux de pain, de viande et d'eau-de-vie. On allait, on courait. Tout le monde prêtait la main aux préparatifs.

Robin ne put rien raconter à personne de ce qu'il avait vu. D'ailleurs cela lui paraissait à lui-même tellement incroyable, qu'il n'osait en ouvrir la bouche. Lorsqu'il fut couché dans sa crèche, au milieu de l'étable, il finit par se dire que Yégof avait sans doute apprivoisé jadis une nichée de loups, et qu'il parlait de ses folies avec eux comme on parle quelquefois à son chien; mais il lui resta toujours de cette rencontre une crainte superstitieuse, et même dans l'âge le plus avancé le brave homme ne parla jamais de ces choses qu'en frémissant.

X.

Tout ce que Hullin avait ordonné s'était accompli; les défilés de la Zorne et de la Sarre étaient gardés solidement; celui du Blanru, point extrême de la position, avait été mis en état de défense par Hullin lui-même et les trois cents hommes qui formaient sa force principale. C'est là, sur le versant oriental du Donon, à deux kilomètres de Grandfontaine, qu'il faut nous porter pour attendre les événemens. Au-dessus de la grande route, qui longe la côte en écharpe jusqu'aux deux tiers de la cime, on remarquait alors une ferme entourée de quelques arpens de terre cultivée, la métairie de Pelsly l'anabaptiste, une large construction à toiture plate qui défiait de la sorte les grands courans d'air. Les étables et la basse-cour s'étendaient plus loin vers le sommet de la montagne.

Les partisans bivaquaient aux alentours; à leurs pieds se découvraient l'immense vallée de la Bruche, Grandfontaine et Framont au-dessous, à une portée de canon, Schirmeck au tournant de la vallée et son vieux pan de ruines féodales. Enfin, dans les ondula-

tions de la chaîne, la rivière s'éloignait en zigzag sous les brumes grisâtres de l'Alsace. A leur gauche montait la cime aride du Donon, semée de rochers et de quelques sapins rabougris. Devant eux se trouvaient la route effondrée, les talus écroulés sur la neige, de grands arbres jetés à la traverse avec toutes leurs branches. La neige fondante laissait paraître la glèbe jaune de loin en loin; ailleurs elle formait de grosses vagues creusées par la bise.

Les feux éparpillés autour de la métairie, envoyant au ciel leurs bouffées de fumée humide, indiquaient seuls l'emplacement du bivac. Les montagnards étaient assis autour de leurs marmites, le feutre rabattu sur la nuque, le fusil en bandoulière. Dans un de ces groupes, les jambes repliées, le dos arrondi, la pipe aux lèvres, se trouvaient le vieux Materne et ses deux garçons. De temps en temps Louise apparaissait sur le seuil de la ferme, puis elle rentrait se remettre à l'ouvrage. Un grand coq grattait le fumier, chantant d'une voix enrouée; deux ou trois poules se promenaient le long des broussailles. Tout cela réjouissait l'âme; mais la grande consolation des partisans était de contempler de magnifiques quartiers de lard aux côtes blanches et rouges embrochés dans des piquets de bois vert, fondant leur graisse goutte à goutte sur la braise, et d'aller remplir leurs cruches à une petite tonne d'eau-de-vie posée sur la charrette de Catherine Lefèvre.

Vers sept heures du matin, un homme se montra subitement entre le grand et le petit Donon; les sentinelles le découvrirent aussitôt; il descendait en agitant son feutre. Au bout de quelques minutes, on reconnut Nickel Bentz, l'ancien garde forestier de La Houpe. Tout le camp fut en éveil. On courut avertir Hullin, qui dormait depuis une heure dans la métairie, sur une grande paillasse, côte à côte avec le docteur Lorquin et son chien Pluton. Ils sortirent tous les trois, accompagnés du vieux pâtre Lagarmitte, qu'on avait nommé trompette, et de l'anabaptiste Pelsly, homme grave, les mains enfoncées jusqu'aux coudes dans les poches de sa tunique de laine grise garnie d'agrafes de laiton, un large collier de barbe autour des mâchoires, et la houppe de son bonnet de coton au milieu du dos. Jean-Claude semblait joyeux.

— Eh bien! Nickel, que se passe-t-il là-bas? s'écria-t-il.

— Jusqu'à présent, rien de nouveau, maître Jean-Claude; seulement, du côté de Lutzelstein et de Bitche, on entend gronder comme un orage... Labarbe dit que c'est le canon, car toute la nuit on voyait passer comme des éclairs sur le Burgerwald, et depuis ce matin des nuages gris s'étendent sur l'Alsace.

— Lichtenberg et Lutzelstein sont attaqués, dit Hullin, mais du côté de Phalsbourg?

— On n'entend rien, répondit Bentz.

— Alors c'est que l'ennemi essaiera de tourner la place par le Graufthâl. Dans tous les cas, les alliés sont là-bas. Il doit y avoir terriblement de monde en Alsace.

Puis, se tournant vers Materne, debout derrière lui : — Nous ne pouvons plus rester dans l'incertitude, dit-il; tu vas partir avec tes deux fils en reconnaissance.

La figure du vieux chasseur s'éclaira. — A la bonne heure dit-il, je vais donc pouvoir me dégourdir un peu les jambes et tâcher de décrocher un Autrichien ou un Cosaque.

— Un instant, mon vieux; il ne s'agit pas ici de décrocher quelqu'un,... il s'agit de voir ce qui se passe. Frantz et Kasper resteront armés; mais toi, je te connais, tu vas laisser ici ta carabine, ta corne à poudre et ton couteau de chasse.

— Pourquoi cela?

— Parce qu'il faut entrer dans les villages, et que si l'on te prenait armé, tu serais fusillé tout de suite.

— Fusillé?

— Sans doute... Nous ne sommes pas des troupes régulières... On ne nous fait pas prisonniers, on nous fusille. Tu suivras donc la route de Schirmeck un bâton à la main, et tes fils t'accompagneront de loin dans les taillis, à demi-portée de carabine. Si quelques maraudeurs t'attaquent, ils viendront à ton secours; mais si c'est une colonne, un peloton, ils te laisseront prendre.

— Ils me laisseront prendre! s'écria le vieux chasseur indigné; je voudrais bien voir ça!

— Oui, Materne, et ce sera le plus simple, car un homme désarmé, on le relâche,... un homme armé, on le fusille. Je n'ai pas besoin de te dire qu'il ne faut pas chanter aux Autrichiens que tu viens les espionner.

— Ah! ah! je comprends. Oui, oui, ce n'est pas mal vu... Moi, je ne quitte jamais ma carabine, Jean-Claude, mais à la guerre comme à la guerre! Tiens, la voilà ma carabine, et ma corne, et mon couteau. Qui me prête une blouse et un bâton?

Nickel Bentz lui donna son sarrau bleu. Lorsqu'il eut changé d'habits, malgré ses grosses moustaches grises, on aurait pris le vieux chasseur pour un simple paysan de la haute montagne. Ses deux garçons, tout fiers d'être de cette première expédition, vérifiaient l'amorce de leur carabine et mettaient au bout du canon la baïonnette du sanglier, droite et longue comme une épée; ils tâtaient leur couteau de chasse, poussaient la gibecière d'un mouvement d'épaules sur leurs reins, et, s'assurant que tout se trouvait bien en ordre, promenaient autour d'eux des regards étincelans. Ils descendirent bientôt vers le petit sentier qui coupe la droite de la montagne. Les partisans les suivaient du regard. Leurs grands cheveux roux fri-

sés, leurs longues jambes sèches, leurs larges épaules, leurs mouvemens souples, rapides, tout annonçait qu'en cas de rencontre cinq ou six *kaiserlicks* n'auraient pas beau jeu contre de pareils gaillards. Au bout d'un quart d'heure, ils tournèrent la sapinière et disparurent. Alors Hullin rentra tranquillement à la ferme en causant avec Nickel Bentz et le docteur. Les autres allèrent reprendre leurs places autour des feux de bivac.

Materne et ses deux garçons marchèrent longtemps en silence; le pâle soleil d'hiver brillait sur la neige sans parvenir à la fondre, le sol restait ferme et sonore. Au loin, dans la vallée, se dessinaient avec une netteté surprenante les flèches des sapins, la pointe rougeâtre des rochers, les toits des hameaux avec leurs stalactites de glace, les petites fenêtres scintillantes et les pignons aigus. Les gens se promenaient dans la rue de Grandfontaine; des jeunes filles étaient réunies autour du lavoir, quelques vieillards en bonnet de coton fumaient leur pipe sur le seuil de leurs maisonnettes. Tout ce petit monde, au fond de l'étendue bleuâtre, allait, venait et vivait sans qu'un souffle, un soupir parvînt à l'oreille des forestiers.

Le vieux chasseur fit halte à la lisière du bois et dit à ses fils :

— Je vais descendre au village, chez Dubreuil, l'aubergiste de *la Pomme de Pin*. Il leur désignait de son bâton une longue bâtisse blanche, les fenêtres et la porte entourées d'une bordure jaune, et une branche de pin suspendue à la muraille en guise d'enseigne. — Vous m'attendrez ici; s'il n'y a pas de danger, je me montrerai sur le seuil et je lèverai mon chapeau; vous pourrez alors venir prendre un verre de vin avec moi.

Il descendit aussitôt la côte neigeuse jusqu'aux petits jardins échelonnés au-dessus de Grandfontaine, ce qui dura bien dix minutes, puis il prit entre deux sillons, gagna la prairie, traversa la petite place du village, et ses deux garçons, l'arme au pied, le virent entrer à l'auberge. Quelques instans après, il reparut sur le seuil et leva son chapeau, ce qui leur fit plaisir.

Au bout d'un quart d'heure, ils avaient rejoint leur père dans la grande salle de *la Pomme de Pin*, une pièce basse chauffée par un grand fourneau de fonte bleui à la mine de plomb, le plancher sablé et les longues tables de sapin bien recurées. Sauf l'aubergiste Dubreuil, le plus gras des cabaretiers des Vosges, dont le triple menton retombait en cascade sur son col rabattu à la Colin, sauf ce curieux personnage, assis dans un grand fauteuil de cuir près du fourneau, Materne se trouvait seul. Il venait de remplir les verres; la vieille horloge sonnait neuf heures, et le coq de bois battait de l'aile avec un grincement bizarre.

— Salut, père Dubreuil! dirent les deux garçons d'une voix rude.

— Bonjour, mes braves, répondit l'aubergiste en grimaçant un sourire; puis d'une voix grasse il demanda : — Rien de neuf?

— Ma foi, non! dit Kasper; voici l'hiver, le temps du sanglier.

Tous deux alors, posant leur carabine dans l'angle de la fenêtre, à portée de la main, s'assirent en face de leur père, qui tenait le haut bout de la table. En même temps ils burent en disant : A notre santé! ce qu'ils avaient toujours soin de faire.

— Ainsi, dit Materne en se retournant vers le gros homme comme pour reprendre la suite d'une conversation interrompue, vous pensez, père Dubreuil, que nous n'aurons rien à craindre au bois des Baronies, et que nous pourrons chasser tranquillement le sanglier.

— Oh! pour ça, je n'en sais rien! s'écria l'aubergiste; seulement jusqu'à présent les alliés n'ont pas encore dépassé Mutzig, et puis ils ne font de mal à personne : ils reçoivent tous les gens de bonne volonté pour combattre l'usurpateur.

— L'usurpateur! Qu'est-ce donc?

— Hé! Napoléon Bonaparte,... l'usurpateur,... c'est connu... Regardez un peu au mur.

Il leur désignait une grande pancarte de papier collée à la muraille, près de l'horloge. — Regardez cela, et vous verrez que les Autrichiens sont nos véritables amis.

Les sourcils du vieux Materne se rapprochèrent; mais, réprimant aussitôt ce tressaillement : — Bah! fit-il; mais je ne sais pas lire.

Alors le vieux cabaretier, appuyant ses deux grosses mains rouges et replètes aux bras de son fauteuil, se leva en soufflant comme un veau, et alla se poser devant la pancarte, les bras croisés sur sa croupe énorme; puis d'un ton majestueux il lut une proclamation des souverains alliés, déclarant qu'ils faisaient la guerre à Napoléon en personne et non pas à la France, en conséquence de quoi tout le monde devait se tenir tranquille, sous peine d'être brûlé, pillé et fusillé. Les trois chasseurs écoutaient en se regardant d'un œil étrange.

— Et d'où tenez-vous cela? demanda Kasper.

— Mon garçon, c'est affiché partout.

— Eh bien! ça nous fait plaisir, dit Materne en posant la main sur le bras de Frantz, qui se levait les yeux étincelans. Tu veux du feu, Frantz, voici mon briquet.

Frantz se rassit, et le vieux reprit doucement : — Et nos bons amis les Autrichiens ne prennent rien à personne?

— Tous les gens tranquilles n'ont rien à craindre; mais ceux qui se lèvent, on leur prend tout, et c'est juste : il ne faut pas que les bons pâtissent pour les mauvais. Ainsi, vous par exemple, au lieu de vous faire du mal, on vous recevrait très bien au quartier-général des alliés. Vous connaissez le pays, vous serviriez de guides, et l'on vous paierait grassement.

Il y eut un instant de silence; les trois chasseurs se regardèrent de nouveau; le père avait étendu les mains sur la table tout au large, comme pour recommander le calme à ses fils. Il se leva. — Il est temps de se remettre en route, dit-il d'un ton bref. A deux heures, il faut être au bois, et nous sommes là tranquillement à causer comme des pies. Au revoir, père Dubreuil!

— Réfléchissez bien à ce que je vous ai dit, leur cria l'aubergiste de son fauteuil.

Les trois montagnards se retournèrent les lèvres frémissantes; mais le vieux Materne retint ses fils et les entraîna. Au bout du village, en face de la vieille croix, tout près de l'église, ils firent halte, et Materne, montrant le sentier qui tourne autour de Framont dans les bruyères, dit à ses fils : — Vous allez prendre ce chemin-là; moi, je suis la route jusqu'à Schirmeck. Je n'irai pas trop vite pour vous laisser le temps d'arriver en même temps que moi.

Ils se séparèrent, et le vieux chasseur, tout pensif, la tête inclinée, marcha en proie à son indignation contre le gros aubergiste qui lui avait conseillé de trahir le pays. Tout en rêvant à ces choses, Materne rencontrait de temps en temps des troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres qu'on menait dans la montagne. Il y en avait qui venaient de Wisch, d'Urmatt et même de Mutzig; les pauvres bêtes n'en pouvaient plus. — Où diable courez-vous? criait le vieux chasseur aux pâtres mélancoliques; vous n'avez donc pas confiance dans la proclamation des Russes et des Autrichiens, vous autres? Ces gens passaient sans répondre d'un air de mauvaise humeur.

Plus Materne avançait, plus le nombre des troupeaux devenait grand : il n'y avait plus seulement des troupeaux de bétail beuglant, mugissant, mais encore de longues bandes d'oies criant, nasillant, se traînant sur le ventre tout le long du chemin, les ailes levées, les pattes à demi gelées... Cela faisait pitié. En approchant de Schirmeck, c'était bien pis encore; les gens se sauvaient en masse avec leurs grandes voitures chargées de tonneaux, de viandes fumées, de meubles, de femmes et d'enfans, frappant les chevaux à les faire périr sur place, et disant d'une voix lamentable : — Nous sommes perdus, les Cosaques arrivent! — Ce cri : les Cosaques! les Cosaques! passait d'un bout de la route à l'autre comme un coup de vent; les femmes se retournaient bouche béante, et les enfans se dressaient sur les voitures pour voir de plus loin.

A l'embranchement du Fond-des-Saules, tout près de Schirmeck, Kasper et Frantz rejoignirent leur père, et tous trois entrèrent au bouchon de *la Clé d'Or*, que tenait la veuve Faltaux, à droite de la route, au premier tiers de la côte. La pauvre femme et ses deux filles regardaient d'une fenêtre la grande émigration en joignant les mains. En effet, le tumulte grandissait de seconde en seconde; le

bétail, les voitures et les gens semblaient vouloir passer sur le dos les uns des autres. On ne se possédait plus, on hurlait, on frappait pour avoir de la place. Materne, poussant la porte et voyant les femmes plus mortes que vives, pâles, échevelées, leur cria, frappant de son bâton sur le plancher : — Hé! la mère, devenez-vous folle? Comment, vous qui devez le bon exemple à vos filles, vous perdez tout courage! C'est honteux!

Alors la vieille, se retournant, répondit d'une voix lamentable : — Ah! mon pauvre Materne, si vous saviez! si vous saviez!

— Eh bien! quoi? L'ennemi arrive; il ne vous mangera pas.

— Non, mais il dévore tout sans miséricorde. La vieille Ursule de Schlestadt, arrivée hier soir, dit que les Autrichiens ne veulent que des *knöepfe* et des *noudel*, les Russes du *schnaps*, les Prussiens et les Bavarois de la choucroûte. Et quand on les a bourrés de tout cela jusqu'à la gorge, ils crient encore la bouche pleine : *Schokolate! schokolate* (1)! Mon Dieu! mon Dieu! comment nourrir tous ces gens?

— Je sais bien que c'est difficile, dit le vieux chasseur, les geais n'ont jamais assez de fromage blanc; mais d'abord où sont-ils, ces Cosaques, ces Bavarois et ces Autrichiens? Depuis Grandfontaine, nous n'en avons pas rencontré un seul.

— Ils sont en Alsace, du côté d'Urmatt, et c'est ici qu'ils viennent.

— En attendant, dit Kasper, servez-nous une cruche de vin; voici un écu de trois livres, vous le cacherez plus facilement que vos tonneaux.

L'une des filles descendit à la cave, et dans le même instant plusieurs autres personnes entrèrent : un marchand d'almanachs du côté de Strasbourg, un roulier en blouse de Sarrebrück et trois ou quatre bourgeois de Mutzig, de Wisch et de Schirmeck, qui se sauvaient avec leurs troupeaux, et n'en pouvaient plus à force de crier. Tous s'assirent à la même table, en face des fenêtres, pour surveiller la route; on leur servit du vin, et chacun se mit à raconter ce qu'il savait. Ces braves gens se communiquaient l'un à l'autre des choses si singulières qu'on pouvait à peine y croire. Au dehors le tumulte, le roulement des voitures, le beuglement des troupeaux, le cri des pâtres, les clameurs des fuyards continuaient toujours, et produisaient l'effet d'un immense bourdonnement.

XI.

Vers midi, Materne et ses garçons allaient partir lorsqu'un cri plus éclatant, plus prolongé que les autres, se fit entendre : Les

(1) Du chocolat.

Cosaques! les Cosaques!... Alors tout le monde s'élança au dehors, excepté les chasseurs, qui se contentèrent d'ouvrir une fenêtre et de regarder. Tous les fuyards se sauvaient à travers champs : hommes, troupeaux, voitures, tout se dispersait comme les feuilles au vent d'automne; en moins de deux minutes, la route fut libre.

— J'ai beau regarder, dit Materne, je ne vois rien.

— Ni moi, reprit Kasper.

— Allons, allons, s'écria le vieux chasseur, je vois bien que la peur de tout ce monde donne plus de force à l'ennemi qu'il n'en a. Ce n'est pas de cette manière que nous recevrons les Cosaques dans la montagne; ils trouveront à qui parler.

Ils sortirent alors de l'auberge, et le vieux ayant pris le chemin de la vallée, pour gravir en face la cime du Hirschberg, ses fils le suivirent. Bientôt ils eurent atteint la lisière du bois. Materne dit alors qu'il fallait monter le plus haut possible, afin de découvrir la plaine et de rapporter des nouvelles positives au bivac, que tous les propos de ces fuyards ne valaient pas un simple coup d'œil sur le terrain. Kasper et Frantz en demeurèrent d'accord, et tous trois se mirent à grimper la côte, qui forme une sorte de promontoire avancé sur la plaine. Lorsqu'ils en eurent atteint le sommet, ils virent distinctement la position de l'ennemi, à trois lieues de là, entre Urmatt et Lutzelhouse. C'étaient de grandes lignes noires sur la neige, plus loin quelques masses sombres, sans doute l'artillerie et les bagages. D'autres masses tournaient autour des villages, et malgré la distance le scintillement des baïonnettes annonçait qu'une colonne venait de se mettre en marche pour Visch.

Après avoir longtemps contemplé ce tableau d'un œil rêveur, le vieux chasseur dit : — Nous avons bien là quarante mille hommes sous les yeux. Ils s'avancent de notre côté; nous serons attaqués demain ou après demain au plus tard. Ce ne sera pas une petite affaire, mes garçons; mais s'ils sont beaucoup, nous avons la bonne place, et puis c'est toujours agréable de tirer dans le tas, il n'y a pas de balles perdues.

Ayant fait ces réflexions judicieuses, il regarda la hauteur du soleil et ajouta : — Il est maintenant deux heures; nous savons tout ce que nous voulions savoir. Retournons au bivac.

Les deux garçons mirent leur carabine en bandoulière, et, laissant sur leur gauche la vallée de La Broque, Schirmeck et Framont, ils gravirent la pente rapide du Hengsbach, que domine le petit Donon à deux lieues; ils redescendirent de l'autre côté sans suivre aucun sentier dans les neiges, ne se guidant que sur les cimes, pour couper au court. Ils allaient ainsi depuis environ deux heures; le soleil d'hiver inclinait à l'horizon, la nuit venait, mais

lumineuse et calme. Ils n'avaient plus qu'à descendre et à remonter de l'autre côté la gorge solitaire du Priel, formant un large bassin circulaire au milieu des bois et renfermant un petit étang bleuâtre où viennent s'abreuver les chevreuils. Tout à coup, et comme ils sortaient du fourré, ne songeant à rien, le vieux Materne, s'arrêtant derrière un rideau de broussailles, dit : Chut!

Et, levant la main, il indiqua le petit lac, alors couvert d'une glace mince et transparente. Les deux garçons n'eurent qu'à lancer un coup d'œil de ce côté pour jouir du plus étrange spectacle. Une vingtaine de Cosaques, la barbe jaune ébouriffée, la tête couverte de vieux bonnets de peau en forme de tuyau de poêle, leur maigre échine drapée de longues guenilles, le pied dans l'étrier de corde, étaient assis sur leurs petits chevaux, à la crinière flottant jusqu'au poitrail, à la queue rare, à la croupe tachetée de jaune, de noir et de blanc comme des chèvres. Les uns avaient pour toute arme une grande lance, les autres un sabre, une hachette suspendue par une corde à la selle et un grand pistolet d'arçon passé dans la ceinture. Plusieurs, le nez en l'air, regardaient avec extase la cime verdoyante des sapins échafaudés d'assise en assise jusque dans les nuages. Un grand maigre cassait la glace du gros bout de sa lance, tandis que son petit cheval buvait, le cou tendu et la crinière lui tombant sur les yeux. Quelques-uns, ayant mis pied à terre, écartaient la neige et désignaient le bois, sans doute pour indiquer que c'était une bonne place de campement. Leurs camarades, encore à cheval, causaient, montrant à leur droite le fond de la vallée, qui s'abaisse en forme de brèche jusqu'au Grinderwald.

Rien ne saurait rendre ce que ces êtres venus de si loin, avec leurs physionomies cuivrées, leurs longues barbes, leurs yeux noirs, leur front plat, leur nez épaté, leurs guenilles grises, avaient d'étrange et de pittoresque au bord de cette mare et sous les hauts rochers à pic portant des sapins verdâtres dans le ciel. C'était un monde nouveau dans le nôtre, une espèce de gibier inconnu, curieux, bizarre, que les trois chasseurs roux se prirent à contempler d'abord avec une curiosité singulière; mais cela fait, au bout de cinq minutes, Kasper et Frantz mirent leurs longues baïonnettes au bout de leurs carabines, puis reculèrent d'environ vingt pas dans le fourré. Ils atteignirent une roche haute de quinze pieds, où Materne monta, n'ayant pas d'arme; puis, après quelques paroles échangées à voix basse, Kasper examina son amorce, épaula lentement, tandis que son frère se tenait prêt.

Un des Cosaques, celui qui faisait boire son cheval, se trouvait environ à deux cents pas. Le coup partit, retentissant dans les échos profonds de la gorge, et le Cosaque, filant par-dessus la tête de sa

monture, disparut sous la glace de la mare. Kasper avait rechargé son arme, mais déjà les Cosaques avaient bondi sur leurs chevaux et partaient sur la pente du Hartz, se suivant l'un l'autre à la file comme des chevreuils et criant d'une voix sauvage : Hourra! hourra! Cette fuite ne fut qu'une vision; au moment où Kasper épaulait pour la seconde fois, la queue du dernier cheval disparaissait dans le taillis.

Le cheval du Cosaque mort restait près de l'eau, retenu par une circonstance bizarre; son maître, la tête dans la vase jusqu'à mi-corps, avait encore le pied à l'étrier. Materne sur son rocher écouta, puis il dit d'un ton joyeux : — Ils sont partis!... Eh bien! allons voir. — Tous trois descendirent vers le cadavre du Cosaque. — Il faut l'emporter, dirent-ils, cela fera du bien aux camarades. Les chiens qui n'ont pas senti la peau de la bête ne sont jamais bien dressés.

Alors ils repêchèrent le Cosaque dans la vase, et, l'ayant posé en travers du cheval, ils se mirent à grimper la côte du Donon par un sentier tellement rapide que Materne répéta plus de cent fois : Le cheval ne peut passer là... Mais le cheval, avec sa longue échine de chèvre, passait plus facilement qu'eux; c'est pourquoi le vieux chasseur finit par dire : Ces Cosaques ont de fameux chevaux. Si je deviens tout à fait vieux, je garderai celui-ci pour aller au chevreuil. Oui, nous avons un fameux cheval, garçons; avec son air de vache, il vaut un cheval de roulier.

De temps en temps il faisait aussi ses réflexions sur le Cosaque : — Quelle drôle de figure, hein? un nez rond et un front comme une boîte à fromage. Il y a pourtant de drôles d'hommes dans le monde. Tu l'as bien pris, Kasper, juste au milieu de la poitrine, et regarde, la balle est sortie par le dos. De la fameuse poudre! Divès a toujours de la bonne marchandise.

Vers six heures, ils entendirent le premier cri de leurs sentinelles : — Qui vive?

— France! répondit Materne en s'avançant.

Tout le monde accourut à leur rencontre, et l'on s'empressa autour du Cosaque et du cheval. On étendit le cadavre près du feu. Sa figure, d'un jaune rance, avait des reflets bizarres aux rayons de la flamme. Le docteur Lorquin, l'ayant regardé, dit : — C'est un bel échantillon de la race tatare; si j'avais le temps, je le ferais mitonner dans un bain de chaux, pour me procurer un squelette de cette famille.

Puis, s'agenouillant et lui ouvrant sa longue souquenille : — La balle a traversé le péricarde, ce qui produit à peu près l'effet d'un anévrisme qui crève.

Les autres gardaient le silence. Kasper, la main appuyée sur le

canon de sa carabine, semblait tout content de son gibier, et le vieux Materne, se frottant les mains, disait : — J'étais sûr de vous rapporter quelque chose. Nous ne revenons jamais, mes garçons et moi, les mains vides.

Hullin alors le prit à part; ils entrèrent ensemble à la ferme, où Materne lui raconta ce qu'il avait observé.

XII.

Cette nuit-là, qui tombait le 6 janvier 1814, la petite métairie de l'anabaptiste ne cessa pas une minute d'être remplie par les allans et venans. Hullin avait établi son quartier-général dans la grande salle du rez-de-chaussée, à droite de la grange, faisant face à Framont; de l'autre côté de l'allée se trouvait l'ambulance; au-dessus habitaient les gens de la ferme. Quoique la nuit fût très calme et le ciel parsemé d'étoiles innombrables, le froid était si vif qu'il y avait près d'un pouce de givre sur les vitres. Au dehors, on entendait le « qui vive? » des sentinelles, le passage des rondes, et sur les cimes d'alentour les hurlemens des loups, qui suivaient nos armées par centaines depuis 1812. Ces animaux carnassiers, assis sur les glaces, leur museau pointu entre les pattes et la faim aux entrailles, s'appelaient du Grosmann au Donon avec des plaintes semblables à celles de la bise. Plus d'un montagnard alors se sentait pâlir. — C'est la mort qui chante! pensaient-ils, elle flaire la bataille,... elle nous appelle!... — Une trentaine de feux brillaient sur le plateau; tout le bûcher de l'anabaptiste était ravagé, on entassait bûche sur bûche, on se rôtissait la figure, et le dos grelottait; on se chauffait le dos, et le givre pendait aux moustaches.

Hullin seul, en face de la grande table de sapin, songeait à tout. D'après les derniers rapports de la soirée, annonçant l'arrivée de l'avant-garde autrichienne à Framont, il était convaincu que la première attaque aurait lieu le lendemain. Il avait fait distribuer des cartouches, il avait doublé les sentinelles, ordonné des patrouilles, et marqué tous les postes le long des abatis. Chacun connaissait d'avance la place qu'il devait prendre. Hullin avait aussi envoyé l'ordre à Piorette, à Jérôme de Saint-Quirin et à Labarbe de lui détacher leurs meilleurs tireurs.

La petite allée noire, éclairée par une lanterne graisseuse, était pleine de neige; à chaque instant, on voyait passer sous la lumière immobile les chefs d'embuscade, le feutre enfoncé jusqu'aux oreilles, les larges manches de leur houppelande tirées sur les poings, les yeux sombres et la barbe hérissée de glace. — Maître Jean-Claude, on voit remuer quelque chose du côté de Grandfontaine... On entend galoper... Maître Jean-Claude, l'eau-de-vie est gelée... Maître Jean-

Claude, plusieurs demandent de la poudre... — Qu'on observe Grandfontaine, et qu'on change les sentinelles de ce côté toutes les demi-heures... Qu'on approche l'eau-de-vie du feu... Attendez que Divès arrive, il nous amène des munitions... Qu'on distribue le reste des cartouches... Que ceux qui en ont plus de vingt en donnent à leurs camarades. — Et ce fut ainsi toute la nuit.

Vers cinq heures du matin, Kasper, le fils de Materne, vint dire à Hullin que Marc Divès avec un tombereau de cartouches, Catherine Lefèvre sur une voiture et un détachement de Labarbe venaient d'arriver ensemble, et qu'ils étaient déjà sur le plateau. Aussitôt il se leva et sortit avec Kasper.

L'aspect du plateau était étrange. A l'approche du jour, des masses de brume commençaient à s'élever de la vallée, les feux pétillaient à l'humidité, et tout autour se voyaient des gens endormis : l'un étendu sur le dos, les deux mains nouées derrière son feutre, la face pourpre, les jambes repliées; l'autre, la joue sur son bras, les reins à la flamme; la plupart assis, la tête penchée et le fusil en bandoulière; tout cela silencieux, enveloppé d'un flot de lumière pourpre ou de teintes grises, selon que le feu montait ou s'abaissait; puis, dans le lointain, le profil des sentinelles, l'arme au bras ou la crosse au pied, regardant dans l'abîme plein de nuages. Sur la droite, à cinquante pas du dernier feu, on entendait hennir des chevaux et des gens frapper du pied pour se réchauffer en causant tout haut.

L'un des partisans ayant jeté dans le feu quelques brindilles de bois sec, il y eut un éclair, et les hommes de Marc Divès à cheval, six grands gaillards enveloppés de leurs longs manteaux gris, le feutre rabattu sur les épaules, les grosses moustaches retroussées ou retombant jusque sur leur col, le sabre au poing, immobiles autour du tombereau; plus loin, Catherine Lefèvre accroupie entre les échelles de sa longue voiture, la capuche sur le nez, les jambes dans la paille, le dos contre une grosse tonne; derrière elle, une marmite, un gril, un porc frais éventré, nettoyé, blanc et rouge, quelques bottes d'oignons et des têtes de choux pour faire de la soupe : tout cela sortit une seconde de l'ombre, puis retomba dans la nuit.

Divès s'était détaché du convoi et s'avançait sur son grand cheval. — J'ai là quelques milliers de cartouches, dit-il à Hullin. Hexe-Baizel travaille jour et nuit.

Catherine s'approcha aussi. — Et Louise? demanda-t-elle.

— Louise a passé la nuit à découper et à coudre des bandages avec les deux filles de Pelsly.

— Pauvre enfant! dit Catherine. Je cours la rejoindre. J'ai apporté, ajouta-t-elle, de quoi faire la soupe de ce matin. Hier nous avons abattu un bœuf, ce pauvre Schwartz; il pesait bien neuf cents.

En ce moment, Divès et ses gens conduisaient la poudre au hangar, et comme Hullin se rapprochait du feu le plus voisin pour se réchauffer en attendant le jour, quelle ne fut pas sa surprise de voir au nombre des partisans le fou Yégof, la couronne en tête, gravement assis sur une pierre, les pieds à la braise, et drapé de ses guenilles comme d'un manteau royal! On l'eût réellement pris pour quelque roi barbare rêvant au milieu de sa horde endormie.

Hullin lui posa doucement la main sur l'épaule. — Salut, Yégof! dit-il d'un ton ironique. Tu viens donc nous prêter le secours de ton bras invincible et de tes innombrables armées?

Le fou, sans montrer la moindre surprise, répondit : — Cela dépend de toi, Hullin. Ton sort, celui de tout ce monde est entre tes mains. J'ai suspendu ma colère, et je te laisserai prononcer l'arrêt.

— Quel arrêt? demanda Jean-Claude.

L'autre, sans répondre, poursuivit d'une voix basse et solennelle: — Nous voici tous les deux, comme il y a seize cents ans, à la veille d'une grande bataille. Alors moi, le chef de tant de peuples, j'étais venu dans ton clan te demander le passage.

— Il y a seize cents ans! Diable! Yégof, ça nous fait terriblement vieux!... Enfin n'importe, chacun son idée.

— Oui, reprit le fou; mais avec ton obstination ordinaire tu ne voulus rien entendre... Il y eut des morts au Blutfeld, et ces morts crient vengeance!

— Ah! le Blutfeld, dit Jean-Claude; oui, oui, une vieille histoire... Il me semble en avoir entendu parler.

Yégof rougit, ses yeux étincelèrent. — Tu te glorifies de ta victoire, s'écria-t-il; mais prends garde, prends garde, le sang appelle le sang!... Écoute, ajouta-t-il, je ne t'en veux pas : tu es brave, les enfans de ta race peuvent se confondre avec ceux de la mienne. J'ambitionne ton alliance, tu le sais...

— Adieu, Yégof! dit Hullin.

— Tu me refuses ta fille! s'écria le fou en se levant d'un air indigné.

— Voyons, tes cris vont éveiller tout le monde...

— Tu me refuses, et c'est pour la troisième fois!... Prends garde, prends garde!...

Il suivit Hullin, qui s'éloignait, en criant : — Huldrix, malheur à toi! Ta dernière heure est proche!... Les loups vont se repaître de ta chair. Tout est fini. Je déchaîne contre toi les tempêtes de ma colère. Qu'il n'y ait pour toi et pour les tiens ni grâce, ni pitié, ni merci! Tu l'as voulu!

Et, jetant sur son épaule gauche un pan de ses guenilles, le malheureux s'éloigna rapidement vers la cime du Donon. Plusieurs des partisans, à demi éveillés par ses cris, le regardèrent d'un œil terne

s'enfoncer dans les ténèbres. Ils entendirent un battement d'ailes autour du feu, puis, comme dans la vision d'un rêve, ils se retournèrent et se rendormirent.

Environ une heure après, la corne de Lagarmitte sonnait le réveil. En quelques secondes, tout le monde fut debout. Les chefs d'embuscade réunissaient leur monde : les uns se dirigeaient vers le hangar où l'on distribuait des cartouches, les autres emplissaient leur gourde d'eau-de-vie à la tonne; tout cela se faisait avec ordre, le chef en tête; puis chaque peloton s'éloignait dans le demi-jour vers les abatis aux flancs de la côte. Quand le soleil parut, le plateau était désert, et, sauf cinq ou six feux qui fumaient encore, rien n'annonçait que les partisans occupaient tous les points de la montagne, et qu'ils avaient passé la nuit dans cet endroit. A sept heures, aucun mouvement n'apparaissait encore dans la vallée. De temps en temps Catherine Lefèvre ouvrait le châssis d'une fenêtre de la grande salle et regardait : rien ne bougeait, les feux étaient éteints. En face de la ferme, à cent pas, sur un talus, on voyait le Cosaque tué la veille par Kasper; il était blanc de givre et dur comme un caillou. A l'intérieur, on avait fait du feu dans le grand poêle de fonte. Louise, assise près de son père, le regardait avec une douceur inexprimable. Le docteur et l'anabaptiste, tous deux graves et solennels, causaient des affaires présentes, et Lagarmitte, derrière le poêle, les écoutait avec recueillement.

— Nous avons non-seulement le droit, mais encore le devoir de nous défendre, disait le docteur; nos pères ont défriché ces bois, ils les ont cultivés... C'est notre bien légitime.

— Sans doute, répondait l'anabaptiste d'un ton sentencieux; mais il est écrit : « Tu ne tueras point; tu ne répandras point le sang de tes frères! »

Au même instant, la porte s'ouvrit, et l'une des sentinelles restées en observation sur le bord du plateau cria :

— Maître Jean-Claude, venez voir; je crois qu'ils veulent monter.

— C'est bien, Hans, j'arrive, dit Hullin en se levant. Louise, embrasse-moi!... Du courage, mon enfant... N'aie pas peur, tout ira bien!

Il la pressait sur sa poitrine, les yeux gonflés de larmes. Elle semblait plus morte que vive. — Et surtout, dit le brave homme en s'adressant à Catherine, que personne ne sorte; qu'on n'approche pas des fenêtres! — Puis il s'élança dans l'allée. Tous les assistans étaient devenus pâles.

Lorsque maître Jean-Claude eut atteint le bord de la terrasse, plongeant les yeux sur Grandfontaine et Framont, à trois mille mètres au-dessous de lui, voici ce qu'il vit.

Les Autrichiens, arrivés la veille au soir, ayant passé la nuit, au

nombre de cinq ou six mille, dans les granges, les écuries, les hangars, s'agitaient alors comme une vraie fourmilière. Ils sortaient de toutes les portes par files de dix, quinze, vingt, se hâtant de boucler leurs sacs, d'accrocher leurs sabres, de mettre leurs baïonnettes. D'autres, les cavaliers, uhlans et housards, en habits verts, gris, bleus, galonnés de rouge, de jaune, en toques de toile cirée, de peau d'agneau, colbacks, casquettes, sellaient leurs chevaux et roulaient leurs grands carricks à la hâte. Les officiers, le manteau en écharpe, descendaient les escaliers, quelques-uns regardant le pays, les autres embrassant les femmes sur le seuil des maisons. Des trompettes, le poing sur la hanche, le coude en l'air, sonnaient le rappel à tous les coins de rue; les tambours serraient les cordes de leurs caisses. Quelques paysans penchés à leurs fenêtres regardaient cela; les femmes se montraient aux lucarnes des greniers. Les aubergistes remplissaient les gourdes, le caporal *schlague* debout à côté d'eux.

Après ce rapide coup d'œil, Hullin, accompagné de Lagarmitte, alla passer l'inspection de tout son monde. Tous deux, s'avançant derrière les abatis, suivirent une tranchée pratiquée dans les neiges deux jours auparavant. Ces neiges, durcies par la gelée, étaient devenues de la glace. Les arbres tombés au-devant et tout couverts de grésil formaient une barrière infranchissable, qui s'étendait environ à six cents mètres. La route effondrée passait au-dessous.

En approchant, Jean-Claude vit les montagnards du Dagsberg accroupis de vingt pas en vingt pas dans des espèces de nids ronds qu'ils s'étaient creusés. Tous ces braves se tenaient assis sur leur havre-sac, la gourde à droite, le feutre ou le bonnet de peau de renard enfoncé sur la nuque, le fusil entre les genoux. Ils n'avaient qu'à se lever pour voir la route à cinquante pas au-dessous d'eux, au bas d'une rampe glissante. L'arrivée de Hullin leur fit plaisir.

— Hé! maître Jean-Claude, va-t-on bientôt commencer?

— Oui, mes garçons, ne vous ennuyez pas; avant une heure, l'affaire sera en train.

— Ah! tant mieux!

— Oui, mais surtout visez bien... à hauteur de poitrine, ne vous pressez pas, et ne montrez pas plus de chair qu'il ne faut. Encore un peu de patience, mes enfans.

Il allait plus loin; partout on le recevait de même. — N'oubliez pas, disait-il, de cesser le feu quand Lagarmitte sonnera de la corne : ce seraient des balles perdues.

Arrivé près du vieux Materne, qui commandait tous ces hommes au nombre d'environ trois cents, il trouva le vieux chasseur en train de fumer une pipe, le nez rouge comme une braise, et la barbe hérissée par le froid comme le poil d'un sanglier.

— Ils ne se pressent guère de venir, dit-il à Hullin... S'ils allaient passer ailleurs...

— Ne crains rien, il leur faut la route pour l'artillerie et les bagages... Regarde, on sonne le boute-selle.

— Oui, j'ai déjà regardé; ils se préparent.

Puis, riant tout bas : — Tu ne sais pas, Jean-Claude, tout à l'heure, comme je regardais du côté de Grandfontaine, j'ai vu quatre Autrichiens empoigner le gros Dubreuil, l'ami des alliés; ils l'ont couché sur le banc de pierre, à sa porte, et un grand maigre lui a donné je ne sais combien de coups de trique sur les reins... Hé! hé! hé!... Je parie qu'il aura refusé quelque chose à ses bons amis,... peut-être son vin de l'an XI.

Hullin n'écoutait plus, car, jetant par hasard un coup d'œil dans la vallée, il venait de voir un régiment d'infanterie déboucher sur la route. Plus loin, dans la rue, s'avançait de la cavalerie, et cinq ou six officiers galopaient. — Ah! ah! les voilà qui viennent! s'écria le vieux soldat, dont la figure prit tout à coup une expression d'énergie et d'enthousiasme étrange... Enfin ils se décident! Puis il s'élança de la tranchée en criant : — Mes enfans, attention!

En passant, il vit encore Riffi, le petit tailleur des Charmes, penché sur un grand fusil de munition; le petit homme s'était fait une marche dans la neige pour ajuster. Plus haut, il reconnut aussi le vieux bûcheron Rochart avec ses gros sabots garnis de peau de mouton; il buvait un bon coup à sa gourde et se dressait lentement, la carabine sous le bras et le bonnet de coton sur l'oreille. Ce fut tout, car, pour dominer l'ensemble de l'action, il fallait grimper jusqu'à la cime du Donon où se trouve un rocher. Lagarmitte suivait Hullin en allongeant ses grandes jambes comme des échasses. Dix minutes après, lorsqu'ils atteignirent le haut de la roche tout haletans, ils aperçurent, à quinze cents mètres au-dessous d'eux, la colonne ennemie, forte d'environ trois mille hommes, avec les grands habits blancs, les buffleteries, les guêtres de toile, les shakos évasés, les moustaches rousses; les jeunes officiers à casquette plate se dandinent à cheval l'épée au poing, et se tournent pour crier d'une voix grêle : *Forwaertz! forwaertz!* tout cela hérissé de baïonnettes scintillantes, et montant au pas de charge vers les abatis.

Le vieux Materne observait aussi l'arrivée des Autrichiens, et, comme il avait la vue très nette, il distinguait même les figures de cette foule, et choisissait l'homme qu'il voulait abattre. Au milieu de la colonne, sur un grand cheval bai, s'avançait un vieil officier à perruque blanche, le tricorne galonné d'or, la taille enveloppée d'une écharpe jaune et la poitrine décorée de rubans. — Voilà mon homme! se dit le vieux chasseur, qui épaula lentement. Il ajusta, fit feu, et quand il regarda, le vieil officier avait disparu. Aussitôt

la côte se mit à pétiller de coups de fusil tout le long des retranchemens; mais les Autrichiens, sans répondre, continuèrent d'avancer vers les abatis, le fusil sur l'épaule et les rangs bien alignés comme à la parade.

Pour dire la vérité, plus d'un brave montagnard père de famille, voyant monter cette forêt de baïonnettes malgré la fusillade, pensa qu'il aurait peut-être mieux fait de rester au village que de se jeter dans une pareille affaire; mais, comme dit le proverbe, le vin était tiré, il fallait le boire. Riffi, le petit tailleur, se rappela les paroles judicieuses de sa femme Sapience : — Riffi, vous vous ferez estropier, et ce sera bien fait! Il promit un *ex-voto* à la chapelle de Saint-Léon; mais en même temps il résolut de faire bon usage de son grand fusil de munition.

A deux cents pas des abatis, les Autrichiens firent halte et commencèrent un feu roulant tel qu'on n'en avait jamais entendu dans la montagne : c'était un véritable bourdonnement de coups de fusil; les balles, par centaines, hachaient les branches, faisaient sauter des morceaux de glace, s'écrasaient sur les rochers, à droite, à gauche, en avant, par derrière. Elles ricochaient avec des sifflemens bizarres et passaient parfois comme des volées de pigeons. Les montagnards continuèrent leur feu. Toute la côte s'enveloppa d'une épaisse fumée bleuâtre. Au bout d'environ dix minutes, il y eut un roulement de tambour, et soudain toute cette masse d'hommes se prit à courir sur les abatis, les officiers comme les autres, criant: — *Forwaertz! forwaertz!* La terre en tremblait. Materne, se dressant de toute sa hauteur, à côté de la tranchée, les joues frémissantes, la voix terrible, s'écria : — Debout! debout!

Il était temps, car bon nombre de ces Autrichiens grimpaient déjà des pieds et des mains le long des glaces, et voulaient sauter dans les retranchemens; mais à mesure qu'ils montaient, on les assommait à coups de crosse, et ils retombaient. C'est en ce moment qu'on vit la belle conduite du vieux bûcheron Rochart. A lui seul il en renversa plus de dix. Il les saisissait sous les bras et les lançait sur la route. Le vieux Materne avait sa baïonnette à sanglier toute gluante de sang, et le petit Riffi ne cessait pas de charger son grand fusil et de tirer dans le tas avec enthousiasme. Et Joseph Larnette, qui reçut malheureusement un coup de fusil dans l'œil, Hans Baumgarten, qui eut l'épaule fracassée, Daniel Spitz, qui perdit deux doigts d'un coup de sabre, et une foule d'autres, dont les noms devront être honorés et vénérés de siècle en siècle, ne cessèrent pas une seconde de charger et de décharger leurs fusils. Au-dessous de la rampe, on entendait des cris affreux, et quand on regardait pardessus, on voyait des baïonnettes hérissées, des hommes à cheval.

Cela dura bien un bon quart d'heure. On ne savait ce que les Au-

trichiens voulaient faire, puisqu'il n'y avait pas de passage; mais tout à coup ils se décidèrent à s'en aller. Ils commencèrent par battre en retraite lentement, puis plus vite. Les officiers derrière eux les frappaient du plat de leur épée, les coups de fusil les suivaient, et finalement ils se sauvèrent avec autant de précipitation qu'ils avaient mis d'ordre à venir. Materne, debout sur le talus avec cinquante autres, brandissait sa carabine en riant de bon cœur.

Au bas de la rampe se traînaient à terre des masses de blessés. La neige trépignée était rouge de sang. Au milieu des morts entassés, on voyait deux jeunes officiers encore vivans engagés sous les cadavres de leurs chevaux. C'était horrible; mais les hommes sont vraiment féroces : il n'y en avait pas un parmi les montagnards qui plaignît ces malheureux; au contraire, plus ils en voyaient, plus ils étaient réjouis.

Le petit Riffi, en ce moment transporté d'un noble enthousiasme, se laissa glisser le long du talus. Il venait d'apercevoir, un peu à gauche, au-dessous des abatis, un magnifique cheval, celui du colonel tué par Materne, et qui s'était retiré dans cet angle sain et sauf. — Tu seras à moi, se disait-il; c'est Sapience qui va être étonnée! Tous les autres l'enviaient. Il saisit le cheval par la bride et monta dessus; mais qu'on juge de la stupéfaction générale, et surtout de celle de Riffi, lorsque ce noble animal prit sa course ventre à terre du côté des Autrichiens. Le petit tailleur levait les mains au ciel, implorant Dieu et les saints. Materne eut envie de tirer, mais il ne l'osa pas : le cheval allait trop vite! A peine au milieu des baïonnettes ennemies, Riffi disparut. Tout le monde crut qu'il avait été massacré; seulement une heure plus tard on le vit passer dans la grande rue de Grandfontaine, les mains liées sur le dos, et le caporal *schlague* derrière lui, la baguette en l'air. Pauvre Riffi! seul il ne jouit pas du triomphe, et ses camarades finirent même par rire de son triste sort, comme s'il se fût agi d'un ***kaiserlick***.

Les montagnards s'embrassaient en ce moment et se glorifiaient les uns les autres. Catherine, Louise, le docteur Lorquin, tout le monde était sorti de la ferme, criant, se félicitant, regardant les traces des balles, les talus noircis par la poudre, puis Joseph Larnette, la tête fracassée, étendu dans son trou, Baumgarten, les bras pendans, qui se rendait à l'ambulance, et Daniel Spitz, qui, malgré son coup de sabre, voulait rester et se battre; mais le docteur n'entendit pas de cette oreille, et le força d'entrer à la ferme.

Louise, arrivée avec la petite charrette, versait de l'eau-de-vie aux combattans, et Catherine Lefèvre, debout au bord de la rampe, regardait les morts et les blessés épars sur la route, au bout de longues traînées de sang. Il y avait là de pauvres jeunes gens et des vieux, la figure blanche comme de la cire, les yeux tout grand ou-

verts, les bras étendus... Quelques-uns cherchaient à se relever et retombaient aussitôt, d'autres regardaient en l'air, comme s'ils avaient encore peur de recevoir des coups de fusil. Ils se traînaient le long du talus pour se mettre à l'abri des balles. Plusieurs semblaient résignés et cherchaient une place pour mourir, ou bien ils regardaient au loin leur régiment, qui s'en allait à Framont,... ce régiment avec lequel ils avaient quitté leur village, avec lequel ils venaient de faire une longue campagne, et qui les abandonnait! — Il reverra la vieille Allemagne! pensaient-ils. Et quand on demandera au capitaine, au sergent : « Avez-vous connu un tel, Hans, Kasper, Nickel, de la première ou de la seconde compagnie? » ils répondront : « Attendez,... c'est bien possible... N'avait-il pas une balafre à l'oreille ou sur la joue, les cheveux blonds ou bruns,... cinq pieds six pouces?... Oui, je l'ai connu... Il est resté en France, du côté d'un petit village dont je ne me rappelle plus le nom... Des montagnards l'ont massacré le même jour que le major Yéri-Peter; c'était un brave garçon... » Et puis bonsoir!... Peut-être dans le nombre s'en trouvait-il qui songeaient à leur mère, à une jolie fille de là-bas, Gretchen ou Loetchen, qui leur avait donné un ruban en pleurant à chaudes larmes au moment du départ.

La mère Lefèvre, voyant cela, se rappelait son Gaspard. Hullin, qui venait d'arriver avec Lagarmitte, criait d'un ton joyeux : — Eh bien! mes garçons, vous avez vu le feu... Mille tonnerres! ça marche!... Les Autrichiens ne se vanteront pas de cette journée... Puis il embrassait Louise, et courait à la mère Lefèvre. — Êtes-vous contente, Catherine? Voilà nos affaires en bon état... Mais qu'avez-vous donc? vous ne riez pas.

— Oui, Jean-Claude, tout va bien,... je suis contente; mais regardez un peu sur la route... Quel massacre!

— C'est la guerre! répondit gravement Hullin.

— Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'aller prendre ce petit,... là-bas,... qui nous regarde avec ses grands yeux bleus? Il me fait de la peine... Ou ce grand brun qui se bande la jambe avec son mouchoir?

— Impossible, Catherine, j'en suis fâché; il faudrait tailler un escalier dans la glace pour descendre, et les Autrichiens, qui vont revenir dans une ou deux heures, nous suivraient par là... Allons-nous-en. Il faut annoncer la victoire à tous les villages,... à Labarbe, à Jérôme, à Piorette... Hé! Simon, Niklô, Marchal, arrivez ici!... Vous allez partir tout de suite... porter la grande nouvelle aux camarades... Materne, ouvre l'œil; au moindre mouvement, fais-moi prévenir.

Ils s'approchèrent de la ferme, et Jean-Claude vit en passant la réserve et Marc Divès à cheval au milieu de ses hommes. Le contre-

bandier se plaignait amèrement de rester les bras croisés; il se regardait comme déshonoré de n'avoir rien à faire. — Bah! lui dit Hullin, tant mieux! D'ailleurs tu surveilles notre droite. Regarde ce plateau là-bas. Si l'on nous attaque de ce côté, tu marcheras! — Divès ne dit rien; il avait une figure à la fois triste et indignée, et ses grands contrebandiers, enveloppés de leurs manteaux, leurs longues brettes pendant au-dessous, ne semblaient pas non plus de bonne humeur. On aurait dit qu'ils méditaient une vengeance. Hullin, ne pouvant les consoler, entra dans la métairie. Le docteur Lorquin était alors en train d'extraire la balle de la blessure de Baumgarten, qui jetait des cris terribles.

Pelsly, sur le seuil de sa maison, tremblait de tous ses membres. Jean-Claude lui demanda du papier et de l'encre pour expédier ses ordres dans la montagne; c'est à peine si le pauvre anabaptiste put les lui donner, tant il était troublé. Cependant il y parvint, et les piétons partirent, tout fiers d'être chargés d'annoncer la première bataille et la victoire.

Quelques montagnards, rentrés dans la grande salle, se réchauffaient au fourneau et causaient avec animation. Daniel Spitz avait déjà subi l'amputation de ses deux doigts, et se tenait assis derrière le poêle, la main enveloppée de linge. Ceux qui avaient été postés derrière les abatis avant le jour, n'ayant pas déjeuné, vidaient un verre de vin, tout en criant, gesticulant et se glorifiant la bouche pleine. Puis on sortait, on allait jeter un coup d'œil dans la tranchée, on revenait se chauffer, et tout le monde, en parlant de Riffi, de ses lamentations à cheval et de ses cris plaintifs, riait à se tordre les côtes. Il était alors onze heures. Ces allées et ces venues durèrent jusqu'à midi, moment où Marc Divès entra tout à coup dans la salle en criant : Hullin! où est Hullin?... L'accent du contrebandier avait quelque chose de bizarre; tout à l'heure furieux de n'avoir pas pris part au combat, il semblait triomphant. Jean-Claude le suivit fort inquiet, et la grande salle fut évacuée sur-le-champ, tout le monde étant convaincu, d'après l'animation de Marc, qu'il s'agissait d'une affaire grave.

XIII.

A droite du Donon s'étend le ravin des *Sureaux*, où bouillonne un torrent à la fonte des neiges; il descend de la cime de la montagne jusqu'au fond de la vallée. Juste en face du plateau défendu par les partisans et de l'autre côté de ce ravin, à cinq ou six cents mètres, s'avance une sorte de terrasse découverte à pente escarpée, que Hullin n'avait pas jugé nécessaire d'occuper provisoirement, ne voulant pas diviser ses forces, et voyant du reste qu'il

lui serait facile de tourner cette position par la sapinière et de s'y établir, si l'ennemi faisait mine de vouloir s'en emparer.

Maintenant qu'on se figure la consternation du brave homme, lorsqu'arrivé sur le seuil de la métairie, il vit deux compagnies d'Autrichiens grimper cette côte, au milieu des jardins de Grandfontaine, avec deux pièces de campagne enlevées par de forts attelages et comme suspendues au précipice. Tout le monde poussait aux roues, et dans quelques instans les canons allaient atteindre le plateau. Ce fut un coup de foudre pour Jean-Claude, il pâlit, puis il entra dans une fureur épouvantable contre Divès. — Ne pouvais-tu m'avertir plus tôt? hurla-t-il. Est-ce que je ne t'avais pas recommandé de surveiller le ravin? Nous sommes tournés! Ils vont nous prendre en écharpe, couper la route plus loin; tout est au diable!

Les assistans et le vieux Materne lui-même, qui venait d'accourir en toute hâte, frémirent du coup d'œil qu'il lança au contrebandier. Celui-ci, malgré son audace ordinaire, resta tout interdit, ne sachant que répondre. — Allons, allons, Jean-Claude, dit-il enfin, calme-toi. Ce n'est pas aussi grave que tu le dis. Nous n'avons pas encore donné, nous autres... Et puis il nous manque des canons, ça fera juste notre affaire.

— Oui, notre affaire! L'amour-propre t'a fait attendre jusqu'à la dernière minute, n'est-ce pas? Tu voulais te battre, pouvoir te vanter, te glorifier,... et pour cela tu risques notre peau à tous! Tiens, regarde, voilà déjà les autres qui se préparent à Framont...

En effet, une nouvelle colonne, beaucoup plus forte que la première, sortait alors de Framont au pas de charge et montait vers les abatis. Divès ne disait mot. Hullin, dominant sa colère, se calma subitement en face du danger. — Allez reprendre vos postes, dit-il aux assistans d'une voix brève, que tout le monde soit prêt pour l'attaque qui s'avance... Materne, attention!

Le vieux chasseur inclina la tête.

Cependant Marc Divès avait repris son aplomb. — Au lieu de crier comme une femme, dit-il, tu ferais mieux de me donner l'ordre d'attaquer là-bas, en tournant le ravin par les sapinières.

— Il le faut bien, mille tonnerres! répliqua Jean-Claude.

Puis, d'un ton plus calme : — Écoute, Marc, je t'en veux à mort! Nous étions vainqueurs, et par ta faute tout est remis en question... Si tu manques ton coup, nous nous couperons la gorge ensemble!

— Bon, bon, l'affaire est dans le sac, j'en réponds.

Puis, sautant à cheval et rejetant le pan de son manteau sur l'épaule, il tira sa grande latte d'un air superbe. Ses hommes en firent autant. Alors Divès, se tournant vers la réserve, composée de cent cinquante montagnards, leur montra le plateau de la pointe de son sabre, et leur dit : — Vous voyez cela, garçons; il nous faut cette

position. Ceux du Dagsberg ne diront pas qu'ils ont plus de cœur que ceux de la Sarre. En avant! — Et la troupe, pleine d'ardeur, se mit en marche, côtoyant le ravin. Hullin, tout pâle, cria : — A la baïonnette! Le grand contrebandier, sur son immense roussin à la croupe musculeuse et luisante, se retourna, riant du coin de sa moustache; il balança sa latte d'un air expressif, et toute la troupe s'enfonça dans la sapinière.

Au même instant, les Autrichiens, avec leurs pièces de 8, atteignaient le plateau et se mettaient en batterie, tandis que la colonne de Framont escaladait la côte. Tout se trouvait donc dans le même état qu'avant la bataille, avec cette différence que les boulets autrichiens allaient être de la partie et prendre les montagnards à revers. On voyait distinctement les deux pièces, les crampons, les leviers, les écouvillons, les artilleurs et l'officier, un grand maigre, large des épaules, les longues moustaches blondes flottantes. Les couches d'azur de la vallée rapprochant les distances, on aurait cru pouvoir y porter la main; mais Hullin et Materne ne s'y trompaient pas : il y avait bien six cents mètres: aucun fusil ne portait jusque-là! Néanmoins le vieux chasseur, avant de retourner aux abatis, voulut en avoir la conscience nette. Il s'avança donc aussi près que possible du ravin, suivi de son fils Kasper et de quelques montagnards, et, s'appuyant contre un arbre, il ajusta lentement le grand officier aux moustaches blondes. Tous les assistans retenaient leur haleine dans la crainte de troubler cette expérience. Le coup partit, et lorsque Materne posa sa crosse à terre pour voir, rien n'avait bougé. — C'est étonnant comme l'âge trouble la vue! dit-il.

— Vous, la vue trouble! s'écria Kasper; il n'y en a pas un, des Vosges à la Suisse, qui puisse se vanter de placer une balle à deux cents mètres aussi bien que vous!

Le vieux forestier le savait, mais il ne voulait pas décourager les autres. — C'est bon, reprit-il, nous n'avons pas le temps de disputer. Voici les ennemis qui montent, que chacun fasse son devoir!

Les Autrichiens arrivaient cette fois avec de longues échelles garnies de crampons. Un choc terrible ébranla tous les abatis jusqu'à la base. On entendit une voix rauque crier : Ah! mon Dieu! puis un bruit sourd à cent pas. Un sapin se pencha lentement et tomba dans l'abîme. C'était le premier coup de canon : il avait coupé les jambes du vieux Rochart. Ce coup fut suivi presque au même instant d'un autre qui couvrit tous les montagnards de glace broyée, avec un ronflement terrible. Le vieux Materne lui-même s'était courbé, mais, aussitôt se relevant, il s'écria : — Vengeons-nous, mes enfans! Les voici,... vaincre ou mourir!

Deux échelles se dressaient alors dans les airs malgré la fusillade et s'abattaient avec leurs crampons sur la rampe. Cette vue fit bon-

dir tous les partisans de la tranchée, et le combat recommença plus terrible, plus désespéré que la première fois.

Hullin avait envoyé Lagarmitte porter l'ordre à Frantz Materne, qui se trouvait posté de l'autre côté du Donon, d'arriver en toute hâte avec la moitié de ses hommes. On peut s'imaginer si le brave garçon, prévenu du danger que courait son père, perdit une seconde. Déjà l'on voyait les larges feutres noirs grimper la côte à travers les neiges, la carabine en bandoulière. Ils accouraient aussi vite qu'ils pouvaient, et pourtant Jean-Claude, descendant à leur rencontre, la sueur au front, l'œil hagard, leur criait d'une voix vibrante : — Allons donc!... plus vite! De ce train-là, vous n'arriverez jamais! — Il frémissait de rage, attribuant tout le malheur au contrebandier.

Cependant Marc Divès, au bout d'une demi-heure environ, avait fait le tour du ravin, et du haut de son grand roussin il commençait à découvrir les deux compagnies d'Autrichiens, l'arme au pied, à cent pas derrière les pièces qui faisaient feu sur les retranchemens. Alors, s'approchant des montagnards, il leur dit : — Camarades, vous allez tomber sur l'infanterie à la baïonnette; moi et mes hommes, nous nous chargeons du reste. — Toute la troupe en bon ordre s'avança vers la lisière du bois, le grand Piercy de Soldatenthal en tête. Presque au même instant, il y eut le *wer dà!* d'une sentinelle, puis deux coups de fusil, puis un grand cri : Vive la France! et le bruit sourd d'une foule de pas qui s'élancent ensemble. Les braves montagnards fondaient sur l'ennemi comme une bande de loups.

Divès, debout sur ses étriers, son grand nez en l'air et les moustaches hérissées, les regardait en riant : Ça va bien! disait-il. La mêlée était épouvantable, la terre en tremblait. Les Autrichiens pas plus que les partisans ne faisaient feu; tout se passait en silence : le froissement des baïonnettes et le bruit des crosses, traversé de loin en loin par un coup de fusil, des cris de rage, des trépignemens, du tumulte, on n'entendait pas autre chose!

Les contrebandiers, le cou tendu, le sabre au poing, flairaient le carnage, attendant le signal de leur chef avec impatience. — Maintenant c'est notre tour! dit enfin Marc. A nous les pièces! — Et de l'épaisseur du fourré, leurs grands manteaux flottant comme des ailes, les reins penchés et la brette en avant, ils partirent. — Ne sabrez pas, pointez! dit encore Marc.

Ce fut tout. Les douze vautours en une seconde furent sur les pièces. Il y avait parmi eux quatre vieux dragons d'Espagne et deux anciens cuirassiers de la garde que le goût du péril attachait à Marc. Je vous laisse à penser ce qu'ils firent. Les coups de levier, d'écouvillon et de sabre, seules armes que les artilleurs eussent sous la

main, pleuvaient autour d'eux comme la grêle. Tout était paré d'avance, et chaque riposte mettait un homme à terre. Marc Divès reçut à bout portant deux coups de pistolet, dont un lui noircit la joue gauche et l'autre enleva son feutre. Lui, courbé sur sa selle, son long bras en avant, il clouait en même temps le grand officier à moustaches blondes sur une de ses pièces; puis, se relevant lentement et regardant autour de lui les sourcils froncés : — Les voilà tous nettoyés, dit-il d'un ton sentencieux, les canons sont à nous!

Pour concevoir l'ensemble de cette scène terrible, il faut se figurer la mêlée à droite, les hurlemens, les hennissemens des chevaux, les cris de rage, la fuite des uns, jetant leurs armes pour courir plus vite, l'acharnement des autres; au-delà du ravin, les échelles couvertes d'uniformes blancs, hérissées de baïonnettes, les montagnards sur la rampe se défendant avec désespoir; les flancs de la côte, la route, et surtout le bas des retranchemens encombrés de morts et de blessés. La masse des Autrichiens, le fusil sur l'épaule, les officiers au milieu d'eux, se pressait de suivre le mouvement. Materne, debout sur la crête du talus, la crosse en l'air, la bouche ouverte jusqu'aux oreilles, appelait à grands cris son fils Frantz, qui accourait avec sa troupe.

Divès ne perdit pas de temps à faire des réflexions poétiques sur le tumulte et l'acharnement de la bataille. D'un regard il eut jugé la situation, et, sautant de son cheval, il s'allongea sur la première pièce encore chargée, saisit les leviers de l'affût pour en changer la direction, pointa, et, ramassant une mèche qui fumait à terre, il fit feu. Aussitôt s'élevèrent au loin des clameurs étranges, et le contrebandier, regardant à travers la fumée, vit une trouée sanglante dans les rangs de l'ennemi. Il agita les deux mains en signe de triomphe, et les montagnards, debout sur les abatis, lui répondirent par un hourra général.

— Allons, pied à terre! dit-il à ses hommes. Il ne faut pas s'endormir. Une gargousse par ici,... un boulet,... du gazon. C'est nous qui allons balayer la route!

Les contrebandiers se mirent en position, et le feu continua sur les habits blancs avec enthousiasme. Les boulets bondissaient dans leurs rangs par enfilade. A la sixième décharge, ce fut un sauve qui peut général. — Feu! feu! criait Marc. — Et les partisans, enfin appuyés par la troupe de Frantz et dirigés par Hullin, reprirent les positions qu'ils avaient un instant perdues. Tout le long de la côte ce ne furent bientôt que fuyards, morts et blessés. Il était alors quatre heures du soir; la nuit venait. Le dernier boulet tomba dans la rue de Grandfontaine et renversa la cheminée du *Bœuf rouge*. Environ six cents hommes périrent en ce jour : il y eut des monta-

gnards, il y eut des Autrichiens en bien plus grand nombre; mais sans la canonnade de Divès tout était perdu.

Les Autrichiens, en pleine déroute, s'enfuyaient par bandes du côté de Framont, à pied, à cheval, allongeant le pas, traînant leurs caissons, jetant leurs sacs le long du chemin, et regardant derrière eux comme s'ils eussent craint de voir les partisans à leurs trousses. Dans Grandfontaine, ils brisaient tout par esprit de vengeance, comme il arrive toujours après une défaite; ils défonçaient les fenêtres et les portes, brutalisaient les gens, demandaient à manger, à boire tout de suite, et poursuivaient les filles jusqu'au grenier. Leurs cris, leurs imprécations, les commandemens des chefs, les plaintes des bourgeois, le roulement sourd, continu des pas sur le pont de Framont, le hennissement grêle des chevaux blessés, tout cela montait en rumeurs confuses jusqu'aux abatis.

Sur la côte, on ne voyait que des armes, des shakos, des morts, enfin tous les signes d'une grande défaite. En face apparaissaient les canons de Marc Divès, braqués sur la route et prêts à faire feu en cas d'une nouvelle attaque. Tout était donc fini, bien fini. Et pourtant pas un cri de triomphe ne s'élevait des retranchemens: les pertes des montagnards avaient été trop cruelles dans ce dernier assaut.

Le silence succédant au tumulte avait quelque chose de solennel; tous ces hommes échappés du carnage se regardaient l'un l'autre d'un air grave, comme étonnés de se voir. Quelques-uns appelaient un ami, un frère qui ne répondait pas. Alors ils se mettaient à leur recherche dans la tranchée, le long des abatis ou sur la rampe, criant : — Hé! Jacob, Philippe, est-ce toi? — Et puis la nuit venait, étendant ses teintes grises sur les retranchemens et sur l'abîme, ajoutant le mystère à ce que ces scènes avaient d'effrayant. Les gens allaient et venaient à travers les débris sans se reconnaître.

Materne, après avoir essuyé sa baïonnette, appela ses garçons d'un accent rauque. — Hé! Kasper! Frantz! — Et, les voyant s'approcher dans l'ombre, il se prit à leur demander : Est-ce vous?

— Oui, c'est nous!

— Vous n'avez rien?

— Non.

La voix du vieux chasseur, de sourde qu'elle était, devint tremblante. — Nous voilà donc encore tous les trois réunis! dit-il. Et cet homme, qu'on ne pouvait pas accuser d'être tendre, embrassa fortement ses fils, ce qui les surprit, et ils entendirent quelque chose bouillonner dans sa poitrine, comme des sanglots intérieurs. Tous deux en furent émus, et ils se disaient : — Comme il nous aime!... Nous n'aurions jamais cru cela! — Eux-mêmes ils se sen-

tirent remués jusqu'aux entrailles. Alors, lançant un dernier regard sur le talus sombre, et voyant de trente pas en trente pas les sentinelles que Hullin venait de poser en passant, ils se dirigèrent ensemble du côté de la vieille métairie. Comme ils traversaient la tranchée encombrée de morts, levant les pieds lorsqu'ils sentaient quelque chose de mou, une voix étouffée leur dit : — C'est toi, Materne ?

— Ah ! mon pauvre vieux Rochart, pardon, pardon ! répondit le vieux chasseur en se courbant; je t'ai touché ! Comment ! tu es encore là ?

— Oui, je ne peux pas m'en aller, puisque je n'ai plus de jambes.

Tous trois restèrent silencieux, et le vieux bûcheron reprit : — Tu diras à ma femme qu'il y a derrière l'armoire, dans un bas, cinq écus de six livres... J'avais ménagé cela,... si nous tombions malades l'un ou l'autre... Moi, je n'en ai plus besoin...

— C'est-à-dire, c'est-à-dire,... on en réchappe tout de même,... mon pauvre vieux ! Nous allons t'emporter.

— Non, ça n'en vaut pas la peine...

Materne, sans répondre, fit signe à Kasper de mettre sa carabine en brancard avec la sienne, et à Frantz de placer le vieux bûcheron dessus malgré ses plaintes, ce qui fut fait aussitôt. C'est ainsi qu'ils arrivèrent à la ferme.

Tous les blessés qui, pendant le combat, avaient eu la force de se traîner à l'ambulance s'y étaient rendus. Le docteur Lorquin et son confrère Despois, arrivé pendant la journée, n'avaient pas encore fini de les panser. Comme Materne, ses garçons et Rochart traversaient l'allée sombre sous la lanterne, ils entendirent à gauche un cri qui leur donna froid dans les os, et le vieux bûcheron, à moitié mort, s'écria : — Pourquoi m'amenez-vous là ?... Je ne veux pas, moi... Je ne me laisserai rien faire !

— Ouvre la porte, Frantz, dit Materne, la face couverte d'une sueur froide; ouvre, dépêche-toi !

Et, Frantz ayant poussé la porte, ils virent sur une grande table de cuisine, au milieu de la salle basse, aux larges poutres brunes, entre six chandelles, le fils Colard étendu tout de son long, un homme à chaque bras, un baquet dessous. Le docteur Lorquin, les manches de sa chemise retroussées jusqu'aux coudes, tenant une scie courte et large de trois doigts, était en train de couper une jambe au pauvre diable, tandis que Despois tenait une grosse éponge. Le sang clapotait dans le baquet. Colard était plus pâle que la mort. Catherine Lefèvre, un rouleau de charpie sous le bras, semblait ferme; mais deux grosses rides sillonnaient ses joues le long de son nez crochu, tant elle serrait les dents.

— C'est fini! dit le docteur en se retournant et jetant un coup d'œil sur les nouveau-venus. Hé! c'est vous, père Rochart? fit-il.

— Oui, c'est moi; mais je ne veux pas qu'on me touche, j'aime mieux finir comme ça!

Le docteur, levant une chandelle, regarda et fit la grimace. — Il est temps, mon pauvre vieux; vous avez perdu beaucoup de sang, et si nous attendons encore, il sera trop tard.

— Tant mieux! j'ai assez souffert dans ma vie.

— Comme vous voudrez. Passons à un autre!

Au fond de la salle, on voyait une longue file de paillasses; les deux dernières étaient vides, quoique inondées de sang. Materne et Kasper posèrent le vieux bûcheron sur la dernière, tandis que Despois s'approchait d'un autre blessé, lui disant : — Nicolas, c'est ton tour!

Alors on vit le grand Nicolas Cerf, le *schlitteur*, se lever la face pâle et les yeux hagards.

— Qu'on lui donne un verre d'eau-de-vie, dit le docteur.

— Non, j'aime mieux fumer ma pipe.

— Bourrez donc sa pipe, Despois. Il a du courage, cet homme. C'est bien! ça fait plaisir de voir des gens de cœur. Nous allons t'enlever ton bras en deux temps et trois mouvemens.

— Est-ce qu'il n'y a pas moyen de le conserver, monsieur Lorquin, pour élever mes pauvres enfans? C'est leur seule ressource.

— Non, l'os est broyé, ça ne tient plus. Allumez la pipe, Despois. Tiens, Nicolas, fume, fume...

Le malheureux se prit à fumer sans en avoir grande envie.

— Nous y sommes? demanda Lorquin.

— Oui, répondit Nicolas d'une voix étranglée.

— Bon. Despois, attention, épongez.

Alors avec un grand couteau il fit un tour rapide dans les chairs. Nicolas grinça des dents. Le sang jaillit. Despois liait quelque chose. La scie cria deux secondes, et le bras tomba lourdement sur le plancher.

— Voilà ce que j'appelle une opération bien enlevée, dit le docteur.

Nicolas ne fumait plus; la pipe était tombée de ses lèvres. David Schlosser, de Walsch, qui l'avait tenu, le lâcha. On entoura le moignon de linge, et tout seul Nicolas alla se recoucher sur la paillasse.

— Encore un d'expédié! Épongez bien la table, Despois, et passons à un autre, fit le docteur en se lavant les mains dans une grande écuelle.

Chaque fois qu'il disait : Passons à un autre! tous les blessés se remuaient de frayeur à cause des cris qu'ils avaient entendus et

des couteaux qu'ils voyaient reluire; mais que faire? Toutes les chambres de la ferme, la grange, les deux pièces d'en haut, tout était encombré. Il ne restait de libre que la grande salle pour les gens de la métairie. Il fallait donc bien opérer sous les yeux de ceux qui, un peu plus tôt, un peu plus tard, devaient avoir leur tour.

Tout ceci s'était passé en quelques instans. Materne et ses fils avaient regardé, comme on regarde les choses horribles, pour savoir ce que c'est; puis ils avaient vu dans un coin à gauche, sous la vieille horloge de faïence, un tas de bras et de jambes. On avait déjà jeté dessus le bras de Nicolas, et l'on était en train d'extraire une balle de l'épaule d'un montagnard du Harberg aux favoris roux. On lui faisait de larges entailles en croix dans le dos, et de ses reins poilus le sang coulait jusque dans ses bottes. Materne ne put en voir davantage. — Allons-nous-en ! dit-il à ses fils.

Comme ils entraient dans l'allée sombre, ils entendirent le docteur s'écrier : — Je tiens la balle! ce qui dut faire grand plaisir à l'homme du Harberg.

En ce moment, un bourdonnement de voix s'éleva sur leur droite.
— C'est Marc Divès et Hullin, dit Kasper en prêtant l'oreille.

— Oui, ils viennent sans doute de faire des abatis derrière la sapinière pour garder les canons, dit Frantz.

Ils écoutèrent de nouveau; les pas se rapprochaient. — Te voilà bien embarrassé de ces trois prisonniers, disait Hullin d'un ton brusque; puisque tu retournes au Falkenstein cette nuit pour chercher des munitions, qui t'empêche de les emmener?

— Mais où les mettre?

— Parbleu! dans la prison communale d'Aberschwiller; nous ne pouvons les garder ici.

— Bon, bon, je comprends, Jean-Claude. Et s'ils veulent s'échapper pendant la route, je leur plante ma latte entre les deux épaules.

— Cela va sans dire!

Ils arrivaient alors à la porte, et Hullin, apercevant Materne, ne put retenir un cri d'enthousiasme. — Hé! c'est toi? Je te cherche depuis une heure...

— Nous avons porté le pauvre Rochart à l'ambulance.

— Ah! c'est triste, n'est-ce pas? Que voulez-vous? quand on fait la guerre!... Vous n'avez rien, vous autres, tant mieux! Je viens d'envoyer un parlementaire à Framont, pour avertir les Autrichiens de faire enlever leurs blessés. Dans une heure, ils arriveront sans doute... Il faut prévenir nos avant-postes de les laisser approcher, mais sans armes et avec des flambeaux... S'ils se présentent autrement, qu'on fasse feu. Tu viendras ensuite souper à la ferme avec tes garçons, Materne.

Hullin dit encore à Frantz et à Kasper de faire allumer de grands feux de bivac pour la nuit, à Marc de donner de l'avoine à ses chevaux, pour aller sans retard chercher des munitions, et les voyant s'éloigner, il entra dans la métairie.

XIV.

Au bout de l'allée sombre était la cour de la ferme, où l'on descendait par cinq ou six marches usées. A droite s'élevaient le grenier et le pressoir, à gauche les écuries et le colombier, dont le pignon se découpait en noir sur le ciel obscur et nuageux; enfin, tout en face de la porte, se trouvait la buanderie. Aucun bruit du dehors n'arrivait là. Hullin, après tant de scènes tumultueuses, fut saisi de ce profond silence. Il regarda les bottes de paille qui pendaient entre les poutres de la grange jusque sous le toit, les herses, les charrues, les charrettes enfouies dans l'ombre des hangars, avec un sentiment de calme et de bien-être indéfinissable. Un coq grasseyait tout bas au milieu de ses poules endormies le long du mur. Un gros chat passa comme l'éclair et disparut dans le trou de la cave. Hullin croyait sortir d'un rêve. Après quelques instans de cette contemplation silencieuse, il se dirigea lentement vers la buanderie, dont les trois fenêtres brillaient au milieu des ténèbres et où l'on préparait la nourriture des partisans. Maître Jean-Claude entendait la voix fraîche de Louise donner des ordres d'un petit ton résolu qui l'étonnait. — Allons, allons, Katel, dépêchons-nous, le moment du souper approche... Doivent-ils avoir faim, nos gens! Depuis six heures du matin, n'avoir rien mangé, et toujours se battre!... Voyons, remuez-vous... Du sel, du poivre...

Le cœur de Jean-Claude sautillait à cette voix. Il ne put s'empêcher de regarder une minute à la fenêtre avant d'entrer. La cuisine était grande, mais assez basse et blanchie à la chaux. Un grand feu de hêtre pétillait sur l'âtre, et roulait ses spirales dorées autour des flancs noirs d'une immense marmite. Le manteau de la cheminée, fort haut et peu large, suffisait à peine aux flots de fumée qui s'élevaient de l'âtre. Sur ce fond ardent se dessinait le charmant profil de Louise, la figure enluminée des plus vives couleurs, vêtue d'un petit corsage rouge, qui laissait à découvert ses rondes épaules et son cou gracieux. Elle était là dans tout le feu de l'action, allant, venant, goûtant aux sauces avec un petit air capable, dégustant le bouillon, approuvant, critiquant. — Encore un peu de sel, encore ceci, encore cela. Lesselé, aurez-vous bientôt fini de plumer notre grand coq maigre?... De ce train nous n'arriverons jamais.

C'était charmant de la voir commander ainsi; Hullin en avait les larmes aux yeux.

Les deux grandes filles de l'anabaptiste, l'une longue, sèche et pâle, ses larges pieds plats dans des souliers ronds, ses cheveux roux enveloppés d'une coiffe de taffetas noir, sa robe de toile bleue descendant en longs plis jusqu'aux talons, l'autre grasse, joufflue, marchant comme une oie en levant les pieds l'un après l'autre lentement et se balançant sur les hanches, ces deux braves filles formaient avec Louise le plus étrange contraste. La grosse Katel allait et venait tout essoufflée sans rien dire, et Lesselé, d'un air rêveur, faisait tout par compas et par mesure. Enfin le brave anabaptiste lui-même, assis au fond de la buanderie sur une chaise de bois, les jambes croisées, le nez en l'air, le bonnet de coton sur la nuque et les mains dans les poches de sa souquenille, regardait tout cela d'un air ébahi.

Hullin entra : — Bon courage, mes enfans! s'écria-t-il.

Louise courut se jeter dans ses bras en poussant un grand cri.

— Asseyez-vous, Jean-Claude, dit l'anabaptiste, qui le voyait trembler d'émotion.

Hullin s'assit, et Louise, s'asseyant sur ses genoux, les bras sur son épaule, se prit à pleurer.

— Qu'as-tu donc, chère enfant? disait le brave homme tout bas en l'embrassant. Voyons,... calme-toi... Tout à l'heure encore je te voyais si courageuse...

— Ah! oui,... je faisais la courageuse,... mais, voyez-vous, j'avais bien peur,... je pensais : Pourquoi ne vient-il pas?...

Elle lui jeta ses bras autour du cou; puis, une idée folle lui passant par la tête, elle prit le bonhomme par la main en criant : — Allons, papa Jean-Claude,... dansons,... dansons!... Et ils firent trois ou quatre tours. Hullin, souriant malgré lui, se tourna vers l'anabaptiste, toujours grave : — Nous sommes un peu fous, Pelsly, dit-il; il ne faut pas que cela vous étonne.

— Non, maître Hullin, c'est tout simple. Le roi David lui-même après sa grande victoire sur les Philistins dansa devant l'arche.

Jean-Claude, étonné de ressembler au roi David, ne répondit rien. — Et toi, Louise, reprit-il en s'arrêtant, tu n'as pas eu peur pendant la dernière bataille?

— Oh! dans les premiers momens, tout ce bruit, ces coups de canon;... mais ensuite je n'ai plus pensé qu'à vous et à maman Lefèvre.

Elle le prit par la main, et, le conduisant en face d'un régiment de marmites rangées autour du feu, elle lui montra d'un air glorieux toute sa cuisine. — Voici le bœuf, voici le rôti, voici le souper du général Jean-Claude, et voici le bouillon pour nos blessés!... Ah!

nous nous sommes remuées !... Lesselé et Katel peuvent le dire. Et voici notre grande fournée, ajouta-t-elle en montrant une longue file de miches étalées sur la table. C'est maman Lefèvre et moi qui avons brassé la pâte; mais ce n'est pas tout, venez par ici.

Elle ôta le couvercle de tôle du four au fond de la buanderie, et la cuisine se remplit aussitôt d'une odeur de galette au lard à vous réjouir le cœur. Maître Jean-Claude en fut vraiment attendri.

En ce moment, la mère Lefèvre entrait. — Eh bien! dit-elle, il faut dresser la table, tout le monde attend là-bas... Allons, Lesselé, allez mettre la nappe. — La grosse fille sortit à pas comptés, et tous ensemble, traversant à la file la cour obscure, se dirigèrent vers la salle. Le docteur Lorquin, Despois, Marc Divès, Materne et ses deux garçons, tous gens bien endentés et pourvus d'un appétit solide, attendaient le potage avec impatience. Katel, Lesselé et Louise entrèrent, portant une énorme soupière fumante et deux magnifiques rôtis de bœuf qu'elles déposèrent sur la table. On s'assit sans cérémonie, le vieux Materne à la droite de Jean-Claude, Catherine Lefèvre à gauche, et dès lors le cliquetis des cuillers et des fourchettes, le glouglou des bouteilles, remplacèrent la conversation jusqu'à huit heures et demie du soir. On voyait au dehors le reflet de grandes flammes sur les vitres, annonçant que les partisans étaient en train de faire honneur à la cuisine de Louise, et cela contribuait encore à la satisfaction des convives.

A neuf heures, Marc Divès était en route pour le Falkenstein avec les prisonniers. A dix heures, tout le monde dormait à la ferme et sur le plateau, autour des feux de bivac. Le silence ne s'interrompait de loin en loin que par le passage des rondes et le qui-vive des sentinelles. C'est ainsi que se termina cette journée où les montagnards prouvèrent qu'ils n'avaient pas dégénéré de la vieille race.

Des événemens non moins graves allaient bientôt succéder à ceux qui venaient de s'accomplir, car ici-bas, un obstacle vaincu, d'autres se présentent. La vie humaine ressemble à la mer agitée : une vague suit l'autre de l'ancien monde au nouveau, et rien ne peut arrêter ce mouvement éternel.

ERCKMANN-CHATRIAN.

(La dernière partie au prochain n°.)

POLITIQUE COLONIALE

DE LA FRANCE

LA GUYANE.

I. *Mission de Cayenne et de la Guyane française*, 1857. — II. *Guyane française, ses limites dans l'Amazone*, par A. de Saint-Quantin, 1858. — III. *La Guyane française, ses limites du côté du Brésil*, 1859. — IV. *Französische Rechtszustände, insbesondere die Resultate der Strafgerichtspflege in Frankreich und die Zwangs-Colonisation von Cayenn*, von Franz von Holtzendorff, 1859. — V. *Études sur la végétation des Plantes potagères propres à la Guyane française*, par M. Sagot, 1860. — VI. *Rapports de la Banque de la Guyane*, 1855-1860. — VII. *Rapports de la Compagnie de l'Approuague*, 1860-1861. — VIII. *De la Transportation, aperçus législatifs, philosophiques et politiques sur la colonisation pénitentiaire*, par C.-O. Barbaroux, 1857.

On a souvent dit que l'Algérie était une énigme posée à la France par le sphinx de la colonisation. Ce mot s'explique dans une certaine mesure par les mobiles destinées de la France africaine, s'essayant au régime civil et retombant toujours dans le régime militaire; toutefois il s'appliquerait bien plus justement à la Guyane. Pour l'Algérie, la solution, bien que d'une application complexe et difficile, est théoriquement connue, et n'attend que la sanction d'une expérience fermement décrétée, fermement conduite, tandis que, pour la Guyane, les termes du problème sont à peine établis. Depuis le commencement du XVIIe siècle, où quelques Français, abordant ses rivages, la gratifièrent du nom pompeux de *France équinoxiale*, les ébauches de colonisation tentées par les compagnies et par l'état ont toutes avorté, et le mauvais renom que ces échecs ont valu à la Guyane s'est aggravé encore du sinistre reflet des rigueurs de la déportation politique et du régime des bagnes. C'est ainsi que, par un fatal concours de circonstances, la Guyane est

restée la plus discréditée et la moins peuplée de nos colonies à culture, tandis qu'elle en est une des plus vastes par son étendue et des plus séduisantes par l'éclat de sa végétation. Pour une surface de seize ou dix-huit mille lieues carrées, la moitié de la France, elle ne possède guère que vingt mille habitans, et ne produit que 7 ou 800,000 francs de valeurs d'exportation, comme il y a cent ans. Elle coûte plus de 2 millions par an à la France tant en dépenses d'administration générale qu'en subventions au budget local, sans lui fournir en compensation ni un marché sérieux d'approvisionnement ni un important débouché, et tandis qu'après la crise qui a suivi l'abolition de l'esclavage toutes nos autres colonies ont déjà regagné et plusieurs même dépassé leur ancien niveau de production et de consommation, elle seule ne se relève pas malgré les secours financiers extraordinaires qu'y a versés le nouveau système pénitentiaire. En même temps, par un contraste qui a quelque chose d'humiliant, voilà que, près d'elle, dans des conditions équivalentes, les Guyanes hollandaise et anglaise prospèrent malgré les épreuves qu'elles ont subies. La raison d'un tel état de choses n'est-elle pas dans la violation des lois de la nature et des leçons de l'expérience? N'est-on pas fondé à espérer mieux d'une conduite plus habile et de réformes adaptées à l'esprit de notre temps? Enfin de quelle aide ou de quel embarras a été la translation des bagnes? Telles sont les questions vers lesquelles nous porte le courant de nos études coloniales (1), et que nous allons essayer de résoudre.

I. — CONDITIONS NATURELLES ET GÉOGRAPHIQUES.

Le caractère essentiel de la Guyane, le principe même de sa constitution naturelle, c'est une grande chaleur alliée à une extrême humidité. La chaleur, moindre pourtant que ne le fait supposer le nom vulgaire de zone torride, lui vient de sa position géographique entre le 2e et le 6e degré de latitude nord; elle dépasse rarement 31 ou 32 degrés centigrades, que la canicule de juillet nous a rendus familiers. Le feu des rayons du soleil, perpendiculaires deux fois par an et toujours fort voisins de la ligne verticale, est tempéré par les brises continues qui tout le jour, pendant la plus grande partie de l'année, soufflent de la pleine mer. La fraîcheur est entretenue par les brises de terre qui leur succèdent, ainsi que par la longueur des nuits, à peu près égales aux jours et souvent mouillées de rosées et de brouillards. L'excès de chaleur vient plutôt d'une moyenne

(1) Voyez les livraisons de la *Revue* du 1er et 15 octobre 1858 (*Sénégal*), 15 avril et 15 mai 1859 (*Algérie*), 15 août 1859 (*Terre-Neuve*), 15 avril 1860 (*La Réunion*), 1er septembre 1860 (*les Antilles*).

température de beaucoup supérieure à celle d'Europe, parce que, dans les saisons et les heures les plus rafraîchies, le thermomètre ne baisse pas au-dessous de 19 ou 20 degrés. Cette moyenne est évaluée entre 25 et 27 degrés. Aussi le climat de Cayenne est-il justement classé parmi les climats chauds du globe.

Un caractère plus remarquable encore de ce climat, c'est l'excès d'humidité : les cultures et l'industrie, la vie sociale même, tout en ressent l'influence. C'est l'humidité extrême qui a fait la Guyane ce qu'elle est : elle lui vient de toutes parts, de la mer, du ciel, du sol. Que les vents alizés, qui règnent toute l'année entre les tropiques, soufflent, suivant la saison, du nord-est ou du sud-est, les vapeurs aqueuses qu'ils enlèvent à la surface échauffée de l'Océan-Atlantique, et qu'ils portent sur le continent, se heurtent au massif de montagnes, contre-fort de la chaîne des Cordillères, qui forme le centre de la Guyane. Les forêts épaisses qui couvrent tout ce massif condensent et reçoivent ces vapeurs, qui tombent en pluies et coulent de toutes parts en sources, en rivières, en fleuves même. De l'Araouari au Maroni, sur une longueur de cent vingt-cinq lieues, qui forme le littoral de la Guyane, plus de vingt courans larges et profonds se jettent dans la mer. Au-delà de ce massif, un second réseau de rivières, qui sont les affluens de l'Orénoque au nord, de l'Amazone au sud, est alimenté, outre les pluies tropicales, par les neiges éternelles de la chaîne des Cordillères, dont les cimes, sous ces latitudes, atteignent de 6 à 7,000 mètres, et les hauteurs moyennes de 3 à 4,000. Soumise à de telles influences, la Guyane française reçoit, pendant une période qui dure six ou sept mois, des pluies assez abondantes pour former à la surface du sol, si l'eau s'y accumulait, une couche de 3 mètres 1/2. La chaleur se combinant avec l'humidité, l'évaporation sature constamment l'atmosphère.

La configuration du sol vient encore exagérer ces inconvéniens météorologiques. Entre le pied des montagnes et la mer s'est formée, par le lent travail des siècles, une plaine de quatre ou cinq lieues de large, champ obligé de la colonisation, composée en partie des alluvions que charrient les fleuves aux dépens des massifs intérieurs, en partie des vases qu'entraînent les hautes marées. Entre ces deux forces contraires s'établit une lutte permanente qui couvre la surface générale de la contrée de nappes liquides, moins cependant que ne font les averses fluviales. Inondée des deux côtés, et par l'eau douce et par l'eau salée, cette plaine doit se défendre contre deux ennemis, dont les menaces peuvent pourtant se tourner en bienfaits sous forme d'irrigation, de dépôts limoneux et de forces motrices : manœuvre difficile, qui sollicite toute la vigilance

et la puissance de l'industrie humaine, et qui jusqu'à ce jour, trop imparfaitement accomplie, laisse s'accumuler sur d'immenses espaces des masses d'eaux stagnantes. De là des marais fangeux et des savanes noyées, premières sources de l'insalubrité dont la voix populaire plus encore que l'opinion raisonnée accuse la Guyane.

Cette insalubrité, qui éclate en fièvres intermittentes et pernicieuses, est en tout pays la conséquence des émanations paludéennes. L'Europe, si fière de son climat, n'échappe point partout à la malignité des miasmes. La légende d'Hercule purgeant de l'hydre aux mille têtes les marais de Lerne raconte, sous le voile transparent d'un mythe héroïque, l'état primitif de la région méditerranéenne, jadis pestilentielle tant qu'elle fut barbare, aujourd'hui salubre depuis qu'elle est civilisée. De trop nombreuses traces de l'état primitif survivent encore dans le midi et à l'ouest de la France, en Corse, en Italie, aux bouches du Danube et de la plupart des fleuves; on les retrouve au cœur de l'Europe, en Hongrie et ailleurs, au nord surtout, en Hollande. L'Asie et l'Afrique paient tribut au fléau comme l'Amérique et l'Europe. Gardons-nous donc d'en faire un crime particulier à la Guyane, où des travaux de dessèchement peuvent, comme ailleurs, rendre la santé, la joie et la force aux populations, à la condition de mesurer l'énergie et la persévérance de l'effort à l'intensité du mal.

Une influence plus funeste et plus difficile à combattre pèse encore sur la Guyane : nous voulons parler de l'insensible et progressif affaiblissement du corps humain, dû à une chaleur qui, sans avoir rien d'excessif en aucun moment, épuise les forces par sa continuité, tout en masquant le péril sous le charme des plus douces sensations. Au besoin d'activité que l'étranger apporte d'Europe succède, par une invisible transformation, un goût de mouvement modéré, puis de repos, comme sous le climat séducteur de l'Inde. Les ressorts de la vie intellectuelle se fatiguent avec ceux de la vie physique, et l'amollissement du corps y est suivi de l'affaissement de la pensée. Que les facilités de la chasse et de la pêche ou la libéralité de la nature, offrant spontanément ses dons, dispensent les populations d'une culture assidue, elles s'étioleront de langueur, et si quelque généreuse secousse n'arrive au secours de leur volonté, elles s'abstiendront de travailler, et négligeront même de croître et de multiplier.

A ces accusations les amis de la Guyane opposent l'exemple des flibustiers, des boucaniers et des engagés blancs qui furent pendant deux siècles les premiers et principaux pionniers de la zone torride. L'exemple, pour avoir une grande valeur, devrait fournir la statistique de la mortalité dans ces trois classes de colons, ce qui man-

que entièrement. Au lieu de nier une influence certaine et funeste, il vaut mieux constater qu'elle peut être heureusement combattue. Les preuves abondent pour la Guyane d'une mortalité modérée des garnisons, d'une vie moyenne à peine inférieure à ce qu'elle est ailleurs, de longs services de fonctionnaires, de santés florissantes parmi les Européens qui ont longtemps vécu et voyagé dans la colonie, même d'une longévité centenaire des blancs. La nature ne fait point de sauts, a dit Linné; dans la série de ses créations, tous les extrêmes se relient par des transitions. C'est ainsi qu'elle a préparé le séjour de la Guyane même aux Européens par une agréable ventilation des brises de terre et de mer, et par l'abondante rémunération d'un travail léger. Que l'Européen aide la nature de son côté par une hygiène tonique, par la sobriété dans les travaux et les plaisirs, par une discipline régulière de la vie, et peu à peu ses organes s'assoupliront aux exigences du milieu nouveau, et il pourra couler de longs et heureux jours sous un ciel qu'il redoutait. Sa postérité, née dans le pays, y vivra plus facilement encore; ne voit-on pas à Cuba et à Porto-Rico un grand nombre de blancs créoles travailler la terre, du moins pour les cultures autres que la canne? Que le préjugé ou la loi ne s'oppose pas aux alliances entre races diverses, et une race mixte se formera, mieux trempée encore pour la fatigue.

La colonisation rencontre malheureusement des obstacles d'un autre genre dans la rareté des bons ports et l'isolement géographique. Les bons ports sont le point de départ de toute colonisation prospère, et la Guyane en est à peu près privée. Le rivage de la Guyane forme une ligne tantôt continue en ligne droite, tantôt légèrement ondulée, qui ne s'ouvre nulle part en quelqu'une de ces découpures profondes et abritées si recherchées de la navigation : du côté des terres, deux ou trois lieues de terrains fangeux et noyés; du côté de la mer, un glacis de vase qui se prolonge fort au loin et tient les bâtimens à distance. Sur la ligne indécise de séparation entre les eaux et les terres se dresse une forêt de palétuviers, grands arbres qui envahissent le sol humide et de leurs branches projettent des racines aériennes qui s'implantent à côté des tiges. Autour de chaque débris végétal qui tombe, la boue s'accumule, un réseau de nouvelles branches et de nouvelles racines s'entrelace; moitié solide et moitié liquide, la masse branlante devient un îlot de bois et de fange qui se fixe à la longue, précieuse défense contre une attaque, si elle n'était un obstacle aux communications pacifiques et un écueil pour les navires en quête d'un refuge. Cependant, à mesure que l'action des élémens la consolide, la canne à sucre y trouve un excellent fonds.

A travers cette longue et épaisse bordure de palétuviers, qui marque les contours du rivage, les nombreux fleuves de la Guyane font autant de trouées pour verser leurs eaux dans la mer, sans fournir des emplacemens favorables à l'établissement des villes maritimes : presque toutes ces bouches fluviales sont obstruées par des bancs de sable, des îlots de terre, flanquées d'alluvions vaseuses ou fermées par des barres. A Cayenne seulement, une rade de quatre milles de tour offre un mouillage aux navires tirant moins de treize pieds d'eau, c'est-à-dire de 250 à 300 tonneaux. Les grands navires ne peuvent jeter l'ancre et trouver un abri contre les mauvais temps qu'aux îles du Salut, situées en pleine mer, à vingt-sept milles de Cayenne, en face du territoire du Kourou, dont ils ne peuvent approcher. Même les communications sur la côte, faciles tant qu'on suit le vent, deviennent très pénibles pour la voile quand il faut au contraire remonter le courant aérien, et l'on y a vu des traversées de cinquante ou soixante lieues seulement durer aussi longtemps que celle de France en Amérique. Les bâtimens d'un léger tonnage peuvent, il est vrai, remonter la plupart des rivières, particulièrement le Maroni, l'Approuague et l'Oyapock, beaucoup plus larges que nos grands fleuves de France, mais sans pouvoir s'avancer au-delà de quinze ou vingt lieues. Les dures roches de granit qui composent la charpente osseuse des montagnes de la Guyane ayant résisté à l'érosion des eaux, le lit des rivières est brusquement coupé par des sauts et des cataractes qui barrent la navigation.

Réduite à son modeste mouillage de Cayenne, privée des avantages nautiques et commerciaux qu'offrent aux autres Guyanes les fleuves du Surinam, du Corentin, du Berbice et de l'Essequibo, plus profonds à leurs embouchures et navigables sur un cours plus long, la Guyane française aurait encore pu prospérer sans l'isolement géographique où elle se trouve. Rien n'aboutit à la Guyane, et elle ne mène à rien, à la différence des Antilles, qui se sont trouvées sur le trajet des grandes voies commerciales du globe, de l'ancien monde au nouveau, de l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud. La Guyane, isolée, n'a pu prendre à ce mouvement qu'une très faible part. Une seule fois, sous l'empire, profitant des vents et des courans qui portent ses eaux dans le golfe du Mexique, elle se mêla aux croisières dirigées contre le commerce anglais et s'y enrichit; encore était-elle trop pauvre pour avoir une véritable marine, comme ses sœurs de la Guadeloupe et de la Martinique, surtout de Saint-Domingue, et d'ailleurs les champs de course étaient trop éloignés.

A jeter un coup d'œil sur la carte, on croirait la Guyane plus favorisée : au-delà de la zone du littoral, premier théâtre de la colonisation, s'étendent à l'infini des terres montueuses enserrées par

l'Amazone et l'Orénoque. Ne pourrait-on tenter quelque heureuse sortie vers ces solitudes inexplorées, comme ont fait les pionniers des États-Unis vers les déserts naguère inconnus et inhabités du *far west?* La fortune n'y promettrait-elle rien aux audacieux? A ces questions que posa de tout temps une patriotique ambition, la nature et la politique semblent répondre par d'insurmontables obstacles. De près comme de loin, tout est entrave. Au-delà de ces sauts de roches que nous avons indiqués comme termes de la navigation intérieure, toute exploration ne peut se faire qu'à pied, et le voyageur, à peine débarqué, se trouve engagé dans une forêt immense, inextricable. Dans ce fouillis de troncs et de lianes dont aucun sentier n'éclaire le labyrinthe, au milieu d'un silence accablant qu'interrompent seuls quelques cris d'oiseaux et de singes, dans une atmosphère étouffante, bien vite les forces s'épuisent et le courage faiblit. Les plus intrépides rebroussent bientôt chemin, heureux s'ils rencontrent la cabane de quelque pauvre famille sauvage qui leur donne l'hospitalité, quoique peut-être elle n'ait pas toujours eu à se louer de la civilisation! On croit généralement que des émigrans ont avantage à trouver devant eux un pays vide de tout habitant. C'est une erreur. Le sauvage lui-même est un ami pour le pionnier qui sait gagner sa confiance, et il lui rend, pour les besoins d'une première installation, de précieux services.

La course la plus lointaine entreprise au cœur de la Guyane a été celle des jésuites Béchamel et Grillet, qui en 1674 pénétrèrent à quatre-vingts lieues dans l'intérieur. Malgré quelques autres excursions, on ne peut dire des explorations, la Guyane, dans son massif central, reste couverte de voiles presque aussi épais que le jour où, sur la fin du XV[e] siècle, Walter Raleigh s'y jetait en aventurier pour gagner la faveur de la reine Élisabeth : on ne les soulèverait qu'à l'aide d'une expédition munie de puissans moyens d'action et fortifiée par l'esprit des grandes découvertes. Livrée à ses misères et à ses divisions, la société guyanaise est incapable de tels efforts, et le gouvernement local se garde de desseins aussi téméraires. Contrairement d'ailleurs à l'observation générale, qui constate que la température baisse en proportion de l'élévation des lieux au-dessus du niveau de la mer, on croit à Cayenne que l'intérieur de la colonie serait encore plus difficilement habitable que le littoral. La brise de mer n'y peut parvenir, dit-on, arrêtée qu'elle est par les forêts et le cercle extérieur des montagnes : l'atmosphère, concentrée et pesante, jamais ventilée, doit y être viciée. De tels doutes ne peuvent être dissipés que par l'inspection même des lieux. Rappelons toutefois que, par une singulière tendance de son imagination, l'homme a toujours peuplé de monstres et d'épouvantails les régions qu'il ne connaissait pas,

l'Océan avant que Colomb ne le traversât, hier l'Australie, aujourd'hui encore l'Afrique intérieure. A mesure que le mystère s'évanouit sous les yeux de quelque hardi chercheur, la nature se révèle avec une munificence imprévue. On peut espérer qu'il en sera ainsi de la Guyane dans ses plus sombres profondeurs.

Deux voies moins insondables restaient ouvertes aux hardiesses du génie colonisateur, les magnifiques cours de l'Orénoque et de l'Amazone, qui jusqu'en-deçà du XVI[e] siècle limitèrent seuls la Guyane française, comme en font foi les chartes de compagnies octroyées par Louis XIII et Louis XIV, simples ratifications des entreprises individuelles des marchands de Rouen et des marins engagés sous leurs ordres. Les compagnies et la royauté ont fait perdre à la France cette double et inappréciable richesse. Uniquement préoccupées de leurs gains immédiats et manquant de l'intelligence des grandes affaires autant que de résolution et de patriotisme, les compagnies privilégiées laissèrent les Hollandais s'implanter en-deçà de l'Orénoque, si bien que lorsque l'établissement de Cayenne, commencé en 1635, prit quelque consistance, nous étions déjà resserrés sur la rive droite du Maroni. A l'autre extrémité, il restait encore, pour nous ouvrir les profondeurs du pays, l'Amazone et le Rio-Negro, l'un de ses principaux affluens. Par le traité d'Utrecht, Louis XIV abandonna cette limite, renonçant même à tout droit de navigation sur l'Amazone et ses tributaires, sacrifiant ainsi d'un trait de plume au Portugal, maître du Brésil, un itinéraire commercial de quinze cents lieues, comme il abandonnait l'Acadie et Terre-Neuve à l'Angleterre à titre d'appoint de ses combinaisons dynastiques.

Les nouvelles limites respectivement assignées à la France et au Brésil furent si mal déterminées, qu'elles sont, depuis le règne de Louis XV, l'objet d'un litige non réglé encore malgré une accumulation de notes et de conférences diplomatiques où se trouve invoquée de part et d'autre la grande autorité de Humboldt, qui voyageait dans ces régions vers le commencement du siècle. Le désaccord vient de la détermination du Cap-Nord et de la rivière de Vincent-Pinçon ou Japoc, assignés par le traité d'Utrecht pour limite méridionale à la Guyane française. L'interprétation portugaise confond ces deux points avec le cap d'Orange et la rivière d'Oyapock, ce qui enlève les trois quarts de la surface et la moitié du littoral revendiqués par la France, laquelle reporte ses limites à la rivière Araouari, au voisinage du Cap-Nord. Si tel est notre droit, nous avons un intérêt sérieux à le maintenir. Sur le plateau élevé où l'Oyapock et divers affluens de l'Amazone prennent leur source, la colonisation trouverait des vallées tièdes et des terres vierges éminemment propres au caféier, au cacaoyer, au cotonnier. Plus près du rivage, des savanes

et des lacs poissonneux pourraient attirer et fixer les Indiens. Il serait même possible d'établir un port dans ces parages, affranchis du *pororoca*, ce terrible heurt entre les ondes de l'Amazone, les vagues de la mer et les vents alizés, qui désole les terres les plus voisines du Cap-Nord.

Ainsi fermée de toutes parts aux entreprises du commerce, qui assurent, mieux que celles de l'agriculture, les débuts d'une colonisation, la Guyane n'a point vu s'élever sur ses rivages une de ces villes maritimes dont l'influence réagit énergiquement sur l'économie de toute une contrée. Cayenne n'a jamais réuni dans ses murs plus de cinq mille habitans, tandis que Paramaribo, capitale de la Guyane hollandaise, en a compté plus de vingt mille, et Démérari, capitale de la Guyane anglaise, plus de vingt-cinq mille. Si une part de cette supériorité revient au génie colonisateur de la Hollande et de l'Angleterre, une part plus grande doit être faite aux conditions naturelles : des terres de culture plus rapprochées les unes des autres, une moindre distance des îles anglaises et hollandaises, points d'appui dans la mer des Antilles, et surtout des fleuves mieux disposés pour la navigation et le commerce. Tout en confessant que la Guyane française n'est pas une de ces terres bénies du ciel où la population humaine n'a qu'à poser le pied pour prendre racine et prospérer, ne dissimulons pas, même pour pallier nos fautes, les compensations que la destinée lui assure. Elle possède une vaste étendue de terres vierges, fertiles, propres à toutes les cultures tropicales. Elle n'est point sous la menace permanente des ouragans qui dévastent les Antilles; les ras de marée et les tremblemens de terre y sont très rares et inoffensifs. La fièvre jaune, ce terrible fléau qui ravage le Mexique et la Louisiane au nord, le Brésil au sud, ne fait à Cayenne que de lointaines apparitions. L'absence de tout grand port écarte de cette ville les flottes ennemies. La Guyane peut donc consacrer à la production des forces que beaucoup de colonies sont condamnées à dépenser en fortifications et en armemens, ou à réparer des désastres sans cesse renouvelés. L'examen de ses ressources naturelles va montrer que, dans la carrière économique, elle peut rivaliser avec les plus heureux établissemens par le nombre, l'importance et la variété des produits.

II. — RESSOURCES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES. — DENRÉES D'EXPORTATION, LE BOIS, L'OR.

Toute l'économie rurale de la Guyane se rapporte aux trois divisions naturelles du sol : les terres hautes, les terres basses, les savanes.

Les terres hautes, qui sont les prolongemens du massif monta-

gneux à travers la zone du littoral, se détachent en collines, en buttes, en mornes isolés. Sur le bord de la mer, au vent de Cayenne, elles forment un long bourrelet où les colons aiment à dresser leurs habitations pour respirer un air plus sain et surveiller leurs cultures. On les distingue en terres hautes de la montagne et terres hautes de la plaine, suivant leur point d'attache, et les unes comme les autres se composent d'un noyau granitique, d'un sous-sol argileux formé par la décomposition du feldspath, d'un sol siliceux avec une couche de terreau : le calcaire y manque absolument comme dans toute la Guyane, excepté aux bords de la mer, où les coquillages sont roulés avec la vase et le sable. En de tels terrains, la puissance de la végétation forestière donne en Amérique, de même qu'en Europe, une idée exagérée de leur fertilité. C'est une composition défectueuse qu'il faut corriger par des amendemens et des engrais dont on ignore l'art et dont on redoute le prix dans les colonies naissantes. La fertilité de la surface, due plutôt aux détritus séculaires des plantes et des animaux qu'à la richesse propre des élémens constituans, s'épuise vite en proportion même du jet rapide et luxuriant de la végétation; les pluies incessantes, en lavant le sol, entraînent l'humus et hâtent l'épuisement. Après quelques années d'exploitation, les récoltes annuelles et herbacées refusent de se renouveler : les champs doivent se reposer; mais ce repos n'est point sous l'équateur, comme la jachère dans notre zone tempérée, accompagné d'un simple pâturage succédant à une production plus vigoureuse : sous l'action stimulante de l'eau et du soleil, un bois pousse, qui trouve dans les profondeurs du sol un aliment suffisant, et quand l'alternance de la culture ramène le travail sur le même terrain, il faut nécessairement abattre ces arbres. Cet obstacle toujours renaissant force l'agriculteur à recommencer toujours sa plus grosse tâche, le défrichement : conditions pénibles, et qui ne permettent pas au cultivateur la même admiration qu'au naturaliste.

Les terres basses sont plus favorisées sous le rapport de la fertilité. Composées d'alluvions terrestres et de vases marines, où les coquillages abondent parfois, elles se prêtent à une succession presque indéfinie de cultures; mais la surabondance des eaux y est un embarras de tous les jours contre lequel il faut se défendre par des digues et des écluses, par des fossés et des canaux, qui forcent d'associer les procédés d'une industrie avancée à ceux d'une agriculture naissante.

Quant aux savanes guyanaises, ce sont d'immenses pâturages naturels assez semblables aux prairies de l'Amérique du Nord, aux pampas de l'Amérique du Sud, et qui s'étendent entre le pied des montagnes et la mer; elles caractérisent les vastes espaces au sud de

Cayenne, entre l'Amazone et l'Oyapock, et au nord depuis le Kourou jusqu'au Maroni. La surface de ces plaines, légèrement et irrégulièrement ondulée, parsemée d'arbres nains et de rares bouquets de haute futaie qui en coupent la monotonie, affecte une pente générale fort douce vers les montagnes de l'intérieur, ce qui permet aux eaux courantes d'y vaguer en tout sens. Beaucoup de ces savanes, noyées sous ce trop-plein d'irrigation, forment des marécages d'un aspect particulier, dits *pripris*, qui peuvent recevoir et nourrir d'innombrables troupeaux de bœufs. L'herbe s'y améliore rapidement, comme dans toutes les prairies, quand elle est pacagée et surtout fauchée; mais c'est de quoi on ne s'avise guère à Cayenne, où les chevaux de la gendarmerie ont souvent consommé du foin expédié de Bordeaux et revenant à 32 francs les 100 kilogr., par les mêmes causes sans doute qui ont fait longtemps préférer en Algérie le foin d'Italie et d'Angleterre, payé 15 ou 20 fr. le quintal, à celui du pays, qui n'eût coûté que moitié!

Par cette triple division du sol, la nature avait indiqué les voies à la colonisation, qui s'attaqua d'abord aux terres hautes, comme les plus salubres et les plus faciles à travailler. On pressent quelles déceptions suivirent ces premières entreprises : des défrichemens continuels, des terres rapidement épuisées, ne pouvaient procurer cette prompte et éclatante prospérité qu'on demande aux colonies. A la Guyane française, même à la Guyane hollandaise, tant que la culture se restreignit aux terres hautes, le pays ne fit que languir; il ne connut de meilleurs jours que lorsqu'on aborda les terres basses, qui se montrèrent propices à la canne à sucre. Les colons néerlandais, préparés par l'éducation du pays natal aux travaux hydrauliques que ces terres demandent, en firent les premières applications à Surinam, et ce fut un de leurs ingénieurs, Suisse d'origine, nommé Guizan, qui introduisit le même art aux environs de Cayenne et dans le quartier d'Approuague. En engageant cet habile maître, Malouet, alors administrateur à la Guyane, rendit le plus éminent service à l'établissement français.

Dès lors s'introduisit une répartition des cultures, qu'il s'agissait de mettre en harmonie avec les aptitudes de chaque espèce de terrain : aux terres basses les plantations de canne à sucre, aux terres hautes les espèces arborescentes, et un peu partout les cultures *vivrières*, comme on dit aux colonies. La propriété rurale et la société tout entière se réglèrent d'après le même système : l'aristocratie du sol ou la grande propriété fit du sucre; la bourgeoisie ou la moyenne propriété récolta du rocou, du café, des épices, du coton; le menu peuple se procura des vivres dans les jardins que lui abandonnaient les maîtres, et plus tard sur des abatis de petite étendue, qui, après

l'émancipation, devinrent sa propriété. Les sucreries ou grandes habitations, qualifiées de manufactures par excellence, dédaignèrent toute autre culture, tandis qu'on vit sur les petites propriétés le rocou s'associer au coton, le girofle au café ou au cacao. La nature semblait se faire complice du système des castes. L'émancipation est venue, au grand chagrin des admirateurs du passé, troubler ces harmonies; les genres de culture s'entremêlent comme les classes, sans égard à la couleur de la peau du cultivateur, et l'on a dit, avec autant d'esprit que de raison, que le jour où les noirs feront du sucre, ils seront bien près de se croire blancs; mais il leur faudrait, pour s'élever à cette noblesse, des usines centrales qui pussent manipuler leurs petites récoltes.

L'introduction de la canne à sucre remonte aux premiers âges de la colonie. Pendant un siècle et demi, l'espèce dite créole domina seule; vers 1790, elle fut remplacée par celle de Taïti, à laquelle on a depuis associé deux variétés de Batavia, l'une jaune, l'autre violette, comme étant plus hâtives. Cultivée primitivement dans les terres hautes, la canne a trouvé de bien meilleures conditions dans les terres basses, bien qu'on accuse ces fonds marécageux et argileux de profiter plus à la quantité qu'à la qualité du sucre. Quand, après de longues années de production, les terres sont fatiguées, on les répare au moyen d'une inondation d'eau douce. Le capital considérable qui est nécessaire pour l'installation d'une sucrerie a toujours beaucoup restreint le nombre de ces établissemens à la Guyane, où capitaux et crédit ont également manqué. En 1726, le père Labat en comptait vingt. Plus d'un siècle après, en 1837, il y en avait quarante-quatre, et ce fut l'apogée. On ne comptait plus, il y a quatre ans, que quatorze ou quinze établissemens, qui consacraient à la canne 3 ou 400 hectares et exportaient environ 400,000 kilogrammes, moins que certaines usines de la Réunion ou des Antilles. Ces nombres se sont aujourd'hui un peu relevés. Aux meilleurs jours, la production n'a pas dépassé 2 millions 1/2 de kilogrammes, d'une qualité un peu inférieure, soit par la faute du terroir ou celle de la fabrication. Il est vrai qu'une grande quantité de vesou est directement transformée en rhum.

La canne à sucre a trouvé à la Guyane un rival d'importance, sinon d'honneur, dans un modeste arbuste, le rocouyer, à peu près inconnu partout ailleurs, et qui croît spontanément à Cayenne. Les indigènes extrayaient de son fruit une pâte avec laquelle ils se teignaient le corps en une couleur rouge qui en renforçait la nuance naturelle. Les colons s'empressèrent d'adopter une plante dont la matière tinctoriale trouva aussitôt un débouché en Europe dans les emplois industriels qui donnent à la soie, à la laine, au coton, des

tons rouges de divers degrés. La chimie moderne en a extrait et concentré le principe sous les noms de bixine et demi-bixine. En 1726, la colonie comptait 86 rocoueries; elle en a aujourd'hui 300 malgré des oscillations de prix qui varient entre un maximum de 5 ou 6 fr. le kilogramme et un minimum de 50 ou 80 centimes : à 1 franc 50 centimes, la rémunération est encourageante. Quand la baisse est trop forte, on suspend les travaux d'entretien, on néglige la récolte, sauf à recommencer les années suivantes quand les cours s'améliorent, ce qui ne tarde guère, la Guyane française étant à peu près le seul pays qui fournisse à l'Europe les 5 ou 600,000 kilogr. de rocou qui s'y consomment. Un ou deux ans d'intermittence rétablissent les prix, et c'est grâce à ce privilége que depuis deux siècles le rocou se maintient dans la colonie en faveur croissante. Quoiqu'il réussisse dans les terres hautes, il donne ses plus belles récoltes après les hivers pluvieux; il brave les variations de température; il est peu attaqué par les insectes; il produit au bout de dix-huit ou vingt mois, et dure quinze ou vingt ans. Le rocouyer, on le voit, constitue une ressource de quelque valeur pour la Guyane: aussi la population lui reste-t-elle fidèle malgré toutes les amorces de l'administration locale pour l'attirer à d'autres cultures, et l'année 1857 a vu une exportation de 582,000 kilogrammes de rocou donner un revenu brut et net supérieur à celui du sucre. Le rendement par hectare, qui est en moyenne de 300 kilogrammes, s'élève jusqu'à 900 dans les terres le plus propices, comme celles du quartier de Kaw. Si l'on pouvait étendre l'emploi industriel de cette matière colorante, nul encouragement ne serait plus favorable à la moyenne culture. Une usine à vapeur existe à Cayenne pour la trituration de la graine de rocou, et d'autres ne tarderaient pas à s'établir, pour peu que le développement de la consommation encourageât la production.

Dans le cours du XVIII[e] siècle, le caféier, le cacaoyer, le cotonnier, vinrent multiplier les élémens de l'agriculture guyanaise : le premier, importé de Surinam vers 1716; le second, croissant spontanément dans l'intérieur du pays, où il forme de véritables bois, mais adopté seulement en 1728; le troisième, emprunté aux sauvages on ne sait à quelle époque précise. Ce furent trois utiles innovations qui, pendant plus d'un siècle, accrurent les revenus de la Guyane, où le caféier et le cacaoyer se maintiennent encore avec quelque succès. Le caféier croît à merveille dans les terres hautes; cependant la préférence des colons se tourne vers le cacaoyer, qui porte, comme son rival, ses premières gousses à quatre ou cinq ans, est en plein rapport à sept ou huit, et dure une quarantaine d'années, beaucoup plus longtemps que le caféier. Celui-ci succomberait sous

cette concurrence sans l'avantage d'un rendement et surtout d'un prix plus élevé. L'administration dans ces derniers temps a excité l'une et l'autre culture par des primes qui profiteront surtout aux *petits habitans*, à qui ces récoltes conviennent en raison de la main-d'œuvre modérée qu'elles réclament.

Malgré des encouragemens plus énergiques, le cotonnier, qui prend aussi sous l'équateur la taille d'un arbuste, est en pleine décadence à la Guyane. Ce n'est pas qu'il n'y puisse réussir : des sauvages le cultivent, en filent la fibre, la tordent, en font des hamacs; mais dans les terres hautes, qui lui conviennent le mieux, la récolte est peu abondante; dans les terres basses, où il prospère aussi, lorsqu'elles sont bien desséchées, la qualité est médiocre. La faveur commerciale dont le coton de la Guyane jouissait au XVIIIe siècle, alors que les pays producteurs étaient peu nombreux, il l'a perdue le jour où les États-Unis ont inondé tous les marchés du globe de leur courte-soie à vil prix. Il restait la ressource du longue-soie, et le gouvernement local s'en est avisé en offrant d'acheter, pour le compte de l'état, à des prix fort élevés, toute la récolte : peine à peu près perdue! Cette variété ne prospère que dans les terres basses, et les noirs, répugnant au travail pénible, ne s'y portent pas volontiers; elle périt par les grandes pluies de janvier et de février, que le climat ramène infailliblement tous les ans. Aussi la préférence se porte-t-elle sur les espèces indigènes, qui sont plus rustiques et exigent moins de soins; il est vrai que les résultats se réduisent à peu de chose. L'exportation, qui atteignait il y a une vingtaine d'années près de 300,000 kilogrammes, en dépasse à peine 8,000 aujourd'hui!

Les arbres à épices, parmi lesquels comptent surtout le giroflier, le muscadier, le cannellier et le poivrier, ont joui d'une faveur inégale. Les trois derniers ont successivement décliné jusqu'à ne plus compter aujourd'hui dans les produits sérieux de la colonie : la douane n'a constaté en 1857 la sortie d'aucune quantité de muscade; elle n'a eu à signaler que 60 kilogr. de cannelle, 100 kilogr. de poivre. Pour le cannellier, on accuse l'infériorité du produit, comparé à la cannelle de Ceylan, pour le muscadier une végétation médiocre, pour le poivrier une fécondité qui s'éteint on ne sait pourquoi. Probablement il y a au fond de toutes ces révolutions de culture des questions de prix et aussi de convenance économique. Les administrateurs français ont le goût de l'acclimatation, et ils tirent vanité du moindre succès; à les entendre, chaque colon devrait adopter tous les végétaux que le pays comporte : vues d'horticulteurs, non d'agriculteurs! La simplification est le secret de la prospérité agricole. Un petit nombre de plantes bien choisies et bien exploi-

tées rapporte plus qu'une multitude de végétaux dont les exigences se combattent.

Ces réflexions n'accusent pas le principe même de l'acclimatation, en faveur duquel le giroflier, introduit à la Guyane vers 1777, sur la plantation *la Gabrielle*, est un heureux témoignage, qui fut justement consacré par un monument élevé dans l'ancien jardin public de Cayenne. On rapporte ordinairement au Lyonnais Poivre, intendant des îles de France et de Bourbon, l'honneur d'avoir dérobé aux Hollandais les arbres à épices et d'en avoir doté d'abord les colonies de la France, et par elles le monde entier. La justice de l'histoire doit associer à son nom ceux de Provost, ancien commis de la compagnie des Indes, et des marins Trémigon et d'Etchèvery, qui, munis des instructions de Poivre, ont en personne accompli deux voyages aux Moluques et enlevé des chargemens de giroflier et de muscadier malgré la jalouse surveillance des maîtres de ces îles. Si Poivre conçut et organisa la double expédition, ces trois voyageurs l'exécutèrent au péril de leur vie. Rapportés à l'Ile-de-France et aux Seychelles, les précieux plants furent ensuite envoyés à la Guyane, pour en assurer la conservation contre les risques de guerre ou de mortalité; de là ils se répandirent à la Martinique et à Saint-Domingue. Le giroflier s'est toujours depuis cette époque maintenu avec éclat autour de Cayenne, plus abondant en terre basse, plus aromatique en terre haute. Il ne décline depuis quelques années qu'à cause du bas prix où l'a fait tomber, entre autres concurrences, celle de Zanzibar : aussi la production, évaluée encore à 113,000 kilogrammes en 1837, quand le girofle se vendait 2 francs, est-elle tombée, vingt ans après, à moins de 80,000, valant à peine 50,000 fr., le prix n'étant plus que de 60 à 65 centimes.

Après ces articles principaux de la production guyanaise, on ne peut mentionner en denrées d'exportation comme des souvenirs ou des espérances, plutôt qu'à titre de revenus sérieux, que l'indigo, le tabac, la vanille et la soie; le reste des forces disponibles s'applique en fait d'alimentation aux vivres ou au bétail, en fait d'industrie au bois ou à l'or. Si le système qui présida à l'établissement des colonies ne les eût jetées dans des voies artificielles, l'économie rurale eût prescrit de débuter par la culture des vivres et l'élève du bétail, premiers et nécessaires alimens de toute population. Comme les sociétés européennes, les colonies auraient traversé la période pastorale et céréale (en étendant ce dernier mot aux grains et racines qui remplacent le blé sous les tropiques), pour atteindre la période industrielle. L'agriculture extensive, qui convient quand on a beaucoup de terres et peu de moyens de les exploiter, eût devancé l'agriculture intensive, qui suppose peu de terres avec beaucoup de

capitaux et de bras; mais, loin d'aspirer à fonder des sociétés qui pussent marcher par elles-mêmes, le pacte colonial ou plutôt l'égoïsme légal des métropoles entendait ne faire des colonies qu'un simple marché de matières premières, un simple débouché d'articles manufacturés. Les vivres ne devaient se cultiver qu'en stricte proportion des besoins des noirs; la métropole devait nourrir les blancs. Le bétail lui-même, que les savanes semblaient réclamer, devait être fourni par la France, ou par l'étranger en passant par les entrepôts de France. La Guyane, poussée vers les denrées de luxe par les compagnies et le gouvernement, dut subir la loi commune et s'appliquer au superflu avant de s'assurer le nécessaire : vice radical de sa constitution économique, qui lui infligea de fréquentes disettes, empêcha l'accroissement de sa population laborieuse, et pervertit l'esprit public au point que même aujourd'hui, alors que la Guyane pourrait être balayée de la surface du globe sans que la France s'en aperçût autrement que par une sympathique commotion, ses administrateurs professent que la principale destinée de cette colonie consiste à approvisionner la mère-patrie de denrées exotiques. Ils en font la condition de toute concession provisoire de propriété.

Ainsi tenus en dédain, les vivres ne sont produits qu'en minime quantité, et la disette se fait sentir pour peu qu'un accident accroisse les besoins ou diminue les récoltes. Ces vivres consistent, comme dans la plupart des colonies, en manioc sous ses deux formes, le *couac* ou farine, la *cassave* ou galette; en maïs et petit mil, empruntés aux sauvages; en riz blanc et rouge, si bien adapté à un pays où les eaux d'irrigation surabondent, et qui réclame déjà, dans les quartiers où il prospère, comme la Mana, des usines à décortiquer; en bananes, cette manne providentielle des régions équatoriales, et en une multitude de racines, de légumes et de fruits, tous différens de ceux des zones tempérées.

Quant au bétail, le peu qu'on en élève autour de fermes rustiques appelées *hattes* ou *ménageries* se réduit à quelques milliers de bœufs et de vaches dispersés sans soin et sans secours dans les savanes naturelles, livrés à de pauvres ménagers blancs épars çà et là, qui les font garder par des noirs. Ces animaux manquent en général de parc pour les réunir, de hangar pour les abriter, de fourrages pour la saison sèche. Quelques-uns sont dévorés par le tigre d'Amérique ou jaguar, d'autres deviennent sauvages et s'enfuient dans les bois, enfin une partie périt faute de nourriture. Pour suppléer aux fourrages naturels, il faudrait en faire provision d'avance ou les remplacer par des prairies artificielles d'herbe de Para et d'herbe de Guinée, la première propre aux terres humides, la seconde aux terres sèches. De toutes ces précautions si simples, très peu d'éleveurs s'avisent : on

laisse les malheureux animaux maigres et affamés dans les boues des savanes, sous des torrens de pluie. L'administration se sent-elle un jour émue de ces misères, elle institue quelques primes, donne quelques bêtes de choix, mais elle interdit rigoureusement l'exportation. Est-il pourtant un encouragement plus efficace pour la production? La libre exportation révélerait probablement que la Guyane, placée au vent de l'Amérique centrale et des Antilles, est admirablement disposée pour faire un grand commerce de bétail avec tout l'archipel. Au contraire, l'approvisionnement même des habitans est insuffisant, et la Guyane tire ses bœufs du Sénégal, ses mulets du Poitou, ses viandes conservées d'Europe et d'Amérique, tandis qu'à côté d'elle la province brésilienne du Para s'enrichit par le bétail.

Mieux dotée pour l'industrie que la plupart de nos autres colonies, la Guyane a sous la main deux sources de fortune dans les bois qui couvrent son territoire, dans l'or mêlé à ses roches et déposé au fond de ses criques. La Guyane n'est pour ainsi dire qu'une forêt qui présente quelques éclaircies cultivées. La forêt borde la mer, contourne les marais, envahit les savanes à peine desséchées, se développe le long des rivières; par lignes, par groupes, par massifs, elle envahit tout. A l'intérieur, elle forme comme un immense bloc verdoyant de futaies d'une majestueuse et sombre magnificence, d'une profondeur indéfinie, où des arbres gigantesques représentent la succession des siècles et sollicitent la hache de l'homme. L'exploitation à grande distance en est difficile par l'absence de routes : plus près de la mer, elle trouve à sa portée les voies liquides des fleuves et des canaux; partout elle éprouve l'inconvénient du mélange confus des pieds de chaque essence au lieu d'une association par espèces et genres. En compensation, des scieries mécaniques seraient faciles à établir sur tous les cours d'eau. Ici encore l'administration se montre d'une rigueur inopportune: des permis limités à trois ou cinq ans ne peuvent que détourner les capitaux intelligens de l'établissement de vastes chantiers. Les bois de la Guyane sont cependant aussi variés que précieux. La marine de l'état y a trouvé des pièces du plus fort calibre. Les constructeurs des pénitenciers les ont appliqués à tous les usages de la menuiserie et de la charpente. L'ébénisterie parisienne, qui en a depuis peu d'années commencé l'exploitation régulière, a récemment étalé au Palais de l'Industrie des échantillons d'une rare beauté, dont les teintes parcourent la gamme presque entière des couleurs, avec toutes les variétés de dessin et de grain. La dureté de plusieurs de ces bois les recommande pour les traverses de chemins de fer. Entassés à fond de cale, ils formeraient un lest bien préférable au sable dont se chargent tant de navires en quittant Cayenne.

A l'industrie forestière s'en rattacheraient quelques autres dont il est plus facile d'entrevoir que de préciser l'importance. On sait combien la végétation tropicale, où la séve déborde, est riche en résines, en gommes, en aromates. Déjà la séve de balata pénètre dans le commerce à côté du caoutchouc et de la gutta-percha, dont elle possède les propriétés combinées. Le quinquina, qui fut trouvé par l'académicien La Condamine, sur la rive droite de l'Amazone, dans des forêts pareilles à celles de la Guyane, existe très probablement dans ces dernières, où l'art pharmaceutique peut aussi recueillir la salsepareille, le baume de copahu, l'huile de carapa, que les Indiens mêlent à la pâte de rocou pour oindre leurs corps. La vannerie et la sparterie tireront parti des lianes et des matières textiles, dont ces mêmes sauvages tressent des filets et des hamacs estimés des Européens pour leur solidité.

Sans être plus utile, l'exploitation de l'or a plus de prestige, et la Guyane compte parmi ses meilleures chances la découverte de gisemens aurifères dans une partie de ses terrains. La tradition en avait de tout temps donné l'espoir, car c'est dans les profondeurs des forêts guyanaises, sur les bords du mystérieux lac Parima, qu'elle plaçait l'Eldorado, ce mirage ardent du XVIe siècle, et la science des Buffon et des Humboldt avait confirmé la probabilité de la présence de l'or par des aperçus pleins d'autorité. Des recherches commencées sur les indications de l'Indien Paoline donnèrent, il y a quelques années, à ce soupçon le caractère de la certitude, et dès 1857 une compagnie se forma, composée de la plupart des propriétaires et fonctionnaires de la colonie. Dans l'intention de dédommager ses membres des pertes que l'abolition de l'esclavage leur avait fait subir, un décret leur accorda un privilége d'exploration et d'exploitation, sur une étendue de 200,000 hectares, dans le bassin de l'Approuague, sans redevance pendant cinq ans. Au bout de cette période, un contrat définitif entre la compagnie et l'état devra régler les conditions de la colonisation agricole, autant qu'industrielle, de cette vaste possession. L'année suivante, la compagnie était constituée en société anonyme au capital de 20 millions, et se mettait à l'œuvre, sous la direction de M. le commandant Charrière, avec une résolution qui ne s'est pas un seul jour démentie et un succès qui va croissant d'année en année. En quatre années, de 1857 à 1860, la compagnie, avec un petit atelier de cent travailleurs, a récolté 179,209 grammes d'or dans ses quatre *placers* d'Aïcoupaïe, Madeleine, Counamaré, Chicdagom; elle en a acheté aux indigènes qui cherchent l'or pour leur propre compte une quantité de 56,853 gr., ce qui fait, au prix de 3 francs le gramme, une valeur totale de 708,189 francs. La production varie, suivant les saisons pluvieuses

ou sèches, de 5 à 9 kilogrammes par mois; depuis quelque temps, elle s'élève sensiblement, et les dernières nouvelles constatent un rendement mensuel de 13 kilogrammes, soit près de 40,000 francs. Jusqu'à présent, on exploite les alluvions d'anciens cours d'eau, partout disséminées, en attendant que les filons d'or natif se révèlent, grâce à d'incessantes *prospections*.

Toutefois l'état, en concédant un tel monopole, eût compris d'une manière bien mesquine le rôle des mines d'or en ce monde, s'il n'y avait vu qu'un moyen d'enrichir quelques actionnaires. L'histoire atteste qu'en tout pays où les mines de métaux précieux ont été librement exploitées, une population agricole, une société avec tous ses élémens réguliers, ne tardent pas à s'établir; il semble que l'or ne soit qu'une amorce providentielle pour faire peupler et cultiver toutes les régions de notre planète. Voyez aujourd'hui la Californie et l'Australie, dans l'antiquité les régions explorées par les Phéniciens et les Carthaginois, ces ancêtres de nos chercheurs d'or! On affirme que les *placers* de la Guyane, abandonnés aux émigrans européens, leur seraient mortels et ne feraient que multiplier les catastrophes qui ont si malheureusement discrédité la colonie, que ces travaux d'extraction excessivement pénibles ne peuvent être, sous un tel climat, livrés qu'à des ouvriers d'élite africains ou asiatiques, et que ceux-ci ont besoin d'une direction intelligente, sans parler de la puissance des capitaux, qui leur manque encore plus qu'aux ouvriers européens.

Sans rejeter des explications qui nous semblent plausibles, nous maintenons que le devoir de l'état comme l'ambition de la compagnie doivent être le peuplement et la colonisation du pays à qui est échue la bonne fortune des mines d'or. A cette règle se mesurera le succès social, distinct du succès financier, le seul qui donne aux directeurs d'une grande entreprise une gloire durable. L'acquisition qu'ils ont faite de l'habitation-sucrerie appelée *la Jamaïque* pour la relever de ses ruines, en combinant les travaux de l'agriculture avec ceux des mines, nous donne l'espoir qu'ils comprennent ainsi leur mission. De proche en proche ils peuvent ramener l'aisance là où la misère s'est faite, et conduire la colonie tout entière, dont l'intérêt s'identifie avec celui de la compagnie, vers des destinées plus prospères qu'elle n'en connut jamais. Ils reprendront ainsi l'idée qu'avait conçue, il y a une quinzaine d'années, une autre société dont les plans furent ici même l'objet d'un examen bienveillant (1), et qui se proposait d'opérer la transformation du régime de l'esclavage en régime de liberté au moyen d'une organisation nouvelle de la propriété et du travail,

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1845.

qui eût embrassé l'ensemble des intérêts et des populations dans un vaste mécanisme administratif. Malgré quelques efforts récens pour les rajeunir, nous restons quelque peu incrédule à l'égard de ces systèmes créés de toutes pièces, qui introduisent trop d'art et d'autorité dans le jeu des sociétés humaines; nous aimons à voir ces sociétés se développer naturellement et librement, non pas sans direction, mais sans contrainte. Tandis que la plupart des compagnies coloniales de l'Angleterre et de la Hollande ont prospéré au profit de leurs actionnaires et de leur patrie, pourquoi la plupart des compagnies françaises du même genre ont-elles échoué? Parce qu'au lieu de naître sur place et à leur heure, comme un fruit naturel de leur pays et de leur temps, elles ont été conçues *à priori* par des ministres et gouvernées à distance par des courtisans, des prélats, des financiers, des gentilshommes, qui n'y voyaient qu'une occasion de gain brillant et rapide. Ce n'était point, comme chez nos rivaux, l'agrégation réfléchie et logique d'individus qui rapprochaient leurs forces isolées; c'était l'alliance artificielle de spéculateurs qui unissaient leur impuissance. Au nom de ces souvenirs, nos vœux sont pour la compagnie de l'Approuague, agrandissant son action par des progrès annuels, dirigée par des chefs qui ont fait leurs preuves d'habileté, plutôt que pour une compagnie improvisée à neuf, qui viserait à racheter à l'amiable toutes les propriétés de la Guyane en vue d'enrôler dans ses rangs les anciens propriétaires comme actionnaires, administrateurs, gérans, employés, et les anciens esclaves comme ouvriers embrigadés. La première nous représente la croissance naturelle des êtres, telle que tous les jours elle s'accomplit sous nos yeux; la seconde nous rappelle les créations improvisées qui ne se voient que dans les légendes, parce que leur succès suppose une dose merveilleuse de force, de génie et de vertu que la Providence accorde rarement à l'humanité.

Après les brillantes perspectives que l'or éveille dans les esprits, et qui font oublier le fer, que recèlent d'autres parties du territoire, l'humble industrie de la pêche maritime peut paraître d'un bien mince intérêt; nous oserons pourtant la recommander comme l'une des mieux adaptées aux convenances d'une colonie que baigne une mer poissonneuse. Les matériaux des bâtimens à construire sont sous la main comme la proie elle-même. Il en naîtrait une vraie flottille de pêche et une race de pêcheurs qui de proche en proche poursuivraient de plus hardies et lointaines entreprises. La pêche en vue des salaisons fut le début de toute nation maritime, et doit être l'une des principales occupations de toute colonie riveraine de la mer : nulle ne fortifie mieux les âmes et les corps.

III. — LA POPULATION. — HISTOIRE DES ÉTABLISSEMENS. — LE TRAVAIL ESCLAVE ET LE TRAVAIL LIBRE.

Tant de richesses ont été jusqu'à ce jour bien peu exploitées. Depuis plus de deux siècles, l'homme et la nature sont en présence sur le sol de la Guyane sans contracter de féconde alliance. C'est que la nature ne livre que des forces indisciplinées et parfois malfaisantes, qui, pour être gouvernées, demandent l'action habile et puissante d'une nombreuse population humaine. Celle-ci fit toujours défaut, et le peu de bras et de capitaux qui s'y portèrent y sont devenus, depuis l'émancipation, réfractaires et méfians. Dès l'origine, les Français se sentirent peu de goût pour la Guyane. A toute race d'émigrans, la colonisation d'une telle contrée eût paru fort difficile, nous avons dit pourquoi; elle devait sembler presque impossible à nos compatriotes, bien moins familiers que les Hollandais avec les travaux hydrauliques, aussi indispensables pour la culture que nécessaires à l'assainissement. Ces travaux exigeaient des connaissances pratiques et des ressources d'argent rares chez la plupart des colons, cadets de famille, marins et soldats libérés, aventuriers riches d'ambition et légers de bourse, presque tous aussi ignorans que pauvres. Avec moins de peine, Saint-Domingue et les Antilles leur promettaient une bien plus rapide fortune.

Par son utilité publique et son prix élevé, le réseau de canaux et de routes à établir comme prélude de toute colonisation rentrait dans les attributions de l'autorité, dont il ne fut qu'un souci très secondaire, et les compagnies ne se montrèrent pas plus actives que l'état. Toutes préoccupées de gains immédiats et faciles, elles n'avaient garde d'enfouir leurs trop minces capitaux en des opérations improductives. A la Guyane d'ailleurs plus peut-être qu'en toute autre colonie, les compagnies ne se signalèrent que par l'incapacité de leur administration, l'indignité de leurs agens, l'âpreté cupide de leurs trafics. L'état, plus généreux de sa nature, comprit à contresens sa libéralité. Il accorda de vastes concessions, mais sans limites précises et à titre seulement provisoire. Il ouvrit des magasins où chacun put, sur la foi d'engagemens illusoires et à peu près au gré de ses besoins, emprunter des bestiaux, des semences, des outils, des nègres, même de l'argent; c'était un encouragement aveugle à l'inertie et à la dissipation bien plus qu'un secours à la bonne volonté. Une dévote sollicitude écarta les hérétiques et les Juifs, qui enrichirent Surinam de leur intelligence et de leurs capitaux. Ministres, gouverneurs et intendans manquèrent de tout plan suivi, que l'instabilité des fonctionnaires eût d'ailleurs annulé. Au détri-

ment des autres grands services publics, la défense militaire, en un pays où elle était presque superflue, fut seule organisée avec un luxe de personnel et de matériel qui absorba la meilleure part des subventions de l'état. La ville de Cayenne, qui en un climat chaud avait tant besoin d'air et d'espace, fut enserrée dans une ceinture de murs et de bastions, de tours et de fossés, qui lui causa plus de mal que n'eussent jamais fait des boulets ennemis, et ne l'empêcha point de tomber, sous l'empire, aux mains des Portugais. En un mot, les colons de la Guyane ne furent ni livrés à eux-mêmes, ce qui eût excité l'esprit d'expédient inné dans la race française, ni appuyés par le gouvernement local ou métropolitain. Ils furent tenus en tutelle sans tuteur : la pire des conditions, parce qu'elle n'impose de responsabilité et n'accorde d'initiative à personne.

Lorsque le duc de Choiseul, ministre sous Louis XV, honteux d'avoir fait perdre à la France le Canada et la Louisiane par le traité de Paris, jeta les yeux sur la Guyane pour y prendre une honorable revanche, il commença par en partager la propriété entre les deux branches de sa famille à titre de fief héréditaire; puis il expédia sur les rives désertes et isolées du Kourou douze ou quinze mille malheureux, divisés en seigneurs, vassaux et prolétaires, sous la conduite d'agens secondaires et inexpérimentés, sans abris pour les personnes ni pour les vivres, sans étude préalable des localités, sans concert avec les autorités de Cayenne : en toutes choses, il porta une imprévoyance et une précipitation qui font de cette entreprise une des plus criminelles folies qui pèsent sur la mémoire du règne de Louis XV. Vingt-cinq ou trente millions furent engloutis dans cet audacieux défi à tout bon sens et à toute morale; douze mille personnes au moins y périrent misérablement, et un discrédit immérité en rejaillit sur la Guyane.

Il faut arriver au règne de Louis XVI pour découvrir quelques lueurs de sagesse dans le gouvernement de cette malheureuse colonie. Malouet fut chargé d'y aller inaugurer, avec une politique loyalement résolue au bien, les assemblées provinciales par lesquelles Turgot et Necker faisaient, à la même époque, renaître en France les états provinciaux (1). Sous le nom, trop prétentieux sans doute, d'assemblée nationale, la réunion des députés de la Guyane montra, par de sincères et éclatantes démonstrations, que les colons n'appréciaient pas moins que les habitans de la mère-patrie ce retour à l'ancien droit national. « Jamais, écrit au ministre l'administrateur dans le style naïvement emphatique de l'époque, cette pauvre co-

(1) Voyez les travaux publiés sur ce sujet par M. Léonce de Lavergne dans la *Revue* du 1er et 15 juillet et du 1er août.

lonie ne s'était vue honorée d'une marque aussi flatteuse de la bonté du roi et de la bienveillance de son ministre... Les Français, dans quelque pays qu'ils habitent, savent mieux qu'aucun autre peuple manifester la sensibilité qui les distingue. Si vous aviez pu jouir du spectacle que vous nous avez procuré, il vous aurait touché d'autant plus que personne n'apprécie et ne connaît mieux que vous les sentimens qu'inspire la bienfaisance... Lorsque nous avons ouvert la séance, les esprits étaient encore dans une sorte d'inquiétude sur ce qui allait se passer. On ignorait ce qu'on avait à espérer ou à craindre. Un spectacle nouveau, auquel nous avons cru devoir mettre de la dignité, frappait seul les regards; mais l'exposition successive des volontés du roi, de vos vues, de vos opinions et ensuite de vos dépêches, des devoirs qui nous sont imposés, des pouvoirs dont nous sommes revêtus et des bornes qui y sont assignées, — ce développement de sagesse et d'équité a fait l'impression la plus touchante. Le respect, l'admiration et la joie étaient dans tous les yeux; chacun se félicitait d'être témoin de cette heureuse époque : tous étaient honorés d'être comptés pour quelque chose dans la délibération. La Guyane s'est agrandie à leurs yeux, et cet instant a vu naître un esprit public et des vues générales. Ils sentent tous que leurs opinions vont décider de leur sort en déterminant le parti à prendre. En effet, monsieur, si, avant de faire des projets et d'aventurer ici des hommes ou de l'argent, on eût pris le parti que votre sagesse a adopté, ce pays-ci serait déjà florissant, ou n'occuperait plus personne. » Dans ces belles apparences, il y avait beaucoup de mirage : l'assemblée, réduite à un rôle purement consultatif, n'avait que des vœux à émettre, et devait laisser au représentant de la royauté, éclairé par ses conseils, le soin de prononcer sur les réformes; mais les peuples habitués au joug se contentent de si peu que les colons de la Guyane se prirent d'un courage nouveau dans leur entreprise. On institua d'ailleurs des récompenses pécuniaires et des distinctions pour ceux qui se feraient remarquer dans une branche quelconque de culture ou d'industrie. On alla même jusqu'à tenter un essai d'émancipation des esclaves dans la belle propriété domaniale dite *la Gabrielle*, dont le roi fit don au général La Fayette après la guerre d'Amérique. La direction en fut confiée à un homme qui avait montré une rare capacité dans la Haute-Guienne, l'ingénieur Richeprey; malheureusement il y mourut bientôt, et nulle trace ne survécut de cette noble tentative.

Dans la période qui s'écoula de 1789 à 1815, les troubles de la révolution, les guerres de l'empire, l'occupation de Cayenne par les étrangers, ne pouvaient accroître la population de la Guyane; un incident politique en éloigna même pour longtemps tout recrutement volontaire du dehors. Le directoire y déporta environ cinq

cents victimes de ses lois et de ses coups d'état, parmi lesquelles se trouvaient des hommes célèbres à divers titres, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, Barbé-Marbois et Pichegru, avec un grand nombre d'exilés moins connus. Les récits des uns et des autres émurent douloureusement l'opinion, et ajoutèrent les noms sinistres de Konanama et de Sinnamary à celui de Kourou, pour raviver l'antipathie contre la Guyane, bien que cette fois encore le pays et le climat fussent pour bien peu de chose dans les désastres. En un lieu quelconque de la terre, les mêmes souffrances et les mêmes privations eussent enfanté les mêmes malheurs.

Sous la restauration, qui en 1817 reprit la Guyane des mains du Portugal, les bords de la Mana devinrent le théâtre d'une nouvelle expérience de cette colonisation arbitraire et artificielle dont le gouvernement français ne peut se déshabituer malgré les leçons éclatantes de l'histoire. Quoique entourée de plus de précautions que celle du Kourou, celle-ci avorta pour diverses causes : mauvais choix de la localité, à la fois insalubre, isolée, non préparée; rivalité des chefs de la colonie et des commissaires du gouvernement, jalousie des anciens habitans contre les nouveaux colons, envoi d'ouvriers citadins au lieu de robustes campagnards, trop petit nombre de familles pour doter une société de ses élémens essentiels. La colonie de la Mana n'a pourtant pas disparu, comme celle de Kourou, ne laissant après elle qu'une traînée sinistre de honte et de sang. Au bout de cinq années de vains et coûteux efforts pour la soutenir, elle fut livrée à Mme Jahouvey, supérieure d'un ordre religieux, qui la dirigea pendant près de vingt ans avec une remarquable vigueur de caractère, y appelant tour à tour des familles européennes et des noirs pris sur des navires négriers, mais s'appuyant, il faut le reconnaître, sur d'énormes subventions officielles. En 1847, elle abandonnait elle-même une mission où le succès moral ne répondait pas à ses efforts, et l'état rentrait en possession des terrains, qu'il confiait à M. Mellinon avec ordre d'adjoindre aux nègres les enfans abandonnés de la colonie. Dès son entrée en fonctions, le nouveau directeur constatait, ce qu'aurait pu faire prévoir quelque connaissance du cœur humain, que Mme Jahouvey avait tenté une œuvre impossible en s'appliquant à fonder une société sur les deux bases de la famille et de la religion sans les relier par une troisième, non moins essentielle, la propriété privée. En devenant, sous la nouvelle direction, propriétaires des terres qu'ils défrichaient et cultivaient, les noirs acquirent soudain des vertus de prévoyance, d'épargne, d'ordre, dont on les avait crus incapables, et l'intérêt personnel triompha de certains défauts de la race africaine mieux que les plus pieuses prédications, qui ne s'adressaient qu'aux âmes.

A travers ces tâtonnemens, qui lui apportaient peu de forces, peu

de lumières et presque point de population nouvelle, la Guyane atteignait péniblement l'année 1847 : elle se voyait ainsi, à la veille de l'émancipation des esclaves, dans la plus pauvre condition où jamais grande colonie se fût trouvée. Un millier de blancs créoles, quatre ou cinq mille hommes de couleur, douze mille esclaves noirs, et ce faible contingent de maîtres et de serviteurs répartis dans une petite ville, deux ou trois villages et trois cents habitations rurales, tel était l'inventaire des forces humaines chargées de mettre en valeur un territoire de dix-huit mille lieues carrées. C'était une perspective accablante pour la Guyane. Aussi depuis une dizaine d'années l'ébranlement était-il manifeste, et si l'émancipation l'a mis à nu, elle ne l'a point déterminé ; elle pouvait au contraire provoquer une salutaire réaction en forçant l'administration et les habitans à sonder jusqu'au vif les vraies causes des misères de la colonie : sous le coup de la première surprise, nul ne s'en avisa. Les habiles ou ceux qui se croient tels imaginèrent un système en vertu duquel il ne devait y avoir de changé que les mots. L'esclavage survivrait par la dépendance absolue du travailleur envers le maître, et s'appellerait d'un nom qui était en faveur au moment de l'émancipation, — l'organisation du travail. Pendant douze ans, ce système a présidé à la plupart des mesures administratives qui ont été prises pour maintenir de force dans les sucreries la population des affranchis : constitution de la moyenne et petite propriété, police du travail, instruction primaire, administration civile, justice, impôts, tout s'est ressenti de cette atteinte officielle et préméditée à la liberté de la main-d'œuvre et à l'égalité légale des conditions.

L'abandon des sucreries, qui a été dans toutes les colonies anglaises et françaises comme une première conquête du droit nouveau, moins absolue pourtant qu'on ne croit généralement, avait à la Guyane une excuse particulière. Quelques années avant 1848, le sucre étant en hausse, diverses habitations destinées à la culture et aux manipulations de la canne avaient été construites dans le quartier de l'Approuague, réputé le plus favorable, et de nombreuses bandes de noirs, jusqu'alors employés aux environs de Cayenne sur des terres à girofle et à coton, avaient été transportés sur ce nouveau et lointain territoire, dans le seul intérêt des planteurs. Devenus libres, les noirs n'eurent rien de plus pressé que de retourner aux lieux où ils avaient passé leur enfance et laissé quelques-uns de leurs parens. Sur les autres points où cet entraînement n'existait pas, la plupart des serviteurs, cédant à l'habitude de la discipline et à l'ascendant des maîtres, seraient restés, si une direction sage, paternelle et habile, payant scrupuleusement les salaires, s'était appliquée à les retenir ; mais ce concours heureux d'influences fit

défaut presque partout. Ici le maître, résidant à Cayenne ou même en France, s'en rapportait à un gérant pour la conduite de ses affaires, il était inconnu sur son habitation; là manquaient les ressources pécuniaires pour acquitter les salaires en argent; ailleurs la colère ou l'amour-propre voulait imposer de force une collaboration qu'il eût fallu obtenir par persuasion. En attendant, les anciens esclaves désertèrent de plus en plus le travail; les champs se couvrirent de bois, les halliers envahirent les usines, les maisons furent abandonnées, et les quarante-quatre sucreries de 1847 se trouvaient dix ans après réduites à quatorze!

Pour prévenir de douloureuses catastrophes, le gouvernement fit de bonne heure appel aux talens de M. Sarda-Garriga, que recommandaient ses succès à la Réunion. M. Sarda-Garriga se rendit à son nouveau poste; mais, soit que la position fût déjà trop compromise, soit qu'il ne trouvât point autour de lui ce concours, aussi actif que dévoué, des habitans qui l'avait si énergiquement aidé lors de sa première mission, le succès fit défaut à ses efforts. On favorisa dès lors autant qu'on le put le système de l'association pour les bénéfices entre le propriétaire et le travailleur, système ingénieux pour les patrons qui ne peuvent payer régulièrement un salaire, système qui dure encore, comme la gêne de beaucoup d'entre eux, mais qui ne saurait porter de bons fruits. L'engagé, voyant ajournée toute rémunération de son travail jusqu'à la vente des produits et au partage des bénéfices, ne sent pas cet aiguillon d'un gain immédiat et palpable qui seul pourrait entretenir son ardeur. Il n'accorde à la propriété d'autrui que quelques heures et quelques jours de loin en loin, réservant pour ses propres cultures les meilleurs momens. De son côté, le patron est privé de toute autorité sur un colon qu'il ne peut renvoyer qu'en le payant, qu'il n'ose pas même réprimander de crainte de le faire fuir. Ce colonage par association se réduit presque toujours à une fiction qui satisfait à la légalité plus qu'à la production; d'une voix unanime, il est condamné à la Guyane comme dans les autres colonies, et le manque d'argent seul le maintient encore.

Le salariat lui-même, là où il existe, est restreint au cadre inflexible d'un engagement annuel. Les conventions au jour, au mois, à la saison, ne sont pas admises comme accomplissant la loi qui impose le livret, c'est-à-dire un contrat d'un an au minimum, sous peine de vagabondage punissable, à quiconque ne justifie pas de moyens personnels d'existence. Cette durée a paru insuffisante, parce qu'elle n'embrasse pas le cycle entier d'une récolte de sucre, et un règlement a été proposé, non adopté toutefois, pour étendre la limite à trois ans. Or l'expérience a partout démontré que les longs engagemens paraissent aux hommes même les plus sensés une

lourde chaîne, et les biais ne manquent pas pour la briser à celui qui la supporte impatiemment. Il nous est arrivé en Algérie d'employer des centaincs d'ouvriers arabes, race aussi fainéante que puisse être la noire; au moment de la moisson, sous le feu du sirocco et du soleil, certes le travail presse autant que pour la coupe des cannes: nous avons toujours reconnu que le salaire, ou le prix de la tâche, exactement payé, non-seulement à la semaine, mais quelquefois tous les soirs, appelait et retenait les bras mieux qu'aucun livret, et nous aurions ri de quiconque nous eût proposé de louer les Arabes à l'année pour nous les assurer au moment de la récolte. Habitués à leur lourd et compliqué mécanisme, les créoles se doutent à peine de la merveilleuse vertu du salaire librement réglé, exactement payé. Pour amener les paresseux au travail, mieux vaut une pièce d'or ou d'argent bien reluisante que les gendarmes et la prison. La vieille fable de Phœbus et de Borée, du rayon qui réchauffe et de la bise qui glace, est d'une grande vérité économique; c'est ce que la science exprime dans son langage en disant que l'offre répond habituellement à la demande, pour le travail comme pour les marchandises. Il est peu probable que la Guyane échappe à cette loi, ou bien nous soupçonnerions le taux du salaire proposé d'être inférieur à celui qu'un libre débat établirait, et que l'équité réclame (1). Enfin, là comme ailleurs, les bestiaux, les instrumens et les machines auraient pu fournir des secours dont on s'est avisé aussi peu et aussi tard que possible : la houe pour la terre, le sabre pour les herbes, la hache pour les arbres, telle est, sauf de rares exceptions, toute la machinerie agricole de ce pays aujourd'hui comme il y a deux siècles. L'industrie proprement dite s'est montrée plus avisée en adoptant la vapeur pour force motrice là où la sécheresse suspendait les chutes d'eau; maintenant vienne le tour du progrès agricole, et la main-d'œuvre elle-même s'assouplira.

Au lieu d'aborder de front le problème en facilitant la liquidation des situations obérées, en venant au secours des propriétaires au moyen du crédit fondé sur l'indemnité qui leur était assurée, l'administration s'est jetée en des expédiens médiocrement estimables. Pour empêcher les noirs de bâtir des cases et des villages loin des habitations, elle les a menacés de les chasser de toutes les terres domaniales où ils s'établiraient indûment, en un pays où toute terre vacante est domaniale et le sol non cultivé à peu près sans valeur. Pour leur fermer l'acquisition légale de petites propriétés, elle a

(1) Le salaire des engagés indiens est de 12 francs 50 centimes par mois pour vingt-six journées de *travail effectif*. Bien qu'avec l'entretien en état de santé et de maladie le taux réel monte bien plus haut, on comprend que le noir libre ne se contente pas d'un prix nominal si faible.

imaginé un impôt sur les mutations immobilières, progressif en raison inverse de l'étendue des terres, impôt qu'il a fallu supprimer après quatre années de plaintes et d'amères critiques, en confessant que cette mesure n'avait abouti qu'à favoriser le vagabondage. On a réglé, en adoptant une pénalité sévère, le nombre de jours et d'heures que les noirs doivent sous le régime du salaire et celui de l'association, sans imposer au maître l'obligation correspondante de leur garantir un travail exactement rétribué. Ils ne peuvent quitter leur résidence sans un passeport, et ce passeport doit être à chaque déplacement visé par le commissaire-commandant de leur quartier (pour toute la Guyane il y en a quatorze), ce qui les condamne chaque fois à un voyage de plusieurs lieues, souvent de plusieurs journées. Dans le premier mouvement de fraternité, la république de février avait fondé la fête annuelle du travail, où l'élite des affranchis et des patrons recevait des récompenses pécuniaires ou honorifiques; on a laissé tomber ces fêtes en désuétude. Pour en finir avec cette triste énumération, en 1859 le gouvernement local supprima les écoles gratuites dans les campagnes, et imposa double taxe aux enfans des cultivateurs qui se présentaient pour être admis aux écoles de Cayenne : autre mesure qui, dès l'année suivante, a dû céder à la pression de l'opinion publique et du gouvernement métropolitain, mais qui suffit pour indiquer quelles influences rétrogrades et hostiles à l'émancipation morale de la race noire pénètrent au sein de l'administration. Un plan poursuivi avec tant de persévérance a bien pu entraver et ralentir la constitution de la moyenne et de la petite propriété; elle n'a pu l'empêcher tout à fait. Dans plusieurs quartiers, et notamment dans l'île de Cayenne, à Macouria, Kourou, Tonnégrande, Monsinéry, les noirs ont fondé de petites fermes où l'on remarque une certaine aisance, et qu'environnent des cultures entretenues avec soin. Une excitation indirecte est venue du gouvernement lui-même, qui, en transférant des milliers de forçats à la Guyane, a augmenté la consommation de vivres que les anciens esclaves, recherchant un produit immédiat, aiment particulièrement à cultiver.

Dût-on ramener tous les anciens esclaves et leurs enfans aux usines, aux champs et aux habitations des créoles, espoir chimérique assurément, leurs bras ne suffiraient pas aux besoins de la Guyane. Là mieux que nulle autre part, l'immigration étrangère se justifie par les plus impérieuses nécessités. On a successivement essayé, mais sur de petites proportions, de Madériens blancs de race et chrétiens de culte, déjà usés à la Guyane anglaise par la misère et la maladie, de noirs d'Afrique, d'Indiens asiatiques, enfin de Chinois. On prise peu les Indiens comme trop faibles, et l'on se défie des

Chinois comme trop difficiles à manier. La préférence reste acquise aux Africains du continent, et entre ceux-ci l'on estime surtout les habitans de la côte de Krou, dans le golfe de Guinée, doux, intelligens et forts, mais dont le recrutement a donné lieu à un grave incident. En 1860, un certain nombre d'entre eux se sont enfuis à Surinam et à Démérari, alléguant que, par une supercherie coupable, les recruteurs les avaient trompés sur la durée de leur engagement : ils avaient entendu stipuler pour cinq *lunes*, c'est-à-dire cinq mois, tandis qu'on prétendait les garder cinq *soleils*, c'est-à-dire cinq ans. Leur allégation s'accorde avec les dires des navigateurs et des consuls européens; d'après leur témoignage, les *Kroumen* ne consentent d'ordinaire qu'à de courts engagemens sur les navires qui fréquentent la côte occidentale d'Afrique, où ils sont fort appréciés comme pilotes, matelots, portefaix. A cette accusation, on a opposé une enquête; on a expliqué le départ de ces noirs par des menées répréhensibles. Enfin cet incident a trouvé un heureux correctif dans la rapatriation d'un convoi d'Africains, opérée en 1861 aux frais de la colonie, et qui a prouvé l'intention d'accomplir loyalement envers eux les conditions du contrat, même les plus onéreuses.

Il est dans l'intérieur de la Guyane une population autochthone dont les missionnaires se sont plus occupés que les gouverneurs. A une époque où le travail des esclaves était seul admis, le travail libre des indigènes ne pouvait trouver faveur; aussi furent-ils souvent refoulés avec violence, opprimés avec dureté ou écartés comme importuns. D'autres temps inspirent d'autres conseils. Dispersés en tribus et en familles dans les forêts, réduits aujourd'hui à quelques milliers d'individus, répugnant à toute discipline régulière, les sauvages de la Guyane, les seuls qui survivent dans nos colonies à culture, ne suffiraient pas aux besoins agricoles, et ils peuvent néanmoins rendre des services à qui les accueille avec bonté et les traite avec justice. Adroits dans un petit nombre d'industries primitives, ils creusent des pirogues dans les arbres qu'ils abattent, fabriquent des pagaies et des hamacs, des fils et des toiles, et ce qui peut mieux profiter aux planteurs, ils servent volontiers de guides à travers les forêts, de pilotes sur les fleuves; ils fournissent du bois brut aux scieries; ils apportent sur les marchés, avec les produits de la chasse ou de la pêche, leurs petites provisions de lignes et de cordes, de tabac et de maïs; on en obtint même des services domestiques pendant la première révolution, alors que les planteurs virent s'éloigner de leurs demeures les esclaves affranchis. De nos magasins, ils emportent un peu de mercerie et de quincaillerie, aliment du commerce local, et plus volontiers encore des armes et des spiritueux. Leur intérêt et leur goût les attirent vers les blancs; mais ce mouvement

est entravé par une autre population également désireuse de vivre en bons rapports avec nous, celle des nègres marrons, dont les villages occupent le haut des rivières, principalement du côté de la Guyane hollandaise, d'où ils se sont enfuis au siècle dernier; ces nègres, plus forts et plus intelligens, voudraient se réserver les bénéfices du petit trafic avec nos populations. Dans le cours de l'année 1860, des traités ont été conclus par l'autorité française avec les chefs de plusieurs de ces peuplades, tant indiennes que noires, pour assurer la liberté des communications avec nos postes et nos villes, où les noirs eux-mêmes se rendent volontiers comme ouvriers et manœuvres. « Nous allons bien loin et à grands frais, écrit dans son rapport un officier de marine chargé des négociations, recruter des engagés chinois et indiens; il pourrait donc être très profitable d'attirer à nous les Boshs (nègres des bois) et les Indiens. » A la condition de ne pas exagérer ce secours, la politique doit ratifier ces sages paroles.

Après avoir appelé à eux des coopérateurs de toute race et de toute langue, les blancs de la Guyane devront faire un retour sur eux-mêmes. Combien en est-il parmi eux qui pratiquent la vie rurale comme il convient de la pratiquer pour que le patron soit toujours entouré d'un cortége empressé de serviteurs? Résident-ils sur leurs habitations pour y mener l'existence, nous ne dirons pas laborieuse, mais vigilante du propriétaire? Le nombre est petit des habitans qui conduisent sur place leurs domaines, comme le pionnier des États-Unis, le *boër* du Cap, qui habite pourtant un pays bien chaud, et même comme le planteu. de Bourbon. Si le séjour des campagnes semble trop périlleux aux blancs, qu'ils puisent donc dans ce sentiment de leur faiblesse, joint à des raisons politiques et morales, des motifs pour rapprocher d'eux la race de couleur plus rustique, mieux acclimatée, et qui aspire à justifier l'égalité conquise dans la loi par l'égalité dans la fortune et dans la hiérarchie des fonctions. A la Guyane comme dans les autres colonies, un préjugé contre nature creusa jadis un abîme entre les blancs et leurs enfans de couleur; banni des institutions, il se réfugie dans les mœurs. L'intérêt public en demande instamment le sacrifice. En rapprochant ainsi dans une sympathique solidarité d'existence et d'intérêts toutes les forces vives qui peuvent concourir à la colonisation, la Guyane verrait croître sa population humaine, premier et nécessaire instrument de sa transformation. Avec tous ces élémens réunis, nés dans le pays ou appelés du dehors, elle possède à peine vingt mille habitans, tandis qu'elle en pourrait nourrir aisément plusieurs millions. Sans aspirer de longtemps à des chiffres aussi éblouissans, qu'elle songe à la Guyane anglaise, peuplée de 160,000 individus, à la Guyane hollan-

daise, qui en a 80,000, sans posséder ni l'une ni l'autre un sol plus riche. La production s'accroîtrait plus vite encore; elle reste au-dessous d'un million de francs (1), tandis que la Grande-Bretagne reçoit de la Guyane anglaise plus de 10 millions de produits, et la Hollande une valeur à peu près égale de Surinam!

IV. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — LE GOUVERNEMENT LOCAL. — LES PÉNITENCIERS.

Pour atteindre à ce niveau, les habitans de la Guyane ont besoin du concours de l'administration, mais non pas sous la forme directement tutélaire où elle aime à l'accorder. Cet excès d'intervention administrative commence à la base même de toute société, la commune. A la Guyane, la ville seule de Cayenne est érigée en une commune dont le conseil municipal est tout entier nommé par le pouvoir, ce qui en fait une simple commission officielle. Tout le reste du pays manque du germe même d'une telle institution : ses quatorze quartiers sont administrés par autant de commissaires-commandans, investis de toutes les attributions de l'état civil, de la police, de la justice de paix, du commandement; fonctionnaires amovibles, qui, pour l'étendue du pouvoir, sinon pour la façon dont ils l'exercent, laissent bien à distance les pachas turcs, car en Turquie il y a des cadis pour rendre la justice. Avec ce cumul, plus de garantie contre les abus d'autorité d'un fonctionnaire qui décrète et qui juge; plus de carrière ouverte à ces modestes ambitions locales qu'éveillent, au grand profit de la chose publique, le talent, la fortune, la considération. En Europe, les honneurs municipaux comptent légitimement parmi les liens qui attirent et retiennent les propriétaires sur leurs domaines, et relèvent par quelque influence l'obscure existence des champs. Dans toutes leurs colonies, l'Angleterre et la Hollande, même l'Espagne et le Portugal, s'empressent de fixer les populations au sol par le plaisir que les colons éprouvent à s'administrer eux-mêmes. La France ne s'y résigne que le plus tard et le moins qu'elle peut. A cet égard, la Guyane est au bas de l'échelle,

(1) En 1859, les principaux articles de l'exportation de la Guyane en France sont les suivans (commerce général, en valeurs actuelles).

Rocou..............	321,843 kil.	434,480 fr.
Bois d'ébénisterie...	497,674	160,766
Sucre brut..........	73,425	44,679
Girofle..............	14,413	22,366

Le chiffre total monte à 709,828 francs, à quoi il faut ajouter une centaine de mille francs pour le commerce avec les autres colonies et l'étranger. La feuille officielle de la Guyane porte le total des exportations de 1860 à 1,032,797 francs, le plus haut chiffre qui ait été atteint depuis longtemps.

non-seulement de nos colonies, mais de tous les pays civilisés, on peut même dire sauvages, car il n'en est peut-être pas un seul où les habitans soient autant dépouillés de toute immixtion dans leurs propres affaires. Les nègres de l'Afrique ont leurs *palabres*, comme les Arabes et les Kabyles de l'Algérie leurs *djemmas*, pour délibérer sur les intérêts de la communauté. La Guyane n'a rien en dehors de Cayenne.

Quoiqu'il suffise de quelques centaines d'habitans pour constituer les élémens d'une municipalité, la dispersion de la population à travers une étendue de quatre cent cinquante lieues carrées a été quelquefois alléguée comme excuse de cet état de choses, et l'on a même proposé de déposséder les colons de toutes leurs propriétés éparses pour les installer, à portée de Cayenne, en groupes compactes, sur un espace mieux proportionné à leur nombre. D'incontestables facilités en découleraient pour l'administration : la police, la justice et la viabilité seraient moins coûteuses, la défense militaire plus concentrée, les marchés moins éloignés; en un mot, la sociabilité y gagnerait de toutes façons. Ces considérations auraient dû prévaloir à l'origine de la colonie : aujourd'hui une expropriation générale blesserait au vif cet attachement du propriétaire au sol où il a bâti sa demeure, planté des arbres, imprimé sous toutes ses formes le sceau de sa possession. Les indemnités seraient écrasantes pour le budget. Ce système de dissémination n'est pas d'ailleurs sans cause ni sans compensation. Il résulte de la variété des sols et des essais tentés en divers points. Les vastes étendues d'ailleurs sont nécessaires à l'élève du bétail, qui serait exclu des terres de culture; elles accroissent dans le propriétaire ce sentiment d'importance et de puissance personnelle que la monarchie anéantit jadis, parce que la féodalité l'avait exagéré, mais qui doit renaître, comme dans les sociétés anglaises et américaines, pour devenir un principe d'action et d'émulation. Le colon se sent moralement agrandi en raison même de la grandeur de ses domaines; sur un étroit îlot de terre, coudoyant de tous côtés des voisins, il use sa force en petits conflits et en petites œuvres; une plèbe agricole se forme sans une bourgeoisie et une aristocratie territoriales qui aient assez d'éducation et de loisir pour s'appliquer au maniement des intérêts publics. Si l'autocratie de l'état ne se heurte plus à aucune résistance, si l'administration devient facile par l'obéissance passive des administrés, ceux-ci seront sujets et non citoyens, et la vigueur leur manquera aux jours des luttes solennelles contre la nature ou l'ennemi. Ouvrez le pays tout entier aux libres entreprises et à une prompte appropriation, et vous admirerez avec quelle rapidité ces habitations isolées sur le bord de la mer et des fleuves, aventurées même dans la forêt, deviennent des centres de

population où la paroisse prépare la commune. Prenez confiance au spectacle des États-Unis : là le pionnier s'enfonce seul au plus profond des déserts; quelques années après, la ferme est devenue un village, souvent une ville, et le pays entier s'est colonisé. La liberté fait ces merveilles mieux que la servitude, l'administration spontanée des habitans mieux que l'administration officielle de l'état.

Au-dessus de la vie municipale plane la vie coloniale, et à la Guyane c'est encore une force à créer. Le régime absolu de Louis XIV et de Louis XV admettait auprès du gouverneur un conseil supérieur investi de hautes attributions; on a vu que Louis XVI avait institué une sorte d'assemblée provinciale. La révolution admit dans ses assemblées les députés de la Guyane à côté de ceux des autres colonies. La restauration et le gouvernement de 1830 créèrent un conseil colonial électif et des délégués; la république de 1848 rappela les députés et introduisit les conseils-généraux. Aucune de ces formes de représentation n'a trouvé grâce sous le nouvel empire, car on ne peut reconnaître ce caractère à un conseil privé composé d'une majorité de fonctionnaires et d'une minorité d'habitans désignés par le gouverneur lui-même, qui peut trouver en eux d'excellens conseils, jamais un contre-poids ni une résistance. Le pouvoir absolu a donc bien des charmes pour que les plus puissans souverains et les plus éminens ministres n'en dédaignent aucune parcelle! L'histoire en a conservé un exemple opportun à rappeler ici. Sous Louis XIV, un gouverneur du Canada rendait compte à Colbert de l'avantage qu'il trouvait à réunir l'élite des colons pour prendre leur avis sur les affaires communes : aussitôt le ministre de répudier vivement cette voie pernicieuse, parce qu'elle portait atteinte aux prérogatives du grand roi, assez éclairé pour discerner par lui-même le bien de ses sujets! L'esprit de Colbert et de Louis XIV vivrait-il encore quand le monde entier s'est renouvelé? On voudrait en douter en voyant l'ombre du jury, sous la forme d'assesseurs, assister la cour impériale de Cayenne dans ses arrêts. Cependant le jury municipal et colonial pour les affaires d'administration importe plus à établir que le jury criminel, car les plus honnêtes gens sont tous les jours et à tout instant de leur vie justiciables de l'administration; ils le sont rarement des tribunaux répressifs.

Par un privilége qui n'a pas de précédent, croyons-nous, dans la législation contemporaine ou passée d'aucun pays, le gouverneur de la Guyane est investi, depuis 1854, du droit de fixer à son gré la nature et l'assiette des impôts, d'en régler seul la quotité, la perception, l'emploi. Du jour au lendemain, il peut les improviser à son gré. Le 1er janvier 1860 vit paraître un budget, exécutoire du jour même, arrêté la veille, qui doublait et triplait certaines taxes, à la grande

stupéfaction du commerce, dont l'imprudente naïveté avait réglé ses opérations en vue de tarifs qu'il supposait fixes jusqu'à nouvel avis donné en temps utile. Que doit-il en être dans les affaires de moindre importance, où l'intervention des citoyens n'est plus, comme pour le vote de l'impôt, garantie par un droit national de quatorze siècles! Pour ajouter au péril, le renouvellement incessant des gouverneurs est de tradition. Ce sont presque tous de fort habiles officiers supérieurs de la marine, mais qui ne passent guère plus de trois ans dans ces postes, où l'on ne navigue pas, sous peine de compromettre leur avancement. Ils arrivent pleins de feu et souvent de talent, à défaut d'expérience administrative. Les uns travaillent avec ardeur à s'initier à tous les devoirs de leur mission; d'autres s'en tiennent à la haute direction, et abandonnent à leurs inférieurs les soins étrangers à la politique. Au bout de peu d'années, les gouverneurs repartent avant qu'aucun abus soit déraciné, aucune réforme accomplie. Incarné dans les fonctionnaires qui vieillissent sur place, l'esprit de routine triomphe de l'esprit de progrès. Et puis l'on crie sur tous les tons : La Guyane se meurt, la Guyane est morte! Comment vivre sans droit personnel sous des chefs qui passent et s'en vont comme des ombres? De 1817 en 1857, en quarante ans, elle a reçu quatorze gouverneurs titulaires et six intérimaires. Cessons donc de fermer complaisamment les yeux sur les institutions pour n'accuser que le sol, le climat, les colons. Avec un tel régime, qui dure, sauf quelques variantes, depuis plus de deux siècles, les capitaux tant soit peu prudens ont dû se tenir à distance. Un des premiers articles de la charte octroyée à la compagnie hollandaise de Surinam reconnaît aux citoyens le droit de délibérer sur les affaires publiques, et chacun sait le droit des colons anglais. Dans notre Guyane, non-seulement toute délibération est supprimée dans les campagnes et fort réduite à Cayenne, mais le droit de pétition collective, que le sénat a suffisamment consacré dans ses séances, est interdit, et tout contrôle de la presse manque là où n'existent que l'imprimerie et la gazette du gouvernement. La population serait comme une cire molle et muette aux mains du pouvoir local sans l'écho qu'elle trouve dans la métropole auprès des journaux et même du ministère de la marine et des colonies, sans cesse occupé à réprimer des tendances trop peu constitutionnelles.

Malgré toutes ces dérogations au droit commun de la France, la viabilité coloniale, qui ne comprend que six ou sept canaux et une douzaine de chemins, est loin d'être satisfaisante. Cent mille francs au plus lui sont consacrés annuellement. Sur un budget de près d'un million, dont moitié est fournie par le pays, moitié par la France, la meilleure part est absorbée par les frais d'une adminis-

tration des plus compliquées. Pour une population de vingt mille âmes, les documens officiels ne comptent pas moins d'un millier de fonctionnaires à un titre quelconque, sans parler de la garnison de terre et de mer : d'où un chiffre énorme de frais généraux qui doivent être, ou réduits à de plus simples proportions, ou répartis sur une population et une production plus considérables. Dès aujourd'hui, la moyenne d'impôts par chaque individu à la Guyane est de 23 francs. L'état complète le déficit par une subvention annuelle de 500,000 fr. au service local et par une allocation de 1,600,000 fr. au budget de l'état, double contribution qui ne peut s'alléger que par l'essor donné à la colonisation. Ce subside devrait singulièrement s'aggraver, pour peu que l'on cédât aux fantaisies, comme en l'année 1836, où l'on projeta un puits artésien pour le pays le mieux arrosé qu'il y ait sur le globe, tandis qu'en opérant avec une sage épargne, en rayonnant de proche en proche autour du centre, ne posant jamais, comme le poète italien dans le royaume invisible des ombres, un pas nouveau que le précédent ne soit affermi, on couvrirait peu à peu d'un réseau de communications praticables au moins la partie habitée de la colonie. Un canal latéral à la mer, de Cayenne au Maroni, serait particulièrement utile.

Nous nous étonnons qu'en présence de cette insuffisance de ressources financières, la pensée ne soit pas venue d'essayer de battre monnaie, comme les États-Unis, comme l'Angleterre, avec les terres et les forêts du pays. A l'origine, on concéda tout gratuitement, avec la munificence qui caractérise les gouvernemens de race latine; on cédait au double désir de faire du bien et de faire acte de faveur. Les résultats furent, là comme partout, déplorables; ils n'échappèrent pas à la perspicacité de Malouet. « On redemande des concessions de terre dans la Guyane, dit-il dans un de ses mémoires; je propose de les vendre. Les Anglais, qui aiment à se rendre raison de leurs usages, disent que la concession des terres en Amérique est nuisible au défrichement, que le plus grand nombre de ceux qui se présentent pour obtenir des concessions, n'ayant pas le moyen de les mettre en valeur, en privent ceux qui seraient en état d'en tirer un meilleur parti; qu'en vendant à un prix modique les terres à défricher, le colon aisé ou celui qui projette des établissemens n'en peut être empêché par une légère avance qui lui assure sa propriété, tandis que l'homme pauvre et stérile est dans l'impuissance d'usurper sa place. Ces raisons sont infiniment plus sensées que celles sur lesquelles nous fondons des concessions gratuites. » Malouet proposait donc d'adopter l'usage des Anglais en vendant la terre au plus bas prix possible. Une loi qui proclamerait la mise en vente, ajoutait-il, rappellera l'attention sur la Guyane. Nombre de par-

ticuliers seront tentés de s'y assurer une possession qu'ils établiront au moment opportun. Les acheteurs feront quelques avances pour défricher, et insensiblement l'émulation et les essais croîtront avec les spéculations. Un premier succès en amènera mille autres, tandis qu'en continuant le système établi, les concessions les plus indiscrètes se multiplieront en pure perte. On ne se lassera pas de demander et d'acquérir gratuitement sans avances de culture. Il n'y aura de réuni au domaine que les terres de particuliers sans appui, tandis que les plus grands concessionnaires prolongeront à leur volonté les délais limités par leur charte. — Ces argumens, fort bons au XVIIIe siècle, ont acquis une autorité irréfragable par le succès des États-Unis et de l'Angleterre, au point qu'il est permis de poser la vente des terres comme la première règle de l'art de coloniser. Le discrédit de la Guyane modérerait sans doute au début l'affluence des acheteurs, mais la confiance renaîtrait avec l'expérience; à défaut des blancs, les hommes de couleur et les noirs, proscrits ou méprisés en une partie de l'Amérique, se présenteraient. Le prix ne fût-il, comme aux États-Unis, que de 15 à 16 francs l'hectare en moyenne, le revenu en serait bientôt appréciable pour les finances de la colonie, et l'accroissement de la population constituerait un profit d'un ordre plus élevé encore. Les forêts pourraient sans doute être vendues plus cher, sans éloigner une intelligente spéculation qui consentirait volontiers à payer à un prix modéré la sécurité de longue jouissance qui est refusée à toute concession gratuite et provisoire, et peut-être la colonie trouverait-elle dans cette nature de biens, dont elle ne tire aucun parti, le gage d'un emprunt qui lui permettrait d'exécuter dans un bref délai les travaux publics les plus urgens.

La propriété certaine et définitive d'un domaine bien délimité relèverait en même temps le crédit des particuliers, réduits aujourd'hui à la confiance personnelle qu'ils inspirent à la banque de la Guyane. Celle-ci, fondée en 1855, au modeste capital de 300,000 fr., a fait plus de bien que de bruit. En 1859-60, elle a escompté, au taux de 6 pour 100, pour 2 millions et 1/2 d'effets, émis 700,000 fr. de billets en circulation, fait pour 16 millions d'affaires, distribué 11,30 pour 100 de dividende à ses actionnaires : chiffres qui établissent que la vie commerciale est loin d'être aussi éteinte à Cayenne qu'on le suppose. Cette vitalité inattendue, que, sous l'apparence d'une atonie générale et malgré un grand discrédit de l'opinion, révèlent des chiffres authentiques, tient à deux causes dont nous n'avons point encore parlé : une consommation considérable parmi les anciens esclaves et l'établissement des pénitenciers. Sous cette double influence, l'importation annuelle dépasse de 6 millions l'exporta-

tion, différence que le commerce acquitte en espèces ou en traites sur le trésor (1).

A Cayenne, la classe affranchie ne s'est pas, au lendemain de l'émancipation, jetée dans l'oisiveté aussi absolument que ses détracteurs se plaisent à le dire. Elle n'a souvent délaissé les sucreries, qui lui rappelaient plus particulièrement le travail odieux de l'esclavage, que pour se livrer à des cultures moins fatigantes, telles que les vivres et le rocou. Elle a donc fait, avec un travail modéré, sur les denrées d'exportation, d'assez beaux profits qu'elle a consacrés à ses goûts de luxe. La production des vivres est devenue elle-même plus lucrative par l'arrivée du personnel des pénitenciers. Aussi ne voit-on à la Guyane ni misère ni mendicité qu'à de très rares exceptions. Le peuple gagne de l'argent, et en attendant qu'on dirige ses pensées vers la caisse d'épargne, il dépense son gain, ce qui accroît l'importation sans accuser ni une dette croissante ni la destruction des capitaux.

L'autre cause de l'activité commerciale qu'attestent les comptes-rendus de la banque dérive, avons-nous dit, des pénitenciers, dernier aspect de la situation de la Guyane, qu'il nous reste à considérer à un point de vue local et sans prétendre traiter la grande question de la réforme pénale dans ses principes, dans ses méthodes et ses effets. L'établissement pénitencier de la Guyane, créé par décret du 8 décembre 1851, a reçu deux espèces de transportés : la première comprend les suspects ou délinquans incriminés d'insurrection ou de participation aux sociétés secrètes, de rupture de ban, de surveillance, de fuite en dehors du territoire où ils étaient internés ou expulsés; on les a généralement qualifiés de condamnés politiques. La seconde classe comprend les forçats transférés des bagnes, dont la suppression est déjà un fait accompli pour ceux de Rochefort et de Brest; le bagne de Toulon est seul conservé comme dépôt.

D'après des renseignemens à demi officiels, dont l'exactitude n'a pu être vérifiée, le nombre des transportés de la première catégorie serait monté, de 1851 à 1856, à trois ou quatre cents individus, n'ayant avec les forçats que les rapprochemens momentanés commandés par d'impérieuses circonstances. L'obligation du travail leur aurait été appliquée avec peu de rigueur. Beaucoup ont été autorisés à rester en liberté sous caution, soit à Cayenne, soit dans les quartiers. La mortalité des quatre premières années aurait frappé seulement 52 individus sur 320, soit annuellement 4 pour 100, résultat très satisfaisant en effet, si le secret qui préside au recrutement et aux

(1) En 1860, l'importation totale a été de 7,107,484 fr., et l'exportation de 1,032,797 fr. : différence, 6,074,687 fr., sur lesquels les envois pour le compte direct du gouvernement représentent seulement 879,970 fr.

mouvemens de cette catégorie du personnel n'autorisait des doutes que la rumeur publique accueille volontiers. Depuis 1856, toute indication même approximative manque sur le nombre des transportés par mesure de sûreté.

Des renseignemens précis font également défaut pour les forçats de France et réclusionnaires des colonies transférés à la Guyane, dont le nombre total, depuis l'année 1852, où fut décrétée la suppression des bagnes, est évalué à dix mille environ. A leur arrivée, ils ont été déposés aux îles du Salut, érigées en quartier-général de la transportation, pour être de là évacués dans des succursales sur mer ou sur terre. En mer, les îlots de la Mère et de Rémire ont servi de succursales; sur terre, les établissemens ont été répartis entre le bassin de l'Oyapock (Montagne-d'Argent, Saint-George), celui de la rivière de la Comté (Sainte-Marie, Saint-Augustin et Saint-Philippe), et le bassin du Maroni (Saint-Laurent, Saint-Louis). Deux ou trois navires ont servi de pontons pour les conditions exceptionnelles. Aux condamnés qui achèvent leur peine et qui doivent néanmoins rester dans la colonie pour un temps limité ou à perpétuité, les postes de Montjoly, de Bourda, de Baduel, ont été assignés comme résidence. Pendant quelques années, la séquestration fut si peu rigoureuse qu'un grand nombre de forçats purent résider à Cayenne, où les uns étaient employés comme ouvriers et domestiques, tandis que d'autres tenaient en ville des auberges et des boutiques. Sur les vives réclamations du conseil municipal de Cayenne, le gouvernement métropolitain fit cesser, il y a trois ans, une tolérance qui dégénérait en scandale.

Autant que l'on peut connaître une organisation sur laquelle les documens officiels ont toujours été rares et discrets, les choix des stations de l'Oyapock et surtout de la Comté ont été malheureux: les maladies y ont sévi avec violence, et la production agricole a été insignifiante. L'habileté industrielle de beaucoup de forçats a été trop souvent détournée de sa vraie destination au profit de fantaisies particulières. La réforme n'a donc paru produire aucun résultat bien sérieux jusqu'en 1860, où un décret impérial a affecté à la transportation la moitié du territoire qui s'étend entre la Mana et le Maroni, du côté de ce dernier fleuve, qui sert de limite à la colonie. Sur ce vaste territoire ont été fondés les établissemens de Saint-Laurent et de Saint-Louis. « Trois cents pionniers, racontait un voyageur témoin de la première installation de Saint-Laurent, abandonnant les lieux habités, ont remonté une rivière, et attaquant sur un de ses bords la forêt vierge qui la couronne, ont ouvert une clairière, débarrassé le terrain des bois et des broussailles, défriché, planté des arbres fruitiers, semé des légumes,

scié des bois, construit des *loges*, tracé des avenues qui deviendront des têtes de routes, élevé un quai, établi des chantiers de charpentiers, de menuisiers, de sabotiers, monté des fours à briques, préparé des terres pour les cultures et érigé une église dont le clocher envoie dans le feuillage ses tintemens qui animent la solitude. Le village naissant n'éveille aucune idée de prison, et le châtiment des fautes se réduit à renvoyer les coupables sur un autre pénitencier, pour les remplacer par de meilleurs sujets. »

Dans les solitudes du Maroni a commencé pour la première fois la véritable réforme pénitentiaire, qui reconnaît pour ressorts nécessaires la famille et la propriété. Des mariages suivis de concessions de terres sont venus très heureusement favoriser les bonnes résolutions. Par leur présence, le gouverneur et le préfet apostolique ont donné à ces cérémonies une solennité calculée pour le bien. On peut considérer comme à peu près perdu en vaines expériences tout ce qui a été fait en dehors de cette voie, qui sera, on l'espère, étendue à toutes les situations qui le comportent; mais tout le monde n'est pas à marier dans les bagnes, et l'on souhaiterait la faveur d'une concession à tous les condamnés qui le mériteront par leur bonne conduite. Quant aux hommes célibataires, dont l'évasion n'est pas à redouter, soit à cause de leur caractère, de leur âge, du peu de temps que les peines ont à courir, la population de la Guyane s'étonne de ne pas les voir employés aux travaux publics, surtout aux routes, pour lesquels les bras font défaut, plutôt qu'à des cultures de sucre ou de café, qui n'ajoutent rien à la prospérité du pays et coûtent à l'administration dix fois plus qu'elles ne rapportent. Par les labeurs, même périlleux pour la santé, qui assainissent un pays, l'expiation s'accomplit, la réhabilitation s'opère mieux que par quelques heures de culture indolente ou par le louage des services en dehors de la ville et de l'île de Cayenne, récemment autorisé en faveur des condamnés dont on est satisfait. On reproche avec raison à l'autorité militaire, qui a conservé jusqu'à ce jour la direction des pénitenciers, de ne pas savoir faire tourner le travail des forçats à l'utilité générale. En effet, la colonie tient beaucoup à ses transportés pour les services indirects qu'elle en retire. Le service pénitencier y verse tous les ans 3 ou 4 millions, qui ont peut-être préservé la Guyane d'une liquidation. Les communications régulières et fréquentes avec la métropole ont éveillé le sentiment, jusqu'alors inconnu, de la protection de la France. Par cette conviction, le courage des colons s'est raffermi comme leur patriotisme, et la pensée d'une cession aux États-Unis, qui un moment traversa les esprits après 1848, s'est évanouie comme un mauvais rêve.

Sur l'état sanitaire des pénitenciers, de vagues rumeurs ont dû prendre la place des renseignemens authentiques qui faisaient dé-

faut, et probablement le mal réel a été exagéré. Dans un écrit allemand empreint, il est vrai, d'un si violent esprit de dénigrement contre la France qu'il en perd toute autorité, la mortalité annuelle est portée à 20 pour 100. Elle aurait même en certains momens, sans doute lors de l'épidémie de fièvre jaune qui a éclaté en 1855 et 1856, été de 40 pour 100. Quelle que soit la vérité, et dût-elle contenir de sévères enseignemens, l'administration remplirait un devoir en l'opposant aux hypothèses de la malveillance. On s'accorde à dire aujourd'hui à Cayenne que l'état sanitaire s'améliore dans les pénitenciers (1), et l'on ne craint plus de perdre le bénéfice d'une institution que l'Algérie a toujours repoussée avec énergie, que la Nouvelle-Calédonie ne réclame pas, et que Madagascar n'est pas préparé à recevoir. Avec ce secours, la Guyane espère atteindre la destinée prospère que lui promettent en vain depuis trois siècles la fécondité et l'étendue de ses domaines, à qui manquent les bras et les capitaux. La transportation, œuvre de philanthropie pour l'état, est pour elle une source de travail et d'argent.

Enfin la prospérité générale demande tout un système dont le programme découle naturellement des considérations qui précèdent. Nous le résumerons en quelques lignes. Le réseau de la viabilité par terre et par eau devrait être regardé comme le pivot de toute colonisation. On vendrait à bas prix les terres et les forêts domaniales; on respecterait entièrement la liberté de culture et d'installation; on accepterait loyalement la moyenne et la petite propriété, non comme un malheur inévitable, mais comme un principe de progrès. En conséquence on faciliterait aux noirs les achats d'immeubles, et en attendant les ventes on donnerait des concessions, pour peu qu'ils fussent en mesure de les mettre en valeur. A l'immigration s'ajouterait le travail des machines et des bestiaux. Le principe électif serait introduit dans la formation du conseil municipal de Cayenne, l'institution municipale s'établirait dans les quatorze quartiers de la colonie. On doterait les communes avec le prix des terres. On instituerait des juges de paix, et tout au moins des assesseurs à côté des commissaires-commandans. On laisserait la banque doubler son capital. On encouragerait les cultures sérieuses par des concours publics et des récompenses; on honorerait les familles légitimes et nombreuses, surtout dans la classe affranchie, par des témoignages d'estime et des immunités financières; on ferait de bonne grâce aux hommes de couleur la place à laquelle ils ont droit. On imprimerait à la réforme pénitentiaire un cachet réel d'utilité générale par les travaux publics et d'éducation morale par la famille, la propriété et

(1) Des renseignemens officiels, encore inédits, constatent que la mortalité annuelle est de 8 pour 100, comme elle l'était dans les bagnes.

la religion. Il resterait ensuite à instituer des écoles dans les campagnes en allégeant les frais de l'instruction primaire dans la ville, en provoquant la fondation de salles d'asile et de sociétés de secours mutuels; il resterait à élargir le régime douanier de la colonie, déjà libéral à Cayenne, à réduire dans les services administratifs les frais généraux qui dévorent le budget local, à favoriser la création d'une presse indépendante. Il faudrait enfin reconnaître le droit de pétition, — rétablir un conseil colonial ou général avec de sérieuses attributions, — attirer les Indiens et les noirs des bois, — reconnaître l'intérieur du pays et rejoindre par nos fleuves les hauts bassins de l'Amazone, — en un mot susciter l'essor des forces et des volontés privées dans tout ce qui est du domaine des particuliers, appliquer exclusivement les forces et les volontés de l'état à ce qui est sa mission propre, afin de refaire la réputation de l'établissement aux yeux de la France et de l'Europe, et dans cette voie préférer les ressorts moraux qui élèvent les âmes à la contrainte matérielle ou légale qui les abaisse.

Avec ces améliorations, ces garanties et ces libertés, la Guyane ne deviendra pas un paradis terrestre; elle ne justifiera pas le nom de France équinoxiale; elle inspirera une légitime défiance aux tempéramens non acclimatés, et l'on pourra toujours regretter qu'entre tant de beaux pays du globe que nos émigrans du XVI[e] siècle s'étaient appropriés, nos gouvernemens aient attaché plus de prix à conserver ce coin de terre brûlée du soleil que la vallée tempérée du Mississipi et les fraîches prairies du Canada. Néanmoins la Guyane cesserait de nous être jetée à la face comme une injure et un défi; le courant de l'émigration européenne qui s'écoule autour de nous ne s'en détournerait plus comme d'une terre maudite. Alors se réaliserait cette prophétie que Humboldt inscrivait au commencement du siècle dans son immortel voyage aux régions équinoxiales, et par laquelle nous terminerons notre étude : « Il en sera de ces contrées fertiles, mais incultes, que parcourent le Guallaga, l'Amazone et l'Orénoque, comme de l'isthme de Panama, du lac de Nicaragua et du Rio-Haasacuabo, qui offrent une communication entre les deux mers. L'imperfection des institutions politiques a pu pendant des siècles convertir en déserts des lieux sur lesquels le commerce du monde devrait se trouver concentré; mais le temps approche où ces entraves cesseront. La civilisation va se porter irrésistiblement dans ces contrées, dont la nature elle-même annonce les grandes destinées par la configuration du sol, par l'embranchement prodigieux des fleuves et par la proximité des deux mers qui les baignent. »

JULES DUVAL.

UNE VIE

D'ÉMIGRÉ POLONAIS

JULIEN URSIN NIEMCEWICZ.

Vie de Julien Ursin Niemcewicz, par le prince Adam Czartoriski; 1 vol. Paris et Berlin 1861.

C'est le jeu cruel de la politique et des révolutions de broyer en passant certaines nations et d'en disperser les membres palpitans, de les réduire à cette extrémité où elles n'ont plus rien d'intact que le cœur, toujours acharné à battre, et l'esprit, noblement obstiné à jouer avec le malheur; enfin de créer quelquefois deux peuples au sein d'un même peuple, — l'un fixé au sol, vivant d'une vie mystérieuse, refoulée et contrainte, — l'autre errant, proscrit, portant partout avec lui les idées, les sentimens et l'image de la patrie. Ce n'est rien encore lorsque l'exil est un supplice infligé par un parti à un autre parti dans les conflits intérieurs, car ces tristes victoires des partis sont éphémères; la proscription est une arme dangereuse que désavoue bientôt l'instinct national, et dans la mêlée des opinions la violence elle-même se lasse, la trêve est toujours possible. Il n'en est plus ainsi quand l'exil est la fatalité et comme le dernier refuge du patriotisme aux prises avec une domination étrangère. Alors, tant que dure cette domination, la lutte obscure ou éclatante est la condition inévitable, et elle se dénoue invariablement par des supplices ou par des expatriations nouvelles. Ainsi commencent ces exodes périodiques d'une race vaincue et démembrée. Les émigrations

prennent un caractère régulier et permanent. Elles sont au dehors une sorte de représentation passionnée et douloureuse, comme un abrégé vivant de la patrie; elles forment une tribu dispersée et toujours ralliée au même mot d'ordre, aux mêmes espérances, qui se transmettent à travers des générations de bannis. Elles campent plus qu'elles ne se fixent partout où elles passent, et se mêlent aux sociétés étrangères sans s'y confondre. On les reconnaît à je ne sais quel air d'attente, d'inquiétude, d'ardeur belliqueuse toujours prête à se répandre et toujours perdue, à je ne sais quelle fixité de passion et de tristesse. Qui n'a connu de ces émigrés sans cesse en alerte, passant leur vie comme des soldats sous les armes qui attendent un signal, remués, agités, découragés, entrevoyant dans toutes les oscillations du monde la possibilité de retrouver une patrie, et au plus léger frémissement écoutant comme une voix secrète qui leur dit : Ce sera peut-être pour demain?

Ainsi s'est formée et a vécu cette Pologne de l'exil dont les événemens n'ont fait qu'épaissir les rangs à mesure que la politique a redoublé d'efforts pour assurer son œuvre de démembrement, et dont la destinée se résume dans le mot de ce maréchal de Lithuanie du dernier siècle, de ce comte Prozor qui fut tour à tour prisonnier des Prussiens, des Autrichiens et des Russes, déporté, émigré, et mourut en disant : « La Prusse m'a ravi ma jeunesse, l'Autriche ma santé, la Russie mon intelligence; mais mon âme me reste! » L'âme en effet, c'est ce qui est resté à cette race dans son pèlerinage à travers le monde. Il y a plus d'un siècle déjà que le mouvement d'émigration a commencé pour la Pologne; il y a plus d'un demi-siècle qu'au bruit de la révolution française et sous le coup d'un dernier partage, ce mouvement s'est étendu, est devenu une fatalité permanente, et a pris son vrai caractère, celui d'une scission de nationalité, d'un démembrement moral répondant au démembrement matériel. A dater de cette époque, il y a en quelque sorte deux nations, l'une obscure, attachée à un foyer sans indépendance, foulée par les dominations, l'autre disséminée, voyageuse, et résolvant cet étrange problème de faire vivre une patrie en dehors de toutes les conditions de l'existence des peuples, par la seule force d'un sentiment incompressible. La Pologne n'est plus seulement dans des frontières remaniées et effacées, elle est sur tous les chemins de l'exil et dans tous les pays. Elle est en Amérique avec Kosciusko; elle est au camp de ces légions de Dombrowski mêlées à toutes les agitations guerrières de la république et de l'empire en France, souvent sacrifiées, toujours renouvelées et entraînées au chant héroïque de ralliement : « Non, la Pologne n'est pas morte tant que nous vivons! » La Pologne est enfin partout où il y a un Polonais fidèle

combattant ou pensant. Un moment, sous l'empire, le grand-duché de Varsovie est un espoir et suspend le mouvement d'émigration; 1815 crée une dernière et vague illusion par la promesse de ce royaume, germe et noyau d'une reconstitution possible. Bientôt le mouvement recommence; il se précipite de nouveau en 1831 pour ne plus s'arrêter. Il se poursuit dans le mystère des répressions inutiles, et chaque émotion qui se ravive, chaque pulsation intérieure ne fait que jeter au dehors de nouveaux bannis, qui vont grossir cette patrie extérieure formée de tout ce qu'il y a de vivace, d'intelligent et d'ardent, devenue redoutable moins par ce qu'elle peut que par ce qu'elle représente, par l'obstination de sa fidélité et par le feu inextinguible de son prosélytisme.

La politique a beau dédaigner ces émigrés et considérer son œuvre comme accomplie : elle réussit par instans à se tromper elle-même et à faire illusion aux autres; elle crée une sorte de paix matérielle, elle sent l'âme qui lui échappe, car l'âme est ailleurs. Vainement aussi ces proscrits, émus souvent jusqu'à l'exaspération, échouent contre la force et sentent retomber sur eux le poids d'un ordre européen qui les met à la merci de trois maîtres unis par la plus triste des solidarités : un de leurs traits caractéristiques est cette merveilleuse faculté qui leur reste de ne désespérer jamais. Après chaque déception, ils recommencent. Pour eux, rien n'est irrévocable : au fait brutal d'un démembrement qui, par ruse, par habileté ou par effraction, cherche à pénétrer dans l'organisation européenne, ils opposent la puissance incorruptible d'un droit moral devant lequel on s'arrête, même quand on n'ose toucher au fait. Quelquefois ces proscrits sont populaires, parce que leur malheur émeut tous les sentimens généreux, parce que l'opinion, ébranlée par les événemens, se jette avec une recrudescence de passion sur ce vieux et éternel grief de la mutilation d'un peuple, et ils se fient trop peut-être à ce souffle de faveur irritante et stérile, qui souvent ne veut dire qu'une chose : « Réussissez, puis nous verrons. » D'autres fois ils ont à subir de ces bourrasques d'impopularité qui viennent assaillir les causes les plus justes elles-mêmes, quand elles se laissent envelopper dans quelque solidarité néfaste ou quand elles sont importunes, et alors ils se réfugient dans l'obscurité, dans un travail ingrat, dans une tenace et morne espérance. Vingt fois victimes de leurs illusions ou des événemens, ils sont restés debout, foudroyés et obstinés dans leurs rêves de revendication. C'est à travers ces poignantes alternatives qu'a vécu, depuis trente ans surtout, cette émigration polonaise, composée de gentilshommes, de soldats, de prêtres, d'écrivains, d'hommes de toutes les classes, de vieillards et d'enfans, formant réellement un monde à part, qui a ses traditions,

son organisation, ses caractères étranges, ses aventuriers et ses héros, ses types où se reflètent l'histoire et l'esprit d'une race.

Bien des gens peuvent encore se souvenir d'avoir vu plus d'une fois, il y a moins de vingt ans, un homme aux longs cheveux blancs, à la physionomie ouverte et fine, au regard pénétrant et vif, portant gaiement sa verte vieillesse : Gros a peint cette figure parlante. C'était un de ces bannis en qui semblait revivre tout un passé d'épreuves et de luttes vaillamment soutenues. C'était Julien-Ursin Niemcewicz, un Polonais qui avait été homme du monde, député de Livonie à la grande diète de 1788, soldat auprès de Kosciusko à Macieiowice, prisonnier des Russes dans les casemates de Pétersbourg, cinq fois émigré, orateur véhément, publiciste redoutable dans sa *Bible de Targowica*, historien passionné dans ses récits du *Règne de Sigismond III*, poète dramatique et lyrique. Ou pour mieux dire ce n'était ni un écrivain, ni un orateur, ni un soldat, c'était un patriote se servant de toutes les armes, de la parole comme de l'épée, du sarcasme comme de l'ardente éloquence, pour combattre au milieu des crises d'une nationalité réduite à se disputer à la destruction. Son nom résume près d'un siècle durant lequel il n'est pas un événement où il n'ait eu un rôle, il n'est pas une pensée patriotique qu'il n'ait réchauffée de son esprit, il n'est pas un instant, fût-ce « entre midi et douze heures, » comme il disait, entre l'éclair et la foudre, où il n'ait semé autour de lui sa verve agitatrice, qui fut souvent la terreur des faibles ou des traîtres. Et qui écrit aujourd'hui son histoire, ou qui l'écrivait il y a quelques mois à peine? C'est cet autre grand exilé qui mourait récemment plein de jours, après avoir rempli jusqu'au bout ces devoirs envers la patrie qu'il appelait, en homme d'état, en vrai diplomate, « le service public; » c'est le vieux prince Adam Czartoriski qui occupait son viril déclin de cette biographie de Niemcewicz. Autrefois c'étaient les écrivains qui se faisaient les historiographes des grands seigneurs; aujourd'hui les princes racontent quelquefois la vie des écrivains et s'en font honneur. Une amitié de jeunesse et le patriotisme unissaient le prince Adam et Niemcewicz; le malheur n'avait fait que resserrer le lien. Entre les deux vieux amis, entre le grand seigneur diplomate et l'agitateur de l'esprit, c'était à qui porterait le plus dignement cet ingrat et redoutable nom d'émigré. Le prince Czartoriski n'a pensé qu'à faire une œuvre pieuse, et il a peint en Niemcewicz un des types les plus curieux de l'émigré placé entre deux siècles, réunissant les caractères de l'ancienne Pologne et quelques-uns des traits de la Pologne nouvelle, ayant toutes les allures d'autrefois et les pressentimens de l'avenir.

Ce n'était pas le dernier pour la Pologne, mais c'était l'un des

derniers d'une génération qui était venue au monde à la mauvaise heure des partages, qui a traversé toutes les crises, toutes les révolutions du siècle, et qui s'en va sans avoir touché au terme des désastres dont elle vit la triste aurore. C'est en 1757 que Julien-Ursin Niemcewicz était né dans le palatinat de Brzesc, sur les confins de la Lithuanie et de la Mazovie. Il avait pour grand-père un hussard de Sobieski, qu'il a peint lui-même avec ses ailes, son armure et son arc, menant la libre vie du gentilhomme campagnard; les événemens retentissaient dans cette maison paternelle qu'il a décrite d'un trait original dans ses mémoires, et la première forte impression qu'il ressentit fut quand il vit sa mère s'évanouir de douleur en apprenant l'enlèvement des sénateurs à Varsovie en 1768. De ses yeux étonnés d'enfant il voyait s'ouvrir une crise où il y avait comme une lutte entre le bon et le mauvais génie de la Pologne. La vieille anarchie locale se défendant avec un acharnement d'héroïsme sous une couleur d'attachement aux mœurs nationales et à la liberté; un mouvement tardif de régénération se révélant par des tentatives de réformes emportées dans la confusion; des partis turbulens toujours prêts à courir aux armes, déchirant le royaume, se démenant, se confédérant; un roi, Stanislas-Auguste Poniatowski, bon de cœur, léger d'esprit, faible de caractère, flottant des uns aux autres, patriote par éclairs et retombant sous le joug de son ancienne maîtresse Catherine II, qui lui avait donné la couronne; la fureur des plaisirs et des fêtes envahissant cette société aristocratique et guerrière entourée dans ses *cours* d'heiduques, de pages et de cosaques; la Russie, la Prusse et l'Autriche encourageant les divisions pour intervenir, fomentant l'anarchie qui assurait leur proie et se faisant en secret leur part des dépouilles : c'était là le spectacle étrange et saisissant de ce peuple à l'héroïsme brillant et inutile, marchant à la catastrophe à travers les convulsions et les plaisirs. Vie romanesque où ne manquaient ni les aventures dramatiques, ni les figures vigoureuses, ni même les héroïnes passionnées! La confédération de Bar fut la grande explosion de tous ces élémens confus; le premier partage fut le dénoûment. Là commence réellement ce duel séculaire d'une nationalité retrempée, éclairée par son malheur même, et de la triple domination qui l'enlace sans la vaincre, sans l'étouffer. Là s'ouvre cette triste carrière où les conquérans, poussés par une violente logique, sont obligés d'aller jusqu'au bout, et où des générations frémissantes vont revendiquer sans cesse leur héritage perdu. Une nouvelle Pologne se lève.

C'est au milieu de ces émouvantes péripéties de la confédération de Bar et du premier partage que grandissait et mûrissait Julien Niemcewicz, élevé d'abord à l'école des cadets de Varsovie avec

Kosciusko, Wessenhof, Mostowski, Kniaziewicz et tous ceux qui allaient avoir un rôle dans les destinées nouvelles de la Pologne. Lié naturellement de goût et de fortune à cette génération, il commençait par jeter son feu de jeunesse dans cette vie de plaisirs où se reposait un moment cette société si profondément remuée. C'était un brillant cavalier, accueilli, recherché, ayant son entrée dans la haute aristocratie, surtout chez les Czartoriski, et courant à tous les succès. Il jouait la comédie dans les salons et peut-être aussi dans les boudoirs. Le XVIIIe siècle soufflait à Varsovie. Le mondain ne s'est jamais perdu dans le patriote chez Niemcewicz. C'était d'ailleurs une nature alerte et fine, moins légère et moins enivrée de dissipations qu'on ne l'eût dit. Les voyages ouvrirent son esprit et furent pour lui un stimulant nouveau. Il commença son odyssée, comme il le disait, en 1783, en partant de Varsovie avec le prince Czartoriski, le père du prince Adam, et il alla partout, en Allemagne, en Hollande, en Italie, à Malte, en France, en Angleterre, voyageant gaiement et observant beaucoup, s'amusant du mariage du doge avec l'Adriatique à Venise et du roi Ferdinand vendant les poissons sur le marché de Naples, assistant au procès de Warren Hastings à Londres et donnant des leçons de danse au futur roi d'Angleterre. « C'est à moi, disait-il plus tard avec une pointe d'humour, que l'Angleterre est redevable de ce que le roi George IV sait danser la cosaque. » Paris l'attirait surtout; il y respirait à pleine intelligence l'air et les idées du temps. On touchait à 1788, à une nouvelle et décisive crise pour la Pologne, avant que la France elle-même n'entrât en scène. Ce mouvement de régénération intérieure qui était un instant apparu dans les convulsions d'une nationalité menacée, et que le partage de 1772 avait un moment interrompu, ne s'était point arrêté en effet; il avait pénétré au contraire plus profondément jusqu'au cœur de cette société éprouvée. Dans ce qui restait de la Pologne, l'éducation transformait les esprits, des idées nouvelles germaient, et la pensée d'associer le peuple lui-même à l'œuvre commune de reconstitution devenait le mot d'ordre d'une politique. Voilé sous le faste et les plaisirs qui régnaient à Varsovie, ce mouvement se précisait et s'étendait. Il apparut au grand jour en 1788 par la grande diète d'où sortit la constitution du 3 mai 1791. Niemcewicz était à Paris; il courut aussitôt à Varsovie pour prendre part aux travaux de la grande diète comme nonce de Livonie. C'était son début d'homme public. Son odyssée avait été jusque-là riante et facile, elle allait être agitée et même quelquefois devenir sombre sans altérer la bonne humeur de cette nature qui entrait dans la carrière la plus orageuse avec la fermeté du cœur et la fertilité d'un esprit passionné.

Cette date de la grande diète et de la constitution du 3 mai est restée comme un idéal pour la Pologne. C'était en effet un spectacle d'une noblesse émouvante. Au milieu d'une Europe où les idées nouvelles soufflaient de toutes parts et n'avaient point encore ce reflet sombre de la révolution française, un peuple partiellement démembré, abandonné des nations, se relevait seul, ne prenant conseil que de lui-même, et mettait la main à l'œuvre de sa reconstitution. Ce qui avait fait sa ruine, ce *liberum veto* d'où était sortie si souvent la guerre civile, il le désavouait; il fondait l'hérédité du trône en même temps qu'il créait les conditions d'une liberté régulière. Les principes qui allaient être proclamés en France, il les inscrivait dans sa constitution, brisant les castes, affranchissant les serfs, créant en un mot l'unité de la nation par l'égalité des droits. C'était la plus légitime des œuvres; mais elle rencontrait des ennemis de deux sortes, — un certain parti polonais résistant par intérêt aux nouveautés jusqu'à sacrifier le pays, et ceux-là mêmes qui, après avoir démembré une première fois la Pologne, épiaient l'heure favorable d'un second partage. De là les complications dramatiques de ces années où tout était lutte à Varsovie et dans les provinces. Tandis que le parti national se hâtait d'agir et d'organiser une Pologne nouvelle, la Russie, gouvernée encore par Catherine, appuyée par la Prusse et l'Autriche, ne songeait qu'à étouffer cette étincelle de vie, ce mouvement réformateur qui déjouait ses calculs, et elle trouvait des auxiliaires dans le parti polonais hostile qui, tout faible qu'il fût, était assez puissant encore pour organiser l'agitation, pour laisser à la révolution le temps de se perdre, à l'étranger le temps d'arriver. En face de la grande diète et de la constitution du 3 mai s'élevait la sinistre confédération de Targowiça, dernier témoignage de la vieille anarchie, suprême et terrible appel à l'intervention étrangère. Elle était l'œuvre d'un très petit nombre de Polonais infidèles, de quelques familles, — les Félix Potocki, les Branicki, les Rzewuski, — qui sont restées depuis lors marquées d'un sceau terrible, qui ont cherché quelquefois à se laver de cette vieille tache, et qui semblent retomber toujours sous le poids de cette fatalité. Quant au roi Stanislas-Auguste, il pâlissait d'anxiété et d'incertitude; il était peut-être de cœur avec les réformateurs de la diète, la crainte l'enchaînait à la Russie. Il voulait rester roi, fût-ce d'un royaume grand comme son chapeau, et dans ses faiblesses il était vraiment l'image mélancolique et débile des pouvoirs touchés par la fatalité. Niemcewicz fut dès le premier jour un des chefs de ce parti national qui tentait ouvertement la conspiration généreuse de sauver l'indépendance du pays par la régénération intérieure. Il était de cette élite des Czartoriski, des Kosciusko, des Kollontay, des Mostowski,

des Wessenhof, et, se multipliant avec le péril, il employait toutes les formes de l'action; il dirigeait et enflammait l'opinion par la presse, par la tribune, par le théâtre. Constitutionnel de principes et de goût, mais patriote avant tout, ce qu'il poursuivait dans ses adversaires, c'étaient moins des dissidens d'opinion que des auxiliaires de l'étranger. Pour lui, le Russe était l'ennemi, et il le criblait de traits mordans et sanglans, sans épargner la majesté de la grande Catherine elle-même, fort éclaboussée dans la mêlée.

Niemcewicz, sans avoir l'esprit fait pour les grands desseins, avait le don de l'action et de l'initiative. Ce fut lui qui, avec Mostowski et Wessenhof, créa à cette époque la *Gazette Nationale et Étrangère*, œuvre de polémique sérieuse et hardie destinée à soutenir les réformes, à les populariser par le retentissement de la presse. Il n'a pas assez de cette arme du journal, il se sert du théâtre pour électriser l'esprit public, pour intéresser le peuple tout à la fois aux souvenirs de sa vie nationale et à ses destinées nouvelles. Il écrit *le Retour du Nonce dans ses foyers* et *Casimir le Grand*. C'étaient des commentaires rapides et vivans de tout ce qui agitait les âmes. *Le Retour du Nonce* mettait en présence l'ancienne et la nouvelle Pologne personnifiées. Ces œuvres étaient reçues avec passion; mais c'est surtout dans la diète que Niemcewicz déployait sa prodigieuse activité, éclairant toutes les questions d'une lucide et véhémente éloquence, exerçant bientôt la fascination d'un esprit supérieur. Chacun de ses discours était un acte, soit qu'il défendît l'hérédité du trône en rappelant qu'il y avait eu des peuples libres sous des rois, et que César et Cromwell avaient été des oppresseurs sans être couronnés, — soit qu'il soutînt la cause de l'émancipation des paysans au point de s'attirer les apostrophes d'un de ces fiers woïévodes qui ne comprenait rien que la noblesse, et qui lui disait en lui serrant la main à le faire crier : « Traître, tu as été gentilhomme et tu fraternises avec les vilains! » — soit enfin qu'il dressât l'acte d'accusation du parti de Branicki, de Félix Potocki, et de la Targowiça naissante. La tactique de ce parti était d'embarrasser les décisions de la diète, de traîner en longueur, en attendant de prendre les armes et d'offrir à la Russie ce facile prétexte d'intervention. Niemcewicz dévoilait hardiment ce système, poursuivait ces conspirateurs et réclamait l'armement du pays. Orateur, publiciste, écrivain dramatique, il marchait au même but. La constitution du 3 mai fut votée, mais il était trop tard; le principe de non-intervention n'était pas alors proclamé. Époque singulièrement émouvante de l'histoire de Pologne, où l'existence nationale elle-même était en jeu, où l'intensité de la passion publique se manifestait quelquefois par les scènes les plus curieuses, où le drame était partout, dans les salons, dans les

assemblées, au théâtre! Un jour on représentait le *Casimir le Grand* de Niemcewicz, et le triste roi Stanislas-Auguste était présent. Dans une scène du drame, Casimir disait : « Au besoin, je me mettrai à la tête de mon armée pour défendre les nouvelles lois! » La salle entière frémit. Stanislas-Auguste, s'avançant hors de sa loge, répéta avec un semblant d'énergie : « Oui, je me mettrai... » Sa voix disparut dans une explosion frénétique. Malheureusement quelques jours plus tard Stanislas-Auguste ne se mettait pas du tout à la tête de son armée pour défendre les nouvelles lois; il passait lui-même au camp de la Targowiça; les Russes allaient camper à Varsovie, et pour le moment la Pologne avait vécu. A l'heure même où les trois puissances du Nord ouvraient la guerre contre la France révolutionnaire, qu'elles accusaient de ne pas respecter le droit public, elles consommaient de leur propre main ce dernier attentat que le comte de La Marck stigmatisait d'un cœur indigné dans le secret de ses correspondances avec Mirabeau.

C'en était fait de la constitution du 3 mai, de l'indépendance nationale elle-même livrée par la Targowiça, et pour la première fois Niemcewicz émigrait avec le prince Adam Czartoriski, le comte Ignace Potocki, Hugues Kollontay et bien d'autres. Il partait le cœur plein de colère contre les Russes d'abord, puis contre ces conspirateurs qui s'étaient faits les instrumens de la ruine de la Pologne, et, s'arrêtant à Vienne, il lançait contre eux un pamphlet terrible, *la Bible de Targowiça*, qu'il appelait aussi *les Livres féliciens* par allusion au nom de Félix Potocki. Pour parler à l'imagination d'un peuple religieux, il avait choisi cette forme biblique, popularisée depuis par Mickiewicz dans *les Pèlerins polonais*. Ce n'était cependant rien moins qu'un livre religieux; c'était une véritable explosion d'ironie sanglante contre les héros de la Targowiça. C'est le dernier mot de l'invective et du sarcasme. Une chose curieuse, c'est que ce pamphlet, imprimé secrètement à Vienne, se propageait en Pologne par les courriers de l'ambassade russe, et le duc de Richelieu lui-même, alors au service de la Russie, se trouvait chargé sans le savoir de porter ces pages mordantes qu'on se disputait à Varsovie. Niemcewicz aimait assez ces tours piquans. Il ne resta pas longtemps à Vienne; il partit pour l'Italie et s'arrêta à Florence, où il passa deux ans. Il avait le goût des arts, il aimait l'Italie; il n'était pas cependant sans avoir l'œil sur la Pologne, lorsqu'un soir il reçut la visite d'un inconnu envoyé par un autre grand émigré, Kosciusko, et chargé de lui porter le salut polonais, qui ressemblait à un appel : *laudetur Jesus-Christus!* C'était le signal d'une suprême protestation de la Pologne contre le partage et d'un dernier combat pour la constitution du 3 mai. Cette tentative de 1794 avait été préparée

par Kosciusko, Ignace Potocki, Kollontay. L'insurrection avait éclaté, les Russes avaient été chassés de Varsovie, et la révolution se trouvait presque miraculeusement accomplie. Niemcewicz accourut aussitôt à l'action et au péril.

C'était une révolution sans avenir peut-être; elle n'a pas moins un intérêt puissant par son caractère, par ses mobiles et ses personnifications. Elle a surtout cela de curieux que pour la première fois le peuple entre en scène dans ce drame des destinées de la Pologne. Les chefs de l'insurrection de Varsovie étaient des bourgeois, mieux encore, des ouvriers, le boucher Sierawski, le cordonnier Kilinski, — le *roi* Kilinski, — comme l'appelaient avec ironie les Russes. Kilinski est un des personnages originaux du temps; c'est lui qui donne le signal du combat, il descend dans la rue après avoir communié. C'est un homme naïf, d'un bon sens énergique, d'une imagination colorée de poésie naturelle, ardemment patriote, sans haine d'ailleurs et nullement sanguinaire; il ne donne la mort que par nécessité de combat, et, dans des mémoires qu'il a laissés, il a des expressions singulières pour caractériser cette nécessité : il appelle cela *apaiser* des officiers russes, *tranquilliser* des Cosaques. Le gouverneur russe de Varsovie le fit venir, et, croyant l'intimider, il entr'ouvrit son manteau pour montrer au cordonnier les décorations constellant sa poitrine. « Regarde, bourgeois, et tremble! lui dit-il. — Monseigneur, répondit le cordonnier, je vois chaque nuit dans le ciel des étoiles innombrables, et je ne tremble pas. » La présence de Kilinski dans le gouvernement provisoire de Varsovie était un phénomène assurément nouveau. Le chef même de cette révolution, Thadée Kosciusko, se sentait l'homme du peuple combattant pour le peuple; il portait volontiers la casaque du paysan. Ce n'était pas un grand homme dans le sens éclatant du mot, c'était une âme ferme, droite et sobre, se dévouant simplement à sa patrie. Malheureusement pour la révolution polonaise, le plus difficile n'était pas de vaincre par surprise; elle avait à s'organiser et à se défendre dans le cercle de feu où elle était enfermée par les Russes et les Prussiens. Dombrowski, celui qui devait être le chef des légions polonaises, était chargé de tenir tête aux Prussiens; Kosciusko restait pour faire face à Suvarov, qui s'avançait, et au général russe Fersen, qui manœuvrait sur la Vistule pour revenir sur Varsovie. Ce n'etait plus le temps de délibérer et d'écrire; Niemcewicz se faisait soldat volontaire, aide-de-camp de Kosciusko. Le 6 octobre 1794, ils quittaient tous les deux Varsovie en secret et partaient pour l'armée; trois jours après, ils étaient à Macieiowice, point de réunion des forces polonaises, qui ne s'élevaient pas à plus de six ou sept mille hommes pour rompre les épais bataillons russes. On touchait au dénoûment, les deux ar-

mées étaient en présence. Le 9 au soir, Niemcewicz et le général Kaminski se promenaient et virent une nuée de corbeaux. « Vous rappelez-vous votre Tite-Live? dit Kaminski; ces corbeaux volent à notre droite, c'est un mauvais augure. » Le lendemain, le petit village de Macieiowice voyait périr la fortune de la Pologne dans une lutte inégale et sanglante. La petite armée polonaise succombait héroïquement; la plupart des chefs, Kaminski, Sierakowski, Kniaziewicz, Kopeç, étaient blessés et prisonniers. Niemcewicz, lui aussi, était gravement blessé. Kosciusko avait la tête fendue et perdait tout son sang; il n'exhala pas le cri suprême qu'on lui a prêté, cri du patriotisme vaincu et découragé : *finis Poloniæ!* il ne reprit connaissance que le lendemain, et, voyant Niemcewicz auprès de lui, il lui demanda où ils étaient. « Hélas! dit Niemcewicz, nous sommes prisonniers des Russes. » Ce fut la fin de la révolution de 1794. L'odyssée commençait à devenir sombre pour Niemcewicz.

Qu'allait-on faire de tous ces prisonniers, chefs et soldats? Les uns étaient envoyés en Sibérie, au Kamtschatka, à Irkoutsk; les autres étaient conduits à Saint-Pétersbourg pour expier dans les cachots le crime d'un patriotisme obstiné. Ils marchaient en troupe sous la garde de détachemens russes traînant le butin ramassé dans toutes les demeures seigneuriales de la Pologne. Deux mois après la bataille de Macieiowice, harassés d'un pénible voyage, souffrant encore de leurs blessures, ils arrivaient à Pétersbourg par une froide nuit d'hiver. Niemcewicz, séparé de ses compagnons, ne savait trop ce qu'on voulait faire de lui. On le mit dans une barque, on lui fit traverser la Néva, qui charriait ses glaces, et un instant après il entendait se fermer derrière lui la porte de la citadelle. Il entrait dans une cellule obscure et humide ayant huit pieds de long sur huit pieds de large, éclairée par une petite fenêtre garnie de grosses barres de fer, contenant un poêle, un petit lit de bois, une chaise et une petite table. « C'est ici votre demeure, » lui dit-on. Il demanda à boire, on lui apporta de l'eau dans une écuelle de bois. Il était onze heures du soir, 10 décembre 1794, « date qui sera certes à jamais présente à ma mémoire! » disait-il. Niemcewicz passa là deux ans, ayant des compagnons de captivité qu'il ne pouvait voir, Mostowski, le banquier Kapostas de Varsovie, le brave Kilinski lui-même. Kosciusko était mieux traité; il avait pour prison la maison du commandant de la forteresse. Les Russes affectaient de voir en lui l'instrument naïf et honnête de quelques ambitieux, d'Ignace Potocki, de Kollontay surtout, qui n'avait échappé à la Russie que pour tomber entre les mains de l'Autriche. C'est cette période de sa vie que Niemcewicz a racontée dans un livre qu'il a appelé *Notes sur ma captivité à Saint-Pétersbourg,* expression vive et

émouvante de ce que peut souffrir un esprit libre dans la solitude d'un cachot.

La Pologne, comme l'Italie, compte certes plus d'un chapitre de ce qu'on pourrait appeler la littérature des prisons et de l'exil. Le livre de Silvio Pellico est resté le type de ces tristes poèmes. Les *Notes sur ma Captivité* sont *les Prisons* de Niemcewicz. Un autre vaincu de Macieiowice, le général Kopeç, déporté au Kamtschatka, a laissé aussi des mémoires qui sont le récit de ses épreuves d'exilé et de prisonnier. C'est toujours la lutte de l'âme patriotique aux prises avec le malheur infligé par le maître étranger. Seulement, là où le patriote italien souffre, se résigne et pousse la mansuétude presque jusqu'à l'abdication, Kopeç, avec le même sentiment religieux, mais avec plus d'énergie, lutte et espère; Niemcewicz garde sa haine contre les Russes, sa sérénité dans l'épreuve. Il y a quelque chose de sain et de curieux dans cette ferme bonne humeur d'un homme en guerre avec la fortune et ne se laissant pas dompter. Il n'est point du tout larmoyant. Niemcewicz avait de cette vigueur d'âme qui s'enveloppe de gaieté et de grâce mondaine. Depuis qu'il est pris à Macieiowice, il ne cède pas un instant à l'intimidation. Vaincu, blessé et captif, il se sent supérieur aux Russes, et il se venge par une impitoyable ironie. Durant ce long voyage à Pétersbourg, il se moque du général Chruzczew, de son gardien Titov et de tous ceux qui le conduisent; il fait leur caricature. A son arrivée à la citadelle, il se moque même du ministre de l'intérieur, Samoïlov, grand personnage en habit de cour et tout chamarré de décorations, devant lequel il comparaît avec sa pelisse de peau de loup, son bras en écharpe et ses cheveux en désordre. « Je suis fâché, monsieur, lui dit-il d'un ton narquois, de paraître devant vous dans un costume aussi peu convenable. » Une fois dans la prison, on cherche à lui arracher des révélations. On l'interroge, on le presse, on le menace. « Je n'ai point de révélations à vous faire, dit-il à Samoïlov, et je n'ai point le talent de vous fabriquer des contes. Quant à vos menaces, je sais que je suis entre vos mains; je m'attends et je suis résigné à tout, je désire la mort plus que je ne la crains... En entrant dans ce cachot, j'ai laissé l'espérance derrière moi. »

Alors commençait cette vie de solitude mortelle à laquelle Niemcewicz n'échappait qu'en lisant, — car on laissait pénétrer jusqu'à lui quelques livres, — en essayant de faire passer dans la langue polonaise l'harmonieuse douceur de Racine ou l'élégante correction de Pope. Sentant le besoin de l'exercice, il avait imaginé un moyen singulier : avec les cheveux qui tombaient de sa tête et les poils de sa barbe, il avait fait une balle, et il jouait une heure tous les matins.

Quelquefois l'été, pendant la nuit, il se collait aux barreaux de sa fenêtre, et, entrevoyant un coin du firmament, il passait des heures entières à rêver : il songeait à l'Italie, à Florence, à la Pologne déchirée et mutilée, à ses amis et à ses parens, qui ignoraient son sort. Il avait des momens de tristesse, mais son âme ne fléchissait pas. Un jour, le 4 juin 1796, il entendit de sa prison des décharges d'artillerie : il en demanda la cause, et on lui répondit que la grande-duchesse avait « daigné mettre au monde un fils. » Ce fils, c'était celui qui fut l'empereur Nicolas. « Ainsi, disait plus tard Niemcewicz, je n'étais pas encore sorti de ma prison d'alors que déjà s'empressait de naître l'homme qui devait, dans mes vieux jours, me forcer à chercher un tombeau sur une terre étrangère. » Triste et sombre fatalité des choses qui, de ce bruit du canon écouté indifféremment alors par un prisonnier polonais, faisait le signal mystérieux d'une ère plus terrible et lointaine encore pour la Pologne! Cette vie dura deux ans, et ne finit que par la mort de l'impératrice Catherine, frappée au mois de novembre 1796 d'une maladie étrange. Je ne redirai pas tout à fait le récit de Niemcewicz. Rien n'est assurément plus bouffon que le tableau de cette cour suspendue aux mouvemens convulsifs du ventre de l'impératrice, placée entre une souveraine qui se débat dans l'agonie, mais qui peut se relever encore, et un grand-duc prêt à se jeter sur le sceptre.

Une conversation de soldats apprit cette mort libératrice à Niemcewicz. « Enfin nous aurons un tsar! disait l'un. — Il y a longtemps que cela n'est arrivé, disait l'autre; notre vieille *matuszka* (petite mère) s'est, je crois, suffisamment divertie. — Plus que suffisamment, reprenait un troisième; chacun son tour. J'espère que maintenant nos prisonniers sortiront. » Paul Ier, le nouveau tsar, se piquait d'une certaine magnanimité et même de justice pour la Pologne, dont il disait volontiers qu'il n'eût jamais souffert le partage. Il ouvrit la prison des Polonais, et il voulut aller lui-même porter cette bonne nouvelle à Kosciusko. Il fit plus : il combla ses captifs de dons et d'amitiés. Il eût voulu retenir Kosciusko et Niemcewicz, à qui il offrit des biens, des domaines; mais Kosciusko souffrait dans son âme patriotique : à peine dégagé de ses liens, quoique malade et affaibli, il avait hâte de fuir cette Russie, où il croyait toujours voir des espions, et, ne pouvant aller vivre dans la Pologne affranchie, il partit pour l'Amérique; Niemcewicz le suivit. Ils quittèrent cette Europe d'où le nom même de la Pologne semblait disparaître, libres et tristes, comblés de présens par l'empereur Paul et gardant l'immortelle blessure.

Cette fois l'émigration était lointaine. L'Amérique n'était point l'Italie, mais c'était une terre libre et hospitalière où déjà plus d'une

fortune errante de l'Europe pouvait trouver un asile, et où de vigoureux patriotes travaillaient à former une nation : spectacle tout à la fois amer et instructif pour le fils d'une nation qui périssait! Pour des Américains encore tout chauds d'une guerre d'indépendance, ces fugitifs d'une race vaincue, ces échappés de la terrible *Krepost* (forteresse) de Pétersbourg avaient le double prestige du patriotisme et du malheur. Kosciusko était un La Fayette de la Pologne. Auprès de lui, Niemcewicz n'était point éclipsé. Accueilli partout, il se lia avec Washington, qui le reçut à Mount-Vernon, avec Adams, avec Jefferson, et c'est pour ce dernier qu'il écrivit, avec un enjouement mêlé de souvenirs douloureux, ce récit de sa captivité qui s'ouvre gaiement par un repas d'amis, la veille de Macieiowice, et qui finit par un tableau burlesque de la mort de Catherine. Niemcewicz fit aussi une autre connaissance en Amérique, celle du prince qui devait être le roi Louis-Philippe. Les deux émigrés se virent quelquefois et se lièrent d'amitié. La couronne du duc exilé ne pesait pas alors dans la balance de la destinée beaucoup plus que la plume de l'écrivain. Niemcewicz parcourut les États-Unis; il alla à Philadelphie, à New-York, à la Nouvelle-Orléans, et il finit par s'établir à Elisabeth-Town. Ses ressources tarissaient bientôt cependant; il se plia fièrement à cette vie nouvelle de pauvreté, ne voulant rien accepter de personne. Il sciait lui-même son bois et lavait son linge, il labourait un petit champ. Il menait ainsi une médiocre existence, lorsque la fortune vint un instant lui sourire : il se maria avec une femme d'une famille riche et honorable, veuve d'un de ses amis, Mme Kean-Livingston; mais il ne voulut rien changer dans sa manière de vivre, et il mit une délicatesse singulière à ne point profiter de la fortune de sa femme. Il comptait déjà cinq ans d'exil; la mort de son père le rappela un moment en Pologne en 1803.

Lorsque Niemcewicz arriva à Varsovie, il ne put voir aux portes de la ville une sentinelle prussienne sans se sentir le cœur serré, sans éprouver le tourment secret du patriote qui revient dans son pays livré à l'étranger. Il passa une année à arranger ses affaires; il alla voir ses amis les Czartoriski. Simple écrivain, il aurait pu jouir du succès de ses œuvres, éditées par son ancien compagnon Thadée Mostowski; mais il brûlait en quelque sorte en Pologne. C'est un temps dont il n'aima jamais à parler, et dont il ne se souvenait qu'avec amertume. Tout le froissait et l'offensait. Il n'avait plus qu'une espérance, et il la plaçait dans un fait bizarre. Par une étrange coïncidence, après tous les remaniemens de la Pologne, le point de division entre tous ces fragmens dispersés d'un peuple s'appelait *Niemirow*. Le mot lui semblait un emblème; il voulait dire *point de paix*, — point de paix dans la Pologne partagée! Et puis c'était le

moment où les frontières, les conquêtes et toutes les vieilles organisations des royaumes allaient être au bout de l'épée. Revenu en Amérique, Niemcewicz suivait tout ce mouvement guerrier de l'Europe, exalté ou découragé selon qu'il le voyait s'approcher de la Pologne ou s'arrêter. En 1806, la guerre avec la Prusse lui parut le signal décisif. Il partit de nouveau, et, en arrivant à Bordeaux, il apprit la paix de Tilsitt, qui créait le grand-duché de Varsovie.

Lorsqu'au lendemain de Macieiowice quelques soldats polonais, conduits par Dombrowski, allaient à travers l'Europe rejoindre les armées françaises et formaient ces légions animées à l'espoir de se rouvrir un chemin par les armes jusque dans la patrie morcelée, cette passion d'héroïsme semblait une folie aux esprits sages accoutumés à manier les affaires humaines. Et cependant ces héroïques illuminés tenaient leur parole : ils rentraient avec Napoléon. Une Pologne redevenait possible. Les Russes eux-mêmes le craignaient, témoin ce mot de la princesse Narichkin à Saint-Pétersbourg après la paix de Tilsitt : « au moins il n'y aura pas de Pologne, il n'y a qu'un ridicule duché de Varsovie. » Ce n'était que le grand-duché de Varsovie, il est vrai; mais il rendait à l'indépendance un fragment du sol national; une partie de ce peuple échappait à la Russie et à la Prusse. Il y avait une armée polonaise avec un chef polonais, et cette armée, deux ans plus tard, devait battre les Autrichiens. Niemcewicz s'attacha à cette création incomplète, qui était un commencement de renaissance. Il fut nommé secrétaire du sénat du grand-duché, inspecteur de l'instruction publique. En 1809, pendant la campagne contre l'Autriche, il fut chargé de la défense des remparts de Varsovie. Ces années furent pour lui pleines d'une infatigable activité. Il parcourait le pays, observant tout, étudiant tout, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les gymnases, et il trouvait encore le temps d'écrire des *Voyages historiques*. Il sentait que la Pologne renaissante touchait à une crise suprême. Elle avait gagné déjà dans la guerre de 1809 contre l'Autriche. Le dernier mot était dans le duel qui se préparait entre Napoléon et la Russie.

A ce moment décisif où s'ouvrait la campagne de 1812, Niemcewicz fut nommé commissaire pour l'armement du pays. Je ne sais ce que fit le commissaire; mais l'écrivain fit la guerre à sa façon, en vigoureux partisan, dans ses *Lettres lithuaniennes*, le plus virulent de ses pamphlets après *la Bible de Targowiça*. C'était sous une forme périodique, et dans le cadre le plus animé, un cliquetis de lettres supposées, émanant d'hommes de tous les âges et de toutes les conditions, de patriotes, de tièdes, de soldats polonais, de Russes, d'Allemands, de Juifs, et toutes tendant à un seul but, — enflammer le pays. Niemcewicz y prodiguait la verve, l'ironie, la passion, le

travestissement. Une chose curieuse à remarquer dans ces *Lettres lithuaniennes*, c'est que l'espoir est grand tant que Napoléon reste en Pologne. Jusque là tout est confiance passionnée et enthousiasme. Dès que Napoléon franchit la frontière pour s'enfoncer en Russie, l'inquiétude commence, l'angoisse s'accroît de jour en jour. Révélation instinctive de toute une situation! Si l'intérêt de la Pologne eût été écouté en effet, et peut-être aussi, — pourquoi ne pas le dire? — si l'intérêt de la France elle-même eût été plus mûrement pesé, Napoléon serait resté campé dans sa force, organisant la Pologne, s'appuyant sur elle sans en dépasser les frontières et réduisant la Russie à accepter la paix. C'était le conseil du prince Joseph Poniatowski et de bien d'autres; c'était le sentiment de toute la Pologne exprimé par Niemcewicz. Le destin emporte l'empereur. Il y a encore un moment d'inexprimable anxiété; puis le reflux des armées commence, et tout disparaît dans l'effroyable déroute. Niemcewicz lui-même est emporté jusqu'à Dresde, où il souffre de la misère, de la fièvre et du bombardement. C'est la fin d'un grand rêve, et lorsque le dernier mot de ces catastrophes va jaillir du choc des armées sur d'autres champs de bataille, tout change de face. Ce n'est plus ni la Pologne d'autrefois ni le grand-duché de Varsovie de 1811, c'est la Pologne des traités de Vienne, c'est le royaume russe de 1815 avec la Galicie annexée à l'Autriche et Posen à la Prusse; c'est en un mot le partage sanctionné pour la première fois par l'Europe avec des garanties douteuses, une vague promesse de libéralisme à Varsovie et la certitude de luttes nouvelles.

Ce royaume de Pologne pourtant, tel qu'il sortait des crises violentes de 1815, tel qu'il échappait à l'ambition à la fois audacieuse et équivoque de l'empereur Alexandre, ce royaume avec sa constitution, son autonomie apparente, son armée et cette ombre d'organisation nationale que lui promettaient les traités, pouvait encore être un espoir, et c'est par là qu'il fit illusion un instant à de sincères patriotes, à Kosciusko lui-même comme à Niemcewicz. Alexandre flattait ces hommes, il cherchait à les rallier, il allait au-devant des généraux qui avaient servi Napoléon, et s'étudiait à laisser entrevoir mille perspectives souriantes au patriotisme polonais. L'illusion ne fut pas longue. Kosciusko, déçu, s'en alla mourir dans la solitude, à Cracovie, sur le dernier fragment du sol polonais resté libre, et Niemcewicz revint à Varsovie pour y vivre quinze ans, retiré de la scène publique, indépendant, exerçant toujours son prodigieux esprit et assistant en témoin dangereux à cet essai de régime constitutionnel qui commençait. Les années venaient sans éteindre le feu de son patriotisme et de son esprit. C'est peut-être l'époque la plus active de sa vie littéraire. Tantôt il créait le roman histo-

rique dans *les Deux Siecierh* en opposant habilement les mœurs de l'ancienne Pologne et les mœurs de ce siècle, le *zupan* et l'habit moderne; tantôt, dans les *Chants historiques*, il réveillait tout un passé d'héroïsme et livrait à l'imagination populaire le récit des vieux exploits polonais, la ballade de l'hetman Zolkiewski; tantôt enfin il écrivait l'*Histoire du règne de Sigismond III*, racontant avec une verve passionnée la prise et l'incendie de Moscou par les soldats de Zolkiewski, au reflet d'un récent incendie qui donnait à ses pages une sorte d'intérêt tout présent. Même vaincu, l'historien aimait à tourner ce fer dans la plaie des Russes; c'était une représaille contre la fortune. Niemcewicz a épuisé réellement presque tous les genres de littérature, excepté la philosophie, qu'il n'aimait pas et dont il disait qu'elle *kantait* les têtes polonaises. Il écrivait des histoires, des tragédies, des romans, et il semait l'ironie sous la forme légère de fables presque toutes politiques et toujours sanglantes, déguisant à peine les personnages. C'était un fabuliste impitoyable.

Ceux qui ne cherchent dans les œuvres de l'esprit que la valeur esthétique, la science et l'art, ceux-là trouveront sans doute à reprendre dans tout ce qu'a écrit Niemcewicz; ils montreront des faiblesses de poésie dans ses chants, des omissions dans ses histoires, des préjugés, des emportemens, des légèretés; ils lui reprocheront de ne voir que l'incendie de Moscou dans le règne de Sigismond III. C'est que Niemcewicz n'était pas simplement un artiste écrivant pour écrire, se livrant dans une atmosphère paisible à toutes les délicates recherches de l'art et de la science, ou se complaisant à dérouler le tissu des événemens et des fictions. Il se servait de toutes les formes de l'esprit sous l'obsession d'une pensée unique, avec l'unique dessein de servir la bonne cause comme il pouvait, selon son expression. L'inspiration patriotique allumait son intelligence, et si le génie de l'histoire ou de la poésie lui faisait des reproches, il répondait moitié triste et moitié badin, sans triompher et sans plier le front : *Civis polonus sum!* Ce cri du citoyen retentissait partout en terre polonaise. Les chants historiques étaient répétés dans les salons et sous le toit du pauvre. Le *Règne de Sigismond III* était, il est encore un des tableaux les plus vifs et les plus attachans, un de ces livres où la jeunesse ne cesse d'aller puiser le sentiment de la grandeur nationale. Une autre chose à remarquer et qui explique comment, sans atteindre la perfection de l'art, Niemcewicz a été un des hommes le plus populaires, c'est que patriote, écrivain, il avait le don d'initiative que je signalais en lui. Le premier dès la grande diète, il se sert du journal et crée la comédie politique par *le Retour du Nonce*. Le premier, plus tard, il ébauche

le roman historique, et le premier il fait du pamphlet une littérature. Le premier aussi, par un triste privilége, il subit la prison et l'exil, il laisse sa trace dans cette citadelle de Pétersbourg où tant d'autres ont passé après lui. Il marche en avant comme un éclaireur étincelant sur tous ces chemins battus par la Pologne de notre temps. C'est ce qui lui donnait la popularité, l'ascendant, et ce qui faisait de lui à cette époque, entre 1815 et 1830, une sorte de dictateur de l'opinion publique en face de cet autre dictateur, le tsarevitch Constantin, que l'écrivain appelait plaisamment le « Napoléon du Belvédère. »

C'est là en effet le trait saillant de cette époque où s'ouvre une expérience qui ne pouvait aboutir qu'à un affranchissement nouveau de la Pologne ou à un asservissement complet. Dans ce royaume qui avait une constitution, une diète, des lois distinctes, une armée nationale, le libéralisme était l'ombre, la réalité était la dictature, — une dictature bizarre comme celui qui l'exerçait : prince singulier, mélange du barbare et de l'homme civilisé, à la taille svelte et élégante et aux traits du Kalmouk, aux sourcils fauves et hérissés, au nez retroussé et aplati, à la voix rauque. Le grand-duc Constantin avait des qualités de cœur : mais dans ces qualités mêmes il y avait quelque chose de violent et de farouche. Il avait une sorte de culte pour la mémoire de son père l'empereur Paul, et gardait contre ses assassins un ressentiment amer. Il s'était épris d'un amour ardent pour une jeune Polonaise, M[lle] Grudzinska, depuis princesse de Lowicz, et pour elle, pour pouvoir l'épouser, il renonça à la couronne des tsars; il abdiqua son titre d'héritier de l'empire. L'empereur Alexandre négocia habilement cette cession de droits, craignant la terrible nature de son frère, et en échange il lui abandonnait la Pologne comme une sorte de royaume feudataire. Constantin resta quinze ans le dictateur de la Pologne, à peine tempéré dans ses colères par la douce influence de la princesse de Lowicz, effrayant quelquefois Varsovie, dont il parcourait les rues au galop des quatre chevaux de sa voiture, jouant volontiers au Napoléon, passant des revues, frappant impitoyablement ses soldats pour un bouton d'uniforme qui manquait, et se piquant d'ailleurs d'avoir une belle armée. Il mettait sa passion dans cette armée, et plus tard, pendant la guerre de 1831, voyant un jour les Russes à demi en déroute, il applaudissait avec une sorte d'amour-propre curieux à ses braves Polonais. Le tsarevitch avait des accès de bonhomie et de bruyante gaieté, et il se laissait aller parfois à des caprices bizarres jusqu'à faire pendre un singe qui l'importunait de son bruit, et à infliger la bastonnade à un cheval qui avait fait un faux pas. C'était un étrange roi constitutionnel qui aimait, dit-on, les Polonais en les rudoyant et en les corrompant tant qu'il pouvait.

Constantin dominait Varsovie et, je l'ai dit, l'effrayait même parfois; Julien Niemcewicz avait la dictature de l'esprit. Il n'était rien, et il était tout-puissant sur l'opinion. Sans titre, sans fonction, sans caractère public, il était souvent l'inspirateur des délibérations de la diète et l'âme des résistances patriotiques. Seul peut-être il bravait le grand-duc Constantin, et même il se moquait de lui. Le tsarevitch avait la manie d'exiger le salut militaire. Niemcewicz, toutes les fois qu'il le rencontrait, lui faisait ce salut avec une ostentation comique. Un jour il descendit de voiture pour se mettre au port d'armes; Constantin finit par le dispenser de tout salut. Dans ses démêlés avec le grand-duc, Niemcewicz se servait d'un talisman singulier : il avait reçu de l'empereur Paul une tabatière ornée d'un portrait; lorsqu'il voyait le tsarevitch bouillonner de colère, il tirait sa tabatière et montrait le portrait de Paul I[er], qu'il appelait « mon bienfaiteur, mon libérateur. » La colère de Constantin tombait magiquement à cette vue de l'image de son père. Niemcewicz au reste était presque aussi despote à sa manière que son terrible rival. Il inspirait une véritable frayeur aux douairières des salons, dont il dévoilait les intrigues, aux traîtres, dont il poursuivait les connivences, à tous ceux qu'il appelait « les volontaires de la bassesse. » On le redoutait avec sa pelisse de peau d'ours sous laquelle se cachait l'homme toujours prêt à lancer l'épigramme, le trait mordant, le bon mot impitoyable. Ses fables étaient de vrais petits drames où tous les personnages connus avaient une place.

D'ailleurs, en poursuivant cette guerre patriotique, Niemcewicz avait un sentiment élevé de l'honneur national; s'il voulait le préserver par l'ironie de la bassesse et de la servilité, si même, dans les limites d'une action juste et sérieuse, il était encore prêt à tout pour son pays, il avait aussi le conseil droit et modéré. Un jour, à l'époque du couronnement de l'empereur Nicolas à Varsovie, en 1829, un complot avait été formé pour frapper la famille impériale tout entière; la conscience des conjurés eux-mêmes s'émut de ce sinistre projet, et l'un d'eux, avant de frapper le grand coup, voulut avoir du moins l'avis d'un patriote éprouvé. Il alla tout confier à Niemcewicz. L'heure d'agir était proche; Nicolas devait être assailli avec les siens au moment où il placerait sur son front une couronne polonaise dérisoire. Niemcewicz sentit se réveiller tout ce qu'il avait de chaude éloquence pour combattre cette pensée de meurtre qui était le démenti de toutes les traditions nationales et du caractère polonais lui-même, qui altérait la cause de la Pologne dans sa pureté et dans sa noblesse, et pouvait la déshonorer aux yeux du monde. Il détourna l'arme des jeunes fanatiques. Cette popularité de Niemcewicz, si redoutable à la Russie, servait du moins cette fois à protéger le tsar dans sa vie et dans celle de sa famille. Le vieux

patriote de Macieiowice voulait combattre les Russes de toutes les forces de son âme et de son esprit sans souiller une pensée de résurrection d'un meurtre contraire à toute l'histoire de Pologne. Deux ans plus tard, la révolution de 1831 avait déjà éclaté, un chef militaire qui s'était illustré sous l'empire, qui avait recueilli des mains du prince Poniatowski mourant le commandement de l'armée polonaise, mais qui depuis s'était tristement signalé par sa servilité envers la Russie, le général Vincent Krasinski, rentrant à Varsovie, était sur le point d'être massacré par une foule furieuse; il avait déjà la corde au cou. Niemcewicz se jeta au-devant de la populace; il pria, supplia, invoqua si énergiquement le souvenir de son compagnon Kosciusko, l'honneur de la patrie, qu'il arracha la victime au peuple. Il ne sauvait pas seulement un homme, qui d'ailleurs le lendemain était de nouveau un traître, il donnait peut-être à la Pologne un de ses plus énergiques poètes, Sigismond Krasinski, dont le génie serait resté étouffé sous le poids d'un crime populaire, et que la mort tragique de son père eût réduit au silence. Niemcewicz avait flagellé de sa satire le général Krasinski pour son vote complaisant dans le jugement de la conspiration de 1827; il le sauvait d'un emportement du peuple en 1831. Il était dans son rôle de dictateur de l'opinion, implacable pour le Russe, pour le servile du Russe, énergique à sauver l'honneur d'une révolution nationale.

Quand vinrent ces grands jours de la révolution de 1831, qui s'éclairent de ces quinze années de lutte, de cette double dictature de Constantin et de Niemcewicz, d'une commotion nouvelle de l'Europe, le vieux patriote était naturellement un des chefs de cette résurrection. Il avait soixante-treize ans déjà, et n'était pas moins actif. Il entra au conseil national créé dans le premier moment à Varsovie; mais la révolution polonaise n'avait pas seulement à former des conseils et des gouvernemens, elle avait à tenir tête à la Russie d'un côté, et de l'autre à négocier avec l'Europe, à chercher des amitiés, des appuis, s'il y en avait pour elle. Ce fut Niemcewicz qu'on envoya à Londres, et il y alla avec un jeune Polonais devenu aujourd'hui ministre en France, le comte Walewski. Il faut se souvenir de ce temps où tout était effervescence en Europe. De quoi s'agissait-il, à vrai dire, pour la Pologne? Il s'agissait pour elle de tenir son drapeau assez longtemps pour se fortifier des sympathies croissantes des peuples, pour que l'Europe, dans un intérêt de paix universelle, sinon dans un intérêt d'humanité, pût offrir une médiation. Les Polonais soutenaient vigoureusement la lutte contre la Russie, et Niemcewicz négociait à Londres; il négociait en représentant personnellement estimé d'une puissance qu'on ne reconnaissait pas, qu'on aimait théoriquement, dont on désirait peut-être le succès, et pour laquelle on ne voulait rien faire. Le *journal* que

Niemcewicz a laissé sur ce temps n'a point vu le jour encore; le prince Adam Czartoriski détache seulement les extraits de quelques lettres qui éclairent cette épineuse mission et le rôle de l'Angleterre au milieu de ces événemens.

Les difficultés étaient grandes. D'abord Niemcewicz se trouvait dans un monde presque entièrement renouvelé depuis sa jeunesse. Il le disait lui-même avec un accent de plainte secrète : « Mes anciennes connaissances, Fox, Sheridan, sont malheureusement morts; je ne connais plus personne ici... » Pourtant il trouvait sans effort les amitiés les plus hautes : il se liait avec le frère du roi, le duc de Sussex, avec lord Grey, avec lord Palmerston; il voyait M. de Talleyrand, qu'il appelait toujours « le renard boiteux. » Après tout, que voulait l'Angleterre? comment voyait-elle cette lutte engagée par une nation? On peut s'en faire une idée par un entretien que Niemcewicz avait avec lord Palmerston le 25 août 1831. « J'ai dit à lord Palmerston, écrit-il au prince Czartoriski, que notre cause est celle de l'Europe, celle de l'humanité. A défaut d'autre mérite de notre part, celui-ci devrait déjà être grand aux yeux des puissances étrangères que nous ayons détruit l'opinion qu'on s'était formée sur la force invincible de la Russie. — Oui, dit lord Palmerston, vous avez fait et vous faites encore des prodiges; nous n'aurions jamais supposé que vous pussiez résister si longtemps. — Cela ne vaut-il pas la peine alors, répliquai-je, de conserver une telle nation? Pourquoi ne feriez-vous pas pour nous ce que vous avez fait pour la Grèce et la Belgique? — Avec vous c'est autre chose, répondit lord Palmerston; la Grèce a lutté pendant cinq ans, la Porte ne pouvait parvenir à la dompter. *Notre commerce souffrait beaucoup des corsaires.* — Mais le choléra est bien plus terrible que les corsaires, et il s'avance avec les Russes. — Ah! si vous remportiez une victoire décisive, cela pourrait changer l'aspect des affaires. Quant aux Belges, c'est le roi des Pays-Bas lui-même qui nous a invoqués comme garans des traités de Vienne; nous avions ainsi le droit de nous y mêler, tandis que Nicolas ne fait pas appel à notre médiation. — Ainsi, si Varsovie succombait, vous nous abandonneriez? — Jamais, répondit-il, nous ne permettrons qu'on touche à un cheveu des traités de Vienne, et nous vous appuierons énergiquement. — Mais il ne s'agit pas de traités maintenant pour nous : il s'agit d'indépendance et d'une dynastie, et cette dynastie, nous l'accepterions volontiers des mains de l'Angleterre. — Lord Palmerston se tut; mais son visage trahit une visible satisfaction... » Et Niemcewicz finit ainsi le récit de cet entretien peu encourageant : « En un mot, tout notre espoir est en Dieu et dans une bonne victoire! »

La victoire malheureusement ne venait pas. Cette guerre de Pologne n'était qu'une suite de désespoirs héroïques entrecoupés de

prodiges inutiles. Lorsque Niemcewicz parlait d'indépendance, on lui répondait par les traités de 1815; lorsque Varsovie tombait sous l'effort des armes russes, lord Palmerston lui disait : « Il fallait prolonger la lutte, tenir au moins jusqu'à la fin d'octobre. » Lord Grey était plus franc dans un entretien avec Niemcewicz. Celui-ci lui adressait nettement cette question : « Eh bien! ferez-vous quelque chose pour nous? — Rien, » répondit lord Grey. La chute de Varsovie, sans être entièrement imprévue peut-être pour le négociateur polonais, lui inspirait une amertume profonde; elle mettait fin à sa mission, mais il lui restait encore à disputer, s'il le pouvait, quelque dernière marque de sympathie, à sauver quelques garanties, ne fût-ce que celles de 1815, à s'occuper surtout des émigrés. Il parcourait l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande; il organisait des *meetings*, des loteries, toute une agitation de bienfaisance en faveur de ses malheureux compatriotes. Il était le plénipotentiaire de l'exil, et dans ses relations, suivies avec esprit, ce volontaire de la diplomatie ne se refusait pas à l'occasion le mot piquant. Un jour, en 1833, au moment où l'empereur Nicolas était allé en Allemagne pour nouer cette alliance du Nord que la guerre d'Orient a brisée, Niemcewicz visitait lord Palmerston, et il lui parlait de tout ce mouvement allemand : « Je dois vous faire mes complimens de condoléance, milord, lui dit-il tout à coup; il paraît que vous êtes un peu en disgrâce à Saint-Pétersbourg. » Lord Palmerston sentit la fine raillerie, et répondit en souriant : « Peu m'importe leur faveur ou leur défaveur, j'irai toujours mon droit chemin. — Mais la Pologne? dit Niemcewicz. — Vous pouvez être certain, reprit le ministre anglais, que vous ne désirez pas plus que moi de voir la Pologne heureuse; mais on ne peut pas toujours faire ce qu'on désire. » Il fallait rester sur cette maigre consolation, dernier mot de la politique de l'Angleterre et de la mission du patriote polonais à Londres.

Ce n'est qu'en 1834 que Niemcewicz vint en France, et c'est là désormais qu'il vécut jusqu'au dernier jour. Il avait émigré pour la première fois en 1792; 1834 le trouvait encore exilé. Tout avait changé autour de lui en Europe et en France; il n'y avait que la pensée de sa vie qui fût restée en lui intacte et invariable; sa bonne humeur même survivait tout entière, et après avoir tout éprouvé, tout épuisé, après avoir vu tout manquer, il ne se croyait pas dispensé d'agir et de servir. C'est ce qu'il appelait gaiement « continuer le service, quoique sans uniforme, » faisant allusion à l'usage russe de laisser ou de retirer l'uniforme aux fonctionnaires destitués. Il modifiait à son usage le mot ancien et ne regardait comme possible pour le fils d'une patrie souffrante que le *negotium cum dignitate*. Quant au repos, il ne se le promettait qu'en Dieu, — et encore,

ajoutait-il, il ne voulait pas jurer de s'abstenir, même dans l'autre monde, de toute agitation pour la Pologne. Il était, à vrai dire, dans cette dernière émigration ce qu'il avait toujours été, animé, plein de feu, prompt à l'épigramme et à la saillie. Il y a des natures tristes jusque dans le bonheur, et il ne faut jamais leur en vouloir, car cette tristesse n'est que l'excès d'une susceptibilité morale qui est le signe de leur noblesse. Il y a des natures souriantes jusque dans l'adversité. Niemcewicz était une de ces dernières natures. Dans sa gaieté néanmoins, il gardait l'instinct sérieux et élevé, et en aimant à vivre dans les salons, à lancer des mots malicieux, surtout à l'adresse des femmes, comme un homme du XVIIIe siècle, il avait d'autres pensées. Il s'occupait sans cesse du sort des pauvres réfugiés; il créait des institutions de bienfaisance pour eux, des écoles pour la jeunesse et les enfans nés dans l'exil. Il était l'un des fondateurs d'une bibliothèque polonaise, un des promoteurs d'une société historique chargée de rechercher dans les archives françaises, anglaises, italiennes, tout ce qui peut éclairer l'histoire de la Pologne.

Exilé dans ce pays qu'il avait vu autrefois et qu'il trouvait si singulièrement renouvelé, il faisait par intervalles quelques visites aux Tuileries, où il était reçu comme un des chefs de l'émigration polonaise et comme une vieille connaissance. La destinée a des jeux bizarres : elle remettait en présence deux hommes qui s'étaient rencontrés, il y avait trente-cinq ans, aux États-Unis, sans se douter alors qu'ils se retrouveraient ailleurs, le prince devenu roi, l'écrivain émigré toujours émigré, et que l'un et l'autre, le prince et le patriote polonais, finiraient également par mourir sur une terre étrangère. Niemcewicz était dans une de ces situations où l'on sent vivement ces jeux de la fortune, où l'on se défie de la prospérité, et un soir il écrivait dans son *journal* ces simples mots dont toute l'éloquence est dans les événemens : « Je passais hier devant les Tuileries. J'ai vu à la fenêtre le petit comte de Paris aux bras de sa nourrice. Pauvre petit! c'est dans des temps difficiles et incertains que tu es né; quel avenir t'attend?... » Niemcewicz se retira en 1839 à Montmorency. De là il se rendait souvent avec le général Kniaziewicz à Billancourt, chez le comte Thadée Mostowski, son ancien compagnon de la grande diète, de la *Gazette nationale*, du cachot de Pétersbourg, et l'éditeur de ses œuvres au commencement du siècle. Il achevait de vivre au milieu des souvenirs de sa jeunesse. Avant de mourir, il fit un testament où il se peignait tout entier. Il partageait sa petite fortune entre ses compagnons d'exil et des œuvres patriotiques, et il léguait aussi une somme de 5,000 fr., avec les intérêts accumulés, à celui qui remporterait la première victoire sur les Russes. Il avait déjà plus de quatre-vingts ans, et il s'étei-

gnit en 1841. Il est resté déposé à Montmorency; c'est là que son historien, le prince Adam Czartoriski, allait récemment le rejoindre. Niemcewicz voulut être mis au tombeau avec la bague commémorative donnée aux fondateurs de la constitution du 3 mai 1791.

Cette date du 3 mai reste comme la marque indélébile d'une génération dont Niemcewicz est une des plus brillantes personnifications. Pour les hommes de ce temps, là était l'espérance, et plus ils avaient espéré, plus aussi ils avaient ressenti la déception de la défaite. Depuis ce moment, ils ont agi, ils se sont dévoués; mais le jour où leur œuvre avait été abattue, ils avaient cessé de croire. « Pour Niemcewicz, dit le prince Czartoriski dans des pages pleines d'une émotion sérieuse, sa muse est depuis lors tantôt triste et plaintive, tantôt pleine de fiel et d'amertume; mais on chercherait en vain chez lui l'accent d'un espoir ranimé, d'une âme confiante... Tout au plus alla-t-il jusqu'à célébrer les anciens exploits; il n'entonna jamais l'hymne de la délivrance et de la résurrection. L'espérance, une fois abattue par le désastre de la Targowiça, n'a jamais pu retrouver dans son âme son ancienne vigueur. Tout cela ne l'empêchait pas de prendre part à chaque effort national : il le faisait par devoir, pour n'avoir rien à se reprocher; mais dans un avenir prochain il n'entrevoyait que des malheurs incessans dont le terme lui échappait, qui devaient durer plus que sa propre vie. » Quel est le secret de ce découragement intérieur de toute une génération? Niemcewicz le dit : c'est l'esprit du temps où elle était née, du XVIIIe siècle. Dans l'accomplissement de leurs desseins de rénovation, Niemcewicz et ses contemporains manquèrent de cet énergique instinct religieux qui fortifie un peuple dans sa vie morale, l'aguerrit contre son infortune même et ravive l'espérance jusque dans la défaite. C'est justement cet instinct qui, sous la dure pression du malheur, s'est réveillé dans la Pologne nouvelle, et qui donne au mouvement actuel un caractère si étrange et si émouvant, en faisant de la prière et de la passion du sacrifice un moyen de lutte. C'est ce qui fait la différence entre la génération d'autrefois et la génération d'aujourd'hui. La première avait cessé de croire, celle qui lui succède a retrouvé la foi par la souffrance; mais il est un trait par lequel les deux générations se ressemblent : l'une et l'autre auront supporté avec la même intrépidité les mêmes épreuves. « Des déboires! disait un Polonais éminent, je ne vis que de cela depuis trente ans! » Et qui peut dire de combien de déboires, d'épreuves, de déceptions, de luttes obscures et ingrates se compose la résurrection d'un peuple?

CHARLES DE MAZADE.

LA

QUESTION ROMAINE

SECONDE PARTIE.

I.

Nous avons, dans les considérations précédemment exposées sur la question romaine (1), indiqué les altérations profondes, à notre avis contraires au génie et à l'intérêt religieux, que le principat politique possédé par la papauté a nécessairement introduites dans les conditions du gouvernement spirituel de l'église. Nous allons maintenant aborder un ordre d'idées plus pratique : le pouvoir temporel des papes, les principes dont ce pouvoir entraîne l'application, sont incompatibles avec les principes sur lesquels est assis désormais le gouvernement des sociétés européennes.

Nous n'emploierons pas pour désigner les principes des gouvernemens modernes ces mots vagues et pompeux qui perdent si vite dans la polémique déclamatoire des partis leur saveur et leur fraîcheur : nous ne parlerons pas des principes de 1789, nous n'invoquerons pas le droit nouveau. Nous nous bornerons à indiquer d'abord de grands faits, qui sont les traits caractéristiques des sociétés contemporaines; nous dégagerons de ces faits la signification générale qui les ramène à un principe commun, et, comparant ce principe avec le pouvoir temporel de la papauté, nous verrons, sans nous laisser aller à aucune injustice envers les personnes, à aucune

(1) *Revue* du 15 août dernier.

irritation contre les choses, les raisons qui rendent la souveraineté politique des papes incompatible avec les sociétés modernes.

Nous ne serons pas démenti, si nous avançons que les peuples catholiques de nos jours ont adopté un ensemble d'institutions civiles et politiques qui favorisent dans toutes les branches de l'activité humaine les diverses applications de la liberté. Tous assurément n'apportent point la même ardeur, la même intelligence, la même logique et le même bonheur dans l'application des principes libéraux; tous cependant, poussés par le même souffle, plus ou moins avancés sur la même voie, marchent au même but. L'égalité devant la loi, la liberté de conscience, la liberté de discussion, la liberté de la presse, la liberté d'enseignement, la participation des peuples au gouvernement par le système représentatif, sont les lois politiques de la civilisation moderne. Nous le répétons, ces diverses applications de la liberté n'ont pas toutes et partout obtenu le même succès et les mêmes garanties de solidité. Il est des pays catholiques où telle forme de liberté est encore exclue ou combattue, tandis que d'autres garanties libérales y sont indestructiblement fondées. Ces différences accidentelles ne sont que des questions de temps et de lieu. A considérer les choses de haut et en masse, il est visible que le monde moderne appartient à la liberté, que la liberté est la condition uniforme de son organisation et de son développement; voilà un fait incontestable. Un autre fait n'est pas moins certain, c'est que ces conditions de la civilisation moderne sont repoussées, niées, condamnées par la papauté investie de la souveraineté temporelle.

L'allocution du souverain pontife du 18 mars 1861 ne laisse subsister aucun doute sur l'existence de cet antagonisme radical, et dispense d'en rechercher la démonstration détaillée. La liberté de conscience a été condamnée par Grégoire XVI, dans l'encyclique tristement célèbre de 1832, en des termes qui ne laissent aucune place à l'équivoque. Le pape Pie IX l'a condamnée aussi à plusieurs reprises, et notamment en 1857. La liberté de penser est aux yeux des papes l'essence même de l'hérésie. La liberté de la presse et la liberté de discussion ont été dans les mêmes encycliques frappées des mêmes foudres. L'égalité devant la loi est repoussée par les lois mêmes de l'église : les canons prononcent que les prêtres ne peuvent être jugés que par des prêtres et revendiquent pour les simples tonsurés la juridiction ecclésiastique. Dans le fameux concordat conclu par le pape Pie IX avec l'Autriche, ce n'est qu'à titre de privilége que l'empereur François-Joseph et ses successeurs obtiennent, et encore sous certaines conditions, la faculté d'appliquer aux ecclésiastiques la loi commune du pays. La liberté d'enseignement est niée par la papauté, qui, en vertu de l'*ite et docete* de l'Évangile, ne reconnaît

l'autorité d'enseigner qu'aux évêques et à leurs délégués. Les principes de Rome sont donc la contre-partie des idées qui président aux sociétés modernes, ou suivant lesquelles ces sociétés aspirent et travaillent à s'organiser. Quand le pape, dans sa dernière allocution, a lancé contre la civilisation contemporaine des condamnations qui retentissent encore, ce n'est pas une déclaration de guerre qu'il a jetée à l'esprit moderne : il a surtout constaté un fait. Cet antagonisme serait déjà très grave, s'il était renfermé dans la sphère de la spéculation pure; mais il n'en est point ainsi : l'antagonisme qui existe entre la papauté et la constitution actuelle des sociétés catholiques éclate dans la pratique, le pape ayant un royaume dans ce monde et ne pouvant se dispenser de faire au gouvernement de son royaume de ce monde l'application des principes qu'il professe devant la chrétienté. Ou plutôt ne seraient-ce point les tristes nécessités de ce gouvernement temporel qui inspirent fatalement des proclamations si discordantes avec l'esprit du siècle?

Il se passe en effet sous nos yeux dans les pays catholiques un phénomène qui à première vue autoriserait à penser que les anathèmes prononcés par les papes contre la civilisation moderne ne sont pas une impérieuse inspiration de la doctrine catholique et ne sont que la conséquence de la situation particulière de la papauté. Ne voyons-nous pas dans les pays catholiques les épiscopats et les clergés ou adopter et pratiquer avec une grande franchise les conditions de la civilisation moderne réprouvée par Rome, ou du moins s'y rallier tacitement? Le clergé belge, quelles que soient d'ailleurs les prétentions qu'il cherche à faire prévaloir en usant des moyens que lui offre la constitution de son pays, ne peut-il pas être considéré comme ayant pleinement accepté ces institutions de la Belgique, qui sont sur notre continent le plus complet exemplaire de la liberté moderne? Le clergé irlandais ne pousse-t-il point parfois jusqu'au radicalisme les exigences que les libertés anglaises lui permettent d'exprimer? Le clergé piémontais n'était-il pas à peu près unanime dans sa fidélité au statut? L'église de France n'a-t-elle pas, en se servant d'une presse libre, en obtenant le concours de la libre tribune, poursuivi avec une persévérance passionnée et définitivement conquis cette liberté d'enseignement dont les églises protestantes ont aujourd'hui chez nous le droit incontestable de réclamer le bénéfice? Si la fibre libérale venait à s'émouvoir de nouveau en France, n'aurions-nous pas des auxiliaires au sein de l'épiscopat et parmi les catholiques dans les luttes qu'il faudrait soutenir pour conquérir l'entière liberté des élections, la liberté de la presse et la liberté d'association? Les nobles et patriotes clergés de Pologne et de Hongrie, animés d'un saint zèle national, ne proclament-ils pas et

n'acceptent-ils pas, dans une émulation généreuse et dans un esprit de concorde qui fait l'admiration du monde, la tolérance des cultes dissidens et la liberté de conscience? N'est-il pas permis d'affirmer que c'est là où le catholicisme manifeste le plus de vitalité qu'il se montre le plus libéral? Quand on a entendu sortir de la bouche brûlante d'un dominicain français le plus magnifique éloge qui ait été jamais prononcé de la constitution libérale et démocratique des États-Unis, peut-on accepter comme le dernier mot du catholicisme sur la liberté moderne les imprécations de la récente allocution pontificale? Qui nous expliquera donc ce contraste?

L'explication est simple; mais cette question romaine a été si encombrée de lieux-communs, de vieilles métaphores, d'argumens diplomatiques routiniers, les surprises et les passions excitées depuis quelques mois ont brouillé tellement sur ce point les idées et le langage, que l'on craint de paraître paradoxal en énonçant les vérités les plus élémentaires. Je cède volontiers au sentiment de défiance de moi-même que m'inspire la confusion présente. Intimidé par le spectacle de ces ultramontains qui se défendent avec les argumens du gallicanisme, de ces libéraux devenus théocrates, de ces âmes religieuses qui adoptent bravement les raisons subalternes des matérialistes politiques pour lesquels la religion n'est qu'un moyen de gouvernement, j'emprunterai pour rendre ma pensée le secours et l'autorité de M. Royer-Collard. Du temps de ce vigoureux esprit, les idées n'étaient pas plus nettes sur les rapports de la religion et de la politique. Il s'en plaignait lui-même en ces termes dans une discussion qui touchait à ces grands intérêts : « Un des caractères de ce temps, disait-il, c'est l'oubli des notions les plus simples, suite naturelle de l'une des plus grandes corruptions qui aient été exercées sur la raison humaine, je veux dire le gouvernement impérial, qui a tout envahi et tout confondu, les idées et les vérités comme les territoires. » Or M. Royer-Collard, un de nos rares orateurs qui aient porté dans l'analyse des questions politiques la netteté et la rigueur d'un esprit philosophique, mesurait dans cette circonstance, comme nous le faisons ici, les degrés de l'indépendance du clergé à la part de pouvoir temporel qui lui était faite. « Faut-il donc rappeler, disait-il, que la religion, ses dogmes, ses préceptes, sa hiérarchie, en un mot tout ce qu'elle a de saint et de divin ne tombe point, ne peut jamais tomber sous l'action des pouvoirs politiques? La religion est le commerce de la terre avec le ciel: son royaume, ainsi que l'a dit son divin fondateur, n'est pas de ce monde; ses promesses et ses menaces ne s'accomplissent point ici-bas. Elle est en elle-même et par elle-même; elle est la vérité sur laquelle les lois ne décident point. La religion n'a d'humain que

ses ministres, faibles hommes comme nous, soumis aux mêmes besoins, sujets aux mêmes passions, organes mortels et corruptibles de la vérité incorruptible et immortelle... Est-ce avec la religion que l'état s'allie? Cela est impossible; elle est invisible; elle ne se produit, ne parle et n'agit que par ses ministres... Le prix de l'alliance, qu'on excuse cette expression nécessaire, est la protection... Par la seule force des choses, et sans préméditation réciproque, quand les ministres de la religion entrent dans l'état, tout ce qu'ils gagnent en protection et en dignités, ils le perdent en indépendance.»

Les fortes définitions et l'imposant vocabulaire de M. Royer-Collard m'aideront, j'espère, à me faire comprendre. Non, il n'est pas difficile d'expliquer, si on interroge sérieusement la nature des choses, pourquoi la liberté est pratiquée et invoquée par plusieurs clergés catholiques, et pourquoi elle est maudite à Rome. Partout où vous rencontrerez des clergés vivans, des clergés qui ne sont point sourds aux paroles de vie de notre siècle, soyez sûrs que dans les pays auxquels ces clergés appartiennent la séparation du spirituel et du temporel aura été partiellement ou entièrement consommée, que l'église y sera en train de sortir de l'état, ou en sera tout à fait sortie. Dans la notion moderne de l'état, le pouvoir, essentiellement laïque, reconnaît son incapacité à saisir et à fixer dans la loi politique la vérité religieuse. L'ensemble des garanties et des libertés sur lesquelles l'état moderne est établi suppose deux choses: en matière religieuse, l'incompétence de l'état; en matière politique, la participation, au moyen de ces garanties et de ces libertés, de tous les intérêts au gouvernement de l'état. Cette distinction est la racine même de la liberté moderne. Nous sommes assurément loin de prétendre que cette conception ait été également réalisée dans toutes les sociétés européennes; nous sommes loin même de croire qu'elle soit nulle part encore entrée complétement dans la pratique. Elle a pourtant assez pénétré dans les institutions des diverses sociétés européennes, dans la conduite des gouvernemens, dans la conscience des peuples, pour qu'il soit permis d'affirmer que le principe est posé, que ce qui manque encore à l'application n'est plus qu'une affaire de développemens et de conséquences, qu'en somme la cause de la liberté civile et religieuse est gagnée dans l'humanité. Ce qui le prouve, c'est que ce principe de la liberté civile et religieuse est invoqué avec le plus d'ardeur en certains pays et en certaines circonstances par ceux qui, à certains égards, pouvaient passer pour en être les adversaires naturels et irréconciliables. C'est ainsi que, tandis que Rome anathématise encore la liberté civile et religieuse, cette liberté est, ou revendiquée, ou passivement

acceptée, ou activement pratiquée par les clergés catholiques de plusieurs nations européennes. Exclus de la domination politique, de l'état, du pouvoir temporel, ces clergés ne peuvent rentrer et ne rentrent dans la société pour y exercer leur mission religieuse que par le droit commun et la liberté civile. Leurs plus intelligens apologistes le proclament. Dans les pages véhémentes et généreuses que M. de Montalembert vient d'écrire sur la Pologne, nous avons remarqué le passage suivant : « Je défie qu'on trouve un catholique polonais qui ne tienne pour la liberté de tous, comme l'unique ressource des honnêtes gens et l'unique sauvegarde de l'avenir. Et en effet, si jamais elle ne fut plus nécessaire à l'humanité, jamais non plus elle ne fut plus indispensable à l'église. Les deux causes, les deux intérêts sont connexes et indivisibles. Point de liberté civile sans la distinction du spirituel et du temporel, dont l'église catholique est l'unique gardienne; point de tolérance à espérer pour l'église catholique dans une société comme celle du XIXe siècle sans le dogme politique de la tolérance universelle; point de liberté pour nous, si ce n'est en vertu des principes de la liberté universelle. » Ces éloquentes paroles n'expliquent-elles pas suffisamment l'un des côtés du contraste qui a depuis longtemps éclaté entre la conduite et le langage des clergés catholiques d'Europe et les anathèmes de Rome?

En ce qui nous touche, nous ne nous servirons pas de ce contraste pour porter contre la cour de Rome des accusations perfides ou violentes. Nous en tirerons en passant cette induction : c'est que les libertés modernes, bien que condamnées à Rome, ne sont point contraires aux intérêts religieux, puisque ces libertés sont réclamées, professées, pratiquées par les clergés catholiques de la plupart des états européens. Si le langage de Rome est en contradiction sur ce point avec celui des églises particulières, les plus ferventes et les plus zélées, nous nous croirons autorisé à rechercher dans la position particulière de la papauté la cause de ce dissentiment. Il faut avoir le courage de remonter à l'origine d'une contradiction qui deviendrait, en se prolongeant, un désolant scandale pour la conscience humaine. Cette origine est dans le pouvoir temporel. L'état romain est la dernière parcelle de territoire habité par des populations catholiques où survive encore la théocratie. De même que nous trouvons naturel et légitime que, dans les pays où l'état est devenu laïque, les ministres de l'église acceptent la liberté, s'en servent, aillent même jusqu'à l'aimer, de même nous trouvons naturel et logique que le chef de l'église catholique, étant en même temps souverain temporel, ferme ses états à la liberté civile et religieuse et repousse comme l'assaut d'un ennemi les efforts que fait

cette liberté pour pénétrer chez lui. Pourquoi l'état laïque donne-t-il ou doit-il à la société qu'il régit la liberté civile et religieuse? C'est, au point de vue politique, parce que l'état laïque n'est que la représentation des intérêts qui forment la société, et qu'il ne peut refuser la liberté civile, mettre obstacle à la manifestation de ces intérêts et à leur influence sur le gouvernement, sans aller à l'encontre de son principe et détruire sa raison d'être. C'est, au point de vue religieux, parce que l'état ignore la vérité dogmatique et morale en matière religieuse, que cette vérité, qui a sa sanction au-delà de ce monde et de cette existence, est invisible pour lui, et ne tombe point sous l'action de ses responsabilités naturelles et de ses attributions légitimes. L'état, qui n'a pas de mission religieuse, qui n'a pas la certitude de la foi, qui n'a pas d'âme identique et immortelle, pour lequel il n'y a pas d'autre vie que celle de l'histoire, commettrait, en refusant la liberté religieuse, l'acte le plus abominable d'imposture, d'usurpation et de tyrannie. Combien la situation du pape est différente! L'hypothèse sur laquelle réside le principe de sa souveraineté temporelle n'a pas d'analogue dans les constitutions politiques des autres souverainetés. Celles-ci sont considérées comme l'émanation même des sociétés particulières qu'elles régissent: elles sont créées par ces sociétés et exclusivement pour ces sociétés; elles ont dans les peuples par qui et pour qui elles sont faites leur principe et leur fin. L'état en France est constitué par les Français et pour l'intérêt des Français, en Angleterre par les Anglais et pour l'intérêt des Anglais: ainsi des autres. La base et la raison d'être du pouvoir temporel des papes ne diffèrent pas seulement de la constitution des autres états; elles lui sont contraires. Ce n'est point par ses sujets et pour ses sujets que ce pouvoir existe; il est supposé que ce pouvoir a été conféré à la papauté par le monde catholique, et que c'est avant tout dans l'intérêt du monde catholique qu'il doit être exercé. C'est pour une raison indépendante du consentement des Romains et supérieure à leurs intérêts que le pape a été chargé de les gouverner. L'état pontifical n'a pas en lui-même sa raison d'être; il la tient d'un mandat extérieur, et ce mandat, dont l'obligation serait déjà si puissante, s'il n'émanait que des peuples catholiques, devient plus impérieux, si l'on en considère la fin, qui se confond avec les intérêts surhumains de la vérité religieuse. On voit combien l'hypothèse sur laquelle repose le pouvoir temporel des papes est éloignée de la convention avouée ou tacite sur laquelle les autres états sont constitués. Le contraste n'est pas moins saisissant lorsqu'on compare les données d'après lesquelles doit s'exercer le pouvoir d'un pape et celles qui doivent régler la conduite des autres gouvernemens. Qu'est-ce que la liberté en matière religieuse, phi-

losophique, morale et politique? C'est la faculté donnée, sous certaines conditions stipulées dans l'intérêt général, à ce qui peut être la vérité ou l'erreur, le bien ou le mal, de se produire. L'état laïque, qui ne connaît point la vérité, est bien obligé de laisser la carrière ouverte aux contradictions de la liberté; mais le pape n'est point désarmé par cette ignorance radicale dont l'état laïque est affecté. Il connaît, lui, la vérité religieuse. Pour lui, la vérité est une : la théologie ne lui permet pas de perdre un seul des fils qui unissent la vérité du dogme à la vérité morale, à la vérité politique. La vérité possède en lui tout l'homme, le souverain politique aussi bien que le pasteur des âmes : elle ne l'abandonne jamais, elle l'accompagne dans toutes ses pensées, dans tous ses actes, dans toutes ses responsabilités. En lui n'est point accomplie cette scission du spirituel et du temporel d'où sort la liberté civile et religieuse; en lui n'a pas accès ce doute ou plutôt cette incapacité à l'égard de la vérité religieuse qui a fait jaillir de la constitution des états laïques la liberté moderne. Dominé par ce qu'il croit être la vérité, il est contraint de bannir la liberté de son gouvernement; il ne peut exercer son pouvoir qu'avec l'autorité par laquelle il est lui-même le premier subjugué.

C'est sans doute un grand mal moral que ce désaccord profond qui existe entre la condition du pouvoir temporel et les principes qui président à la constitution des sociétés modernes, et par suite entre le langage de la papauté s'élevant contre ces principes et le langage et la conduite des clergés et des catholiques des divers pays de l'Europe, qui les adoptent et sont même obligés de les revendiquer au nom et dans l'intérêt de leur foi. Nous nous adressons aux catholiques qui sont capables de se soustraire à la tyrannie des accidens et des passions du moment; nous les prions de vouloir bien oublier ces noms qui les irritent, et qui après tout, malgré leur valeur, ne tiendront qu'une bien petite place dans une question si élevée et si grave. Qu'ils s'élèvent un instant au-dessus de la fumée du combat, pour échapper à l'obsession des figures de la révolution italienne et des actes de ses initiateurs, Cavour, Garibaldi, Victor-Emmanuel, et le reste. Nous leur demandons : « Ce trouble porté dans les âmes par le dissentiment que le pouvoir temporel des papes a fait naître et entretient entre la papauté et la civilisation moderne peut-il servir la religion? Vous dites par routine que la conservation du pouvoir temporel est une force de votre foi; mais vous avez besoin, pour exercer sur les âmes la puissance de votre prosélytisme, des formes et des libertés de la société moderne, dont le pouvoir temporel est le flagrant démenti. Pensez-vous que l'on aura dans votre consistance et votre bonne foi la confiance qu'elles méritent,

tant qu'à vos professions libérales on aura le droit d'opposer le spectacle de ce dernier monument de théocratie auquel vous vous cramponnez? Vous vous plaignez constamment, souvent même avec raison, de n'avoir point encore les libertés légitimes qui vous sont nécessaires; vous vous plaignez des servitudes que vous imposent encore les institutions politiques et les gouvernemens. Comment ne voyez-vous pas qu'à vos réclamations et à vos remontrances on répondra toujours par un mot victorieux : Rome! jusqu'à ce que la papauté ait été ramenée, comme vous l'avez été vous-mêmes, dans le cadre de la société moderne, et que, délivrée d'un pouvoir qui l'écrase et la brouille avec l'esprit de notre siècle, ce soit pour elle aussi, comme pour vous, un devoir et un honneur d'accomplir sa mission en défendant et en invoquant la liberté, au lieu de la maudire? »

L'antagonisme que le pouvoir temporel entretient au sein du catholicisme entre la papauté et les conditions de la société moderne est le côté le plus général et le plus grave de la question romaine dans les circonstances présentes; il est plus digne encore de considération que l'antagonisme politique qui a éclaté entre la papauté temporelle et l'Italie sur la question nationale. Cependant on ne peut négliger le rapport de la question romaine avec la question italienne, puisque c'est la révolution d'Italie qui provoque d'urgence la solution de la question romaine.

Ici peu de mots suffiront. Nous n'avons pas à rechercher les services que la papauté a rendus à l'Italie dans le passé; nous n'irons pas davantage demander aux gibelins du moyen âge, aux plus grands hommes de ce pays, depuis Dante jusqu'à Machiavel, les motifs de leurs griefs contre les papes. Il n'est pas besoin de sortir des souvenirs de notre génération pour comprendre pourquoi le pouvoir temporel est devenu odieux aux Italiens et impossible en Italie. Les incompatibilités générales que nous avons signalées entre les formes de la société moderne et le pouvoir pontifical devaient être aussi sensibles en Italie que dans les autres pays, et y devaient produire les mêmes effets dans les âmes, l'élite de cette nation s'étant ralliée aux principes libéraux de notre temps. Mais c'est principalement sur la question nationale que s'est opéré le divorce entre l'Italie et la papauté temporelle. Quelle démonstration plus persistante de cette rupture que ce fait : pendant les trente dernières années, l'occupation étrangère a été la condition incessante de l'existence du gouvernement du saint-siége? Depuis 1815, la papauté a été l'alliée de l'Autriche, et n'a vécu que par les secours militaires de cette puissance. Nous ne parlons que du concours militaire prêté aux papes par l'Autriche. On objectera que la France, elle aussi, a fourni aux papes

le secours de ses soldats, que nous avons occupé Ancône après 1830, et que depuis douze ans nous tenons garnison à Rome. Sans doute, en fait, les armes françaises ont protégé le pouvoir pontifical; mais si les Autrichiens n'étaient pas entrés dans les Romagnes, Casimir Perier n'aurait pas fait débarquer à Ancône un régiment français, et si en 1849 les Autrichiens ne fussent pas entrés à Bologne en menaçant d'occuper tous les états pontificaux, il nous semble douteux que la France eût fait l'expédition de Rome. Que l'on relise les discussions soulevées dans notre assemblée législative par l'expédition romaine de 1849, l'on y verra que l'argument politique le plus pertinent mis en avant par les partisans de cette mesure fut la nécessité de faire contre-poids à l'intervention autrichienne. On alléguait un argument de la vieille diplomatie, qui cette fois n'était pas dénué de raison : la nécessité de maintenir l'influence française en Italie en face de l'influence militaire énorme que la victoire de Novare et l'occupation des duchés donnaient à l'Autriche au nord et au centre de la péninsule. Restés à Rome bien longtemps après la cessation des occupations autrichiennes, il est peut-être heureux pour notre amour-propre libéral que nous ayons oublié la cause principale qui nous y avait amenés, et que nous ne nous apercevions pas que les Autrichiens, aujourd'hui absens, nous ont en quelque sorte repassé leur ancien rôle. Les Autrichiens avaient de bonnes raisons pour aider le pouvoir pontifical de leurs armes. Dans le système politique qu'ils suivaient depuis 1815, ils ne croyaient pas pouvoir respecter le droit populaire et céder aux aspirations des nationalités sans exposer leur empire à une décomposition générale. Occupant une partie de l'Italie et toujours gênés dans leurs finances, ils trouvaient leur compte à faire vivre leurs troupes aux frais des autres régions de la péninsule dont ils assuraient l'asservissement. S'imagine-t-on que l'Italie actuelle se pût accommoder du retour d'un semblable état de choses? L'Autriche elle-même pourrait-elle le recommencer? N'est-il pas visible, pour que les transformations par lesquelles elle essaie de se régénérer puissent réussir, qu'elle doit renoncer à son ancienne politique envers l'Italie? Par quelles mains et dans quelles conditions rêverait-on ou le rétablissement complet ou le maintien partiel de la souveraineté temporelle du pape? La question est pressante pour nous, elle intéresse la France au premier chef, puisque, sans démentir nos principes, sans renier les prétextes que nous avons mis d'abord en avant, nous ne pouvons, après avoir écarté de l'Italie l'influence de l'Autriche, changer en une protection permanente l'appui provisoire, et en grande partie au moins dirigé contre l'influence autrichienne, que nous avons prêté au gouvernement pontifical.

La situation que prolonge la durée du provisoire n'est pas moins grave au point de vue de l'état religieux qu'au point de vue de l'état politique de l'Italie. Pense-t-on qu'une fois délivrés des difficultés d'ordre secondaire qu'ils rencontrent dans l'administration des provinces napolitaines, les Italiens, avec leur ardeur et la vivacité de leurs passions politiques, puissent longtemps endurer que l'opposition du chef de l'église empêche l'achèvement de leur nationalité, demeure l'unique et dernier obstacle à l'accomplissement d'une œuvre qui a été le rêve de plusieurs générations, et à laquelle, parmi eux, les esprits les plus élevés et les caractères les plus résolus de la génération présente ont consacré tous leurs efforts? Est-il prudent, est-il conforme aux intérêts du catholicisme d'alléguer non une vérité dogmatique de la religion, mais un intérêt religieux contestable, comme la fin de non-recevoir contre laquelle doit échouer l'élan d'une nation vers l'indépendance et vers l'unité? Une piété scrupuleuse ne devrait-elle pas redouter que le sentiment national désespéré ne se retournât contre cette foi religieuse même qu'on lui oppose sans justice et sans raison? Il ne faut pas prononcer le mot de schisme; mais ne craint-on pas de faire éclater et d'entretenir au sein du clergé italien des divisions douloureuses et scandaleuses? Le haut clergé suit en général l'impulsion de Rome; la grande majorité du clergé secondaire demeure avec la masse de la nation. L'esprit d'indépendance est bien plus développé dans les églises italiennes qu'on ne le suppose en France. Il s'y trouve quelques évêques qui, accompagnés du plus grand nombre des prêtres, refuseront de suivre la cour de Rome dans la guerre qu'elle a déclarée à la constitution de la nationalité italienne et à la liberté. Pourquoi s'exposer à donner au monde le spectacle d'un tel déchirement? La désunion, l'anarchie dans l'église, et cela au foyer même du catholicisme, au sein de la nation qui a pris toujours la première part, la part la plus active, à la direction des affaires de la religion catholique, est-ce une extrémité que l'on puisse braver en conscience? N'est-ce pas au contraire une complication qu'il serait prudent de conjurer? De toutes façons, la question est urgente. Peut-on la résoudre?

II.

La question romaine ne comporte pas un bien grand nombre de solutions. Il y a en sens contraires deux solutions extrêmes et chimériques : celle qui avoue la théocratie, et qui, ne tenant pas compte de l'état du monde, montre dans la constitution ébauchée de l'église au moyen âge le type que doit à jamais poursuivre le catholicisme,

et celle qui poursuit dans la suppression du pouvoir temporel l'anéantissement du pontificat religieux lui-même, et qui, non moins ignorante des faits et plus grossière dans ses conceptions, ne craint pas de parler d'églises nationales. Il y a ensuite deux solutions intermédiaires : l'une qui en réalité ne résout rien, ne prévoit rien, ne prépare rien, qui se contente niaisement du *statu quo* et attend passivement le dénoûment de hasard que les événemens pourront apporter; l'autre qui voudrait ramener son point de départ au début du pontificat de Pie IX, et qui, prenant ses regrets pour une espérance, croit que la papauté temporelle pourrait vivre en se réformant. Il y a enfin la solution indiquée par M. de Cavour peu de mois avant sa mort : l'abolition du pouvoir temporel compensée par l'affranchissement de l'église, l'église libre dans l'état libre.

Il serait oiseux de s'occuper de la solution théocratique. Elle fut au moyen âge même une prétention presque toujours combattue de la papauté bien plus qu'une forme définitivement arrêtée et communément acceptée du monde catholique. Ce plan de domination universelle de Rome est plus aisé à reconstruire dans une théorie posthume qu'à saisir dans la réalité historique. Cet idéal était la suzeraineté des papes s'étendant au-dessus de tous les états, l'arbitrage du saint-siége planant sur tous les princes; c'était la théocratie au sommet du gouvernement des nations chrétiennes. Des organes fougueux et excentriques du romanisme, l'ancien *Univers*, *le Monde* d'aujourd'hui, la *Civiltà cattolica*, ont patroné implicitement cette idée. La politique de ces journaux tend à l'utopie d'une restauration de la domination de la papauté sur le temporel aussi bien que sur le spirituel, sans qu'ils osent eux-mêmes toutefois la proclamer hautement; mais cette impossible théorie tient si peu de place dans les faits actuels, les publications insensées qui ont tenté avec tant d'arrogance et de maladresse d'en rassembler les lambeaux ont si mal servi leur cause, que cette solution, exhumée du moyen âge, n'est pas digne de la discussion. De quoi est-il maintenant question? N'est-ce pas de savoir comment on en finira avec ce dernier débris du moyen âge théocratique, avec ce pouvoir temporel qui ne veut pas mourir et qui ne peut plus vivre?

A l'extrême opposé est la solution brutale qui veut tout renverser, le pontificat comme le gouvernement temporel, le pape et le prince, se propose d'atteindre d'un seul coup ce double but, et parle d'églises nationales où l'état serait le régulateur de la foi. Cette solution a le même vice que la solution cléricale, en ce sens qu'elle ne tient pas plus de compte des faits présens : elle est plus repoussante en ce sens qu'elle ne saurait avoir l'excuse de la sincérité, qu'elle n'est qu'une basse spéculation sur les plus viles passions que puisse

remuer la lutte actuelle. A vouloir faire le pontife monarque suprême ou l'empereur pontife, il y a même anachronisme. C'est toujours la confusion du spirituel et du temporel, moins l'excuse de la foi trompée, plus l'odieux du gouvernement des âmes attribué à la tyrannie matérielle. Ce serait une pire anomalie que celle qu'il s'agit d'effacer à Rome. La pensée de conférer la suprématie spirituelle à chaque état est condamnable, même lorsqu'on ne considère que la sinistre influence intérieure qu'elle exercerait sur la nation où serait essayée cette monstrueuse et rétrograde contrefaçon du passé : elle est anti-civilisatrice, si l'on en considère l'effet au point de vue des rapports des nations entre elles. Pourquoi chercher à rompre ce beau lien moral qui réunit les nations, et surtout les nations latines, dans l'unité de la foi catholique? Est-ce le progrès qui exige que les peuples condensent davantage leur égoïsme et élèvent entre eux de nouvelles barrières? Même à ne prendre la chose que par le côté humain et politique, pense-t-on qu'il ne soit pas encore possible de tirer un parti magnifique de l'unité et du cosmopolitisme catholique le jour où la contradiction qu'entretient le pouvoir temporel aura disparu, où toutes les forces vives du catholicisme pourront affluer au gouvernement de l'église comme vers un centre commun, où les églises, partout libres ou obligées de conquérir la liberté, pourront sans inconséquence concourir partout aux progrès de la liberté politique?

Nous mentionnons le système du *statu quo* sans lui accorder le titre de solution. C'est le système qui a été présenté par les orateurs du gouvernement au corps législatif dans la dernière session; c'est celui que notre gouvernement n'a pas l'air jusqu'à présent de vouloir abandonner encore. Il consiste à laisser nos troupes à Rome. Et après? A attendre la marche des choses. Tant que l'on persévérera dans ce système, ne semblera-t-on point avouer que l'on n'aperçoit pas de solution possible, et que l'on n'entrevoit pas la fin d'une perturbation que l'on a soi-même excitée sans le savoir? En fait, n'aggrave-t-on point par une telle attitude une situation qui est déjà par elle-même si pénible et pour l'église et pour l'Italie?

Je sais bien que la prolongation du *statu quo* se couvre toujours de l'espoir ou du prétexte d'une transaction possible entre la papauté temporelle et l'esprit et la nécessité du temps. Voilà la solution sur laquelle on s'appuie. On sait que, suivant l'expression de M. Royer-Collard, « les rapports entre l'église et l'état n'ont jamais été réglés par la prévoyance. En cette matière comme en tant d'autres, c'est la force des situations qui décide bien plus que la raison et l'opinion. Les gouvernemens, ajoutait ce dédaigneux esprit, subissent les choses alors même qu'ils luttent contre elles, et les plus

puissans ne sont guère que les serviteurs du temps et des circonstances. » On ne manque pas, pour soutenir cette espérance passive et s'aider à gagner du temps, d'une argumentation plausible dans sa vulgarité. N'est-il pas naturel, se dit-on, que Rome et la papauté, frappées à la longue des embarras de leur situation, se lassent enfin de leur résistance, entrent dans les voies libérales, se réconcilient avec la civilisation, se rallient aux tendances manifestées ou aux principes avoués par les peuples catholiques sur lesquels elles règnent, et mettent un terme au déchirement qui fait nos difficultés présentes? N'est-il pas évident que la papauté devra finir par comprendre sa position et apprécier ses intérêts véritables? Alors elle reviendra à la politique généreuse que Pie IX avait inaugurée dans la première période de son pontificat, politique qui le couvrit de popularité et de gloire, et fit entrevoir dans une courte lueur le retour des plus beaux jours de la papauté. Sans doute l'église est lente à se décider. C'est une institution éternelle. Il faut donc comprendre ses tergiversations et ses hésitations. Elle est tenue de se défier des innovations, et c'est par ses lenteurs mêmes qu'elle en éprouve la sûreté et la justice. Voilà comment les catholiques libéraux et certains esprits conservateurs amusent les angoisses de la situation, et s'encouragent à trouver un motif d'espérance dans la durée indéfinie du provisoire.

Nous respectons à coup sûr le sentiment qui inspire cette espérance naïvement infatigable; mais deux raisons péremptoires nous empêchent d'y céder : l'une est une raison pratique, l'autre est une raison de principe. Même si l'on n'envisage la question romaine qu'au point de vue de la politique ordinaire, les événemens accomplis et les positions prises ne comportent plus les compromis qui à une autre époque étaient désirables plus encore que possibles : cette heure qui ne se présente qu'une fois pour les transactions politiques, l'heure de l'opportunité, est depuis longtemps passée pour une demi-solution de la question romaine; mais on conserve peu de regrets pour l'occasion perdue, lorsque, s'élevant à l'examen des nécessités fondamentales qui sont aux prises dans cette question, on acquiert la conviction sincère qu'elle ne saurait souffrir une demi-solution.

On pouvait se bercer de l'illusion d'une réconciliation possible de la papauté avec le libéralisme et avec l'Italie il y a douze ans, lorsque notre armée rendit Rome à Pie IX. Il y avait encore à Rome alors des élémens qui auraient pu se prêter à une combinaison libérale de gouvernement, si le pape avait cru pouvoir de son côté accepter une telle combinaison. Les constitutionnels de Rome avaient franchement accepté le statut, la charte parlementaire donnée par

Pie IX. Ils le considéraient comme constituant, même après le retour du pape, l'état légal du pays. Leur vœu pendant la révolution mazzinienne eût été de pouvoir opérer eux-mêmes la restauration du pape, de suivre l'exemple que donnaient en ce moment leurs amis de Toscane, qui, par leurs seules forces, étaient venus à bout de l'anarchie et avaient rappelé à Florence leur souverain : belle conduite dont ils furent récompensés, on le sait, par une invasion autrichienne sans prétexte. Si l'on avait eu alors un peu plus de cette patience que l'on pousse aujourd'hui jusqu'au miracle, si, nous rappelant ce que notre propre histoire nous a enseigné, à savoir que toute invasion étrangère laisse dans la restauration qu'elle accomplit un poison mortel, nous eussions laissé s'user à Rome le gouvernement mazzinien, peut-être eussions-nous vu Pie IX restauré par ses propres sujets et la liberté couronner le nouveau pacte scellé entre la papauté et les Romains; mais il n'existe plus à Rome un constitutionnel qui ait persévéré dans les illusions de cette époque. Depuis ce temps, tout a changé, le pape non moins que ses sujets. Le Pie IX de 1849 (je parle du prince, non du pontife) n'a pas voulu continuer le Pie IX de 1847. Le ministre qui gouverne sous lui a envenimé à outrance toutes les causes de division qui existent entre le pape et ses sujets, entre Rome et l'esprit moderne. Les événemens ont soulevé sous la forme la plus grave et la plus irritante les questions qui sont l'objet même du dissentiment. Le pape, par ses actes et par ses déclarations, a contracté des engagemens plus inflexibles encore que ceux de ses prédécesseurs; les Romains, sauf ceux qui sont contenus par la présence de nos troupes, se sont séparés du gouvernement pontifical et sont entrés dans la formation d'un nouveau royaume. Quel recours a-t-on contre la marche décisive des faits? On compte sur les lenteurs de la procédure pour user le procès! En attendant, le gage sur lequel devrait porter la transaction espérée est déjà ou dénaturé, ou transformé, ou détruit; les parties elles-mêmes manquent à la transaction : le pape n'y peut souscrire, car ce qu'on lui demande, c'est de se désavouer; les populations de ses anciens états se sont mises dans l'impossibilité d'y consentir, puisqu'elles se sont données à un nouveau royaume. On comprend qu'une transaction soit possible entre deux politiques qui, en conservant leur intégrité, gardent leur libre arbitre, entre deux situations demeurées également expectantes; mais dans la position du pape et dans la position prise par les populations romaines et le royaume d'Italie, les élémens d'une conciliation basée sur la restauration du pouvoir temporel ont cessé d'exister. Pour rendre possible le compromis dont on affecte de ne pas désespérer, il faudrait ramener en Italie les choses au point où elles étaient il y a trois ans.

Alors, prenez-y garde, ce n'est pas au nom de l'esprit de paix que vous parlez. Il ne vous est pas permis de dissimuler à vous-mêmes ni aux autres que le préliminaire obligé de votre transaction, c'est le renversement des résultats de la guerre de 1859, des annexions et des révolutions qui en ont été la suite, c'est le renversement d'une œuvre de trois années. Pour vous procurer l'occasion de faire un tardif et hypothétique appel à la conciliation, vous vous condamnez à commencer par faire un appel immédiat et certain à la violence. Voilà pratiquement la signification nécessaire de ces pensées vagues de restauration conciliatrice du pouvoir temporel auxquelles d'honnêtes esprits n'ont pas encore le courage de renoncer.

Mais il faut pousser à bout la confusion d'idées sur laquelle s'établit la décevante espérance d'une réconciliation de la papauté temporelle avec le libéralisme moderne. La réconciliation est impossible, parce qu'il n'est ni au pouvoir du libéralisme ni au pouvoir de la papauté de faire les concessions qu'on leur demande.

La dernière occasion qui se soit offerte de conclure un accord entre la papauté temporelle et le libéralisme moderne fut celle que présenta en 1849 notre expédition de Rome. Les principaux organes des partis libéraux dans l'assemblée législative firent alors à la cour de Rome des avances et des concessions que le libéralisme ne pourrait pas avouer, si l'on devait prendre au sens littéral le langage des orateurs de cette époque. La nécessité du pouvoir temporel fut proclamée par eux de la façon la plus formelle. Nous citerons parmi les discours qui furent prononcés en cette circonstance un passage du rapport célèbre de M. Thiers et un mot de M. Odilon Barrot qu'on n'a point oublié. M. Thiers établissait en ces termes la nécessité du pouvoir temporel : « Sans l'autorité du souverain pontife, l'unité catholique se dissoudrait; sans cette unité, le catholicisme périrait au milieu des sectes, et le monde moral, déjà si fortement ébranlé, serait bouleversé de fond en comble. Mais l'unité catholique, qui exige une certaine soumission religieuse de la part des nations chrétiennes, serait inacceptable, si le pontife qui en est le dépositaire n'était complétement indépendant, si au milieu des territoires que les siècles lui ont assignés, que toutes les nations lui ont maintenus, un autre souverain, prince ou peuple, s'élevait pour lui dicter des lois. Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même. C'est là un intérêt du premier ordre, qui doit faire taire les intérêts particuliers des nations, comme dans un état l'intérêt public fait taire les intérêts individuels, et il autorisait suffisamment les puissances catholiques à rétablir Pie IX sur son siége pontifical. » M. Odilon Barrot résuma l'argumentation de M. Thiers dans cette formule fameuse : « Il faut que les deux pouvoirs soient

réunis à Rome pour qu'ils puissent être séparés ailleurs. » Nous le répétons, on doit faire dans un tel langage la part des circonstances. On espérait alors que Pie IX, en rentrant à Rome, rattacherait la suite de son règne aux beaux momens de 1847; aucune prévenance, aucune assurance ne coûtait pour l'y encourager. Aujourd'hui que cette illusion s'est à jamais évanouie, aujourd'hui que le terrain sur lequel le libéralisme conservateur appelait alors le pontife souverain a subi des altérations si profondes, aujourd'hui que toute probabilité pratique d'arrangement a disparu, nous n'hésitons pas à déclarer qu'on transformerait en sophismes insoutenables les assertions de MM. Thiers et Odilon Barrot, si on les voulait prendre au sens absolu. Il y a dans le rapport de M. Thiers des expressions qui peuvent à bon droit blesser des hommes religieux. Des politiques qui n'attachent pas une suprême importance aux questions qui intéressent la foi pourront dire que l'unité de l'église et l'autorité religieuse du pape seraient inacceptables, si le pape n'était pas souverain, si telle ou telle condition politique faisait défaut à la constitution de la papauté; des catholiques ne le penseront jamais. De même des libéraux ne sauraient admettre que la notion du droit et de la justice, telle que l'ont posée les libertés modernes, puisse être assimilée à un intérêt particulier qui doit céder à l'intérêt public : la liberté de conscience, le sentiment du patriotisme sont quelque chose de plus élevé que des intérêts. La réunion des pouvoirs temporel et spirituel, qu'elle ait lieu à Rome ou ailleurs, viole partout au même degré la justice et le droit; osera-t-on dire qu'il faut que la justice soit blessée quelque part pour qu'elle soit pratiquée ailleurs? Quelle négation de la justice! L'intérêt public peut imposer des sacrifices aux intérêts particuliers; l'humanité tout entière n'a aucun droit contre le droit d'un seul homme. Si c'est votre honneur, comme ce fut la gloire de vos prédécesseurs dans la vie publique, de repousser de votre pays le gouvernement théocratique comme une atteinte au droit humain, ne couvrez pas à Rome par l'autorité de votre parole la même atteinte portée au droit. Reconnaissez qu'entre vos principes et ceux du gouvernement théocratique la transaction n'est possible nulle part.

Non, je le sais, des hommes comme M. Thiers et M. Barrot n'entendaient point prêter à la théocratie, même à Rome, la sanction de leurs opinions justement populaires. Ils n'étaient, suivant le mot de Royer-Collard, que les serviteurs du temps et des circonstances. Ils en étaient les serviteurs consciencieux. L'occasion se présentait à eux de tenter une suprême expérience : leur responsabilité leur permettait-elle de substituer leurs prévisions aux chances et à l'enseignement des faits? Ils aimaient à croire que la papauté répondrait

par de libérales concessions à leurs avances. Lors même qu'ils auraient eu des doutes sur la durée de la transaction à laquelle ils travaillaient, quand il leur eût été difficile de croire que la théocratie et la liberté pussent entrer en partage et vivre longtemps ensemble, ils préparaient en tout cas une transition qui pouvait amener un jour avec moins de violence la séparation des deux pouvoirs. Il nous paraît du moins que telle dut être en ce temps la pensée d'un homme éminent qui, ministre des affaires étrangères, prit naturellement une grande part à la direction des choses dans cette phase de la question romaine. Nous voulons parler de M. de Tocqueville, le seul peut-être des hommes d'état de notre temps qui ait apporté dans l'appréciation et la discussion des affaires publiques l'attention, la sagacité, la prévoyance et la conscience d'un esprit philosophique. M. de Tocqueville ne s'abusait évidemment ni sur la vitalité du pouvoir temporel ni sur le succès de la tentative à laquelle il travaillait lui-même. Il donna à l'expression de ses prophétiques défiances la forme et le ton du conseil : « Je suis convaincu pour mon compte, disait-il, et je ne crains pas d'apporter cette prédiction à la tribune, je suis convaincu que si le saint-siége n'apporte pas dans la condition des États-Romains, dans leurs lois, dans leurs habitudes judiciaires, administratives, des réformes considérables; s'il n'y joint pas des institutions libérales compatibles avec la condition actuelle des peuples, je suis convaincu, dis-je, que quelle que soit la force qui s'attache à cette vieille institution du pouvoir temporel des papes, quelle que soit la puissance des mains qui s'étendront d'un bout à l'autre de l'Europe pour le soutenir, ce pouvoir sera bientôt en grand péril. J'en suis, quant à moi, profondément convaincu. »

Le succès du raccommodement essayé dépendait donc de l'accueil que ferait le saint-père à ces demandes de réformes et d'institutions libérales qui lui étaient adressées par ses protecteurs. Négligeons les circonstances dans lesquelles de semblables avertissemens ont été donnés au pape, et les formes sous lesquelles ces avis ont été répétés à diverses reprises. Il y a eu certainement dans la publicité des censures qui ont été ainsi prononcées sur le gouvernement pontifical bien des torts de procédés. On humiliait dans le pape le souverain, on lui enlevait d'avance la bonne grâce, le mérite et le profit des améliorations dont on aurait dû au moins lui laisser l'initiative apparente: il eût été un prince ordinaire, qu'on lui eût ôté par une telle conduite le goût et même le pouvoir d'accomplir ce que l'on avait l'air d'attendre de lui. Nous ne voulons pas justifier ces procédés, bien au contraire. Si nous nous laissions aller à récriminer contre ceux qui se sont mêlés des affaires romaines, nous accuserions d'une injustice plus cruelle encore pour la personne du pape

ceux qui, soit parmi les hommes politiques, soit parmi les hommes religieux, lui ont demandé des réformes, en ne se croyant animés que par une bienveillance incontestable et un dévouement qui ne peut être soupçonné. Deux hommes seuls dans cette controverse ont vu la vérité et l'ont dite avec autant de bonne foi que de clairvoyance : ces deux hommes sont M. de Cavour et M. de Rayneval. M. de Cavour a dit publiquement dès l'origine, et il le rappelait dans un des derniers discours qu'il ait prononcés, qu'il n'y avait pas de réformes à demander au gouvernement pontifical. M. de Cavour voyait juste : le vice du gouvernement pontifical, c'est sa constitution théocratique; comment réformer la théocratie sans la détruire, et comment des esprits sérieux et sincères ont-ils pu demander à la théocratie son suicide? M. de Rayneval n'avait certes pas le courage d'esprit de M. de Cavour; mais il avait le courage de la conscience. Il avouait franchement dans le fameux mémoire qu'il adressa au ministre des affaires étrangères qu'à ses yeux il n'existait pas de solution pour la question romaine. « Si le gouvernement de sa majesté, ajoutait-il, par des motifs aisés à comprendre, désirait mettre un terme à l'occupation des États-Romains, mieux vaudrait livrer les écluses à l'impulsion du torrent que de préparer, soit par des avertissemens publiquement donnés, soit par des combinaisons forcées, le coup de grâce du pouvoir temporel des papes. »

Quant à moi, j'ai toujours admiré le sans-façon de ces hommes d'état qui ont pressé sans relâche le saint-père d'accorder des libertés politiques à ses sujets, ou la naïveté des catholiques bien intentionnés qui ne se fatiguaient point de nous promettre ces généreuses concessions. Les uns et les autres en parlaient bien à leur aise et avaient une bien petite idée de la conscience d'un pape. Les hommes d'état qui vivent dans une région morale où l'on se contente de vérités approximatives, et de laquelle un grand penseur politique, Burke, a pu dire que la ligne droite n'y est pas le plus court chemin d'un point à un autre, les catholiques appartenant à des nations libérales où ils ne peuvent défendre et faire avancer les vérités qu'ils ont à cœur que par la vertu des libertés publiques ne pouvaient-ils donc comprendre les soucis qui torturaient la conscience d'un pieux pontife quand ils lui parlaient de libertés et d'institutions représentatives, quand ils le déchiraient sans pitié entre ses penchans humains et les inflexibles décrets de sa foi? Plus saint était le pontife et plus douloureuse devait être son angoisse. Nous ne savons rien de plus tragique que ce combat que l'on prolonge depuis douze ans dans l'âme de Pie IX. Il est impossible d'y penser sans émotion et sans attendrissement. Nous avons là sous les yeux un de ces hommes en qui deux courans de l'histoire viennent s'entrechoquer et qui sont

les martyrs de la victoire de la nouvelle loi sur l'ancienne. Les victimes que le destin ou la Providence a ainsi touchées de son sceau sont sacrées. Ceux qui comprennent le sens des révolutions inévitables ne sauraient épuiser le respect et la sympathie qu'ils leur doivent. Vous voudriez que le saint vieillard à qui les clés ont été données, et qui est le dépositaire et l'interprète de la vérité, que ce prêtre à qui vous avez en même temps confié le pouvoir politique livrât sa souveraineté à la dispute, au doute, à la contradiction, et de ses propres mains distribuât les armes dont, suivant sa foi, ce qui est le mal et l'erreur pourrait se servir contre la vérité! Soyez justes : épargnez son âme, ne l'exhortez pas au sacrilége, ne le tentez pas; cessez enfin de mettre sa conscience au supplice. Il serait plus franc et plus humain de lui retirer tout de suite ce pouvoir qui vous sert de prétexte pour le torturer et l'humilier sans relâche. Du moins il ne serait plus sollicité à faire de son autorité un usage qu'il juge incompatible avec ses devoirs. Soyez sûrs qu'il préférerait mille fois sa chute au péril d'une prévarication. Dépouillé pour avoir été le plus faible, cédant dans l'ordre purement temporel à une force supérieure, il aurait après tout la consolation de ne se sentir responsable d'une révolution irrésistible ni devant Dieu, ni devant sa conscience, ni devant les hommes. Lui aussi alors, il n'aurait, comme nous tous, de recours qu'en la liberté. Il y retremperait son prestige religieux, son autorité spirituelle, et quant à la liberté elle-même, elle puiserait dans cette conquête une solidité et une force de développement jusqu'à ce jour inconnues dans la plupart des pays catholiques.

III.

Il n'y a donc qu'une solution : il faut que le seul vestige de théocratie qui subsiste encore soit effacé, il faut que la papauté se dépouille de la souveraineté temporelle, et qu'au prix de son renoncement à un pouvoir précaire, nominal, qui n'est plus qu'un fantôme, l'église catholique reconquière en droit et en fait la plénitude de sa liberté.

M. de Cavour a eu sans doute l'honneur d'être le premier homme d'état qui ait proclamé cette solution; il a eu la gloire d'attacher définitivement les destinées nouvelles de l'Italie au plan d'une émancipation complète et radicale de l'église catholique. On se tromperait cependant, si on lui attribuait l'initiative de cette idée. Son mérite, et il est assez grand, est d'être le premier organe des gouvernemens contemporains qui ait donné à ce dessein un acquiescement cordial et sans réserve; mais l'idée de reconquérir la liberté

de l'église en faisant le sacrifice de la souveraineté temporelle de la papauté n'est point un expédient trouvé par un homme d'état aux abois, n'est pas une inspiration récente suscitée par les changemens politiques qui viennent de s'opérer en Italie. Elle est née spontanément et depuis longtemps au sein des catholiques italiens, parmi les membres les plus éminens du clergé national. L'idée était confuse d'abord; les dernières révolutions, en créant des nécessités pressantes, n'ont contribué qu'à la rendre plus nette et à la mieux définir. Il n'est guère d'hommes qui aient fait plus d'honneur au clergé catholique, autant par son humble et charitable piété que par la portée philosophique de son esprit, que l'abbé Rosmini. Il y a un livre de lui : *Delle cinque piaghe della santa Chiesa*, où palpitent avec une sainte ardeur et la douleur des maux que l'immixtion et les servitudes du temporel ont fait peser sur le catholicisme et l'aspiration d'une âme pieuse à la liberté de l'église. Ce livre parut aux premiers jours du pontificat de Pie IX; mais Rosmini l'avait écrit dès 1832, et avait gardé ses effusions captives jusqu'à l'avénement du nouveau pape. « Comment l'église sera-t-elle sauvée? s'écriait Rosmini dans sa plainte mystique. Un seul regard jeté sur la terre, et l'on a la réponse. Les desseins redoutables de la Providence ne sont plus enveloppés de mystère; on n'a plus à les deviner. La réalisation en est commencée et se poursuit sur divers points de l'Europe et de l'univers. L'Angleterre, l'Irlande, les États-Unis et la Belgique ont la liberté d'élire leurs évêques : à aucun prix, la Providence ne renoncera à restituer cette liberté à toutes les nations de la terre, que les monarques en soient bien sûrs. Les peuples, oui, les peuples, sont la verge dont elle se servira. La rébellion est détestable, et qui la déteste plus que l'église? qui la condamne davantage? Mais ce que ne peut l'église, Jésus-Christ a la puissance de le faire, lui qui est le maître des rois et des peuples, qui tient tout sous sa volonté, et qui a coutume de faire sortir le bien du mal. Il emploiera encore le bras des méchans pour exécuter ses plans. L'explosion de l'Europe est irréparable; il n'y a plus qu'un moyen de salut : rendre l'église de Dieu à la complète liberté. » N'y a-t-il pas quelque chose de prophétique dans ces épanchemens d'une âme religieuse? On doit comprendre qu'au sein d'un pays catholique où les membres les plus distingués du sacerdoce, comme les hommes les plus éminens de la société laïque, se sont depuis si longtemps familiarisés avec de telles pensées, la proposition si franche et si libérale portée par M. de Cavour à la tribune italienne n'ait point été reçue comme une nouveauté soudaine et choquante.

Cette solution, considérée au point de vue catholique, a un mérite intrinsèque qui à première vue aurait dû lui obtenir un accueil fa-

vorable de la part des catholiques étrangers à l'Italie, qui d'ordinaire ne sont pas les moins ardens à réclamer la liberté de l'église. Avant de la repousser comme on l'a fait avec une violence passionnée, on aurait dû au moins s'informer de ce qu'en pensaient en Italie des catholiques qui ne sont ni moins pieux ni moins instruits en droit canonique qu'on ne peut l'être en France. La liberté avec laquelle le pouvoir temporel est traité par les théologiens les plus éminens de l'Italie ne devrait être ni ignorée ni méprisée par les catholiques français. Même à Rome, dans les rangs les plus élevés des ordres religieux, on est loin d'attacher tant d'importance au maintien du pouvoir temporel. Nous trouvons dans le dernier numéro de l'*Edinburgh Review* une note écrite par un moine du Mont-Cassin, qui est un curieux renseignement touchant les dispositions réelles de la partie la plus intelligente et la plus respectable du clergé italien. On sait que les bénédictins sont demeurés en Italie les représentans de la plus haute culture intellectuelle de l'église, que le monastère du Mont-Cassin est le foyer des lumières de l'ordre, que plusieurs de ses membres les plus distingués avaient même mérité par le libéralisme élevé de leurs idées les disgrâces et les persécutions de l'ancien roi de Naples, Ferdinand II. Le bénédictin que l'auteur de l'article de l'*Edinburgh Review* paraît avoir consulté sur la question du pouvoir temporel répond avec un mélange de rigueur logique et de déférence pour l'autorité spirituelle du saint-siége qui met hors de doute la réalité et la sincérité de son orthodoxie. Sur le fond des choses, il est catégorique : « Le catholique, dit-il, est libre dans l'examen des raisons qui peuvent lui faire juger de l'opportunité d'une forme qui n'est point immortelle et qui n'est pas inhérente au dogme de l'autorité pontificale. Il pourra dire : Il me semble que ce pouvoir temporel des papes, qui n'est pas dogmatique parce qu'il n'a pas été accordé par le Christ, peut tomber sous l'influence des rapports historiques des peuples, de même qu'il a été fondé par une influence de même nature; il me semble que la raison des temps, que l'âge auquel les peuples sont parvenus tendent à cette chute; il me semble que ce pouvoir n'étant plus utile à la paix et à la liberté de l'église doit tomber par l'explicite volonté du Christ. » Le docte et orthodoxe bénédictin établit ainsi sa liberté de jugement, mais il pose de décentes et prudentes réserves sur sa liberté d'action. Ne pouvant croire, dit-il, à l'infaillibilité de son propre jugement, il ne peut pas travailler lui-même à la dépossession temporelle du pontife. Tout en affirmant que le domaine politique n'est pas nécessaire à l'église, tout en ayant le droit de conjecturer la forme et la date de la déchéance de cette souveraineté, il ne se croit pas autorisé à devancer dans l'action le jugement que pourra porter sur ces ques-

tions le chef de l'église. « Je pourrai aux pieds du pontife lui parler, lui dire mes raisons, lui donner même des conseils; mais je ne lui demanderai pas : *quando hæc erunt*, parce que les heures, les jours, les années de la vie de l église ne se trouvent pas dans les almanachs... Nous ne sommes ni de ceux qui voudraient introduire dans le dogme ce qui n'est que temporel, ni de ceux qui, ne pouvant faire déposer le temporel au pape, le poussent je ne sais où. Nous sommes trop éloignés du monde pour nous laisser entraîner par les passions politiques sous l'influence desquelles des voltairiens français sont par enchantement devenus les défenseurs de la papauté, à laquelle ils ne croient point, et d'autres se feraient voltairiens par amour du temporel. *E basta!* » La déclaration de ce bon moine du Mont-Cassin nous a paru piquante à recueillir; mais des autorités plus imposantes auraient dû prévenir l'emportement des catholiques français contre la solution de M. de Cavour. Les idées que le père Passaglia était allé porter à Turin au commencement de cette année étaient évidemment conformes à cette solution, et l'ont en grande partie inspirée. Or personne à Rome ne conteste ni l'orthodoxie ni les vertus de ce professeur de l'université de Rome. On sait que ses opinions sur le temporel sont accréditées au sein du clergé romain, on sait qu'elles avaient obtenu l'assentiment de huit ou neuf des cardinaux les plus pieux de la *curia;* on sait qu'avant de partir pour Turin, le père Passaglia en avait entretenu le saint-père lui-même, qui aurait pu d'un mot de désapprobation empêcher ce voyage; on sait aussi, il est vrai, que ce n'est pas à Turin, mais à Rome que la négociation a échoué. Peu importe le revirement qui a pu s'opérer dans l'esprit du pontife : il suffisait que les idées qui ont inspiré la solution indiquée par M. de Cavour soient professées par de dignes membres de l'église italienne, qu'elles aient eu de l'écho, ne fût-ce qu'un jour, dans le sacré collége, que le pape, ne fût-ce qu'un instant, ne les ait pas jugées indignes d'être prises en considération, pour que ces idées méritassent les égards des catholiques français. Les hommes qui se sont chargés en France de la défense des intérêts de l'église ont en cette circonstance commis une faute grave : ils ont retardé la réconciliation du pape avec l'Italie. Dieu fasse qu'ils n'aient pas à regretter un jour de l'avoir rendue impossible par les funestes encouragemens qu'ils ont donnés à la cour de Rome en combattant la seule transaction honorable et praticable qui ait encore été proposée!

Mais c'est à la question pratique que l'on nous attend. Le grand reproche adressé à la proposition de M. de Cavour par les esprits superficiels, c'est d'être irréalisable. L'église libre dans l'état libre! mais on n'a jamais rien vu de pareil! La papauté sans pouvoir tem-

porel! mais il y a mille ans qu'on n'a entendu parler d'un tel phénomène! Vous nous devez l'indépendance de l'autorité spirituelle; il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'autre garantie de cette indépendance que celle qu'avait établie Charlemagne. Vous vous moquez de nous ou vous voulez nous tromper.

S'il était permis à ceux qui recherchent laborieusement le vrai d'imiter la légèreté et l'étourderie dont on leur donne l'exemple, il serait facile de faire à une fin de non-recevoir si routinière dans la pensée et si peu mesurée dans l'expression une réponse digne d'elle. Deux points sont établis et ne peuvent être contestés : d'une part le pouvoir temporel ne vit pas et ne peut plus vivre par lui-même; de l'autre l'indépendance, la liberté sont nécessaires à l'église. Nous n'aurions qu'à dire aux adversaires superficiels de la solution proposée par M. de Cavour et par ses successeurs : « Vous avez eu l'adresse de vous placer en face de deux nécessités qui, suivant vous, sont en contradiction absolue. Au fait, la chose vous regarde encore plus que nous. A votre aise donc, messieurs, vous êtes de loisir à la condition que le drapeau français ne quitte pas Rome un seul jour. Tirez-vous de là comme vous pourrez. » Mais il nous est aisé de démontrer que la solution de M. de Cavour est praticable. Nous ne pouvons décemment nous laisser effrayer par cette raison futile, que cette solution créerait un ordre de choses qui n'a point été vu encore dans la politique et dans l'église. Aristote et Cicéron, malgré leur science politique, n'avaient jamais rien vu de semblable à la féodalité; Guillaume III et lord Chatham n'avaient rien vu de semblable à la république des États-Unis; Grégoire VII et Innocent III n'ont jamais rien vu de semblable à l'église de nos jours, réglée par des concordats, avec des évêques assimilés aux fonctionnaires et émargeant au budget! Bien d'autres nouveautés seront vues encore dans le monde, et toujours, comme celle de l'église libre dans l'état libre, elles deviendront possibles dès qu'elles seront nécessaires.

La solution proposée par le gouvernement italien est honnête parce qu'elle s'inspire des véritables intérêts de la religion; elle n'est pas moins pratique qu'honnête. Mon Dieu! quand on a guéri l'imagination de la frayeur et de la répugnance que lui inspire l'issue d'une tentative qui va être pour la première fois essayée, les difficultés que l'on avait rêvées s'évanouissent bientôt devant l'action : c'est toujours un peu l'histoire de l'œuf de Christophe Colomb. La solution italienne est réalisable parce qu'elle peut en effet assurer à la papauté les deux garanties d'indépendance que l'on a jusqu'ici demandées au pouvoir temporel, et qu'il n'est plus possible

d'obtenir de ce pouvoir. Les deux garanties qu'on cherchait dans la souveraineté temporelle étaient celles-ci. On voulait d'une part que le pape et ses coadjuteurs nécessaires dans l'exercice de leur ministère spirituel fussent indépendans; on voulait d'autre part qu'ils fussent assurés d'un revenu suffisant pour fournir à toutes les exigences du culte et du ministère spirituel.

Commençons par la moins importante de ces garanties, celle du revenu. Elle ne saurait présenter de difficultés dans la solution italienne. L'Italie a offert et offre à la cour de Rome la valeur en propriété qu'elle voudra, sous la forme qu'elle préférera. Elle mettra à la disposition du saint-père ou des terres ou des valeurs mobilières. La cour de Rome constituera suivant sa volonté le fonds dont elle estimera le revenu nécessaire au gouvernement de l'église. Ce fonds sera sa propriété, elle l'administrera, elle en usera comme elle jugera convenable. Si le pape acceptait des terres en Italie, elles seraient affranchies de tout impôt, de toute servitude qui pourrait lui faire sentir la charge d'une souveraineté étrangère. S'il veut des possessions hors de l'Italie, il sera maître de les acquérir. Il n'est plus ici question de ce tribut des pays catholiques qui aurait constamment soumis l'existence matérielle du saint-siége aux discussions et peut-être aux caprices de divers gouvernemens et des assemblées délibérantes de plusieurs peuples. A combiner un tel arrangement, il ne saurait y avoir de difficultés pratiques. Il est clair qu'à de telles conditions les ressources nécessaires à la papauté seraient assises d'une façon plus sûre et plus avantageuse que ses ressources actuelles, formées d'impôts qu'il faut lever sur des pays mécontens et ne payant qu'à regret, d'impôts dont les révolutions tarissent le revenu ou rendent le recouvrement impossible.

Mais ce n'est pas sur ce côté subalterne de la question et les arrangemens qui s'y rattachent que portent les objections. On ne comprend pas que, l'Italie formant un royaume uni, le pape y puisse conserver son indépendance. On se représente le souverain pontife sujet d'un roi ou d'un empereur. — Comment, demande-t-on victorieusement, serait-il indépendant le jour où il serait en lutte dans sa conscience avec les lois ou la politique de l'état au milieu duquel il vivrait? — L'objection est fondée assurément : il fallait en conclure que le pape, en aucun temps, ne doit être sujet d'un prince ou d'un état; mais cette conclusion naturelle, on l'a forcée. Le pape ne pouvant être sujet, on a dit : Il faut qu'il soit souverain, il faut qu'il ait une possession territoriale et un nombre de sujets assez considérable pour être à l'abri d'un coup de main. Ce raisonnement était plausible dans un temps de barbarie où la force n'était

pas contenue encore dans ses caprices par la puissance moderne de l'opinion publique; mais aujourd'hui qu'un petit territoire, avec trois millions de sujets rebelles et toujours prêts à renverser le gouvernement et le souverain, soit pour celui-ci une garantie d'indépendance, c'est ce que l'évidence persistante des faits ne permet plus de soutenir. Non-seulement de nos jours cette souveraineté territoriale n'ajoute rien à la sécurité et à l'indépendance du saint-siége, elle ne suffit même plus à protéger la personne du pape, comme on l'a vu en 1849, par la nécessité où fut Pie IX de se réfugier à Gaëte.

Au lieu de cette garantie illusoire, l'Italie, revenant à la conclusion première que l'on tire du danger du conflit des deux autorités et de l'asservissement possible du pontificat et de la religion à l'état, offre au pape une situation exceptionnelle. Elle ne veut point que le pape, vivant chez elle, soit à aucun titre, à aucun degré, sous aucune forme, sujet italien. Elle veut qu'il conserve tous les droits et tous les attributs de la souveraineté personnelle. Sa personne sera inviolable. Il ne sera pas assujetti aux lois du pays. Il ne relèvera d'aucune autorité italienne. En un mot, il conservera tous les droits de la souveraineté qu'il possède aujourd'hui. Ces immunités ne s'arrêteront pas à la personne du pape; ses ministres, ses coadjuteurs ecclésiastiques, ses nonces, les cardinaux, le conclave, tous ceux qui concourront au gouvernement central de l'église seront couverts de la même inviolabilité. Dans le territoire italien, tout le monde pourra communiquer avec le pape, le pape pourra communiquer avec tout le monde. Aux relations du saint-siége avec le dehors, l'Italie ne mettra aucun obstacle; il ne subsistera de restrictions à cet égard que celles que les gouvernemens étrangers continueraient chez eux à imposer aux rapports de leurs sujets avec le chef de l'église. Il est incontestable que le pontificat catholique gagnerait beaucoup à ce système au point de vue de son indépendance et de sa sécurité. La plupart des points par lesquels l'indépendance de la papauté peut être aujourd'hui atteinte seraient supprimés : la papauté n'aurait plus à compter avec les intérêts ou les exigences de sujets qui se dérobent à elle; elle ne serait plus menacée par la violence de populations révoltées, par la convoitise des ambitieux qui ont si souvent tenté de lui ravir ses états. Affranchie des soucis et des servitudes du temporel, elle n'aurait à vaquer qu'à ses vrais devoirs, aux soins que réclame le gouvernement de l'église. N'étant plus un gouvernement italien, la papauté reprendrait son véritable caractère catholique et cosmopolite; elle pourrait écarter du sacré collége l'élément pseudo-ecclésiastique qui l'a si longtemps dénaturé, et

le recruter exclusivement dans l'épiscopat. La défiance jalouse que nourrissaient envers la cour romaine la plupart des états catholiques, les obstacles que ces gouvernemens opposaient aux relations de leurs sujets avec Rome, n'auraient plus d'objet. La défiance cesserait, les obstacles tomberaient. Tout serait ainsi réglé au profit de l'église, de l'Italie et des autres peuples catholiques.

C'est une utopie, dira-t-on encore. Qui nous garantira vos garanties? Qui nous assure que l'Italie ne les violera jamais? Qui peut donner la certitude que jamais souverain ou gouvernement italien ne mettra la main sur la situation du saint-siége, qu'aucun politique ultramontain ne se laissera séduire par l'idée de dominer l'Europe au moyen de la papauté, qu'aucun roi d'Italie ne voudra faire du pape son chapelain?

Il n'y a certes pas de convention ni de constitution humaine où l'on se puisse promettre d'avoir prévu toutes les difficultés et paré à tous les périls que l'avenir pourra faire naître. Aucun arrangement, sans contredit, ne saurait dispenser ceux qui l'ont conclu, ceux qui devront en exécuter les clauses, de la bonne foi, du bon sens, de la modération, de la clairvoyance, et ne peut leur assurer qu'ils seront à jamais affranchis des labeurs et des soucis de la lutte. Pas plus que les constitutions des sociétés politiques, les institutions qui concernent l'église ne sont des tentes dressées pour le sommeil. Ceux surtout qui voient aujourd'hui l'inanité des précautions qu'on était allé chercher pour la papauté dans le gouvernement temporel n'ont guère le droit de se montrer exigeans ou défians à l'égard du nouveau système de garanties qui leur est offert. Il faut ajouter pourtant que toutes les chances qui naissent de la nature des choses et toutes les vraisemblances plausibles s'élèvent contre l'incrédulité qu'ils témoignent touchant l'efficacité de la solution italienne. D'abord il ne sera pas de l'intérêt des Italiens de chercher un instrument d'influence politique dans la papauté; ensuite l'indépendance et l'inviolabilité du saint-père pourront et devront être placées sous la garantie du droit européen; enfin les Italiens, par les institutions politiques qu'ils se sont données, ont pris vis-à-vis d'eux-mêmes les garanties les plus sérieuses contre toute tentation qui pourrait leur venir d'attenter à l'indépendance de l'église.

Il n'est pas de l'intérêt des Italiens de chercher à faire du pape un instrument de leur politique. Le jour où ils l'essaieraient, ils ruineraient de leurs propres mains le crédit de la papauté; ils briseraient, rien qu'en y portant la main, l'arme politique dont ils auraient la folie de vouloir se servir. Fussent-ils cependant assez peu raisonnables pour caresser un pareil dessein, leur serait-il possible

de l'exécuter? La papauté, ce n'est pas un homme seul, c'est le pontife entouré du sacré collége et de toutes les congrégations. Or, dans l'hypothèse où nous sommes placés, la majorité du sacré collége n'appartiendrait plus aux Italiens, elle serait formée de cardinaux étrangers à l'Italie. Comment le gouvernement italien entreprendrait-il de violenter ou de séduire le pape au milieu des grands corps représentatifs de l'univers catholique? D'ailleurs, si les Italiens ne reconnaissent pas aux étrangers le droit de disposer de leur territoire et à ce titre de Rome, une fois leur arrangement conclu avec le pape sur la base de la souveraineté personnelle du pontife, ils reconnaîtraient au monde catholique le droit d'intervenir pour veiller à l'exécution du contrat, pour défendre l'inviolabilité du saint-père et de ses ministres, s'il arrivait qu'elle fût menacée. On avouera qu'il n'y a pas de garantie plus forte de l'indépendance du saint-siége, et que le pouvoir temporel, qui n'existe depuis quarante ans que par cette intervention, n'en présente pas de plus efficace. Il semble donc que, loin d'être enclin à troubler l'indépendance de la papauté, le gouvernement de l'Italie serait celui du monde qui aurait l'intérêt le plus direct à respecter cette indépendance et à en prouver constamment la réalité aux autres puissances catholiques. Ce n'est pas tout. La nouvelle Italie est un état constitutionnel et ne peut pas être autre chose. Or il n'y a que des catholiques en Italie. Un parlement italien, composé de catholiques, est la dernière des assemblées politiques de l'Europe où l'on puisse songer à violenter et à dénaturer le catholicisme en opprimant la papauté. La foi catholique domine sur le peuple italien sans distinction d'opinions politiques. Si le gouvernement osait jamais attaquer le catholicisme dans les conditions nécessaires à l'exercice de l'autorité spirituelle du saint-siége, le parlement tout entier, la gauche aussi bien que la droite, se soulèverait contre une telle témérité. Enfin les Italiens poussent plus loin encore les garanties qu'ils entendent donner au monde catholique. L'indépendance du saint-siége ne leur suffit pas. Ils veulent l'entière liberté de l'église à tous les degrés de la hiérarchie. Ils se proposent de délivrer l'église de toutes ces restrictions par lesquelles le pouvoir civil, chez eux comme dans toute l'Europe, avait cru devoir se protéger contre les empiétemens du clergé et de la cour de Rome, lorsque le pape était, pour eux comme pour les autres gouvernemens, un souverain temporel et étranger. Sous le régime qu'ils appellent de leurs vœux, ils renonceront à ces restrictions. L'état renoncera à la nomination des évêques. Ils désirent revenir au système d'élection établi par les canons, c'est-à-dire à l'élection par le clergé et une représentation des laïques. Ce

système d'élection donnerait en Italie à l'épiscopat et à l'église un ressort et une vigueur qu'un gouvernement libre pourrait seul endurer. Le corps des évêques deviendrait en effet ainsi la représentation des intérêts et des sentimens religieux des croyans, et en Italie les croyans sont tout le monde. Contre une telle puissance, toujours enracinée et se retrempant sans cesse dans le sentiment populaire, quel gouvernement oserait prendre un rôle d'agression et d'oppression? Certes, quand on évoque ainsi la perspective de l'église libre dans l'état libre, la résistance à laquelle on pourrait s'attendre ne devrait pas, ce semble, venir des catholiques. On comprendrait que les jurisconsultes et les politiques qui ont vieilli dans la crainte routinière des empiétemens de l'église, qui ont blanchi dans les luttes chicanières contre les empiétemens réels ou prétendus du clergé, qui dans cette antique tradition de défiance ont contracté des préjugés invétérés contre l'autorité spirituelle du saint-siége, se révoltassent à la pensée d'une pareille perturbation jetée dans les rapports de l'état avec l'église. On comprendrait que les gouvernemens catholiques dont les peuples ne jouissent point encore d'une liberté politique aussi avancée que celle du nouveau royaume italien vinssent élever la voix contre un ordre de choses qui les contraindrait à se désarmer de leurs pouvoirs excessifs et à marcher plus rapidement qu'ils ne le voudraient dans la voie des libertés politiques et religieuses. Faudra-t-il donc que les catholiques, aux dépens des intérêts qui doivent leur être le plus chers, prêtent un aveugle concours à l'alliance ancienne, mais aujourd'hui aussi fragile qu'odieuse, des deux tyrannies?

Nous ne cherchons point à nous bercer d'illusions; mais nous aimons à espérer que les catholiques de notre pays qui sont animés d'un vrai zèle religieux et d'un libéralisme sincère ne s'obstineront point dans des erremens funestes. Nous n'attendons point d'eux un changement soudain d'opinion à l'égard de la question romaine. Ce serait beaucoup, s'ils consentaient à considérer de sang-froid des perspectives de cette question qu'ils ont jusqu'à présent négligées. Nous souhaitons que les aspects nouveaux que les Italiens ont ouverts sur cette question leur deviennent familiers, car ils sont trop favorables à leurs aspirations vers la liberté de l'église pour qu'ils ne finissent point à la longue par leur devenir attrayans. C'est en grande partie l'objet que nous nous sommes proposé en groupant ici les faits qui démontrent que le gouvernement temporel a vicié la constitution et le gouvernement de l'église, ceux qui prouvent que le gouvernement temporel est incompatible avec l'ordre de la civilisation moderne, ceux qui établissent qu'il est possible de terminer

la révolution italienne par la suppression du gouvernement temporel, non pas seulement à l'avantage de l'Italie, mais au profit de l'église catholique et des progrès de la liberté dans le monde. Quand la solution que nous avons signalée, ou plutôt dont nous avons exposé la nécessité, s'accomplira-t-elle? Nous répondrons, comme le bon moine du Mont-Cassin, que ce jour-là n'est point marqué sur notre almanach. Ce jour-là pourtant, nous en avons la certitude, arrivera. La France seule le retarde par cette occupation de Rome, dont il ne nous est pas plus possible qu'aux Italiens de prévoir la capricieuse durée ou les accidens hasardeux. Quoique nous n'ayons point donné aux Italiens la première place dans cette étude sur la question romaine, bien que l'intérêt qui nous a guidés avant tout soit celui de la consistance de la France libérale, notre dernier mot sera pour l'Italie. Qu'elle soit ferme et patiente dans le système de patriotisme et de libéralisme qu'elle suit dans cette question. En débutant dans les nouvelles destinées qui s'ouvrent à elle, elle a le singulier honneur d'attacher à son propre sort un intérêt qui dépasse ses propres limites, un intérêt vital de la civilisation moderne, celui qui exige la consommation finale de la séparation des pouvoirs spirituel et temporel. L'Italie ne défend donc pas seulement ici sa propre cause : qu'elle n'oublie pas qu'elle porte aussi le poids d'une cause qui est celle de l'humanité. C'est pourquoi nous lui recommandons de ne point s'exposer à compromettre son succès par des mouvemens d'impatience. Elle doit être certaine d'ailleurs d'être accompagnée et soutenue dans ses efforts et dans ses épreuves par l'opinion de tous ceux, dans le monde, qui ont l'intelligence de la liberté, qui ont le scrupule de la constance dans les opinions, et un jour aussi par les hommes vraiment religieux, qui lui devront l'émancipation de l'église.

E. FORCADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre 1861.

On ne nous en voudra point si nous subissons la loi de la saison. Nous avons depuis longtemps annoncé que l'été de cette année serait une saison d'universel repos en dépit de la gravité et de l'incertitude des questions engagées sur divers points du monde. L'événement a justifié nos prévisions. Il n'y a pas eu depuis longtemps d'été plus stérile pour la politique que celui qui va finir. Il ne faut certes point regretter cette disette, si l'on songe à la nature des préoccupations qui ont rempli les belles saisons des années précédentes. Le caractère des événemens qui agitaient alors le monde était d'étonner l'imagination, d'exciter une haletante curiosité, d'entretenir l'anxiété, de répandre l'alarme. Ces mouvemens de faits violens tenaient l'opinion publique dans une sorte d'irritation passive, ils l'excitaient sans la féconder, ils la fatiguaient sans provoquer son initiative. Le résultat a été de produire une grande lassitude morale, et notre bonheur consiste aujourd'hui à réparer cette lassitude par l'inertie absolue des idées. Aussi faut-il convenir que notre repos actuel peut être bienfaisant, mais n'a pas l'agrément et la vertu d'un recueillement où l'intelligence conserve encore une activité fertilisante en se repliant sur elle-même. Nous faisons tout bonnement un gros somme matérialiste, et comme la fatigue n'avait pas principalement affecté les parties les plus nobles de notre esprit, nous avons le sommeil lourd. N'en remercions pas moins, puisque aussi bien nous avions besoin d'un calme quelconque, le Dieu clément qui nous a fait ces loisirs.

Les événemens et les sujets de discussion faisant défaut, on nous pardonnera de ne point forcer notre talent et de ne pas inventer artificiellement des discussions et des polémiques. Prenons les choses comme elles viennent. Nous avons eu, ces jours passés, la session des conseils-généraux : force a été de s'en apercevoir à la procession d'adresses qui vient de défiler dans notre *Moniteur*. Nous ne supposons pas que vous ayez lu ces adresses,

mais vous en connaissez l'objet. Il s'agissait de remercier l'empereur du décret qui consacre 25 millions aux chemins vicinaux. Inutile de dire que ce décret a notre plus complète approbation; mais sérieusement était-il nécessaire de faire tout ce bruit, de déployer tant d'appareil à propos d'une mesure si simple, et d'y chercher l'occasion de fournir un thème de composition oratoire aux quatre-vingt-neuf respectables assemblées qui ont à consacrer huit ou dix jours chaque année aux affaires de nos départemens? A lire ces effusions solennelles, ne dirait-on pas que les chemins vicinaux sont inventés d'hier, et qu'un pays qui a l'habitude de dépenser 300 millions par an pour ses chemins de fer, qui donne une subvention énorme à la ville de Paris pour ses embellissemens, qui va contribuer pour un nombre très rond de millions à la construction d'une salle d'opéra, accomplit un prodige en mettant 25 millions de côté pour son agriculture? Éternels collégiens que nous sommes, nous ne nous lasserons jamais, sous l'œil de nos éternels régens, de tourner, d'apprendre par cœur et de réciter, pour d'éternelles distributions de prix, d'éternelles amplifications complimenteuses! Le moyen de faire de nous une nation naturelle et pratique en politique? *O sancta simplicitas!* comme disait Jean Huss.

Il faut mettre sans doute ce débordement d'enthousiasme officiel à propos des chemins vicinaux au compte de la stérilité de la saison actuelle. Mentionnons encore un incident électoral qui peut fournir matière à d'utiles réflexions : nous voulons parler de l'élection qui vient d'avoir lieu dans l'arrondissement d'Avignon. Un candidat indépendant se présentait : c'était M. Léopold de Gaillard, écrivain honorablement connu, qui vient de publier une histoire de l'expédition de Rome en 1849 conçue à un point de vue bien différent de celui que nous apportons nous-mêmes dans l'appréciation des questions italiennes, mais composée avec soin, nourrie d'informations très intéressantes, et où un parti-pris énergique n'exclut point une libérale modération. M. de Gaillard avait posé sa candidature dans une circulaire très nette, contenant à la fois des déclarations libérales sur les questions qui regardent la politique intérieure de la France et de vives protestations en faveur de la conservation du pouvoir temporel du pape. M. de Gaillard n'a point été élu; son concurrent, le candidat du gouvernement, a obtenu presque cinq fois plus de suffrages que lui. Ce n'est point du fait même de l'élection que nous voulons nous occuper ici : avec le système de l'intervention des préfets dans les élections en faveur des candidats du gouvernement, nous savons combien il est difficile à un candidat indépendant de faire valoir toutes ses chances; mais ce qui est instructif, ce qui mérite d'être médité par ceux qui se proposent de tenter l'action électorale, c'est la sorte d'influence que la réunion des principes professés par M. de Gaillard paraît être destinée à exercer sur les opinions qui partagent le corps électoral.

Des électeurs de l'opposition, qui se proposaient de prendre part à la lutte et voulaient d'abord s'y faire représenter par un candidat spécial, ont

mieux aimé retirer toute candidature et s'abstenir que de s'exposer, par la diversion qu'ils auraient pu opérer, à faire triompher l'opinion exprimée par M. de Gaillard sur la question romaine. Ainsi l'opposition de gauche d'Avignon a préféré le succès d'un candidat du gouvernement au succès d'un candidat qui, tout en professant sur les questions intérieures des opinions loyalement libérales, soutenait dans la question romaine l'intérêt clérical. Ce fait est très intéressant; il confirme les appréciations que nous avons émises depuis que certaines divisions se sont produites parmi les libéraux à propos des affaires de Rome et d'Italie. Nous avons toujours pensé que dans les circonstances actuelles, avec la place que les affaires d'Italie et de Rome occupent dans la politique pratique, ces questions ne pouvaient, dans l'action politique, être pour les libéraux des questions ouvertes. Le sentiment libéral et populaire devait se prononcer et s'est en effet prononcé dans le sens de la révolution italienne. Sans doute, si cette grande diversion de la politique étrangère n'existait point, si nous n'avions à nous occuper que de la politique intérieure, toutes les voix libérales devraient aux élections se prononcer en faveur des candidats qui demanderaient le progrès des libertés publiques : la question libérale intérieure deviendrait un terrain de conciliation entre les partis libéraux, dont la constitution au surplus nous commande d'oublier les diversités d'origine et d'antécédens; mais il était chimérique, et l'échec de M. de Gaillard le prouve, de rêver cette conciliation tant que la question italienne n'aura point été résolue conformément aux principes de la révolution française. Voilà l'enseignement que peuvent tirer du fait qui nous occupe les esprits élevés, qui ont raison sans doute de placer l'intérêt dominant de la liberté bien au-dessus des anciennes dissidences d'opinion, auxquelles tant d'événemens ont enlevé leurs prétextes accidentels; ces esprits distingués doivent s'apercevoir que la conciliation souhaitée par eux n'est pas possible devant une dissidence actuelle aussi grave que celle qui existe sur la question romaine. La même leçon s'adresse aux catholiques libéraux; malgré la sincérité de leur libéralisme, ils ne vaincront pas les défiances invétérées du pays tant qu'ils combattront la solution de la question romaine que nous avons exposée ailleurs, et qui peut seule concilier les intérêts de la liberté politique et ceux de la liberté religieuse.

Parmi les glanes politiques de cette saison, il ne faut jamais omettre le rustique discours que M. Dupin adresse chaque année, dans le comice de son département, aux Morvandiots. On admire parfois, et non sans raison, la verdeur de ces vieux parlementaires anglais, Palmerston, Brougham, Lyndhurst, pour qui la politique et l'éloquence semblent avoir été une eau de Jouvence. A ces alertes et joviales vieillesses dont se réjouissent et s'enorgueillissent nos voisins, nous pouvons opposer chez nous la *gauloiserie* toujours en séve de M. Dupin. C'est toujours le même bon sens salé, la même prestesse à se démener sur le terre-à-terre de la réalité, la même ru-

desse paysanne qui n'a pas besoin d'avoir appris la politesse des cours pour flatter à propos la puissance régnante. M. Dupin est une personnalité trop originale et trop vivante pour que l'on puisse rien prendre de lui en mauvaise part. Il a le droit de tout faire et de tout dire, parce qu'il s'appelle Dupin. Il a eu cette année une bonne fortune, c'est de pouvoir cogner du boutoir cette autre bonne dent qui s'appelle en Angleterre M. Roebuck. M. Dupin a rencontré là son semblable. Ses compatriotes accordent à M. Roebuck le droit d'être libéral et de flatter l'empereur d'Autriche, de suivre en politique, non pas, il est vrai, son intérêt, mais son caprice, et surtout de dire le mot cru et d'emporter le morceau. Si chaque année M. Dupin a son comice de la Nièvre, M. Roebuck a sa fête des couteliers de Sheffield. Si ces deux personnages prêtaient à la peinture, quelque Teniers de ce temps qui prendrait l'un discourant devant les paysans du Morvan, l'autre répondant au toast du maître coutelier de Sheffield, ferait les deux pendans à la satisfaction de quelque amateur parlementaire. Après avoir culbuté M. Roebuck et « la fable de la Sardaigne, » M. Dupin ne pouvait pas manquer, lui aussi, de dire son mot sur les chemins vicinaux. Là l'enthousiasme l'a transporté, et il a terminé sa harangue par une brève théorie de gouvernement qui serait bizarre, si elle devait être la péroraison de sa longue carrière politique : « *Imperatoria brevitas !* — Prendre à propos des mesures de haute administration utiles et populaires, commander avec autorité et savoir se faire obéir, c'est là gouverner! » Déroutée par une si énorme ellipse, la postérité se demanderait : Pourquoi donc aux cent-jours M. Dupin s'est-il opposé avec tant d'ardeur et tant de gloire à l'*imperatoria brevitas* du premier des Napoléonides? Quoi! si Charles X avait réussi dans son coup d'état et avait su se faire obéir, M. Dupin eût découvert quarante ans plus tôt ce qui s'appelle gouverner!

Faute de nouvelles et peu inventive en matière de discussions, la presse française s'est trouvée réduite à une chère si extraordinairement maigre qu'elle a trouvé moyen de la faire durer au moins quinze jours. Un pauvre journal officieux, mâchant à vide, comme ses confrères, la pitance que fournit la politique d'été, après avoir décrit toutes les grandeurs et tous les mérites de l'administration, avait eu l'héroïsme de se déclarer satisfait. Satisfait! voilà un mot qui sonne mal depuis qu'il servit autrefois à désigner un parti dont les révolutions qui sont survenues auraient dû effacer l'impopularité. Il faut en vérité qu'il y ait dans les journaux libéraux des écrivains bien âgés pour qu'ils aient pu conserver une si sainte et si fraîche horreur contre ce mot fatal. Le journaliste qui a eu la maladresse de jeter cet os à ronger à ses adversaires a eu affaire à toute la presse de l'opposition, et nous ne savons si à l'heure qu'il est la bataille est finie. Allons! nos amis ont fait fausse route. Le mot abominable qu'ils proscrivent encore ne porte pas malheur. Qui l'a inventé? C'est M. de Morny, et voyez s'il a lieu de le regretter.

Les journaux officieux ont eu à se reprocher un autre crime, enfant de l'oisiveté. Nous disions il y a quinze jours, en parlant de la dernière circulaire de M. Ricasoli, qu'il y avait une rectification à faire à ce remarquable document diplomatique. M. Ricasoli accusait le gouvernement romain de favoriser le brigandage dans les provinces napolitaines, de prêter son concours aux conspirations qui s'organisaient à Rome. Cette assertion ne nous paraissait point exacte, car nous savions au contraire que le cardinal Antonelli portait à la connaissance des autorités militaires françaises toutes les informations de sa police sur les menées des perturbateurs du Napolitain. Les journaux officieux n'ont pas tardé à démentir en ce sens l'accusation portée par M. Ricasoli contre le gouvernement romain, accusation que ce gouvernement a repoussée de son côté en invoquant le témoignage du corps diplomatique. Par malheur, les journaux officieux avaient commencé par donner une approbation sans réserve au manifeste de M. Ricasoli, et ils ont présenté la rectification qu'on leur a demandée sur un passage de ce document avec une importance maladroite qui les mettait en contradiction apparente avec les sentimens qu'ils avaient d'abord exprimés. Aussitôt, dans la foule ignorante, chacun de se dire : « La presse du gouvernement change de langage à l'égard de l'Italie; que se passe-t-il donc? A coup sûr, il y a un nuage entre le cabinet des Tuileries et le cabinet de Turin. M. Ricasoli ne serait-il pas agréable à l'empereur? L'impatience que montrent les Italiens à entrer à Rome ne contrarierait-elle pas notre politique? Quoi! il y a quelques jours à peine, toutes les sévérités de ceux de nos journaux que l'on croit inspirés étaient réservées à la cour de Rome; ces journaux, avec le bon goût qui les distingue, se plaisaient à raconter comme une vaillante action qu'un général français avait donné deux soufflets moraux à un ministre du saint-père, qui est prêtre aujourd'hui, ce qui ajoutait à l'à-propos de la menace, mais (il est permis de ne pas l'oublier. quoiqu'il soit maintenant l'adversaire de nos idées) qui autrefois a servi la France en volontaire, qui a eu l'honneur d'être plusieurs fois porté par le maréchal Bugeaud à l'ordre du jour de l'armée, bonne fortune que pourrait lui envier tel général qui, malgré nos récentes guerres, a dû obtenir un avancement mérité sans avoir eu l'occasion de faire campagne. Ce sont ces mêmes journaux, se disait-on, à qui l'on doit la circulation de cette belle histoire qui maintenant prennent la cour de Rome sous leur protection! Le revirement de notre politique est manifeste. A quel incident nouveau faut-il nous attendre? »

Cette surprise, ces doutes, ces conjectures n'auront eu, nous le croyons, d'autre effet que de nourrir pendant quelques jours les organes de la presse libérale. Nous ne pensons pas que rien soit changé dans la politique du gouvernement français à l'égard de l'Italie. Nous admettons que ce gouvernement soit fort embarrassé par la nécessité de résoudre la question romaine, et que les difficultés qui dans cette question lui sont personnelles l'empê-

chent d'arriver au dénoûment avec la célérité que l'Italie désire. L'état incertain des provinces napolitaines a pu même un moment fournir un prétexte raisonnable aux temporisations du gouvernement français. Pouvions-nous livrer Rome à une nouvelle expérience, lorsque le plus élémentaire symptôme du succès de l'expérience tentée dans les provinces napolitaines manquait encore? C'est à l'Italie, pouvions-nous dire, de faire elle-même ses affaires; elle nous forcera la main en rétablissant l'ordre dans l'ancien état napolitain, et en présentant à la papauté un projet de solution qui puisse être soumis à l'opinion du monde comme offrant de sérieuses garanties à l'indépendance spirituelle de l'église. Nous ne savons si c'est ainsi que l'on a raisonné à Paris : en tout cas, on en avait le droit. Cette politique expectante nous convenait d'autant mieux qu'elle était au fond la plus honorable et la plus sûre pour l'Italie. Le cabinet italien a compris spontanément que le chemin de Rome pour lui était à Naples; il a compris qu'il lui importait de donner à l'Europe la démonstration que les désordres napolitains sont au fond une difficulté si peu sérieuse, que l'on a pu en venir à bout même en face de l'ancien roi de Naples, de sa famille et de ses amis réunis à Rome comme en un quartier-général qui touche à la frontière romaine. C'est en effet ce qui arrive. L'administration du général Cialdini a déjà presque dompté le brigandage. L'affaire de Naples dans sa difficulté la plus pressante, le désordre matériel, la dissolution sociale des campagnes, est à peu près terminée. Nous supposons en conséquence que le moment d'aborder pratiquement la question romaine est proche. Nous avons exposé comment cette question doit être résolue : mais ce n'est pas tout pour le gouvernement italien que d'avoir le plan d'une solution : il faut qu'il ouvre sur cette base une négociation avec la cour romaine, il faut que les élémens du plan qu'il offrira à cette cour soient assez étudiés, assez complets, pour qu'ils puissent au besoin être portés au tribunal de l'opinion européenne. C'est en faisant dans ce sens une grande et solennelle démarche que le gouvernement italien, mettant la cour de Rome en demeure, fournira à notre gouvernement une occasion naturelle de se dégager de ce fardeau de l'occupation militaire que la France a trop longtemps porté.

Nous pouvons nous tromper, mais loin de penser, comme on l'a cru un instant d'après le langage des journaux officieux, qu'un nouveau bail ait été fait avec le gouvernement temporel du pape, nous estimons au contraire que nous approchons du moment décisif pour la solution de cette question. Si nous ne sommes point déçus dans nos prévisions, la question italienne aurait bientôt une conclusion. Les autres affaires qui tiennent en suspens d'autres parties de l'Europe sont loin d'en être là. On ne saurait dire encore si la résistance passive de la Pologne, si ce deuil touchant d'une nation unanime dans son invincible protestation produiront des conséquences politiques prochaines. On n'entrevoit pas non plus comment se pourra rétablir l'accord du peuple hongrois avec le gouvernement central

de l'Autriche. Deux documens récens et diversement remarquables sont venus de deux côtés différens éclairer la question hongroise; mais ni l'un ni l'autre n'autorise l'espoir d'une conciliation pratique. Nous voulons parler du discours prononcé par M. de Schmerling devant le *Reichsrath* sur les affaires de Hongrie et des paroles adressées par le primat de Hongrie au comitat de Gran. Le discours de M. de Schmerling a été un événement à Vienne. Jamais encore le gouvernement autrichien n'avait déclaré avec autant d'énergie la résolution de pratiquer les institutions libres. Les protestations de M. de Schmerling à cet égard ont paru si sincères, qu'elles ont rallié au gouvernement un certain nombre de ses adversaires. Il ne semble malheureusement pas qu'elles puissent avoir la même vertu auprès des Hongrois, surtout quand on les rapproche du discours du primat de Hongrie. Il ne serait pas permis de ne pas attacher une grande importance au langage du chef de l'église catholique en Hongrie. Le zèle avec lequel ce prélat a pris part aux négociations qui se sont poursuivies depuis le rescrit du 20 octobre 1860 entre la cour de Vienne et la Hongrie, la popularité qu'il possède auprès de ses compatriotes, les sentimens de loyale fidélité qu'il exprime envers l'empereur, tout concourt à donner une autorité sans égale aux paroles qu'il emploie pour protester en faveur de la constitution historique, pour célébrer le patriotisme de la diète qui vient d'être dissoute, pour maintenir les droits de la Hongrie à conserver l'intégrité de ses institutions traditionnelles. En lisant ce discours, où les sentimens conservateurs et les sentimens libéraux s'entrelacent et se fortifient par leur étroite alliance, on se demande par quelle fatalité l'Autriche ne sait point tirer parti d'un esprit tel que celui qui anime la Hongrie. Voilà une des rares nations du monde qui fondent leurs libertés non sur une théorie rationnelle, mais sur le droit historique; voilà d'autre part un gouvernement monarchique qui invoque, lui aussi, le droit historique, puisqu'il s'appuie sur le principe de la légitimité, un gouvernement monarchique qui entre dans les voies de la liberté constitutionnelle, et ce gouvernement ne sait pas s'entendre avec cette nation! Il y a là un contre-sens politique que l'on ne sait comment expliquer. Tout en déplorant la rupture qui s'est accomplie par la dissolution de la diète, le primat de Hongrie a dit qu'il ne désespérait pas encore du triomphe des droits de la nation magyare. On a besoin d'une autorité semblable pour ne pas se laisser aller à regarder comme irréparable le malentendu qui sépare la Hongrie de l'empereur d'Autriche.

En Allemagne, la politique est loin, grâce à Dieu, de présenter le caractère dramatique qu'elle conserve, même pendant les entr'actes, en Italie, en Hongrie et en Pologne. Quoique les Allemands se laissent parfois trop aller aux inquiétudes et aux anxiétés que leur inspirent les complications dont ils sont environnés, ils ont du moins le bon esprit de tempérer leurs préoccupations par ces réunions politiques, scientifiques, littéraires, qui, formées

par des pensées élevées, prennent toujours un aimable et honnête caractère de fêtes et de réjouissances publiques. Il y a dans ces congrès qui se succèdent et vont tour à tour entretenir des foyers de vie dans les diverses villes de l'Allemagne un charme naturel qui est un des meilleurs traits du caractère allemand, et que, pour notre part, nous ne souhaitons pas de lui voir perdre. Quand la politique vient à se mêler à ces manifestations de la convivialité germanique, elle y mêle parfois des notes discordantes. Ainsi l'assemblée générale du *National Verein* à Heidelberg a excité dans la presse allemande des controverses qui ne sont pas près de s'éteindre. Le résultat le plus pratique de cette assemblée a été l'agitation pour la construction d'une flotte allemande. L'enthousiasme allemand était parvenu en 1848 à créer, par le seul moyen des dons volontaires, un commencement assez respectable de flotte allemande. Cette flotte fut placée sous le commandement de la lieutenance de l'empire; mais à peine la diète rétablie, on la démantela pièce à pièce et on la vendit à l'encan. C'est en effet chose un peu difficile que de créer et d'entretenir une marine de guerre pour une confédération composée dans sa plus grande partie d'états éloignés de la mer. Les états de la confédération sont chargés d'un assez lourd fardeau par l'entretien de leurs contingens fédéraux; il ne sera pas aisé de les déterminer à y ajouter encore le poids d'un budget de la marine. L'enthousiasme est une belle chose, et nous avouons que dans cette question il tend vers un but aussi noble que patriotique, car personne ne contestera l'utilité, la nécessité même d'une protection pour les intérêts maritimes de la nation et pour la défense de ses côtes; mais si l'enthousiasme suffit quelquefois pour inspirer l'initiative d'une grande création, il ne suffit jamais pour la conserver et en assurer la permanence. Nous voudrions que cette vérité ne fût pas trop négligée par ceux qui en ce moment excitent l'agitation pour la flotte allemande. On peut dire au désavantage de la tentative actuelle qu'en 1848 la manifestation était l'œuvre d'un enthousiasme spontané, d'un élan national, tandis qu'aujourd'hui l'agitation peut paraître factice. On y verra la main d'un parti. Des milliers d'Allemands, excellens patriotes du reste, s'abstiendront d'y prendre part, parce que le mouvement est dirigé par le *National Verein*. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les sommes recueillies pour la création d'une flotte allemande sont remises de la part du *National Verein* au ministère de la marine à Berlin. Or la Prusse se chargera-t-elle de l'exécution du mandat qu'on lui attribue, c'est-à-dire de la création de vaisseaux de guerre allemands distincts de la marine prussienne et destinés uniquement au service de l'Allemagne? C'est douteux. C'est surtout dans l'Allemagne du sud, peu favorable au *National Verein*, que l'agitation pour la marine sera mal accueillie. On y verra un moyen d'amener par une voie détournée l'Allemagne vers cette hégémonie prussienne que les populations du sud sont loin d'appeler de leurs vœux. Nous le répétons, la création et l'entretien d'une marine de guerre allemande ne peuvent sérieusement s'accomplir que par le concours de la nation en-

tière; cette marine doit sortir de l'initiative de la totalité des confédérés, être soumise à leur direction, entretenue par une quote-part des budgets des différens états. Or la fixation de cette quote-part dépendrait du vote des chambres respectives, et il y a peu de chances de voir les parlemens locaux entrer aujourd'hui dans cette voie.

En Prusse même, cette agitation du *National Verein* n'est pas vue d'un œil favorable sous tous les rapports par le gouvernement et par le peuple. Le peuple est toujours prussien avant d'être allemand; il se trouve blessé dans son orgueil national de voir que les dons pour la flotte seront versés dans la caisse du *National Verein,* pour être envoyés de là au ministère de la marine à Berlin. On trouve ce détour très singulier, du moins pour le produit des souscriptions prussiennes. On se demande si le *National Verein* aspire par hasard à se faire reconnaître comme une sorte de pouvoir central allemand, comme une espèce de gouvernement provisoire siégeant à Cobourg! Quant au gouvernement prussien, il commence à se trouver quelque peu gêné par les sympathies que lui témoigne le *National Verein*, surtout depuis que cette association fait mine de se mêler des prochaines élections pour les diriger. Quant aux dons pour la flotte allemande, il suffit, pour juger de l'esprit dans lequel ils sont accueillis par le gouvernement, de remarquer qu'ils sont enregistrés par le journal officiel sous la rubrique de « dons pour l'augmentation de la flotte prussienne! »

Ceux qui redoutent les effets du travail d'unification qui se tente en Allemagne n'ont donc pas encore de justes sujets de s'effrayer. Pour notre part, il n'y a guère qu'une forme de l'unité allemande qui nous donnerait à réfléchir : c'est l'unité militaire, celle qui se prépare dans les manifestations guerrières et s'opère dans les camps. Or il faut mettre en première ligne les fêtes martiales dans les passe-temps actuels de l'Allemagne. Outre les manœuvres des troupes prussiennes sur le Rhin, il y a eu des exercices militaires dans plusieurs états allemands. Le contingent du duché de Nassau, fort de cinq à six mille hommes, est réuni de temps en temps dans un camp près de Höchst, petite ville sur le chemin de fer de Francfort à Mayence. Aux exercices habituels de ces troupes, on a ajouté cette année l'attrait de la petite guerre. La garnison fédérale de Francfort, composée de plusieurs contingens, a été de la fête, et ceux qui préfèrent l'union effective et efficace qui se forme dans la communauté du service militaire à l'unité, jusqu'à présent idéale et utopique, à laquelle le *National Verein* se rallie ont trouvé plus de mérite à cette comédie de guerre jouée par un échantillon d'armée fédérale qu'aux verbeuses manifestations de l'assemblée de Heidelberg.

Les nouvelles des États-Unis continuent à être fort tristes. Le pire malheur de cette guerre civile, c'est sa lenteur. Si cette guerre dure longtemps, on peut dire d'avance que le nord perdra, par l'effet nécessaire de la prolongation des hostilités, l'objet même pour lequel il a entrepris la lutte, qui était de maintenir les états du sud dans l'Union. Quel instrument

plus énergique et plus efficace de séparation peut-il y avoir que la guerre? La guerre, c'est la séparation même, compliquée des passions qu'elle développe et des justes sujets de haine réciproque qu'elle fournit aux deux adversaires. La guerre se prolongeant indéfiniment, c'est la séparation sans limite de temps, la séparation affaiblissant les intérêts anciens, créant des intérêts nouveaux, se fortifiant elle-même par cette puissance alternative de changement et de consolidation qui est inhérente à la durée. Quand deux parties belligérantes ne peuvent se porter avec promptitude des coups décisifs, il est manifeste qu'aucune des deux ne pourra faire la conquête de l'autre, et que la guerre devra se terminer par un traité de paix qui pourra bien diminuer le vaincu, mais qui reconnaîtra son indépendance. L'union du nord n'ayant pu avoir des succès décisifs, ayant au contraire essuyé un grave échec au début de la campagne, voilà la perspective qu'elle a devant elle. Nous ne parlons pas des graves altérations que les nécessités d'une longue guerre apporteraient dans les institutions des États-Unis. Comment soutenir une telle guerre sans armée permanente? Les institutions américaines sont-elles compatibles avec l'existence d'une armée permanente? Un grand établissement militaire ne doit-il pas donner aux Américains d'autres mœurs, d'autres ambitions, d'autres mobiles dans les carrières privées aussi bien que dans les carrières publiques? Déjà la guerre n'exige-t-elle pas d'énormes taxes et d'énormes emprunts? Par sa durée, elle imposera à l'Union la nécessité nouvelle de très gros budgets fédéraux et de grosses dettes publiques semblables à celles dont l'Europe connaît le poids; mais des finances chargées, obérées, sont une autre cause d'altération pour les institutions américaines. Le lien fédéral serait inévitablement resserré par les nécessités financières : pour faire face à ses engagemens permanens, pour rester maîtresse des grandes ressources avec lesquelles elle devrait alimenter ses revenus, de fédérative la république ne tarderait pas à devenir unitaire. La république américaine ne serait plus celle que nous avons connue : tout ce qu'elle aurait de nouveau après sa transformation représenterait autant de pertes subies par sa liberté.

Il est impossible que les hommes qui dirigent les destinées de l'Union américaine n'aient pas les yeux ouverts sur ces sombres perspectives. L'intérêt de leur pays, l'amour de leur constitution, l'honnête orgueil que doit leur inspirer le passé de leur patrie, les sentimens les plus hauts et les plus impérieux leur crient : Il faut que la guerre soit courte. La guerre courte! et ils manquent de cette organisation militaire qui peut seule permettre de porter à l'ennemi des coups rapides et décisifs. Leurs régimens n'ont pas de discipline et sont rongés par la désertion; ils doutent de la capacité de leurs généraux; leur armée a débuté par une défaite, et c'est à l'ennemi qu'est passée l'offensive. On s'explique par cette détresse deux résolutions auxquelles le gouvernement américain s'est laissé entraîner : menacer le sud de déchaîner la guerre servile, demander un général à l'Europe. Le général européen que les Américains sont venus chercher est Garibaldi. Le

solitaire de Caprera accepte le commandement qui lui est offert; il en a demandé l'autorisation au roi d'Italie, qui la lui aurait accordée. Voici donc une nouvelle aventure qui s'ouvre à Garibaldi. Ce qui a dû décider le héros mystique des guerres d'indépendance de ce siècle, c'est assurément la cause humanitaire engagée dans la guerre civile du Nouveau-Monde, c'est l'abolition de l'esclavage. L'acceptation de Garibaldi équivaut pour nous à la certitude que le nord va désormais faire franchement la guerre pour l'émancipation des esclaves. Il y aurait pour nous Européens une conclusion plus modeste et plus rassurante à tirer de la résolution du chef des volontaires : évidemment, s'il croit pouvoir quitter son pays, si Victor-Emmanuel ne le retient pas, c'est que Garibaldi et son roi pensent que l'Italie n'aura pas besoin de sitôt des services et du prestige de son héroïque *condottiere*.

E. FORCADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

ROMANS ET VOYAGES.

Le plus grand charme d'un récit de voyage n'est pas toujours dans la nouveauté et la bizarrerie des tableaux qui se succèdent, il est dans la personnalité même de celui qui raconte, il est dans cette satisfaction qu'éprouve le lecteur à observer une âme errante en quelque sorte, tantôt aux heures du péril et des graves résolutions, tantôt dans les momens plus calmes où elle se recueille et s'interroge entre les émotions de la veille et celles du lendemain. C'est même à ces momens-là surtout qu'on aime à étudier le voyageur. Pour lui, ce sont les véritables oasis, et il les trouve partout, aussi bien sur les montagnes neigeuses et abruptes que dans les vallées tempérées et verdoyantes, aussi bien dans le *bungalow* qu'entourent les immenses plaines desséchées par le soleil de l'Inde qu'au foyer des auberges européennes où le retiennent les soirées pluvieuses. C'est précisément l'heure la plus favorable pour recueillir et mettre en ordre les sensations multipliées des jours précédens, pour rédiger à la hâte quelques notes rapides où les choses observées accusent forcément la véritable impression qu'elles ont produite. C'est ainsi, dans cette simple et sincère recherche, qu'on juge le mieux des influences qu'exerce sur notre esprit la variété de tous les spectacles successivement entrevus, quels qu'ils soient, larges horizons, coins de paysage tout à coup dévoilés, mœurs de toute une contrée, certaine figure apparue, certain mot saisi au vol. Notre âme concilie et combine les élémens divers dont elle est subitement pénétrée, et qui lui font parfois découvrir en elle-même certaines affections, certaines pitiés, comme certains enthousiasmes dont elle ne se croyait pas capable.

Cette influence des milieux sur l'âme du voyageur paraît souvent d'autant plus sensible, d'autant plus efficace, qu'elle semble au premier abord ne tenir qu'une place secondaire dans ses préoccupations. Je n'en veux pour preuve que le récit fait par M. Maxime Du Camp de l'*Expédition des Deux-Siciles* (1), et que n'ont point oublié les lecteurs de la *Revue*. Est-il besoin de faire volontairement abstraction du côté militaire et politique de cette étonnante entreprise, d'oublier et Garibaldi et François II pour ne suivre que l'aide-de-camp du général Türr dans sa longue course à travers les Calabres? Non, cet isolement se fait de lui-même dans l'esprit du lecteur, comme il s'est fait, on peut le voir, dans l'esprit de l'écrivain sur les lieux mêmes, soit qu'il suive la route qui longe en zigzags les bords de la mer, et d'où la ville dont il se croyait loin apparaît tout à coup comme au fond d'un précipice, soit qu'il voie le paysage varier suivant les accidens de la montagne, les orangers et les citronniers succéder aux châtaigniers et aux fougères, les oliviers aux aloès et aux nopals. — « Ah! se surprend-il à dire, je voudrais vivre là! — Vœu impie! » ajoute l'auteur. Pourquoi? Est-ce parce qu'il contient cette triste vérité, que nous ne vivons jamais plus réellement qu'à l'heure présente, fût-elle la plus misérable? Le livre de M. Du Camp est plein de ces intimes expansions que lui inspirent de charmans et limpides paysages dont aucun ne se répète, et qui pourtant ont entre eux un air de grande ressemblance. Et cette ressemblance ne vient pas, comme on pourrait le croire, de ce qu'ils appartiennent au même pays, mais de ce qu'ils apparaissent tous comme les nuances diverses d'un même sentiment, comme les faces successives d'une même pensée, d'une personne bien définie, malgré ses entraînemens rêveurs, — celle de l'écrivain empressé surtout d'être sincère.

Appliquer aux paysages de M. Du Camp les seules épithètes de vrais et de pittoresques serait donc les juger incomplètement. Il y a entre ces qualités de *réalité* et les qualités d'*harmonie* qu'ils présentent dans le livre toute la différence qui, aux yeux du peintre lui-même, sépare le site qu'il contemple et qu'il admire à l'état naturel de ce même site transporté sur la toile. Cette différence est toute dans l'interprétation, et l'interprétation est avant tout un fait de personnalité. Or la personnalité est une force si puissante qu'elle se révèle encore dans la seule et pure description des lieux, toutefois sous une condition indispensable, la sincérité. On ne peut la méconnaître par exemple dans les récits d'un ton si animé et si chaud que M. E. de Valbezen vient de publier sous ce titre : *la Malle de l'Inde* (2). Ici l'on peut saisir au vif ce que l'esprit d'un romancier gagne à se retremper dans la vie de voyage. Certes le procédé de l'auteur n'est pas l'analyse. Il ne cherche pas à rassembler les différentes variations du site et à en faire saillir par un artifice de style le caractère dominant. Il dit les choses comme elles se sont

(1) 1 vol. in-12, Librairie-Nouvelle.
(2) 1 vol. in-18, Michel Lévy.

présentées à lui et dans l'ordre où il les a vues. Que ce soit à Calcutta ou à Madras, sur les cimes de l'Himalaya ou même sur les bords du lac d'Enghien, à Java, à Damas ou dans le golfe d'Aden, c'est toujours la même rapidité, la même fermeté dans l'esquisse, que des contours plus estompés ne feraient qu'amoindrir. Ce procédé est si familier et si naturel à l'auteur qu'une partie de son volume, et non la plus faible, est intitulée *Crayons*. On y trouve en quelques lignes des portraits et des descriptions qui prouvent par leur seule manière d'être qu'il y a là une fidèle et complète peinture de l'Orient. Un seul point éclairé à propos donne souvent à un tableau plus de couleur que les oppositions les plus savantes ou les tons les plus violens. Ainsi fait M. de Valbezen. Jusque dans les récits qu'il enserre dans un cadre dramatique, sa mise en scène est composée avec les mêmes ressources. Le détail y est sobre et net, dût l'auteur emprunter à un genre différent un procédé qui lui semble plus rapide. Ainsi, dans *Un Tour aux Neilgerrhies*, une seule page contient cinq portraits présentés comme des *personnages* en tête d'une comédie, et ces cinq portraits suffisent à résumer toute l'administration civile et militaire aux Indes anglaises. Ailleurs, dans la description de la pâque des Grecs à Jérusalem, on voit d'ici ce gentilhomme *finlandais*, joli petit vieillard gras, lustré, pimpant, ayant parmi ses bagages un aumônier et un autel portatif, sur lequel il se fait servir chaque matin une *légère messe*.

A côté du procédé de narration et de style, il faut examiner le cadre, c'est-à-dire ce qui constitue plus spécialement la composition. L'inspiration familière fait place ici au mérite inventif, non pas avec le même bonheur peut-être; mais l'auteur de *la Malle de l'Inde* s'y montre encore assez original pour qu'on puisse le suivre sur ce nouveau terrain. Ce qu'il faut reprocher à ce cadre, c'est un peu la monotonie. Tous ces récits sont écrits par lettres, tous sont le retentissement d'une histoire dont les prémisses se sont nouées sur le boulevard de Gand ou à Regent-street. C'est le *high life*, la vie de plaisir et de comfortable examinée sous différentes faces, mais prise d'abord à Paris ou à Londres, et trouvant son dénoûment sous le ciel tropical. Dans ces cadres romanesques, M. de Valbezen atteint moins sûrement l'effet d'ensemble; mais il prend sa revanche à l'instant même dans les détails, dans la constante description de mœurs qu'il est obligé de faire, et qui est son principal but. C'est à lui certainement qu'on doit les meilleures relations sur la vie anglaise dans l'Inde. Il en a du reste un profond sentiment, que suffirait seule à révéler l'indépendance de sa plume. Non-seulement il expose, mais il fait comprendre la singulière et puissante ténacité avec laquelle la race anglo-saxonne reste fidèle à ses coutumes, et transporte avec elle sous tous les cieux ses besoins de comfort et ses plaisirs tranquilles. Même dans ce qu'on pourrait appeler ses scènes de la vie parisienne apparaît ce coup d'œil du *gentleman;* ainsi le *lunch* fait rarement défaut aux promenades pittoresques accomplies par les caravanes anglaises.

M. de Valbezen compare en quelque endroit les montagnes des Neilger-

phies à une sorte d'Helvétie asiatique : je ne trouve pas de meilleure transition pour arriver au livre de Mme Dora d'Istria, pour franchir la distance qui sépare les sommets de l'Himalaya des lacs de Genève et de Lugano (1). Ici le tableau change, et aussi le peintre. Ce sont nouveaux coups d'œil, nouvelle interprétation, nouveaux procédés. Il est facile de se convaincre une fois de plus que les écrivains voyageurs doivent naturellement à la sincérité de leurs impressions une originalité véritable. On devine aisément chez Mme Dora un esprit ardent, mais sur lequel le besoin de connaître, le désir de se rendre compte des phénomènes agissent avec autant de force que le sentiment. A en juger par certaines pages, l'auteur (et il peut le faire impunément) semble ne vouloir faire aucun sacrifice aux préjugés mondains; mais il s'inquiète médiocrement aussi des règles littéraires, où peut-être il est tenté de ne voir également que des conventions. Eh bien! cette assurance, que rehausse encore avec un certain charme la fierté féminine, est loin de nuire à l'écrivain : c'est elle qui le fait précisément distinguer. Malgré ce que l'abondante moisson de ses observations et de ses lectures peut, naïvement éparpillée, jeter parfois de confusion et de longueur dans les pages écrites par Mme d'Istria, la personnalité de l'auteur des *Femmes en Orient* s'y dégage d'une façon je ne dirai pas rapide, mais du moins certaine, et tout de suite on peut la diviser en deux parts, dont la distinction est assez curieuse. L'une se rapporte à la sensation, à l'impression directe, telle que la produit chez la femme la vue d'une scène ou la contemplation d'un paysage. Cette impression très vive se traduit sur-le-champ, sans ambages, sans comparaisons érudites, dans une langue tantôt métaphorique, tantôt simple, selon la nature du spectacle, mais telle que la peut parler tout d'abord l'imagination frappée. L'autre part d'originalité est au contraire le résultat de la réflexion, de l'observation comparée. L'auteur appelle alors à son aide toutes les ressources que peuvent lui fournir de longues études sur les divers accidens philosophiques et moraux de l'humanité. L'impression individuelle est ici encore la principale base du développement; mais elle s'est elle-même volontairement élargie, moins peut-être pour s'affermir à ses propres yeux que pour porter la conviction dont elle est pénétrée dans l'esprit du lecteur au moyen d'un luxe souvent exagéré de citations et de preuves. Ces deux procédés se succèdent rapidement dans tous les ouvrages de Mme Dora d'Istria : ils se croisent, s'entremêlent, le dernier quelquefois étouffant l'autre; mais lorsque celui-ci, celui qui est vraiment spontané, vraiment personnel, parvient à se dégager pour un instant de tout alliage, il inspire presque toujours à l'auteur des pages d'une harmonieuse et idéale pureté.

Veut-on étudier sous une autre forme cette influence de l'étude de la nature sur la conception romanesque : qu'on aborde maintenant *le Batelier*

(1) *Au bord des Lacs helvétiques*, 1 vol. in-18, Cherbuliez.

de Clarens, par M. Juste Olivier (1). Faire tout de suite la part de la description, ce ne sera pas d'ailleurs s'éloigner beaucoup des sujets traités par Mme Dora. On sait combien de fois a été célébrée, par les poètes comme par les voyageurs, la beauté du pays de Vaud, de toute cette rive du Léman qui s'étend à peu près de Lausanne, à Chillon, et qu'ont immortalisée, pour ne citer que les plus illustres, les vers de Byron et la prose de Jean-Jacques. Cependant l'auteur de *Childe Harold* et l'auteur de *la Nouvelle Héloïse* sont aujourd'hui accusés d'infidélité, ou du moins de vague. Peut-être en effet leurs tableaux ne copient-ils pas la *réalité* aussi fidèlement que peuvent le faire les descriptions de Mme d'Istria et même celles de M. Juste Olivier; mais cette précision n'est pas un fait de coup d'œil personnel, elle est un résultat plus général. Elle provient des nouvelles conditions introduites de nos jours aussi bien dans l'art de la peinture que dans l'étude des mœurs. Les termes généraux et nobles employés autrefois pour peindre la *nature* ont fait place aux expressions nuancées et techniques employées aujourd'hui pour *obtenir une épreuve* de tel paysage particulier. Buffon et Rousseau ont eu les mêmes successeurs que Poussin et Claude Lorrain. Sans comparer ici la valeur absolue ou relative des anciens et des nouveaux procédés, on peut, en ce qui touche le pays de Vaud et le reproche adressé à Jean-Jacques par Mme d'Istria, répondre par la pénétrante et durable impression qu'a laissée la peinture de Rousseau, par le sentiment vrai et profond qu'il a rapporté de ces lieux charmans, sentiment que sa phrase, si vague qu'on puisse l'accuser d'être, a su faire partager à tous les cœurs, et que Sénancour a si complétement et si intimement résumé en ces quelques mots si simples : « les vastes eaux du Léman et sa paix mesurée! »

Aussi, pour être plus curieuses, plus peuplées, plus amusantes, s'il faut employer le véritable mot, les descriptions attentives de sites bien limités ne s'adaptent pas aussi aisément que des traits plus vagues et plus étendus aux sentimens généraux de l'âme humaine. Oui, bien des âmes, et des plus diverses, pourront reconnaître certains paysages de Jean-Jacques et d'*Obermann,* et elles pourront vivre librement dans ces lieux familiers. Au contraire, dans le *chemin aux chars,* qui va de Veytaux à Montreux et dont Mme d'Istria fait une fidèle et charmante description, il n'y a place que pour son héroïne; de même, sur ce sentier étroit bordé de vieux murs destinés à soutenir les vignes où M. Juste Olivier a placé la plus jolie scène de son roman, l'auteur a si bien tenu compte et il a fait si bon usage de tous les accidens variables du terrain que ses personnages seuls peuvent s'y promener. Le lecteur jouit de la vue de ces lieux, mais il ne peut y pénétrer : on n'entre pas ici. De même pour ces diverses *vues* du lac, où les deux écrivains dont je m'occupe ont également déployé un vrai talent de peintre, elles sont trop faites à de certaines heures et d'un point précis de la rive :

(1) 2 vol. in-12, Dentu.

une heure plus tard, pour peu que le soleil ait baissé à l'horizon, le voyageur aura sous les yeux un tableau tout différent, et ce sera une description à recommencer. Ces différens aspects de la nature sont trop les humbles serviteurs des sentimens particuliers des personnages; ils n'excitent chez le lecteur qu'un simple mouvement de curiosité et non une impression qu'il puisse s'approprier : cela revient donc à dire une fois de plus qu'il est nécessaire que la nature décrite présente, comme les héros de roman, quelque chose de général et d'*humain*.

Cette dernière qualité, les héros de M. Juste Olivier la possèdent toutefois, non pas peut-être avec beaucoup de virilité, mais avec une grâce élégante qui inspire tout de suite la sympathie. Deux jeunes gens sont en présence, qui cherchent à s'aimer avec toute la sincérité, toute l'ardeur dont ils sont capables, mais en même temps avec une certaine coquetterie qui, selon le résultat qu'elle obtient, prend la forme tantôt de la défiance, tantôt du défi. Julia Glenmore offre quelques traits de cette charmante création d'Alfred de Musset qui est l'âme de *Fantasio*. Comme la princesse Elsbeth, elle est « mélancolique, fantasque, d'une joie folle... » En somme, elle est surtout curieuse, elle a surtout besoin d'émotion; mais sa franchise la sauve. La coquetterie en effet chez un jeune cœur amène avec soi une sorte de dépit vague et secret qui peu à peu finit par l'entraîner sérieusement. Ce que veut Julia, ce qui la tente, c'est le secret et dangereux plaisir qu'elle éprouve à pousser Semplice à lui avouer son amour, sans lui donner sur le sien propre une certitude qu'elle ne possède peut-être pas encore. Semplice, lui, est un artiste qu'un hasard a rapproché de Julia; mais M. Juste Olivier a fait preuve de goût en repoussant ici, pour composer son personnage, ces traits vulgaires de convention qui servent à peindre dans la plupart des romans modernes tout homme qui jouit de la sublime fonction de manier le pinceau et l'ébauchoir. Avant tout, Semplice a la prétention d'être homme, et véritablement il l'est. Une des meilleures pages du roman est celle où Semplice expose cette prétention en termes qui la justifient. Il veut que la femme qui l'aime aime en lui l'homme et non l'artiste, et il est offensé de soupçonner que Julia ne l'aime point ainsi. Cependant, entre deux cœurs aussi honnêtes, aussi vraiment amoureux, le malentendu ne peut longtemps durer, et tout finit par une franche et heureuse explication.

Telle est la fable de ce roman, où se montrent d'aimables et sérieuses qualités, qui cependant sont gâtées parfois par leur propre exubérance, surtout par l'inexpérience de l'écrivain. Le roman est certainement trop long d'un tiers. L'auteur épuise trop volontiers chacun de ses épisodes. Il a un certain nombre de personnages secondaires dont il tient à faire connaître successivement l'opinion sur chacun des incidens de son récit. Ces figures ont pourtant un certain relief, on voit qu'elles sont des souvenirs réels de l'auteur; mais les mettre ainsi en scène, n'est-ce pas sacrifier l'ensemble à des portraits inutiles? L'analyse des nuances, déjà si minutieuse,

le devient bien plus encore, et fatigue gratuitement le lecteur, lorsqu'il faut mettre au courant de ces variations du sentiment des personnages épisodiques, et en divers fier encore l'expression selon le caractère particulier de ces personnages. Toutefois nous devons à ces digressions de jolis tableaux, de frais paysages, d'heureuses descriptions de certaines baies du Léman, de certains plateaux des Alpes. Il y a dans *le Batelier de Clarens* beaucoup des procédés de Töpffer. Comme l'auteur des *Nouvelles genevoises*, M. Juste Olivier cherche partout à résumer le petit détail pittoresque qui peut fournir à l'instant même le sujet d'un *bois*.

On peut en faire la remarque : tout en étudiant de plus en plus les passions humaines dans ce qu'elles ont d'exact, de vrai et parfois de minutieux, le roman moderne aime de plus en plus aussi à encadrer cette analyse dans les variations de la nature elle-même, dans les effets divers du paysage. En observant l'influence que le milieu habité a sur nos sentimens, on s'explique mieux la marche de ces sentimens eux-mêmes. Notre humeur est tantôt variable et accidentée, tantôt profonde et paisible comme les lieux qui nous entourent, qui voient nos impressions naître, se développer et se manifester. Ce dernier aspect de la nature paraît avoir été choisi de préférence par M. X. Marmier dans son roman de *Gazida*, dont les allures tranquilles ont sans doute plu à l'Académie française, qui lui a décerné une médaille dans sa séance solennelle du 29 août. Ceci nous amène à dire quelques mots de l'Académie, qu'on pourrait croire de plus en plus favorable à certaines œuvres par trop discrètes, qui semblent craindre de faire quelque bruit dans le monde. Assurément on ne saurait trouver mauvais que quelques distinctions soient accordées à la persévérance et aux longs travaux d'écrivains recommandables, sinon fort brillans; mais comment parcourir la liste des récompenses littéraires accordées dans la séance du 29 août, sans se demander si la balance n'a pas penché cette fois d'un seul côté, qui n'est pas à coup sûr celui de la force et de l'indépendance? Ne serait-il pas temps pour l'Académie d'imiter un peu les écrivains voyageurs qui vont rafraîchir leurs idées et demander des émotions nouvelles à des contrées inconnues? Ne serait-il pas temps que l'Académie quittât un peu la chambre, les objets et les auteurs qui lui sont familiers, pour se mettre en campagne et visiter ce beau domaine des diverses formes de la pensée libre, qui est le sien après tout, et où elle n'a jamais fait que de timides excursions? Elle l'ignore peut-être, mais il en est d'elle comme de certains petits seigneurs ruraux : l'*absentéisme* lui fait grand tort, et ceux à qui elle refuse sa direction et qu'elle abandonne à leurs propres efforts pourraient bien un jour ne la plus vouloir reconnaître comme leur suzeraine.

EUGÈNE LATAYE.

V. DE MARS.

faut
odi-
r de
aux,
man,
coup
Juste
four-

pas-
ieux,
dans
e. En
lique
ôt va-
nous
nifes-
ce par
es ont
e dans
ots de
s œu-
t dans
istinc-
rivains
te des
se de-
est pas
temps
rafrai-
incon-
re, les
gne et
est le
s? Elle
gneurs
direc-
jour ne
TAYE.